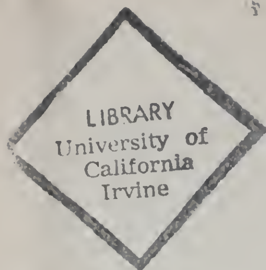

LIBRARY
University of
California
Irvine


SEAL OF THE UNIVERSITY OF CALIFORNIA
LET THERE BE LIGHT
1868

J'ACCUSE!

PAR

UN ALLEMAND

J'accuse!

PAR

UN ALLEMAND

(Dr RICHARD GRELLING)

Celui qui sait la vérité et qui ne la dit pas
Est vraiment un pitoyable drôle.
(Chanson des étudiants allemands.



ÉDITION FRANÇAISE DÉFINITIVE

PARIS
LIBRAIRIE PAYOT & Cie
106, BOULEVARD SAINT-GERMAIN, 106.

1919

J'ACCUSE

I

Allemagne, éveille-toi!

La vérité est en marche.

Si une loi sur la responsabilité des ministres — laquelle, ainsi que beaucoup d'autres belles choses, est promise depuis soixante-quatre ans au peuple prussien — existait en Allemagne comme dans tous les pays vraiment parlementaires, le Dr Bethmann-Hollweg, chancelier de l'Empire et président du cabinet prussien, devrait être mis en accusation et condamné par les sénats réunis du Tribunal de l'Empire pour avoir trahi sa patrie.

On pourrait dire à sa décharge qu'il n'a pas été l'instigateur de la guerre, mais qu'il a été contraint à la provoquer, tant par la pression d'en haut que par celle d'en bas. Mais un ministre qui se fait l'instrument d'une coterie belliqueuse, qui couvre les irresponsables de sa responsabilité, qui entreprend la tâche honteuse de faire accroire à son peuple et au monde entier que cette guerre offensive, depuis longtemps préparée, est une guerre défensive — et par ce mensonge déchaîne la plus horrible catastrophe qui se soit jamais abattue sur notre planète — qui cause à son pays — qu'il soit victorieux ou vaincu — des blessures dont il mettra longtemps à se guérir, qui livre à la mort

ou à la mutilation des centaines de mille hommes, fleur de la nation, qui détruit d'un coup le laborieux travail d'un demi-siècle, qui déchire les liens unissant les peuples civilisés, et réduit en ruines une florissante partie de l'Europe, ce ministre-là devra subir la punition que mérite son forfait.

Le vrai coupable, en vérité, est un homme de plus haut rang, et Bethmann n'est que son fidèle serviteur. Mais cet homme de plus haut rang n'est soumis qu'à la justice divine. Il s'expliquera avec cette justice dont les commandements sont : « Tu ne tueras point »... « Tu aimeras tes ennemis »..., avec cette justice qui appelle heureux les pacifiques, les proclame enfants de Dieu, et fait chanter à l'armée céleste : « Paix sur la terre et bonne volonté envers les hommes. »

Que celui qui a constamment le nom de Dieu à la bouche, malgré la défense qu'a faite ce Dieu lui-même d'abuser de son nom, — que celui qui fait constamment monter au ciel des actions de grâces parce que ses troupes ont accompli de vastes tueries, et qui se croit d'autant mieux le protégé spécial du Père céleste qu'un plus grand nombre de cadavres gisent sur le sol, — que celui-là règle seul son compte avec le ciel.

En réunissant ci-dessous les preuves que seules l'Allemagne et l'Autriche sont responsables de la guerre mondiale, je m'expose à la critique d'une grande partie des Allemands, qui tiennent pour un devoir patriotique de ne pas entendre la vérité, ou, s'ils la reconnaissent, de ne pas la révéler pendant la durée des hostilités.

Seuls ces deux motifs peuvent expliquer la mentalité actuelle d'un peuple aussi intelligent que le peuple allemand. L'état de guerre, proclamé le 31 juillet, a placé la vie intellectuelle de l'Allemagne sous le contrôle de généraux. Les frontières ont été si bien surveillées que, depuis plus de six mois, aucun courant intellectuel étranger pouvant troubler l'unité allemande, aucun document et aucune preuve de sources étrangères susceptibles d'éclairer le peuple n'ont pénétré dans le pays. Aussi les neuf dixièmes des Allemands acceptent-ils aveuglément les phrases habilement frappées de la « défense imposée », du « combat pour notre liberté et notre culture contre l'attaque et l'oppression » ; « les Français et les Russes ont franchi la frontière » ; « la patrie est en danger » ; « on veut nous humilier » ; « l'ennemi nous surprend en pleine paix » ; « il y va de la vie ou de la mort de

notre pays » ; « il nous faut protéger nos biens les plus sacrés, la patrie et le foyer, contre une attaque scélérate » ; « nous combattons pour les fruits de notre travail pacifique, pour l'héritage d'un grand passé et pour notre avenir ». Par ces phrases et d'autres pareilles (qui sont toutes empruntées à des écrits officiels), on a égaré *à dessein* le peuple allemand, on a enflammé son patriotisme et on l'a poussé à faire d'immenses, d'énormes sacrifices en vies et en biens.

Ceux (ils sont en petit nombre) qui, après le tumulte des premiers jours, recouvrèrent peu à peu la raison, surent se procurer, derrière le dos des censeurs militaires, des documents et des récits étrangers et arrivèrent par une consciencieuse étude comparative à discerner la vérité, durent la garder pour eux, car la proclamer ouvertement eût passé (et passe encore) pour un acte antipatriotique, et l'autorité militaire eût réprimé chaque divulgation et puni les auteurs du méfait.

Pour échapper à ce sort, les gens informés se sont tus et se taisent encore. Par contre, ceux qui ne connaissent pas la vérité, ou ne *veulent* pas la connaître, crient d'autant plus fort et inondent le monde de leurs sottes élucubrations. Personne ne les croît, même s'ils répètent des millions de fois les mensonges allemands. Que dire du manifeste que des notabilités telles que Bode, Dehmel[1], Haeckel, Hauptmann[4], Liszt, Sudermann, Laband, Liebermann — en tout environ cent noms — répandent à l'étranger et qui commence ainsi :

« La Germania ha fatto invece tutti gli sforzi per scongiurarla e le prove irrefragabili stanno spiegate davanti al mondo.... Solo quando da tre parti irrupero nelle nostre terre forze preponderanti, già da lungo in agguato ai confini, il popolo tedesco si è sollevato come un sol uomo. »

. . . .

Du côté allemand, on a fait l'impossible pour éviter la guerre. Le monde en a sous les yeux les preuves authentiques.... Ce n'est qu'au moment où l'attaque armée, qui depuis longtemps guettait l'Allemagne sur ses frontières, eut fondu sur nous de trois (*sic*) côtés à la fois, que notre peuple s'est levé comme un seul homme.

Et ces histoires de brigands sur un ennemi aux aguets à la frontière, — on pense involontairement à Bas-de-Cuir et à Ali-Baba — on ose les faire accroire à des peuples aussi cultivés,

---

[1] Il a été décoré le jour de la fête de l'Empereur, en 1915, de l'ordre de l'Aigle Rouge, IVme classe.

par exemple, que le peuple italien, où un facchino connaît mieux la vérité historique sur la guerre qu'un Harnack chez nous, et dont le gouvernement a déclaré, aux applaudissements de tout le pays, que la guerre était une guerre offensive de l'Allemagne et de l'Autriche ! Il l'a déclaré avec raison, et il devait le déclarer, sous peine de s'accuser lui-même de perfidie et de parjure.

Il va de soi que nous sommes le premier peuple du monde, et que par conséquent (c'est leur logique !), nous sommes appelés à imposer notre culture aux peuples inférieurs (y compris les neutres) au moyen de bombes et de grenades, d'incendies et de dévastations. Cette mission nous a été assignée par la Providence ; autrefois, elle avait chargé les Croisés de combattre le Croissant — dont nous avons gagné l'appui pour lutter contre des peuples chrétiens — et prescrit aux catholiques, lors de la guerre de Trente ans, d'extirper par le fer et le feu la nouvelle croyance des protestants. D'après l'opinion de nos dirigeants, une guerre de culture a subitement remplacé depuis le 1er août les guerres de religion ; on y lutte pour la parité ou la suprématie des diverses « cultures ennemies ». *A-t-on jamais imaginé pareille folie ?* L'écrasante défaite que la France a subie en 1870 a-t-elle étouffé la culture de ce pays ? Y a-t-elle seulement porté atteinte ? La domination napoléonienne a-t-elle détruit une seule parcelle de notre culture qui, précisément à cette époque, brillait d'un éclat incomparable ? Les Romains, en conquérant la Grèce, ont-ils assujetti la civilisation grecque ? C'est exactement le contraire qui s'est produit : l'expropriatrice a été expropriée, l'esprit et l'art grec ont subjugué Rome. Et le christianisme ? Le petit pays de Galilée n'a-t-il pas finalement imposé son esprit à l'empire romain ? Comment peut-on du reste parler d'une lutte de cultures, alors qu'il ne s'agit que d'une lutte « d'anti-cultures », de barbaries réciproques ? d'une lutte qui devient de jour en jour plus opiniâtre, plus cruelle et plus meurtrière, d'une lutte où les principes du droit des peuples et de l'humanité — si l'on peut encore employer ce mot en parlant de ces boucheries inhumaines — sont de plus en plus oubliés. *Quel rapport cela a-t-il avec la culture ?* Avons-*nous* peut-être l'intention d'étouffer les cultures anglaise, française, russe ou belge ? Voulons-nous renoncer à Shakespeare, à Darwin, Newton et Spencer, à Tolstoï et Dostoïewsky, à

Voltaire, Rousseau, Zola et Goncourt, à Rubens, van Eyck, Meunier et Mæterlinck ou rayer leur œuvre du monde? De quel droit prêtons-nous donc aux *autres* des desseins que nous n'avons point contre eux et que nous ne pourrions exécuter si nous les avions? On se refuserait à croire, si on ne le lisait journellement, que des intellectuels allemands cherchent à se convaincre et à convaincre le peuple que la culture est en danger et qu'elle doit être défendue par des Zeppelins et des canons de 420 mm.

La névrose guerrière est devenue épidémique, comme au moyen âge la danse de Saint-Guy et la flagellation. A l'exemple des derviches qui, des heures durant, récitent les mêmes formules de prières et font avec le torse, les bras et les jambes, les mêmes mouvements gymnastiques jusqu'à ce qu'ils s'effondrent, étourdis et l'écume à la bouche, les savants allemands répètent depuis des mois les mêmes litanies patriotiques et les mêmes affirmations gratuites dont le *contraire* est prouvé. Par leurs gestes désordonnés, il semble qu'ils cherchent à élever leur peuple jusqu'à ce que, à leurs yeux, il ait surpassé tous les autres et soit devenu sinon semblable à Dieu, du moins son peuple élu. Ils s'étourdissent de leurs propres phrases et, bavant de patriotisme et s'adorant, ils finissent par s'agenouiller devant eux-mêmes... Mais ils sortiront un jour de leur étourdissement et un affreux « mal de cheveux » (Katzenjammer) suivra leur sauvage ivresse.

* * *

Cet écrit est destiné à hâter le réveil : je considère cela comme un devoir patriotique. Plus l'ivresse durera, plus les suites en seront mauvaises pour le peuple allemand et plus le réveil sera difficile et affreux. Seul un plus sérieux examen des causes et des buts de cette guerre, seule la connaissance des fautes et des responsabilités pourront provoquer un revirement salutaire.

L'Allemagne et l'Autriche seront-elles victorieuses?

La situation économique des pays belligérants.

Aujourd'hui, on ne peut plus s'attendre à une victoire des empires alliés. La supériorité financière et économique des pays

réunis contre eux est si grande qu'elle ne peut être compensée par la puissance militaire de l'Allemagne et par des sacrifices en hommes ou en biens, si grands soient-ils. Toutes les déclamations sur le « tenir jusqu'au dernier souffle », tous les fallacieux exposés sur la capacité de résistance de la vie économique de l'Allemagne n'y changeront rien. La réserve en or de la Banque d'Empire ne prouve pas que la situation économique soit encore supportable : presque tout l'or en circulation est rentré à la banque, et les trois milliards en bons de caisses de prêts ne sont pas couverts par de l'or, mais par des marchandises et des effets irréalisables.

L'industrie ne travaille plus que pour la consommation du pays et les besoins de l'armée. L'argent pour les livraisons militaires est fourni par le contribuable allemand et sera perdu comme capital productif. Une seule classe n'est pas affectée, celle des agrariens ; c'est à eux, les instigateurs, les hérauts de la guerre, les impérialistes et les chauvins, que le peuple allemand est redevable de la catastrophe. De leurs rangs sortent les colonels et les généraux, les Bernhardi et les Frobenius, qui prescrivent à l'Empire sa mission historique « domination universelle ou ruine » et lui annoncent son « heure décisive ». Ce sont eux qui ont l'oreille des grands et qui leur instillent le poison de leurs idées égoïstes. C'est aussi à eux que la guerre profite le plus. Ils doivent naturellement payer leur tribut à la patrie, mais ce qu'ils perdent en sang leur revient en or : galons d'or et pièces trébuchantes. Ils font carrière, et plus il tombe d'officiers, mieux s'en trouvent les jeunes. Ils font des affaires plus brillantes qu'en temps de paix ; le prix de leurs produits, grains, pommes de terre, bétail, aurait monté fabuleusement si le gouvernement ne s'était pas vu obligé de fixer des prix maxima. Mais ces prix sont déjà bien supérieurs à ceux établis en temps de paix[1].

Par contre, les classes ouvrière et bourgeoise dépérissent et s'étiolent. Plus la guerre dure, plus les relations avec l'étranger sont sûrement coupées au commerce, à la banque et à la grande industrie de l'Allemagne. Les mers étant ouvertes à nos enne-

[1] Le pain est de plus en plus rationné et le monopole sur les grains vient d'être introduit.

mis, l'Angleterre et la France, et aux pays neutres, il serait surprenant qu'ils ne parvinssent pas à nous chasser peu à peu des marchés étrangers. L'Allemagne en étant exclue, le trafic commercial de l'Italie et de la Hollande augmente. Les efforts que font les Anglais pour supplanter notre commerce en Amérique, en Afrique et en Asie auront d'autant plus de succès que la guerre sera plus longue. En tout cas, il se passera des décades avant que nous retrouvions la situation que nous avions avant la catastrophe. L'acheminement de notre vie économique vers l'anémie est accéléré par la nécessité de trouver les moyens d'entretenir nos millions de soldats et de payer les frais des opérations militaires. On estime que le seul entretien d'un soldat coûte dix marks par jour. Si nous avons 5 millions d'hommes sous les drapeaux, la guerre nous revient à 50 millions de marks par jour, à 1 $^1/_2$ milliard par mois et à 18 milliards par an. Ajoutons à ce dernier chiffre les dépenses causées par la consommation des munitions — un seul coup de notre mortier de 42 coûte des milliers de marks — et le matériel qu'il faut remplacer ou réparer, et le coût de la guerre s'élèvera annuellement à 25 milliards de marks. Cette somme surpasse de 5 milliards la dette globale de l'Empire allemand et des Etats confédérés en l'année 1912.

La justesse de ce calcul peut se prouver de la manière suivante : jusqu'à présent, les crédits militaires allemands ont atteint 10 milliards de marks, auxquels il faut ajouter 1 milliard provenant de l'impôt militaire de 1913. Cette somme doit suffire à peu près jusqu'à la fin de l'année économique, le 31 mars 1915; mais elle n'est pas destinée sans doute à une remise en état du matériel de guerre; d'ailleurs elle ne serait pas suffisante pour cela ; si nous y ajoutons les contributions indispensables à cet effet, nous obtiendrons un chiffre approximatif de 25 milliards.

Les pertes que la guerre nous a causées sont incalculables. Les bourses sont fermées ; personne ne sait aujourd'hui ce qu'il possède ; presque toutes les valeurs sont autant dire irréalisables. Sans le système subtil, mais peu solide, des caisses de prêts, sans les lois de protection du 4 août et toutes les mesures qui devaient en partie enrayer la crise et en partie la dissimuler, la ruine de notre vie économique ne serait qu'une question de temps.

Nous injurions l'Angleterre sur tous les tons parce qu'elle met à profit sa situation géographique et économique privilégiée. Agirions-nous autrement si nous étions à sa place ? « A la guerre comme à la guerre. » Chacun se défend aussi bien qu'il le peut, et si les Anglais utilisent à côté de leur armée de terre et de leur flotte leur supériorité économique pour nous abattre, qui peut, en bonne justice, leur en faire un reproche ? Ne spéculons-nous pas sur les effets que la guerre sainte — qui est en grande partie notre œuvre — pourrait avoir dans les colonies anglaises ? N'exigeons-nous pas de la petite Belgique appauvrie, dévastée et presque affamée — qui cependant ne fait que défendre son indépendance et sa liberté, — n'exigeons-nous pas de ses villes, entièrement ou en partie saccagées, de prétendues contributions de guerre se montant à des centaines de millions ? — En ce qui me concerne, je préfère de beaucoup la guerre économique que nous fait l'Angleterre à la guerre sanglante que nous avons déchaînée ; la première épargne ce qu'il y a de plus précieux, la vie humaine ; elle ne coûte que des sacrifices matériels. Elle se rapproche un peu de l'état de paix entre pays dont les relations commerciales ne sont pas réglées par des traités : ils se font une guerre économique, sans pertes humaines. A cet égard, une perspective s'ouvre même de voir les luttes se transformer avec les transformations futures de la société humaine : plus de combats avec le fer et l'acier, mais combats des nerfs et des cerveaux, combats perfectionnés des hommes civilisés, qui s'éloigneront toujours plus du corps à corps brutal des animaux sauvages et des peuples barbares — parmi lesquels l'Europe occupe aujourd'hui la première place.

Les autres Etats belligérants s'épuisent aussi, mais c'est une faible consolation ! Plus la vie économique d'un pays est active, plus son commerce et son industrie sont développés, et plus les effets de la guerre y sont sensibles. Laissons de côté la Russie qui, avec ses 180 millions d'habitants, n'a eu en 1912 qu'une importation et une exportation de 6 milliards de marks, et considérons la France et l'Angleterre. Ces pays sont beaucoup plus riches que l'Allemagne. Après la destruction des quelques croiseurs-corsaires allemands, toutes les mers leur ont été ouvertes. Ils peuvent ainsi exporter leurs produits et importer les matières premières et les vivres dont ils ont besoin. En cherchant à se

tromper et à duper les autres à ce sujet, la presse allemande accomplit une œuvre stupide et funeste. Le crédit de l'Angleterre et de la France a, jusqu'à maintenant, fort peu souffert. Les billets anglais et français ont conservé presque intégralement leurs cours à l'étranger, tandis que les billets allemands sont cotés de plus en plus bas. Le billet de 100 marks valait à l'étranger 112 francs (au lieu de 125), tandis que le billet d'une livre sterling se payait 26 francs (au lieu de 25).

L'emprunt de guerre allemand à 5 % a été émis au cours de 97 1/2 %, alors que le cours d'émission de l'emprunt anglais à 3 1/2 était de 95 %. Si la richesse et le crédit de l'Allemagne égalaient ceux de l'Angleterre, l'emprunt du premier pays à 5 % vaudrait environ 40 % de plus que l'emprunt du second à 3 1/2 % et aurait pu être émis au cours de 135 % au lieu de 97 1/2.

Ces comparaisons montrent clairement l'énorme différence entre les situations économiques et les capacités de résistance des deux Etats. Il ne sert de rien de vouloir la cacher par patriotisme : les faits sont probants. Plus nous chercherons à les ignorer, plus nous nous ferons du tort. Non seulement nous ne jetons de la poudre aux yeux de personne, mais, en nous leurrant nous-mêmes, nous nous berçons d'irréalisables espérances, nous persistons de plus belle à continuer cette lutte malheureuse, et nous finirons par nous ruiner complètement.

La situation politique et militaire des pays belligérants.

La situation politique et militaire se présente sous les mêmes aspects que la situation économique. Nous avons perdu nos colonies qui nous ont coûté des millions par centaines et auxquelles nous vouions des soins vraiment maternels. L'Autriche a dû abandonner aux Russes la Galicie et une partie de la Bukovine, et la Hongrie est à la veille d'être envahie. En outre, les Français sont en Alsace et les Russes en Prusse-Orientale[1]. Par contre, nos troupes occupent la Belgique et le

[1] Ce livre a été achevé en février et n'a pu tenir compte des événements qui se sont produits dès lors. Ces événements n'auront d'ailleurs aucune influence sur le résultat final.

nord-est de la France, et, alliées aux Autrichiens, une partie du royaume de Pologne.

Ainsi, les belligérants sont en possession de territoires d'échange qui, à la fin des hostilités, devront être restitués comme les prisonniers. A mesure que la guerre se prolonge et s'étend, et que d'autres Etats se joignent aux belligérants, le nombre de ces territoires s'accroît. Tandis que les Turcs marchent sur le canal de Suez, les Anglais font des progrès en Perse, en Mésopotamie et en Arabie ; là aussi on peut présumer qu'il y aura de part et d'autre des prises de possession qui donneront lieu à des échanges lors de la conclusion de la paix.

La guerre mondiale est donc, malgré les chocs sanglants de chaque jour, faite pour ainsi dire *à côté*, et la meilleure solution, parce que la plus humaine, serait au fond que les chocs devinssent toujours moins grands, et les occupations réciproques de territoires, en revanche, toujours plus étendues. Le résultat serait le même que maintenant, mais avec une moindre effusion de sang. Car personne ne s'abandonnera plus, du point de vue militaire, pas plus que du point de vue économique, à l'illusion que la guerre puisse finir par une *victoire* des Empires alliés. C'est là une hypothèse qu'il faut écarter définitivement. Les combats dans l'est ont un caractère purement défensif. Ils ont été malheureux pour l'Autriche, et après les premiers coups, heureux pour nous. Quelle importance aurait la prise de Lodz, et éventuellement celle de Varsovie, eu égard au colosse russe ? Celui-ci sera-t-il vaincu quand nous aurons conquis la moitié ou la totalité de la Pologne ? Un nouveau territoire d'échange sera tombé entre nos mains ; mais la Russie ne sera nullement écrasée.

Et la situation en France ? Que de difficultés à surmonter pour nous emparer seulement du nord-ouest de la Belgique ! Quels immenses sacrifices ne devons-nous pas faire ! Des milliers de pauvres soldats dupés sont morts héroïquement dans les tranchées et les canaux, dans la neige et la boue, un dernier adieu sur les lèvres pour leurs femmes, leurs mères et leurs enfants, une dernière pensée au cœur pour la patrie, le foyer et la paix. Pourquoi sont-ils morts ? Pour conquérir quelques mètres carrés d'un terrain inondé et dévasté, avec des villes détruites, afin que la grande illusion, la marche sur Calais et l'invasion de l'Angleterre puisse être réalisée.

Il y a trente ans, un tableau de Spangenberg fut très admiré à l'exposition des Beaux-Arts de Berlin. Il s'intitulait la « Chasse au bonheur ». Sur une boule de verre étincelante plane une belle femme nue poursuivie par une troupe de cavaliers sauvages qui cherchent, avec des gestes avides, à saisir la couronne de lauriers qu'elle tient dans sa main droite élevée. Elle attire et séduit par ses yeux ensorcelants; sa chevelure d'un blond rouge flotte au vent et caresse presque le visage du premier cavalier. Mais la couronne convoitée échappe toujours aux mains des poursuivants. Devant eux s'ouvre un abîme, traversé par un pont. Il est juste assez large pour permettre à la « Sphère du bonheur » et à la déesse de franchir le gouffre, où les cavaliers trouveront une mort inévitable. Déjà le premier y tombe; les autres vont le suivre, et l'image du bonheur disparaît pour toujours...

Il en sera ainsi, je le crains, de l'invasion de l'Angleterre que, depuis le début de la guerre, on fait miroiter aux yeux du peuple allemand. L'autre rive est fort près, mais nous ne l'atteindrons pas : « l'eau est beaucoup trop profonde ». Si l'entreprise était tentée, des centaines de milliers d'hommes y périraient. Et si nous parvenons en Angleterre, le peuple tout entier prendra les armes contre nous. Nos soldats coupés de leur base seront hachés. Le désir et l'espoir que chaque Allemand chuchote à son voisin m'apparaît comme une fantaisie téméraire dont la puissance maritime anglaise empêchera la réalisation.

Malgré toute l'admiration que nous inspirent les exploits de notre héroïque marine, il serait risqué de croire qu'avec des zeppelins et des sous-marins (dont nos ennemis ont un plus grand nombre que nous : Angleterre, en 1912, 85; France, 90), nous puissions compenser l'énorme supériorité de la flotte anglaise. Remarquons avant tout ceci : la flotte britannique serait l'assaillante et la nôtre — en supposant qu'elle puisse arriver jusque dans la Manche — devrait non seulement se défendre elle-même, mais aussi protéger les navires pesants et désarmés transportant en Angleterre le corps expéditionnaire avec tout son accompagnement : artillerie légère et lourde, cavalerie, train, pionniers, automobiles, dirigeables et aéroplanes. Un tel dessein est-il concevable? Est-il possible qu'il y ait des êtres capables d'exposer d'un coup à la mort des centaines de mille créatures pour réaliser leurs rêves impérialistes, pour mettre peut-être

sur leur tête, à l'abbaye de Westminster, la couronne impériale du monde ? S'il se trouvait des hommes pour risquer une tentative criminelle qui laisserait loin derrière elle les forfaits d'un Néron et d'un Caligula, d'un Gengis Khan et d'un Attila, il faut espérer qu'il ne s'en trouverait pas d'autres disposés à en être les victimes.

Assez de morts et de mutilés couvrent aujourd'hui les champs de bataille de l'Europe, de l'Asie et de l'Afrique. Faut-il encore que le fond de la mer soit jonché de cadavres humains ? Ne suffit-il pas que des milliers de braves marins aient trouvé un tombeau dans les flots? Faut-il encore que des corps d'armée tout entiers y soient engloutis ?

Et si nous parvenons en Angleterre, *aurons-nous vaincu ce pays ?* Le peuple se laissera-t-il dicter la paix à Londres comme tout radoteur ou exalté le croit en Allemagne? Les colonies anglaises nous échoiront-elles? Pas le moins du monde. J'aimerais entendre le Canada, les Indes et la Nouvelle-Zélande acclamer le libérateur teuton, qui, comme le disait le Chancelier à un journaliste américain, « doit apporter la liberté au monde » ! Celui qui fait régner la servitude chez lui ne peut pas apporter la liberté aux autres. Quel pays est, politiquement, aussi arriéré et aussi bâillonné que l'Allemagne, à part la Russie et notre sublime alliée l'Autriche ? Quel pays sait moins s'assimiler les peuples étrangers, leur laisser leur culture et leur langue, les rendre heureux et, partant, dévoués? Notre politique à l'égard des Alsaciens, des Lorrains et des Polonais en dit long là-dessus. Toute opposition contre cette façon de germaniser est restée stérile. L'affaire de Saverne est le point culminant de la politique pratiquée dans la marche de l'ouest. Les lois sur l'expropriation des biens héréditaires des Polonais, qui nous ont fait dépenser inutilement des centaines de millions de marks pour aboutir à un effet diamétralement opposé à celui que nous en attendions, caractérisent d'une manière frappante notre politique en Pologne. Nous avons agi de même au Nord, à l'égard des Danois. La guerre nous a naturellement forcés à adoucir ces moyens vexatoires. Maintenant nous sommes pleins d'attentions pour les Polonais, tandis qu'autrefois, lorsqu'ils assuraient qu'ils n'avaient pas d'hostilité contre la Prusse et qu'ils ne lui faisaient opposition que pour défendre leur langue et leur natio-

nalité, nous leur répondions par de nouvelles mesures coercitives et par de nouvelles lois. Comme il ne peut pas exister d'opposition dans le misérable parlement des junkers prussiens, tous les avertissements des partis de gauche restèrent vains, et l'on continua résolument à employer ces procédés de germanisation aussi maladroits que coûteux.

Et cette Allemagne, dirigée d'après les principes prussiens, serait capable de supplanter l'Angleterre, qui doit sa puissance mondiale non seulement à la froide et tenace poursuite de ses intérêts, mais surtout à la manière géniale avec laquelle elle sait annexer les peuples à son empire, sans les opprimer, sans vouloir même se les assimiler !

La langue anglaise ne possède pas le mot « anglicisation », parce que l'idée qu'il traduit manque à la politique de l'Angleterre. En politique, le mot n'est formé que quand la conception existe. Le vocable *Kulturkampf* n'a été forgé que lorsque le conflit qu'il caractérise eut éclaté.

Donc, si nous réussissions à débarquer en Angleterre, les colonies de ce pays nous salueraient comme des libérateurs ? Oh ! que nenni. Elles aussi, lutteraient jusqu'au dernier vaisseau et jusqu'au dernier homme avant de changer l'indépendance et la liberté anglaises contre la servitude et l'oppression allemandes.

La situation en France.

Il est aussi à prévoir que la lutte en France ne conduira pas à un résultat qu'on puisse qualifier de victoire allemande. Une guerre offensive qui se termine en guerre de tranchées a, de prime abord, manqué son but. De tranchées dont nos braves soldats apprécient depuis plus de cinq mois les agréments, par la pluie, le vent et la neige, dans une monotonie qui serait tuante pour le corps et l'esprit, si, de temps en temps, elle n'était agréablement interrompue par les bombes, les grenades et les flèches. A la frontière est de la France, la ligne fortifiée Verdun-Toul-Nancy-Epinal-Belfort est presque intacte, ou si peu entamée par les armées allemandes que les ministres français et même le Président de la République font constamment des voyages d'inspection d'une forteresse à l'autre. Depuis longtemps, on

n'a — heureusement — plus entendu parler du vainqueur de Longwy, de celui que François-Joseph nommait, dans sa dépêche à Guillaume II, « fils de héros » (*Heldensohn*). Le fameux mot du feld-maréchal comte de Hæseler — mot qui fit si rapidement fortune à Berlin — : « Je pense déjeuner à Paris, au café de la Paix, le jour anniversaire de Sedan », était prématuré. Peut-être le comte a-t-il remis le déjeuner au prochain *Sedantag*, ou plutôt devra-t-il, comme je le crains, le renvoyer aux calendes... teutoniques. Le gouvernement français est rentré à Paris avec tout le corps diplomatique. Il ne semble pas qu'il ait l'intention de retourner prochainement à Bordeaux. Tout observateur loyal doit avouer que la guerre avec la France subit un temps d'arrêt ; et, ici plus qu'ailleurs, arrêt signifie recul.

Les plans de notre état-major, mûris et achevés depuis longtemps, comportaient comme point essentiel le rapide écrasement de la France, afin de pouvoir, avec les forces devenues disponibles et le concours de l'Autriche, prendre ensuite une vigoureuse offensive contre la Russie. La Providence — on emploie déjà presque involontairement le jargon des dépêches allemandes — en a décidé autrement. Sept mois de lutte acharnée n'ont pas réussi à abattre la France. La brillante stratégie de Joffre, le Moltke français — je parle bien entendu de l'oncle et non du neveu, qui est en ce moment en traitement à Hombourg pour une affection bilieuse ! — a subitement arrêté notre marche victorieuse et a contraint notre armée à se terrer dans des tranchées. Les fluctuations de cette guerre de siège sont si peu marquées qu'une décision n'interviendra pas avant que nos chefs se résolvent à laisser de côté toute considération d'humanité, et à lancer nos braves soldats à l'assaut, sous le feu dévastateur des canons, mitrailleuses et fusils ennemis. Ils l'ont déjà fait à quelques endroits[1]. Et quels que soient les opinions et les sentiments de

[1] Peu de temps avant l'impression de cet ouvrage, je lisais le communiqué officiel du 15 janvier rédigé par le grand état-major. On y relate avec fierté que dans les combats près de Soissons 4 à 5000 cadavres français sont restés sur le champ de bataille. Et combien de cadavres allemands ? Et combien de blessés des deux côtés ? Les Allemands, en tant qu'agresseurs, ont subi au moins les mêmes pertes que les Français. Le nombre total des morts est donc de 10 000 hommes ! Les blessés sont, d'après les statistiques établies, trois fois plus nombreux que les morts. En tout, 40 000 hommes hors de combat dans une seule bataille !

nos cercles dirigeants — le mot si spirituel du Kronprinz : « Tapez toujours ferme dessus », dans son télégramme au colonel von Reuter, est devenu le cri de guerre du peuple des poètes et des penseurs, — on conçoit que nos généraux perdent bientôt patience ; que le désir de la victoire à tout prix les pousse à la folie du suicide, naturellement pas au sacrifice de leurs hautes et très hautes personnalités, mais au massacre en masse des enfants chéris par-dessus tout de leur pays ; et que ceux-ci, pareils aux victimes antiques, doivent offrir leurs vies sur l'autel des ambitions césariennes.

Et lorsque ces énormes hécatombes seront achevées, aurons-nous *alors* la victoire? Nullement. Nous aurons seulement ce que nous avions déjà obtenu en 1870 après quatre semaines de lutte — en supposant qu'au prix de tous les sacrifices, nous réussissions à réaliser une avance importante. Les Français ont certainement mis à profit ces cinq mois de calme pour fortifier leurs positions et leurs lignes de retraite éventuelles. D'incessants débarquements de troupes coloniales françaises et anglaises comblent les vides et renforcent l'armée de campagne. Chaque semaine qui se passe à ces combats indécis des tranchées augmente les difficultés de notre avance victorieuse. Déjà lors de la guerre des Boers, les Anglais ont prouvé que, malgré leur petite armée permanente, ils pouvaient lever des masses d'hommes. Il leur a été possible alors de les transporter dans la lointaine Afrique du Sud. Aujourd'hui ils n'ont qu'un étroit canal à franchir. Nos adversaires augmentent sans cesse, tandis que nous, nous avons déjà levé la deuxième catégorie du landsturm.

Partie remise.

Comment cela finira-t-il? Dans le cas le plus heureux, ce sera *partie remise*. La fin de la guerre sera marquée par un épuisement total des adversaires, mais non par une victoire de l'un ou de l'autre. C'est, d'après ma ferme conviction, ce que l'Allemagne peut attendre de mieux. Une issue qu'on pourrait plus ou moins qualifier de victorieuse est tout à fait exclue. Plus la guerre se prolongera, plus les chances en faveur de cette issue relativement heureuse diminueront et plus les probabilités

augmenteront d'un développement de l'action qui, s'il ne se termine pas, à vrai dire, par une défaite de l'Allemagne, marquera cependant un épuisement de ses moyens plus considérable que celui des moyens de ses adversaires et, partant, rendra les conditions de paix moins favorables pour elle qu'aujourd'hui.

L'Autriche est arrivée déjà maintenant à la limite de ses forces. Quant à l'Allemagne, on ne peut pas encore dire qu'elle soit plus affaiblie que ses ennemis. Nous sommes encore debout et, partout, nous pouvons tenir tête à nos adversaires. Nos réserves en hommes et en argent ne sont point encore épuisées. Mais ce régime du « encore » ne durera plus longtemps. Il est ridicule de vouloir suivre l'exemple de l'autruche. Nous avons beau, pour obéir à la consigne, nous cacher la tête dans le sable de peur de voir le danger, nos ennemis se rendent bien compte des faiblesses de notre organisme social et aperçoivent les germes morbides qui amèneront notre ruine.

Nous pouvons encore obtenir une paix honorable. En la demandant de notre propre chef, nous expierons une petite partie du tort que nous avons commis en provoquant cette catastrophe mondiale, du tort qui nous a attiré la haine et l'horreur de tout le monde civilisé, des neutres comme de nos ennemis.

La question des culpabilités.

Ce n'est ni la jalousie, ni l'envie, ni les mensonges qui nous ont aliéné les sympathies, ce sont nos propres actions. Les étrangers, surtout les neutres, savent mieux que le peuple allemand comment les choses se sont passées et qui porte la responsabilité de la catastrophe. Les neutres connaissent assez notre situation politique intérieure pour savoir que, sous un masque constitutionnel, nous sommes gouvernés autocratiquement. Ils ont pu voir que le chancelier, désavoué par les trois cinquièmes du Parlement, restait en fonctions grâce à l'appui de la cour et des cercles militaires. Cela ne se produirait dans aucun pays civilisé à l'exception de la Russie. Ils savent, en outre, que le peuple prussien n'a pas de droits politiques et qu'il est gouverné par une coterie de junkers qui ont, de tout temps, accaparé les premières places dans le cabinet et dans l'armée.

Ils savent avant tout — et voici le point capital de mon exposé :

Que cette guerre a été projetée et préparée depuis longtemps par l'Allemagne et l'Autriche, non seulement militairement, mais aussi politiquement;

que l'on était résolu depuis longtemps à faire croire au peuple allemand que cette guerre offensive était une guerre défensive, parce qu'on savait que c'était le seul moyen d'éveiller l'enthousiasme populaire;

que cette guerre avait pour but d'obtenir d'abord l'hégémonie sur le continent et de déposséder ensuite l'Angleterre de son rôle de première puissance mondiale, d'après le principe : Ote-toi de là que je m'y mette.

Nous avons nous-mêmes, dans des écrits en notre langue, fourni des preuves si aveuglantes de ces faits et de ces aspirations, qu'il est aussi ridicule que vain de vouloir battre en brèche la conviction du monde par des publications sans base sérieuse qui doivent servir « à l'éclairer ».



II

Les Antécédents du crime.

Nos impérialistes : Bernhardi & Cie.

L'ouvrage de Bernhardi : *Deutschland und der nächste Krieg*, celui de Frobenius : *Des Deutschen Reiches Schicksalsstunde*, les livres de Treitschke : *Deutsche Geschichte* et *Politik*, sont aussi connus à l'étranger qu'en Allemagne et la plupart ont été traduits. Nulle part, les tendances impérialistes d'une coterie politique n'ont été exposées avec plus de précision que dans ces écrits et, suivant leurs auteurs, mieux légitimées.

Quelques citations de Bernhardi suffiront à le prouver. Bernhardi est un général prussien de cavalerie; il est, si je ne me trompe, chargé d'un commandement dans l'armée de l'Est et il a déjà reçu la croix de fer de 1re classe. On ne peut contester qu'il ait la compétence et soit l'homme voulu pour exprimer les vues des cercles allemands dominants.

On lit à la page 305 de son livre :

Elle (la presse) ne pourra plus compter au moment du danger ou du besoin sur un peuple prêt à la guerre et au sacrifice, si elle voit avec indifférence que dans son sein l'esprit guerrier est systématiquement étouffé, qu'un amollissant esprit de paix y est prêché, ou que ses propres organes, adoptant ce ton, répètent que le maintien de la paix est le devoir de la politique. Elle doit tout faire au contraire pour entretenir le sentiment guerrier et pour expliquer au peuple les devoirs et les buts d'une grande politique.

Elle doit toujours rendre attentif à la signification et à *la nécessité de la guerre, instrument indispensable de la politique et de la culture*, et au devoir du sacrifice et du dévouement personnel à la patrie et à l'Etat.

Page 307 :

L'âme de notre peuple ne se reflète pas dans la presse qui loue cette orientation pacifique, *qui met toujours en avant la nécessité de maintenir la paix*

et qui dissuade d'entreprendre toute action politique énergique et hardie en la qualifiant de « politique aventureuse ».

Dans l'âme de notre peuple, il y a, au contraire, le désir profond de jouer son rôle dans le monde (nach Weltgeltung), le désir de l'action virile. Cette âme vibre à chaque parole énergique, à chaque acte politique décisif du gouvernement, qui, pour ainsi dire, dénouent le lien qui retient les forces. Une grande partie de la presse nationale, à diverses reprises, a fort bien exprimé ce sentiment. L'homme d'Etat qui saurait satisfaire ce désir sommeillant dans le cœur de notre peuple, sans se soucier des clameurs de quelques partis et de leur presse, entraînerait tous les esprits avec lui.

Page 309 :

Cette politique (la politique belliqueuse) est aussi la meilleure école pour rendre un peuple capable de grandes actions militaires. En aiguillant les esprits vers un grand but, on les oblige à concevoir résolument la pensée de la guerre et à s'y préparer moralement.

« Plus l'homme a des desseins élevés, plus il s'élève... » Nous, Allemands, nous avons certainement à remplir un devoir plus important et plus grand envers la culture que les Japonais, mais, comme eux, nous ne pouvons l'accomplir *qu'avec l'épée.*

Devrions-nous renoncer au moyen le plus efficace de préparer notre peuple à ses devoirs militaires, à une politique courageuse et agissante?

Page 327 :

Sans enjeu et sans risques, on ne peut pas faire une politique féconde. Elle doit être consciente de son but et ne jamais le perdre de vue. Elle doit utiliser à son profit toutes les modifications de la situation et tous les événements imprévus, mais elle doit surtout savoir profiter du moment favorable et ne pas reculer devant une action hardie quand la situation générale lui montre la possibilité de réaliser ses desseins ou *de faire une guerre nécessaire dans des conditions avantageuses.*

Page 328 :

Que le vieux Fritz, à cet égard aussi (il s'agit de savoir si l'on peut ne pas respecter les droits historiques), nous serve de modèle et nous apprenne à diriger notre politique avec un réalisme implacable, de manière que la situation générale devienne favorable à nos desseins politiques, et à *ne pas négliger la faveur du moment.*

C'est un abus de langage que commet notre timide époque en stigmatisant du nom de « politique aventureuse » une politique entreprenante et qui poursuit des buts positifs.

A page 330, l'auteur montre que la préparation politique de la guerre doit marcher de pair avec la préparation militaire

afin de rendre possible l'attaque au moment le plus favorable au point de vue militaire :

On sait que le chef de l'armée doit, en temps de paix comme en temps de guerre, se tenir éloigné de toute politique. C'est une exigence qui ne se justifie qu'à moitié. Au contraire, le ministre de la guerre et le chef d'état-major doivent être tenus au courant de toutes les fluctuations et de toutes les éventualités de la politique. On doit même leur permettre d'exercer une certaine influence sur la politique, afin qu'ils puissent régler leurs mesures sur les besoins et *être au moins autorisés à inviter l'homme d'Etat à agir quand la situation militaire est particulièrement favorable.*

Page 334 :

Le désavantage qu'offre la lutte sur deux fronts ne peut être évité que si la politique crée la possibilité d'agir offensivement et, si possible, *d'écraser un adversaire avant que l'autre puisse attaquer.* De cette initiative dépend notre salut, comme au temps de Frédéric le Grand. Nous devons regarder cette vérité en face, sans broncher; et nous n'avons pas le droit de l'écarter de nos esprits.

Dans la même page, Bernhardi prescrit à notre diplomatie *de brouiller les cartes de façon que nous soyons attaqués par la France*, et il continue :

Ce point de vue doit être pris en considération, mais il ne faut pas espérer provoquer cette attaque par une attente oisive. **Ni la France, ni l'Angleterre, ni la Russie n'ont besoin de nous attaquer pour faire prévaloir leurs intérêts.** Aussi longtemps que nous reculerons devant une attaque, ces Etats nous imposeront leurs volontés par des moyens diplomatiques ; l'issue de l'affaire marocaine nous l'a prouvé et vraisemblablement la fin de la crise balkanique le prouvera aussi. Si nous voulons contraindre nos ennemis à prendre l'offensive, *nous devons commencer une action politique* qui, sans constituer une attaque contre la France, porte si vivement atteinte à ses intérêts et à ceux de l'Angleterre, que ces deux nations soient obligées d'attaquer. Les affaires d'Europe ou celles d'Afrique offrent assez d'occasions pour une action semblable.

C'est clair, n'est-ce pas ? Non seulement les tendances de la politique allemande sont dévoilées, mais même les recettes sont données jusque dans le détail pour réaliser ces tendances. Le chancelier, on doit le lui laisser, a été un docile élève du général. Il s'est acquitté magistralement de sa tâche, qui consistait à brouiller les cartes de telle sorte qu'une guerre offensive passât pour une guerre d'indépendance, du moins aux yeux du stupide Michel.

Ecoutons encore M. Bernhardi nous révéler ses secrets :

Page 342 :

La plus déplorable conséquence de notre politique marocaine est incontestablement la profonde scission qu'elle a provoquée entre le gouvernement et les partis nationaux. De nombreux cercles du peuple, et même certaines classes de la société qui, malgré leur opposition au gouvernement, étaient favorables à une représentation de l'Empire à l'étranger, ont perdu confiance.

Cet ébranlement de la confiance publique, qui s'est révélé ouvertement dans la presse et au Reichstag, est, à mon avis, le plus grand désavantage de l'accord franco-allemand.

Bernhardi aurait naturellement préféré que, à propos de l'affaire marocaine, nous fissions éclater une guerre européenne. Mais il se console à la pensée que l'occasion se représentera :

Page 341 :

C'est pourquoi nous n'avons pas besoin de considérer cet accord comme définitif. Il pourra être soumis à une revision comme celui d'Algésiras et, à cet égard, il a l'avantage de créer de nombreuses « surfaces de friction » avec la France.

C'est le record ; Bernhardi ne donne son adhésion conditionnelle au traité international qui a empêché une guerre que parce qu'il offre de nouvelles « surfaces de friction » et que, on peut l'espérer, il conduira bientôt au conflit désiré.

Les passages se rapportant à nos relations avec l'Angleterre et aux négociations que menait en ce moment lord Haldane à Berlin sont aussi particulièrement instructifs. Les propositions faites par l'Angleterre pour arriver à une entente politique et maritime avec l'Allemagne seront exposées dans un chapitre spécial. J'y prouverai que les initiatives pour parvenir à cette entente reviennent toujours à l'Angleterre et que l'Allemagne les a toujours fait échouer par son opposition et par ses conditions inadmissibles. Peut-être a-t-on suivi là encore le conseil de Bernhardi :

Page 343 :

Les tentatives que l'Angleterre ferait pour se rapprocher de nous ne doivent pas nous tromper sur la vraie situation. Nous devons tout au plus en tirer profit pour retarder *la guerre nécessaire et inévitable* jusqu'au moment où nous pourrons la faire avec quelques *chances de succès.*

Dans la péroraison de son ouvrage, l'auteur s'écrie avec emphase (page 344) :

Si le gouvernement impérial a cru devoir éviter la guerre jusqu'à maintenant, la situation générale fait prévoir qu'à bref délai nous serons de nouveau

placés dans l'alternative *d'engager la lutte pour notre situation mondiale ou de renoncer à cette dernière. En aucun cas nous ne devons attendre..... La situation générale offre assez de points où nous pouvons appliquer le levier.*

L'Angleterre se trouve dans une passe excessivement difficile. En outre, les troubles asiatiques occuperont sans doute une grande partie des forces russes, et l'Angleterre ne pourra pas s'en désintéresser. Ce sont des circonstances qu'une politique allemande active et perspicace peut utiliser à son profit pour influer sur la situation mondiale dans l'intérêt de notre patrie.

Si le peuple et le gouvernement, fortement unis, prennent la résolution de protéger *l'honneur allemand* et de faire tous les sacrifices en vies et en biens nécessaires pour assurer l'avenir de notre nation et de notre Etat, nous n'avons pas à craindre la lutte pour notre *situation mondiale* et nous pouvons, avec Maurice Arndt, lever les mains au ciel et crier à Dieu :

Lass hell die Waffen klirren
Von deiner Sternenburg,
Hau von den wüsten Wirren
Den ganzen Jammer durch [1]!

En terminant, j'aimerais rendre attentif aux titres des chapitres de l'ouvrage de Bernhardi. Ils renseignent si clairement sur les tendances de l'auteur qu'ils rendent presque superflue la lecture de l'œuvre.

Chapitre 1. Le droit de faire la guerre.
» 2. Le devoir de faire la guerre.
» 3. Rapide coup d'œil sur le développement historique de l'Allemagne.
» 4. La mission historique de l'Allemagne.
» 5. Puissance mondiale (Weltmacht) ou déchéance.
» 6. Le caractère de notre prochaine guerre.
» 7. La prochaine guerre navale.

J'insiste encore fortement sur le fait que Bernhardi exclut expressément la possibilité d'une guerre offensive de la Triple-Entente et indique le moyen suivant, le seul selon lui, pour parvenir à la guerre désirée — et par elle à la puissance mondiale : *l'Allemagne doit être l'agent provocateur et brouiller les cartes de manière que les autres soient obligés d'attaquer.*

Cela n'empêche pas Bernhardi et ses disciples, en particulier Frobenius, de parler ailleurs des desseins agressifs de la Triple-Entente et de peindre les dangers auxquels l'Allemagne s'exposerait si elle ne prévenait pas ces desseins.

---

[1] Fais retentir les armes de ton ciel, et mets fin à ces sauvages et lamentables troubles.

Avons-nous été attaqués ou
aurions-nous été attaqués?

Nous allons constater ici la logique que l'on constate partout aujourd'hui en Allemagne, si l'on peut encore qualifier de logique ce que l'on entend en Allemagne. La version officielle dit : La Triple-Entente nous a attaqués. « Il faut protéger nos biens les plus sacrés, notre patrie et nos foyers, contre une agression scélérate. » (Proclamation du kaiser à l'armée allemande, le 6 août.) « L'épée décidera. L'ennemi nous attaque en pleine paix, courons aux armes ! Toute faiblesse, toute hésitation serait une trahison envers la patrie. Il s'agit pour notre empire, notre puissance et notre esprit, d'être ou de n'être plus. »

Telle est la version officielle que tous, du chancelier au dernier balayeur de rues, répètent avec mille variantes.

Mais beaucoup d'Allemands vous diront secrètement et dans l'intimité : « Nous *n'avons* pas, il est vrai, été attaqués, mais nous *aurions* été attaqués si nous n'avions pas commencé la guerre maintenant, dans un moment qui nous était favorable. » Lorsqu'on leur demande de prouver cette allégation, la plupart se taisent ou déclarent que l'attaque projetée était si évidente qu'elle n'a pas besoin d'être prouvée.

— A quoi auraient servi les énormes armements de nos ennemis ? répond-on d'habitude.

— Et *nos* armements, répliqué-je, qui étaient plus considérables que ceux de n'importe quel pays ? En effet, quelle nation a, en temps de paix, augmenté subitement son armée de 140 000 hommes, la portant de 720 000 à 860 000 soldats, quelle nation a établi une contribution de guerre extraordinaire de 1 milliard...?

— Pourquoi donc l'Entente et le fameux encerclement, si l'on ne voulait pas nous attaquer ? continue-t-on.

— Pourquoi la Triple Alliance, dont les engagements sont plus étroits que ceux de l'Entente et qui avait, nous l'affirmons quand même, un but défensif ?

— Et les Panslavistes ?

— Et les Pangermanistes ? Nos nationalistes, nos chauvins, nos pangermanistes à la Bernhardi et à la Treitschke valent-ils mieux ou sont-ils moins agressifs que les panslavistes ? Il existe de ces pan-mouvements dans chaque pays. Ils sont innocents

aussi longtemps qu'ils restent dans le domaine des idées. Mais nos pangermanistes en sont sortis en nous entraînant dans cette horrible guerre qu'ils ont voulue et ouvertement proclamée.

Le chef du parti de la guerre.

Chez nous, les chauvins avaient et ont des amis et protecteurs haut placés. Peu à peu, ils sont devenus dans nos cercles dirigeants plus puissants que les panslavistes ne l'ont jamais été à la cour de Russie. Je n'ai pas besoin d'indiquer le nom de l'homme qui a été durant des années le chef influent, le bélier de ce mouvement dirigé contre la volonté pendant longtemps pacifique du kaiser. Chacun sait à qui je pense. La dépêche de Saverne, l'adieu adressé aux hussards de Dantzig, la fronde déclarée du haut de la tribune du Reichstag contre la politique marocaine alors encore pacifique, mille autres faits et indices ne laissent pas le moindre doute sur le lieu et le clan d'où partaient ces manifestations belliqueuses. Il suffit de se promener dans les rues de Berlin pour voir exposé aux devantures de toutes les librairies l'écrit de Frobenius : *Des Deutschen Reiches Schicksalsstunde*, avec le télégramme de recommandation du grand seigneur. Celui-ci souhaite « à cet excellent écrit, qu'il a lu avec le plus vif intérêt, la plus large diffusion parmi le peuple allemand. » Frobenius a les mêmes sentiments que Bernhardi : son ouvrage expose qu'il faut commencer l'attaque avant qu'il soit trop tard ; puisque les autres veulent *nous* attaquer, nous devons les devancer et *les* attaquer. Frobenius n'apporte aucune preuve, pas même l'ombre d'une preuve, à l'appui de son affirmation, qui n'est en réalité qu'un prétexte, et que Bernhardi lui-même conteste dans son ouvrage (page 334).

Mais cela n'embarrasse pas ces grands esprits ; ils ne voient pas leur manque de logique ; ils ne voient pas que l'un est vrai à l'exclusion de l'autre : ou nous *avons* été attaqués et, dans ce cas, nous faisons une guerre défensive, ou nous *aurions* été attaqués et, dans ce cas, nous faisons une guerre préventive. Si la seconde hypothèse est vraie, la première doit être fausse; mais alors toutes nos déclarations officielles, du discours impérial du 31 juillet 1914 au discours du chancelier du 2 décembre, peuvent être qualifiées de mensongères.

Si la guerre a été vraiment défensive, l'idée de la guerre préventive tombe d'elle-même, et il n'y a plus à se demander si l'hypothèse d'une guerre préventive était donnée ou, en général, si une guerre préventive peut être justifiée politiquement et moralement. Bismarck, qui s'entendait peut-être un peu à la politique, a donné une réponse tout à fait négative à cette dernière question[1] : « Même des guerres victorieuses, dit-il, ne sont justifiables que quand elles ont été imposées », et il ajoute : « *On ne ne peut pas lire dans les cartes de la Providence* de manière à anticiper, d'après son propre calcul, sur le développement historique. »

Cette phrase du grand disparu semble être tombée dans l'oubli. Pendant qu'on lui élève monument sur monument, on aurait pu la graver dans le marbre ou l'airain et la fixer à des places toujours visibles dans les murs des palais royaux et gouvernementaux ; on eût ainsi épargné un affreux malheur au peuple allemand et au monde. Après 1870, Bismarck fut, à plusieurs reprises, pressé par des généraux et des personnalités belliqueuses de faire une nouvelle guerre à la France afin d'écraser une fois pour toutes le pays qui se relevait et de le mettre hors d'état de nuire. Il a toujours résisté à ces menées avec une énergie de fer et il a qualifié « d'insensée » et de « criminelle » l'idée qu'il fallait faire la guerre parce qu'elle devait éclater un jour.

C'est fort bien dit, et ces épithètes resteront toujours accolées à certains noms.

La guerre impérialiste.

La place au soleil.

Comme on a pu le voir par tout ce qui précède, je ne considère la guerre actuelle ni comme une guerre défensive ni comme une guerre préventive. *C'est uniquement une guerre de conquête, résultant d'idées impérialistes et au profit de desseins impérialistes*. C'est une guerre pour la fameuse *place au soleil*, que, soi-disant, on nous dispute et qui doit être conquise les armes à la main.

[1] *Gedanken und Erinnerungen 1898*, tome II, page 93.

Que signifie « place au soleil » ? Nul ne le dit clairement et chacun s'en fait une idée différente. Le peuple est si étranger à cette conception qu'il ne se serait pas laissé conduire à la boucherie si on lui avait dit : « Il faut conquérir notre place au soleil. »

Mais c'est la formule magique des initiés, et ils y résument leurs visées impérialistes. « Nous ne pouvons obtenir la place au soleil qui nous revient qu'à l'aide d'une bonne épée, parce qu'on ne nous la cédera pas volontairement : Kronprinz Guillaume. » Ornée de cette inscription et de la devise « pro patria et gloria », l'image du kronprinz se vend dans les librairies allemandes.

Le peuple élu.

La place au soleil est la domination universelle qui nous revient parce que nous sommes le *peuple élu de Dieu.* Au point de vue de la psychologie des peuples, il est intéressant de remarquer que cette vieille idée juive s'est emparée de l'Empire chrétien, protestant et antisémite, et a chassé le vrai enseignement du Christ, d'après lequel tous les hommes sont frères.

Nos idées religieuses, comme les uniformes, changent suivant les besoins et les circonstances. Il ne manquerait plus que d'introduire des uniformes différents pour le culte en temps de guerre, et pour le culte en temps de paix, comme on porte divers ordres avec un ruban différent selon qu'on les a gagnés au front ou en arrière du front. Le Dieu que nous implorons chaque jour en temps de guerre, que nous supplions de nous faire détruire le plus possible d'ennemis, et que nous remercions quand il nous a exaucés, c'est le Dieu des Juifs, Jéhovah, le Dieu vengeur qui ne recule devant aucun sacrifice utile à la puissance de son peuple élu. Mais le Dieu des chrétiens et son Fils — qui, sur la terre, prêchait l'amour et le renoncement, et dont le royaume n'est pas de ce monde — n'ont rien à faire avec les carnages, qui sont directement contraires à leur doctrine.

Dans son *Essai sur la paix perpétuelle*, Kant fait cette remarque inspirée par le plus pur esprit chrétien :

Il ne conviendrait pas mal à un peuple, une fois la guerre achevée et les actions de grâce rendues, de s'imposer un jour de pénitence pour demander

pardon à Dieu, au nom de l'Etat, du crime dont les hommes continuent à se rendre coupables, en refusant de se soumettre à une constitution juridique qui règle les rapports des peuples entre eux, constitution à laquelle leur orgueilleuse indépendance préfère le moyen barbare de la guerre, sans que personne puisse y trouver ce qu'il y cherche, à savoir la jouissance assurée de ses droits. Les actions de grâce qui se rendent pendant la guerre, après une victoire remportée, les hymnes qu'on chante (en vrais Israélistes) au Dieu des armées, n'en sont pas moins en contradiction avec l'idée morale de « Père des hommes ». Elles dénotent une coupable indifférence pour les principes selon lesquels les peuples devraient maintenir et défendre leurs droits; en outre elles expriment la joie d'avoir tué beaucoup d'hommes ou détruit leur bonheur.

Voilà le vrai christianisme et la vraie fleur de la culture allemande. Mais ceux-mêmes qui prétendent tirer l'épée pour elle, écrasent ses plus belles fleurs sous les roues de leurs canons.

Si l'on savait dans certains milieux allemands ce que les gens cultivés ou simplement les gens pieux du monde entier pensent de ces invocations constantes et blasphématoires à Dieu, on se « modérerait » peut-être un peu. Toutes les vitrines de l'Italie sont pleines de cartes postales sarcastiques, qui ont pour sujet les relations de l'Empereur allemand avec le bon Dieu. On ne peut les citer pour la plupart, mais on ne saurait que donner raison au satirique quand, par exemple, sous la devise : « Dio è con noi, » il représente les deux Empereurs traînant le Christ couronné d'épines sur un champ de bataille couvert de milliers de cadavres, — Guillaume avec la croix sur son uniforme, François-Joseph le rosaire dans les mains. Ou quand il nous montre l'empereur Guillaume s'éveillant le matin sur son lit de camp. La mine sévère, le souverain reçoit son seigneur Dieu, qui passe modestement, timidement, sa tête ornée d'une longue barbe blanche à travers les rideaux de la tente, et présente les bottes soigneusement cirées et le café du premier déjeuner : « Buon giorno, Maestà ! Ha ordini per la giornata ? » (Bonjour, Majesté ! Avez-vous des ordres à donner pour aujourd'hui ? »)

Mais ce n'est pas seulement la satire populaire ; ce sont aussi des hommes sérieux que préoccupe sérieusement ce phénomène vraiment choquant au sentiment des étrangers. Luigi Luzzati, un des politiques les plus en vue, un des penseurs les plus remarquables de l'Italie, et qui, comme on sait, a été à plusieurs reprises président du ministère — *nota bene*, un Juif rigoureu-

sement croyant, ceci dit pour l'édification de l'Allemagne, la « dispensatrice de liberté, » qui n'admet pas même que chez elle les Juifs soient promus seconds-lieutenants en temps de paix — Luigi Luzzati a publié récemment dans le *Corriere della Sera* un merveilleux article intitulé : *L'abuso del nome di Dio*, dont voici quelques phrases en traduction :

« Depuis le jour où a éclaté cette terrible guerre, les princes — mais non les peuples, pour dire la vérité — usent et abusent jusqu'à l'épuisement du nom de Dieu. Le Tout-Puissant apparaît dans les télégrammes échangés dernièrement entre l'Empereur d'Autriche et le Sultan. Ce n'est sans doute pas sans quelque ironie que l'apprennent là-haut dans le ciel — si la nouvelle leur en parvient — les vainqueurs et les vaincus de Lépante et l'âme de Jean Sobieski... Qu'ils n'aient pas eu, en cette occasion tout au moins, assez de pudeur pour laisser le ciel en paix ! Heureusement, Dieu ne s'est pas encore manifesté dans les télégrammes entre les souverains de l'Angleterre et du Japon. Et de fait, il eût été bien difficile de réconcilier Jésus et Boudha, une religion sans Dieu et une religion qui repose sur un Dieu personnel et un Sauveur. Un mot de Voltaire, d'une sanglante ironie, vient à ce propos à l'esprit de chacun : « Si Dieu a fait l'homme à son image, l'homme le lui a bien rendu. »..... Préservons Dieu de telles profanations ! Laissons en paix le Père de tous les hommes, qui punit la faute et récompense la vertu, et qui ne donne à personne le droit de le représenter sur la terre et de revendiquer pour soi sa Toute-Puissance dans cette tragédie guerrière. »

Tel est le jugement d'étrangers de marque sur la prétention de l'Allemagne d'être le peuple élu de Dieu...

Ainsi « la place au soleil » qui nous revient à nous, peuple élu, voilà la cause de la guerre, bien qu'on ne l'avoue pas au peuple.

Le brillant développement de l'Allemagne.

Si l'on cherche sa place au soleil et qu'on s'efforce même de l'obtenir par les armes, il faut admettre qu'on est jusqu'ici resté dans l'ombre. Est-ce le cas de l'Allemagne ? Je prétends le contraire et je me réfère à ceux qui nous ont mis les armes à la main pour que nous cherchions notre place au soleil. Dans le chapitre intitulé : « Préparation financière et politique de la guerre » (page 310 et suivantes), Bernhardi brosse un large tableau du brillant, de l'incomparable développement écono-

mique de l'Allemagne depuis 1871. Il montre, à l'aide de nombreux chiffres, le constant accroissement de la fortune et le prodigieux essor du commerce et de l'industrie depuis la fondation de l'Empire. Il cite une conférence faite par le professeur Dade à l'assemblée gérale des *Steuer- und Wirtschaftsreformer*, du 22 février 1910. D'après Dade, le chiffre des importations et des exportations allemandes a passé, dans les dernières années précédant 1910, de 6 milliards de marks, à 14 $^{1}/_{2}$ et à 16. Il atteint en 1912 environ 20 milliards. L'importation de matières premières pour l'industrie monte de 1 $^{1}/_{2}$ milliard en 1879 à 4 $^{1}/_{2}$ milliards en 1908 ; l'importation d'objets manufacturés ascende de 600 millions en 1879 à 1 $^{1}/_{4}$ milliard en 1908, et l'exportation de ceux-ci passe, pendant le même temps, de 1 milliard à 4 milliards. La production de la houille était en 1879 de 42 millions de tonnes, en 1908 de 148 $^{1}/_{2}$ millions de tonnes ; la valeur totale s'est élevée de 100 millions de marks à 1 $^{1}/_{2}$ milliard. La production du minerai de fer a passé de 6 millions de tonnes à 27 millions ; sa valeur de 27 millions de marks à 119 millions. De 1888 à 1908, cette production a augmenté de 127 % en Allemagne, tandis qu'en Angleterre elle n'augmentait que de 59 %. On pourrait citer, d'après Bade-Bernhardi, des chiffres analogues dans tous les domaines.

Les revenus et la capitalisation ont eu un accroissement semblable. De 1892 à 1905, la fortune nationale de la Prusse seule a augmenté chaque année de 2 milliards de marks. Bernhardi note en outre, comme signes du développement économique, l'augmentation des salaires ouvriers, la diminution du chômage et de l'émigration. En 1908, 20 000 personnes ont quitté notre pays, tandis que 336 000 sont parties d'Angleterre. Le capital placé dans les chemins de fer de l'Etat était à fin mars 1908, de 9888 millions en Prusse, à fin 1911 de 11 050 millions de marks.

Cette brillante description de notre développement économique, Bernhardi ne s'y livre que pour établir qu'une nouvelle augmentation des charges militaires est très supportable. Il oublie qu'en exposant l'accroissement constant de notre fortune nationale, et surtout en insistant sur le fait qu'elle a dépassé celle de l'Angleterre, il mine lui-même le sol sur lequel il va édifier son monument impérialiste. Si, dernier venu parmi les Etats

industriels, nous avons relégué dans l'ombre au cours de deux générations le plus ancien de ces Etats — l'Angleterre — nous ne pouvons assurément pas nous plaindre de n'avoir pas une place au soleil. Et puisque nous y avons déjà une place si bien éclairée, *que nous manque-t-il ? que voulons-nous de plus ?*

Une extension de nos possessions territoriales? Des colonies? Le bonheur d'une nation dépend-il du nombre de kilomètres carrés qu'elle possède ? ou de ses colonies ? S'il en était ainsi, les petits Etats comme la Hollande, la Belgique, la Suisse, le Danemark, la Suède, la Norvège devraient être pauvres en comparaison des grands. Et c'est le contraire qui est en réalité. Les plus hauts chiffres d'importation et d'exportation par habitant sont fournis par la Hollande que suivent la Belgique, la Suisse et le Danemark. Les grands Etats ne viennent qu'après ces pays. Tandis que le 3 % allemand était coté à 83, le 3 % belge atteignait 96 ; tandis que le 3 1/2 % russe valait 81, le 3 1/2 norvégien s'achetait à 102. Des chiffres semblables se retrouvent dans tous les domaines de la vie économique. *Il n'y a donc aucun rapport entre l'étendue d'un pays, et en particulier de son domaine colonial, et la prospérité de ce pays.*

La meilleure preuve de cette affirmation est fournie par l'Allemagne elle-même. Le nationaliste le plus enragé ne peut contester que son développement économique depuis quarante ans et surtout durant les vingt-six dernières années du règne de Guillaume II ne soit sans précédent dans l'histoire. A l'occasion du vingt-cinquième anniversaire de l'avènement du kaiser, il a paru, sous le titre de *Soziale Kultur und Volkswohlfahrt während der ersten 25 Regierungsjahre Wilhelms II*, un ouvrage collectif exposant les progrès réalisés par l'Allemagne dans tous les domaines. Je n'y emprunte que quelques chiffres. La population de l'Empire a passé de 48 millions en 1888 à 67 millions en 1914. L'excédent annuel des naissances se montait en 1911 à 11,3 pour 1000 habitants et n'était dépassé que par celui de la Russie, 17. La production du fer brut (comptée par milliers de tonnes) a monté de 4024 en 1887 à 17 853 en 1912, donc augmenté de 343,6 %, tandis que la production anglaise n'augmentait que de 17,6 % (de 7681 à 9031). Comme productrice de fer, l'Allemagne ne le cède plus qu'aux Etats-Unis qui ont augmenté de 363,2 %, de 6520 à

30 203 ; elle a dépassé l'Angleterre par une augmentation vingt fois plus forte.

La production d'acier a augmenté de la même façon. En 1912, elle était (évaluée en mille tonnes) de 17 302 contre 1163,9 en 1887. Ici aussi, nous avons passé du troisième rang au deuxième, devançant de beaucoup l'Angleterre, dont la production n'a passé de 3196,8 en 1887 qu'à 6565,3 en 1911.

En ce qui concerne l'augmentation en pourcent, l'Allemagne marche en tête et laisse loin derrière elle ses deux rivales, l'Amérique et l'Angleterre. Cette augmentation est, pendant les vingt-cinq ans en question, de 1377 % en Allemagne, de 835 % en Amérique et seulement de 105 % en Angleterre.

Le tonnage total de notre flotte de commerce a passé de 1 240 182 tonnes en 1888 à 3 153 724 en 1913. A noter encore que la valeur commerciale des unités navales s'est accrue beaucoup du fait que les bateaux à voile ont été transformés en bateaux à vapeur. Le tonnage total de ceux-ci a presque sextuplé pendant vingt-cinq ans (470 364 en 1888, 2 655 496 en 1913).

L'accroissement de la fortune nationale et du revenu correspond au développement industriel et commercial de l'Allemagne. Le Dr Karl Helfferich, directeur de la Deutsche Bank [1] résume comme suit l'exposé qu'il a fait dans une des parties de l'ouvrage cité :

> Le revenu annuel du peuple allemand est aujourd'hui de 43 milliards de marks contre 23 à 25 milliards en 1895.
>
> De ces 43 milliards, 7, soit le 1/6, sont employés à des buts publics ; 27 à 28 servent aux dépenses privées, 8 à 8 1/2 (contre 4 1/2 à 5 il y a 15 ans) qui, par l'accroissement automatique de la fortune existante, sont portés à 10, augmentent la fortune nationale. Celle-ci est aujourd'hui de plus de 300 milliards de marks contre 200 milliards vers 1895.
>
> Ces chiffres montrent sous forme résumée le résultat du puissant travail économique que l'Allemagne a accompli sous le règne de notre kaiser.

Telle est la place au soleil que nous occupons, que personne ne nous a disputée, ne veut ni ne peut nous disputer. Nous la devons à l'esprit d'entreprise, à la persévérance et aux méthodes habiles de nos industriels et de nos commerçants, mais non aux hâbleries de nos nationalistes, à l'épée de nos généraux ou aux plans de campagne de nos chefs d'état-major.

---

[1] Actuellement ministre des finances de l'Empire.

Elle est exclusivement l'œuvre du marchand allemand dont la devise est : « Mon champ, c'est le monde », et c'est l'œuvre aussi d'une période de paix, qui, par sa continuation — à en juger par le passé — aurait augmenté d'autant la fortune du peuple allemand.

L'accroissement de la population et les colonies.

On m'objecte : précisément la croissance du peuple allemand, l'excédent des naissances, qui est chaque année de 800 000 âmes, rendent nécessaire une expansion territoriale. Où les nouveaux venus pourront-ils vivre et gagner leur pain ? L'objection est aussi peu solide que les précédentes. Si l'Allemagne était vraiment trop petite pour nourrir sa population croissante, le nombre des émigrants devrait augmenter constamment. Or, au contraire, il diminue. De 1881 à 1890, 134 000 personnes ont, chaque année, quitté l'Allemagne ; de 1891 à 1910, 52 800, et en 1912, seulement 18 500.

Par contre, le nombre des immigrants va croissant. Depuis quinze ans, il est supérieur à celui des émigrants : l'Allemagne est en voie de devenir un pays d'immigration [1].

On voit par ces chiffres que l'Allemagne, non seulement peut occuper et nourrir sa population, mais offre même aux immigrés la possibilité de gagner leur vie. En outre, les salaires s'élèvent régulièrement, quoique d'une manière très insuffisante.

Ce développement prodigieux s'est accompli dans une période où d'autres pays, et en particulier la France, étendaient considérablement leur domaine colonial, et où le nôtre restait limité à quelques possessions en Afrique, en Asie et dans l'Océan Pacifique parce que nous étions venus trop tard pour nous emparer d'autres territoires. *Quel rôle ces colonies ont-elles joué dans notre développement économique* de ces derniers quarante ans ? Aucun. En additionnant d'un côté les sommes qu'elles nous ont coûtées directement ou indirectement — sans oublier les dépenses causées par l'augmentation de notre flotte en vue de leur protection — et de l'autre les avantages financiers qu'elles nous ont rapportés, nous verrons que nous avons fait une piètre affaire.

[1] Voir Helfferich, p. 17.

A cet égard, Bismarck a été plus perspicace que ses Epigones. Ce n'est que contraint et forcé qu'il s'est engagé dans les chemins de la politique coloniale. Il a toujours vu la double face de celle-ci, qui fournirait à nos adversaires des « points d'attaque », mais qui ne nous procurerait aucun avantage rémunérateur.

Les événements actuels ont montré la justesse de sa prévision. Nos adversaires nous ont pris quelques territoires, qui n'ont, il est vrai, aucune valeur réelle pour nous, mais qui ont une certaine valeur idéale parce que nous les avons possédés. Ils nous les feront certainement payer cher à la conclusion de la paix.

Nous avons dit que nos colonies n'avaient aucune valeur matérielle. En effet, qui oserait prétendre que notre essor économique n'eût pas été exactement le même si nous n'avions possédé ni le Sud-Ouest africain, ni l'Afrique orientale, ni Kiautschou, ni Samoa? La population blanche de nos colonies était en 1913 d'un peu plus de 27 000 âmes. Ce chiffre représente environ le 3,5 % de l'augmentation *annuelle* de la population de l'Allemagne. Si ces 27 000 individus étaient restés en Allemagne, s'y serait-il produit une famine ou un excès de population? Auraient-ils exercé le moindre effet sur notre vie économique, sur la vie de 67 millions d'âmes?

Le commerce que l'Allemagne fait avec ses colonies se monte aujourd'hui à 100 millions. Il ne représente que le 0,5 % du commerce total fait en 1912 avec l'étranger (20 000 millions). Si ce 0,5 % était éliminé, la vie économique allemande s'en ressentirait-elle ? Du reste, si nous ne possédions pas nos colonies, le commerce que nous entretenons avec elles serait le même. Si elles avaient besoin de nos produits, elles nous les achèteraient, même si elles étaient indépendantes ou soumises à un autre Etat. Nous n'avons pas établi de monopole commercial sur elles ; elles font partie de l'Empire allemand et sont liées par les traités de commerce conclus par la mère-patrie. Notre qualité de possesseurs ne nous protège donc pas contre la concurrence des autres pays industriels ; par conséquent, même si nous n'en étions pas possesseurs, elles se fourniraient chez nous des marchandises que nous livrons à meilleur compte que les autres.

Nos **vraies** *colonies.*

Nos meilleurs clients sont précisément les pays que nous n'avons jamais possédés, et que *nous ne posséderons jamais.* Nos vraies colonies sont la France, la Russie, l'Angleterre, l'Italie, l'Amérique, le Brésil, l'Argentine. Ces pays nous enrichissent en nous achetant nos produits, et nous, en retour, nous tirons d'eux les matières premières et les produits étrangers dont nous avons besoin. Ils ouvrent au marchand allemand d'immenses champs d'activité, où, en libre concurrence avec tous les peuples commerciaux du monde, il peut déployer son zèle et faire valoir son habileté.

Ces pays sont, en un mot, comme des éponges géantes qui absorbent des milliards de produits allemands par les soins dévoués des commerçants allemands établis à l'étranger. Car partout, dans le monde, nous voyons installées de grandes maisons de commerce allemandes, maisons indépendantes ou succursales de la métropole, en pleine lutte avec la concurrence anglaise et américaine. *C'est la lutte biologique pour l'existence qui régit aujourd'hui le monde, et non la lutte brutale des temps barbares*, lutte de la capacité contre l'incapacité, de l'intelligence contre la sottise, de la persévérance contre la mollesse. La lutte, surtout, qui opère la sélection du type humain moderne le plus élevé *intellectuellement*, et qui, sur la base sûre d'un bien-être étendu à toutes les classes sociales, peut le porter à un degré toujours plus haut de moralité et de civilisation.

De cette lutte, bien entendu, nos impérialistes ne savent rien. Ils se montreront toujours hautains à l'égard du marchand, bien qu'ils ne dédaignent pas de conduire dans leurs nobles châteaux les filles des riches négociants. N'est-il pas vrai que les junkers et les officiers forment la première caste dans le pays? Ils sont les défenseurs du trône et de l'autel, des mœurs et de la moralité. Peu leur chaut que tout ce que le marchand a édifié par un long et incessant travail soit détruit d'un coup. La prospérité économique d'un pays n'existe pour eux qu'autant qu'elle fournit les moyens pour les entreprises militaires. Celles-ci sont le vrai but de l'existence d'un peuple et celle-là ne sert qu'à atteindre ce but.

Quel profit la France
a-t-elle retiré de ses colonies?

Nous avons vu que le manque de colonies importantes n'a pas nui à l'Allemagne et n'a pas enrayé son puissant développement. Qu'en est-il de la France? Son empire colonial lui a-t-il procuré un avantage, une supériorité quelconque sur l'Allemagne? Au contraire. Dans certains domaines, la France n'a pas du tout avancé au point de vue économique; dans d'autres, elle a réalisé des progrès infiniment moindres que ceux de l'Allemagne. Le commerce d'exportation total de la France s'élevait en 1912 à 11,6 milliards de marks, bien que ses colonies soient quatre fois plus vastes que celles de l'Allemagne. Sa population, environ 40 millions d'habitants, est restée presque stationnaire. Nos impérialistes disent que la création d'un domaine colonial donne une puissante impulsion au commerce d'exportation. En réalité, il n'en est rien. Le tonnage total de la flotte de commerce française a baissé de 1 492 000 tonnes, en 1885, à 1 462 600, en 1911, tandis que celui de l'Allemagne passait de 1 275 500 tonnes à 3 023 700.

Ces vingt-cinq dernières années, la production de fer brut a, en Allemagne, augmenté de 343,6 %; en France, elle ne s'est accrue que de 210,7 %. L'augmentation de la production d'acier en Allemagne a été, pendant ces 25 ans, de 1377 %, arrivant à 17 302 000 tonnes; en France seulement de 727 %, arrivant à 4 078 400 tonnes.

On pourrait citer des chiffres analogues pour tous les domaines de la vie économique. *Quel avantage la France a-t-elle donc retiré de ses colonies?* Il lui aurait été probablement plus profitable d'abandonner à eux-mêmes les habitants jaunes, noirs et bruns de son domaine colonial et de s'épargner les énormes dépenses qu'exigent la conquête militaire et l'administration civile de ces lointaines contrées. Si elle l'avait fait, il n'y aurait eu ni conflit marocain, ni affaire d'Agadir; partant, pas d'excitation parmi nos brutes impérialistes (Imperialistische Bestie) et très probablement pas de guerre. Car feu l'archiduc n'a fait que payer les pots cassés d'Agadir.

Il est vrai que les Français ont poursuivi leur expansion coloniale sans susciter de lutte en Europe (il va de soi qu'un

homme moderne ne parle pas de la vie d'un indigène), tandis que nous, nous avons attribué à ces territoires tentateurs une valeur si grande que nous avons versé pour eux des océans de sang européen et entassé des montagnes de cadavres.

Les Allemands à l'étranger:
En France, en Angleterre, en Amérique.

Lors de l'affaire d'Agadir, on disait à un spirituel Parisien : « Vous avez entendu, les Allemands sont à Agadir ? » Et il répondit froidement : « Je m'en fiche, ils sont au cœur de Paris, aux Champs-Elysées même, et c'est cela seul qui m'importe. » En effet, c'est bien de cela qu'il s'agit. Avant que cette terrible guerre éclatât,— moment qu'on appelle en Allemagne l' « aurore de la grande époque », — les Allemands étaient établis non seulement au delà des océans, mais surtout dans les pays européens, dans les neutres comme dans les pays actuellement ennemis, au cœur du commerce et de l'industrie. Partout, ils avaient des entreprises importantes, représentaient des maisons allemandes ou dirigeaient des banques, des usines et des comptoirs appartenant à des étrangers. Les noms allemands pullulent à la Bourse de Paris et dans la haute banque; les Rothschild, les Heine, les Seligmann, les Porgès, les Schickler sont les rois du marché financier français. Les brasseries allemandes ont amené une transformation dans la vie des cafés-restaurants; leurs fastueux «palais de bière» supplantent de plus en plus les élégants restaurants français, desquels ceux qui, comme nous, ne sont plus jeunes, gardent maint souvenir joyeux ou mélancolique. Les mêmes changements se sont produits dans beaucoup d'autres domaines de l'activité française où les Allemands jouent un rôle prépondérant.

En Angleterre, c'est encore plus général et plus frappant. On sait qu'une grande partie du commerce et de l'industrie de Manchester, Birmingham et d'autres villes est entre les mains d'Allemands, et que ceux-ci occupent de hautes situations dans les maisons anglaises. Celui qui ne le sait pas n'a qu'à lire le rapport des commissions parlementaires d'enquête chargées de trouver les remèdes à cette dépossession dont les Anglais étaient menacés chez eux. On ne recourut pas à des moyens

violents : l'Anglais est trop bon commerçant pour ne pas savoir qu'en usant du couteau il taillerait dans sa propre chair. On chercha à inculquer aux jeunes Anglais les méthodes, les disciplines et la facilité d'adaptation germaniques. Ces qualités devaient les rendre capables d'enrayer, dans leur propre pays, la concurrence des jeunes Allemands.

* * *

Dans l'Amérique du Nord, les Allemands se sont en grande partie fait naturaliser ; dans l'Amérique du Sud, ils ont pour la plupart conservé leur nationalité. Les uns comme les autres sont utiles à leur patrie. On entend souvent dire qu'un Allemand qui s'est fait naturaliser est perdu pour l'Allemagne. A la vérité, c'est encore un des nombreux mensonges conventionnels. Le contraire serait plus vrai : l'Allemand devenu Américain ne perd pas sa qualité de Germain ; il reste Allemand de sang, de langue, de culture et de sentiment. Qui nierait cela ? Les savants, les artistes, les écrivains allemands qui visitent les villes américaines ne sont-ils pas reçus avec enthousiasme par les très fortes colonies de leurs compatriotes, enthousiasme ou plutôt engouement souvent injustifié, au point que certains qui, en Allemagne, sont déjà plus ou moins démonétisés, cherchent à se relever à l'aide de ce nationalisme naïf et peu capable de discernement qui soulève nos compatriotes d'outre-mer.

Dans l'Amérique du Nord, les Allemands, naturalisés ou non, procurent d'énormes avantages à la mère-patrie, politiquement et économiquement. Les étroites relations politiques entre les deux pays sont, en grande partie, dues au fait que les Allemands naturalisés forment une bonne fraction de la population américaine. La culture américaine résulte d'un mélange de culture anglaise et de culture allemande. Une partie des journaux américains, qui ne sont pas sans influence sur l'opinion publique, paraissent en allemand. L'exportation des livres allemands à destination de l'Amérique est énorme. Dans ce pays démocratique, les députés devant, plus que chez nous, prendre en considération les vues de leurs électeurs, une politique anti-allemande y serait impossible.

Cette disposition favorable du peuple yankee, nous l'avons détruite par cette guerre, dont tous les Américains, presque

sans exception, depuis Roosevelt jusqu'au dernier journaliste, rejettent sur nous la faute, et avec raison. C'est bien, en effet, *notre* faute, et elle ajoute un poste nouveau et considérable au passif de notre bilan.

Il est superflu d'insister sur les avantages économiques que le *Deutschtum* nous a procurés en Amérique ; ils sont manifestes et connus de tous. Comme à Paris, les Allemands jouent un rôle prépondérant à la Bourse et dans la haute finance. Il suffit de citer les noms de Ladenburg, Thalmann, Warburg, Speyer Ellissen, Kuhn, Loeb & C°, Schiff, etc. L'énorme échange commercial des deux nations, qui avec l'Angleterre marchent à la tête du commerce mondial, se fait en grande partie par l'entremise de négociants allemands, mais qui ont presque tous changé de nationalité — sans doute parce que l'état politique du pays leur plaisait mieux que le nôtre, ce dont il ne faut pas s'étonner. Les plus grandes brasseries américaines, telles que celles de Pabst à Milwaukee, de Peter Dölger à New-York ; les plus grands commerces de jouets, comme celui de Schwarz à New-York ; les plus grands magasins, ceux de Altmann, Strauss, Gimbel, Blumendaal, appartiennent à des Allemands. Une grande partie des médecins américains sont des Allemands de naissance. Non seulement ils répandent en Amérique la culture de leur pays, mais ils font aussi venir d'Allemagne les instruments et les médicaments.

Tous ces « captains of industry » restent en rapports avec les sources allemandes qu'ils connaissaient déjà, afin de pouvoir favoriser le fournisseur germain aussi longtemps que celui-ci peut lutter avec le concurrent étranger. Le fournisseur allemand apprend ainsi à connaître les besoins du marché et il peut s'y adapter. Par suite de l'origine allemande du commerçant américain, des relations durables se nouent entre le producteur d'Allemagne et le client germano-américain.

Il est absolument indifférent que ce dernier reste allemand ou devienne américain, bien que nos nationalistes affirment sottement qu'un Allemand qui se fait naturaliser est perdu pour la patrie.

On peut même prétendre le contraire et le prouver par l'exemple de l'Amérique du Sud. Les naturalisés n'y sont qu'en nombre infime. Les Allemands au Brésil, en Argentine et au

Chili deviennent rarement Brésiliens, Argentins ou Chiliens. De là un premier désavantage. Beaucoup sont officiers de réserve ou de landwehr et, en temps de paix, ils doivent revenir en Allemagne pour les périodes d'exercices militaires et interrompre leurs occupations commerciales. Si la guerre éclate comme maintenant et les rappelle brusquement dans leur pays, ils payent de leur ruine économique complète leur attachement à leur nationalité, même s'ils peuvent revenir dans leur seconde patrie vivants ou indemnes. Cette ruine est encore accélérée par le fait que les peuples du sud de l'Amérique, ainsi que les autres neutres, nous accusent avec raison d'avoir suscité la guerre, nous rendent responsables du lourd contre-coup qu'elle a sur leur vie économique et sympathisent avec nos adversaires. Les populations de race espagnole, facilement irritables, se sont montées contre nous à tel point que même les Allemands qui ne partaient pas pour la guerre ont plié bagages et ont regagné l'Europe.

Je ne juge pas d'après des articles de journaux américains, mais d'après mes observations personnelles. A la fin d'août, au cours d'un voyage que je fis en Allemagne, j'eus l'occasion de causer avec un grand nombre d'Allemands qui revenaient du sud de l'Amérique. Ils me dépeignirent l'état de choses dans les pays qu'ils avaient quittés tel que je l'ai décrit. Ils étaient naturellement pleins d'enthousiasme patriotique. Dans l'Amérique du Sud ils ne pouvaient pas soupçonner, à la fin d'août, la gigantesque tromperie qu'*aujourd'hui* les professeurs d'Allemagne n'ont pas encore découverte, mais ils durent m'avouer que la guerre détruisait d'un coup leur labeur de longues années. Des jeunes gens qui, à force de travail et d'application, s'étaient procuré de bonnes places avaient dû les quitter pour venir défendre la patrie « menacée » par les Russes et les Français, la liberté et l'existence du peuple allemand.

Même s'ils n'avaient pas reçu leur ordre de marche, ils auraient probablement perdu leurs positions, car par suite de la guerre qui a provoqué une banqueroute presque générale dans ces pays, les maisons où ils travaillaient fermèrent leurs portes ou réduisirent leur activité au strict nécessaire.

D'autres personnes plus âgées qui, après avoir vaincu force obstacles, étaient parvenues à se faire une situation durent, à

cause de l'antipathie de la population et des effets de la guerre, abandonner leur travail et rentrer en Allemagne avec leur famille. C'était profondément émouvant, durant ce long trajet (de Ala à Munich, 52 heures), d'entendre le récit de tant d'existences brisées et d'espérances détruites, et de voir la calme résignation avec laquelle ces énergiques pionniers du *Deutschtum* à l'étranger, se soumettant à l'inévitable, sacrifiaient à la patrie leurs espoirs et leur bonheur péniblement conquis.

A l'inévitable ! C'est ce que croyaient ces braves gens, ces cœurs confiants. S'ils avaient su, et *s'ils savaient combien peu tout cela était inévitable*, et qu'ils n'étaient que les marionnettes tirées par des politiciens invisibles dont leur sang et leurs biens devraient servir à payer les rêves insensés de pangermanisme et de domination universelle ; s'ils avaient su que tout cela était préparé et accompli par des ignorants criminels qui voulaient se procurer par le fer et par le feu, par le meurtre et la dévastation ce que peut seul donner, dans le cours de plusieurs générations, le lent et pacifique travail du marchand, de l'industriel, du technicien et du savant — s'ils avaient su tout cela, ces hommes énergiques qui n'avaient pas désappris de l'autre côté de l'Atlantique le rêve allemand et l'idéalisme allemand, qui croyaient encore que toute cause était juste, pour laquelle l'Allemagne tirait l'épée — s'ils avaient su la vérité enfin, ils n'auraient sans doute pas quitté le sol qui était devenu une seconde patrie pour eux et pour leurs familles.

Tous s'accordaient à dire qu'il leur serait impossible de refaire leur existence dans l'Amérique du Sud et que les longues années qu'ils y avaient passées dans un pénible travail étaient perdues.

Quel Allemand est donc le plus utile à sa patrie, celui qui se fait naturaliser, comme dans l'Amérique du Nord, ou celui qui garde sa nationalité, comme dans l'Amérique du Sud ? Le premier, je pense. Si l'on songe à la déroute où sont tombées nos relations commerciales avec l'Amérique du Sud, et si l'on s'en imagine une pareille s'abattant — dans des proportions gigantesques — sur l'Amérique du Nord, nous pouvons vraiment nous estimer heureux que les Allemands des Etats-Unis aient renoncé pour la plupart à leur qualité d'Allemands pour se faire Américains. Que serait-il arrivé si les effets de la guerre

s'étaient fait sentir aussi violemment dans l'Amérique du Nord que dans l'Amérique du Sud, si presque tous les Allemands, soldats ou non, des Etats-Unis avaient dû quitter leur patrie adoptive, leurs positions, abandonner leurs commerces? Une catastrophe irréparable pour l'Allemagne. Et comme la ruine de nos relations commerciales avec les pays belligérants, ou du moins leur rupture pendant la période des hostilités, nous saignera déjà petit à petit, ce malheur venu du pays neutre de l'Amérique du Nord eût porté le coup de grâce à notre vie économique. Dieu soit loué, nos Germano-Américains se sont montrés plus sensés et plus raisonnables que nos Pangermanistes. En abandonnant la nationalité allemande, ils ont rendu à l'Allemagne le meilleur des services.

Ainsi s'effondre une théorie, qui servait de base à l'expansion coloniale et était la cause de perpétuels frottements entre les peuples civilisés. **Nos vraies colonies se trouvent là où nous ne possédons pas un mètre carré de territoire :** dans les deux Amériques, en France, en Angleterre, en Russie, en Italie, au nord et au sud de l'Afrique, au Canada, en Australie[1].

Nous faisons avec l'Angleterre pour 3,7 milliards de marks de commerce; avec la France, pour 1,55 milliard; avec les deux pays ensemble, pour 5,25 milliards. Cette somme représente plus du quart de notre commerce avec l'extérieur. Nous vendons à ces deux pays plus que nous ne leur achetons (vente : 3,25 milliards; achat : 2 milliards). Nos exportations sont donc de 50 % plus fortes que nos importations. Le 44 % du commerce allemand, — environ 8,5 milliards, — se fait avec les pays belligérants. Quelle valeur ont, en regard de ces chiffres, les misérables lambeaux de territoire, en partie stériles et inhabitables pour l'Européen, à propos desquels les diplomates se querellent, et pour qui on excite les peuples les uns contre les autres, on gaspille de l'argent en armements fabuleux, et finalement, quand la corde est trop tendue, on déchaîne la plus sanglante des guerres?

Quand les peuples comprendront-ils donc que cette situation

---

[1] Ces idées sont excellemment développées dans le livre : *La Grande illusion*, de Norman Angell. (Paris, Hachette et Nelson.)

est insensée ? Quand crieront-ils à leurs dirigeants — avant tout les Allemands à leurs hommes d'Etat — : « Mais nous l'avons déjà, notre place au soleil ! Laissez-nous la paix, laissez-nous nous chauffer à ce soleil et travailler ! Ne nous écrasez pas de plus en plus par des charges exorbitantes ! Guérissez-vous de cette folie des grandeurs géographiques, de cette boulimie des kilomètres carrés (*Quadratkilometerfresserei*) qui nous a déjà presque dévorés, nous pauvres peuples ! »

La place au soleil pour nous,
La place à l'ombre pour les autres.

En réalité, c'est à autre chose que visent nos impérialistes. Eux aussi savent bien, quoiqu'ils ne le disent pas au peuple borné, — et le livre de Bernhardi le prouve — que nous avons la place au soleil qui nous revient, que personne ne cherche à nous la disputer, et que si quelqu'un voulait l'essayer, il ne réussirait pas à nous l'enlever. Mais ils veulent *la place* exclusive *au soleil, la domination mondiale* de l'Allemagne. *Et cela*, les autres ne veulent certainement pas le leur accorder.

Le *Wehrverein* allemand, dans une séance tenue récemment à la Chambre des députés, s'est exprimé à ce sujet avec toute la clarté désirable. On lit dans son manifeste :

Il nous faut de l'air et de la place pour étendre notre *Deutschtum*. Le temps des égards est passé. Sans ménagements et soucieux de nos intérêts, nous devons dicter la paix et nous la dicterons. Il ne peut être question que d'une paix qui assurera à l'Allemagne une *situation dominante durable dans le monde* (eine dauernde führende Weltstellung).... Les criminels artisans de la guerre... la France, l'Angleterre et la Russie, doivent être affaiblis au point de ne plus pouvoir troubler la paix à l'avenir.

Ainsi donc, d'une part, « les criminels instigateurs de la guerre », de l'autre, « une situation dominante durable dans le monde ! » Explique-moi cela, comte Oerindur ! La vérité est ici très habilement amalgamée avec le mensonge. D'un côté, on proclame ouvertement les vrais buts du parti de la guerre ; de l'autre, on soutient hardiment que les « autres » ont troublé la paix. Malgré tout, le salto mortale par-dessus la logique ne réussit pas à ces messieurs : si nous avons réellement besoin

d'une situation *dominante* durable dans le monde pour étendre notre *Deutschtum*, cela signifie en d'autres termes : comme nous sommes aujourd'hui sur un pied d'égalité avec les autres peuples, mais que nous ne les dirigeons pas, il faut que nous les contraignions à se soumettre à notre domination. Mais si nous faisons cela, c'est nous qui sommes les trouble-paix et non pas les autres.

En réalité, c'est le cas, comme je le prouverai dans la seconde partie de mon ouvrage. Il ne laisse pas d'être intéressant que ces gens-là qui cherchent à nier les faits, doivent, malgré eux, les avouer.

La crainte de l'Allemagne.

Nous désirons l'*hégémonie*, non l'égalité. Ce serait d'ailleurs folie de chercher cette dernière, puisque nous l'avons pleinement. Nous ne sommes peut-être pas, comme un professeur allemand le prétend, « intellectuellement et moralement supérieurs aux autres peuples sans aucune comparaison », mais à coup sûr, tout le monde, depuis un siècle et demi, concède que nous possédons une supériorité : la supériorité militaire. Tandis que nous, Allemands, *nous* ne craignons que Dieu, mais rien autre au monde, tous les autres nous craignent, — presque plus que le bon Dieu lui-même. Déjà le vieux Tacite remarquait que la terreur inspirée par le Germain compensait en quelque sorte l'inconvénient résultant des frontières imparfaites de la Germanie : « A Sarmatio Dacisque mutuo metu aut montibus separatur. » Cette crainte de l'Allemagne est cause que nos paroles, malgré tous les « encerclements » et malgré notre pitoyable diplomatie, ont un grand poids dans le conseil des peuples.

Dernièrement, un entretien animé avait lieu dans un café à l'étranger. Français, Allemands et Anglais discutaient des conditions de paix. Ils étaient presque parvenus à s'entendre, lorsque l'Allemand dit, en plaisantant : « Ah ! encore une chose ! Vous, Français, vous devez prendre en bloc la diplomatie allemande ! » Indigné, le Français se leva, rompit les négociations par ces mots : « Ah ça, non ! Ça c'est trop. Nous continuerons à combattre », et quitta la salle.

Les succès diplomatiques de la Triple-Alliance.

L'habileté qui manquait à notre diplomatie — et où donc les *hochgeborenen Borussen* et les *Saxo-Borussen* l'auraient-ils prise? — a toujours été compensée par le poids de notre force militaire. Depuis longtemps, la Triple-Alliance n'était plus qu'une attrape, mais elle avait bonne apparence et agissait presque comme un organisme de chair et de sang. Aussi l'Allemagne, unie à l'Autriche et à l'Italie, a-t-elle bien taillé lors des conflits de ces dernières années, et ses alliés ont-ils pu, en s'appuyant sur sa force, rapporter chez eux des proies auxquelles ne peuvent guère se mesurer celles de la Triple-Entente.

L'Autriche n'a-t-elle pas, en 1908, mis dans son sac la Bosnie et l'Herzégovine, morceau si gras qu'il vaut plus de vingt Maroc? L'Italie ne s'est-elle pas emparée, sans conflit européen, de Tripoli et des îles de la mer Egée, qu'elle ne restituera sans doute jamais? N'avons-nous pas, à côté « de la porte ouverte au Maroc » qui est préférable à n'importe quels droits de possession parce qu'elle ne coûte ni argent ni vies, reçu une bonne partie du Congo français? Un échange à cause duquel Caillaux, le ministre responsable, a perdu son prestige et sa situation, et qui a failli coûter la tête à sa femme. N'avons-nous pas, au profit et avec l'aide de l'Autriche, réussi à chasser les Monténégrins de Scutari, qu'ils avaient conquis au prix de sanglantes pertes, et à y installer une garnison internationale? La création de cet avorton de royaume d'Albanie n'a-t-elle pas eu lieu uniquement en faveur de l'Italie et de l'Autriche? N'avons-nous pas, au sujet de l'Asie Mineure et du chemin de fer de Bagdad, conclu un traité excellent avec l'Angleterre et la Turquie?

On pourrait facilement allonger cette liste. Je n'ai pas besoin d'ajouter qu'à mon sentiment beaucoup, sinon la totalité de ces chicanes diplomatiques, de ces modifications de frontières, de ces annexions, n'ont aucun rapport avec les vrais intérêts des peuples. Lorsqu'on pense qu'en 1912 une guerre européenne a failli éclater quand il s'est agi de savoir si la Serbie recevrait la fameuse « fenêtre sur l'Adriatique », lorsqu'on pense que presque toutes les questions ci-dessus ont conduit l'Europe à

deux pas du conflit armé, alors que bien souvent ces soi-disant questions vitales n'avaient même pas une importance capitale pour le bien-être justement compris des pays directement intéressés, on doit admirer la patience d'agneau des peuples et le stupide entêtement des diplomates, et approuver la parole par laquelle le bon Oxenstierna rassura son fils, qui ne se sentait pas digne du poste d'ambassadeur suédois : « An nescis, mi fili, quantilla prudentia mundus regatur ? »

La politique balkanique de l'Autriche.

Quel profit l'Autriche a-t-elle retiré de l'annexion de la Bosnie et de l'Herzégovine ? C'est un pou de plus sur sa peau, où ils grouillaient déjà. N'aurait-il pas mieux valu pour elle-même et pour tout le monde qu'elle se contentât d'occuper le pays, comme elle le faisait depuis 1878, d'après les clauses du traité de Berlin ? L'annexion formelle a attisé le mouvement panserbe, qui, malgré les déclarations rassurantes de la Serbie, en mars 1909, a redoublé d'intensité. On ne réprime pas des mouvements nationaux. Le politique réaliste doit les prendre en considération, et s'il veut les diriger dans les voies qu'il entend, il doit chercher à satisfaire leurs exigences, saines et justifiées, parce que reposant sur la communauté de races, de langues et souvent de religions. C'est l'art des Anglais et la vraie raison de la grandeur coloniale de ce peuple. Ils ont asservi les républiques sud-africaines, mais immédiatement après leur soumission, ils leur ont donné, dans les limites de la grande union sud-africaine, un self-government, et placé à la tête de l'Union Botha, leur meilleur général. Ils ont agi de même avec leurs autres colonies, dès qu'elles ont été capables de s'administrer elles-mêmes. Le Canada et l'Australie sont, sous la domination de l'Angleterre, des Etats indépendants. Ils ne jouissent que des avantages de l'union avec l'Empire, sans en subir les inconvénients. C'est ce qui explique l'attachement à la métropole des colonies, même de celles qui, récemment, ont été conquises par la force armée ; c'est ce qui explique l'échec des spéculations allemandes sur des défections ou des soulèvements qui auraient causé des difficultés aux Anglais, et poussé leurs

colonies dans les bras des Allemands, de ces mêmes Allemands qui, déjà aujourd'hui, avant d'avoir annexé la Belgique, ne trouvent rien de mieux à faire que de bannir, par ordre militaire, le français des rues et de la vie publique de Bruxelles et d'Anvers.

Si l'Autriche, au lieu d'annexer la Bosnie et l'Herzégovine avec le sabre de son alliée, avait reconnu comme naturel le mouvement national serbe et lui avait fait des concessions raisonnables, en vertu du principe : « *Naturam expellas furca tamen usque recurret* », on peut affirmer en toute certitude que nous n'aurions pas de guerre aujourd'hui. Mais les Autrichiens s'y entendent sans doute mieux. Ils trouvent bon de traiter les peuples qui sont sous leur domination, Italiens, Croates, Slavons, Roumains, d'après la maxime :

Und willst du nicht mein Bruder sein
So schlag ich dir den Schädel ein[1]

Nous voyons aujourd'hui jusqu'à quel point ils sont allés dans l'application de ce précepte, non seulement à l'égard des Serbes, mais aussi des Italiens, et combien se passera-t-il de temps jusqu'à ce qu'à la frontière roumaine les effets de cette politique d'oppression archiréactionnaire se fassent sentir ?

Mais plus était piètre la politique autrichienne, plus étonnants sont les succès diplomatiques que, grâce à l'appui armé de l'Allemagne, elle a toujours obtenus au cours de ces dernières années. L'Autriche et l'Allemagne n'ont, en vérité, aucune raison de déclarer que les diplomates européens « leur ont constamment marché sur les pieds ». Toutes les questions qui ont surgi durant ces derniers temps ont été, à l'exception de l'affaire du Maroc, de prétendues « questions vitales » pour la monarchie des Habsbourg, si l'on ose parler de questions vitales à propos d'un cadavre. A ce cadavre, l'habile diplomatie allemande a enchaîné le corps sain et vigoureux du peuple allemand, pour partager avec lui la bonne comme la mauvaise fortune (plutôt, je le crains, la mauvaise), « dans l'intérêt de la race germanique en Europe centrale », comme le dit si bien notre Livre blanc. Pourquoi rire ? Le quart seulement de la population de l'Autriche appartient à

[1] Et si tu ne veux pas être mon frère, je te brise le crâne.

la race germanique, mais, en vertu de cette « protection des races », les questions orientales qui, suivant Bismarck, ne valaient pas les os d'un grenadier poméranien, nous coûteront les os de centaines de milliers de jeunes compatriotes et le travail de plusieurs générations.

Une mauvaise affaire, certes ! mais une affaire qui se serait brillamment terminée, si elle s'était terminée, comme toutes celles de ces dernières années, sur le terrain diplomatique et n'avait pas été transportée sur le terrain militaire. L'Autriche avait remporté, par la réponse serbe à sa note, un des plus étonnants succès de toute l'histoire diplomatique de l'Europe. La Serbie avait cédé pour l'essentiel à toutes les exigences de sa voisine. Elle n'avait fait des réserves que sur quelques points, qu'elle était prête à discuter encore. Ce que l'Autriche avait obtenu dépassait tout ce qu'un Etat peut obtenir d'un autre Etat indépendant par des moyens diplomatiques. Et l'humiliation de la Serbie était en même temps une humiliation pour la Russie. Au moment où l'Autriche, orgueilleusement et sans raison, rappelait son ambassadeur de Belgrade, son prestige dans les Balkans atteignait un éclat qu'il n'avait jamais eu et qu'il ne retrouvera sans doute jamais. Ajoutons que ce succès n'était dû qu'au fort appui de l'allié allemand.

Si, malgré cela, on a laissé éclater la guerre, ou plutôt si on l'a intentionnellement provoquée, il faut l'expliquer par les exigences de la politique allemande et les courants de l'opinion berlinoise, comme je le montrerai, pièces en mains, dans la seconde partie de cet ouvrage. Il suffit, pour le moment, de montrer qu'il est faux de répéter, comme on le fait constamment en Allemagne, que la Triple-Alliance a toujours été mise à l'écart et dupée par la Triple-Entente. Elle a, au contraire, dans tous les conflits, remporté une brillante victoire, — dernièrement encore en juillet 1914.

Le kronprinz et le parti de la guerre.

Tout le monde, en Allemagne, parle de la politique d'encerclement et la rend responsable de la guerre. C'est encore un de ces faits que l'on rencontre constamment au cours de la campagne de justification qui cherche à représenter l'Allemagne

comme l'agneau innocent et l'Angleterre comme le loup ravisseur. Les initiés connaissent exactement ce qui en est. Si le kronprinz rencontre, en campagne, MM. von Bernhardi ou Frobenius, les trois compagnons pourront se sourire comme les augures romains. Ils savent que nous n'avons pas été entraînés dans cette guerre par une nation étrangère, mais par notre volonté, ou plus justement par *leur* volonté. Maintenant qu'ils voient les conséquences affreuses de leur acte, ils tâchent de le nier, mais leurs écrits se dressent contre eux comme des témoignages sanglants.

Que lit-on dans l'introduction de *Deutschland in Waffen*, le livre du kronprinz? Ceci :

Nous vivons dans un temps qui, avec une particulière suffisance, accentue la fière élévation de sa culture, qui se vante trop volontiers de son cosmopolitisme et se plait aux rêves enthousiastes d'une paix éternelle possible. *Cette conception de la vie n'est pas allemande (undeutsch) et ne nous convient pas.* L'Allemand qui aime son peuple, qui croit à la grandeur et à l'avenir de notre patrie et qui ne veut pas savoir son prestige diminué, ne doit point écouter ces rêveries et se laisser endormir par la berceuse de la paix des utopistes... Depuis la dernière grande guerre, l'Allemagne a eu une période d'essor économique qui a en soi quelque chose d'inquiétant. Le bien-être a augmenté dans toutes les classes de la société de telle façon que les exigences touchant à la manière de vivre et le luxe se sont accrus considérablement. Nous ne méconnaissons pas que cet essor a produit beaucoup de bien, mais les mauvais côtés sont affligeants et menaçants. L'argent a acquis chez nous une valeur que l'on ne peut considérer sans crainte. Les vieux idéals, et même le prestige et l'honneur de la nation, sont méprisés, *car pour gagner de l'argent, il faut la paix, la paix à tout prix.* Cependant, l'histoire nous apprend que les Etats chez lesquels l'intérêt commercial était le facteur dominant sont misérablement allés à la ruine. Les sympathies des peuples cultivés vont aujourd'hui, comme dans les batailles de l'antiquité, *à l'armée qui se bat vigoureusement et bravement,* aux courageux guerriers qui, comme Lessing fait dire à son Tellheim, sont des soldats pour leur pays par amour de la cause pour laquelle on combat...

Certes, l'habileté de la diplomatie peut et doit retarder les conflits pendant un certain temps, parfois les résoudre. Certes, tous ceux qui revêtent des emplois importants seront, au moment de la grande décision, pleinement conscients de leur énorme responsabilité. Ils devront comprendre que l'immense incendie, une fois allumé, ne pourra plus être rapidement et facilement éteint. Comme l'éclair qui rétablit l'équilibre entre deux couches d'air chargées d'électricité différente, l'épée sera et restera jusqu'à la fin du monde le facteur dominant en toutes choses... C'est pourquoi celui qui aime sa patrie et qui croit au grand avenir de notre peuple, doit, pour sa part, contribuer à ce que le vieil esprit militaire de nos pères ne se perde pas et ne soit pas affaibli.

L'épée seule ne fait pas tout, mais le bras d'acier qui la manie. Chacun de nous doit se maintenir apte au métier des armes et se préparer moralement pour la grande heure où le kaiser appellera sous les drapeaux. A cette heure, toutes nos forces physiques et morales appartiendront au pays, et toutes nos « capacités » devront être tendues vers cette volonté de vaincre, qui n'a jamais été sans succès dans l'histoire.

Cette citation pourrait suffire, mais voici quelque chose de plus caractéristique encore : la description d'un exercice fait par un régiment des Gardes du Corps, au camp de Döberitz :

Les casques d'acier étincellent. Chaque cavalier s'efforce, en galopant, de garder sa direction et son alignement — ce qui n'est pas une bagatelle, eu égard à la poussière et au sol inégal. Plusieurs tombent, et la troupe passe sur eux. Là où on rabote, des copeaux volent... Dans le fracas de la masse au galop, un ordre retentit, clair et vibrant : « Front ! » Les brides tourbillonnent. La ligne est magiquement reformée. Un front de cinq escadrons de gardes du corps qui s'avance avec bruit. Le signal : « Marche ! » est donné. On exige des chevaux le maximum d'efforts, et les cavaliers s'ébranlent en criant « Hourrah ! », le corps incliné en avant, la lance en arrêt... Pour celui qui a participé à de telles charges, il n'existe rien de plus beau au monde... Et cependant, quelque chose paraît encore plus beau au vrai cavalier : que cela se passe de la même façon, mais qu'à la fin de cette course rapide, l'ennemi chevauche à notre rencontre et engage le combat pour lequel nous sommes exercés et dressés, *le combat à mort*. Combien de fois ai-je entendu pendant de telles charges le cri ardent d'un camarade : « *Sacrebleu! si c'était seulement sérieux!* » ...*Reitergeist!* Tous ceux qui sont de vrais soldats doivent le sentir et le comprendre : *Dulce et decorum est pro patria mori.*

Ce même esprit agressif (Attakengeist) se retrouve dans le discours d'adieu adressé par le kronprinz aux hussards de Dantzig. Le jeune héros belliqueux devient sentimental, parce qu'il ne pourra plus chevaucher à la tête de ses hussards. Il « enterre sa jeunesse », mais la pensée suivante le console :

On peut me séparer de vous, mais mon cœur et mon esprit demeureront avec vous. Lorsque le Roi appellera et que le signal « Marche ! Marche ! » retentira, *pensez à celui dont le désir le plus ardent a toujours été de pouvoir vivre avec vous ce moment de suprême félicité pour le soldat.*

Ce moment est arrivé. Sacrebleu ! c'est devenu sérieux ! Les hussards ont galopé à la mort, marche, marche ! et ont été fauchés comme des épis ! Où était-il donc, leur colonel, en ce moment? Pourquoi ne chevauchait-il pas à leur tête, lui qui porte encore le seyant uniforme de son régiment de la Mort, pourquoi ne s'est-il pas lancé contre l'ennemi aux cris de hourrah ! hourrah !?

Pourquoi a-t-il laissé passer sans en jouir ce moment de félicité suprême ? Parce que, de colonel, il avait tout à coup été promu chef d'armée, et que les chefs d'armée restent derrière le front.....

On laisserait ce jeune monsieur — « Quels sont donc les mérites de ce jeune monsieur ? », demandait un jour Bebel au Reichstag — on le laisserait au jugement de sa conscience, s'il n'avait malheureusement pas été cité au cours de cette guerre, dont lui et ses gens sont en tout premier lieu responsables, comme une sorte de héros national allemand.

Il est depuis longtemps le chef incontesté des chauvins et des nationalistes allemands et il donne le ton à « l'orchestre national ». Le kronprinz est grand et Liman est son prophète[1]. En le combattant, on combat ce courant qui a entraîné l'Allemagne à la guerre, — sans qu'elle fût provoquée ni contrainte, sans qu'elle eût un but pratique, — et qui nous conduira à notre ruine si nous ne l'arrêtons pas.

Ce qui cause le malheur des rois, c'est qu'ils ne veulent pas entendre la vérité. Mais la vérité est plus forte qu'eux. Elle frappe à leur porte avec des doigts d'airain ; elle retentit à leurs oreilles avec fracas, et si l'Allemagne, comme le dit le chancelier, ne se laisse pas dompter, la vérité se laisse encore moins dompter. Elle déchire les voiles qui la recouvrent et elle apparaît, resplendissante et nue, à la lumière du jour.

La politique d'encerclement.

La *politique d'encerclement* est, pour ainsi dire, un des voiles avec lesquels on s'efforce de recouvrir la vérité. Que signifient ces mots : politique d'encerclement ? Chacun les répète sans se rendre compte exactement de l'idée qu'ils expriment. S'ils en expriment une, ce ne peut être que celle-ci : une politique qui cherche à entourer l'Allemagne et l'Autriche d'une alliance périphérique de puissances adverses. C'est donc une conception *géographique.*

Quelle tendance agressive particulière résulte de la situation géographique fortuite des puissances de l'Entente ? Des desseins

[1] *Der Kronprinz, Gedanken über Deutschlands Zukunft,* par Paul Liman ; Minden, chez Wilhelm Köhler.

agressifs peuvent-ils être précisés ou prouvés par une situation géographique ? N'aurait-il pas été aussi dangereux pour l'Allemagne et pour l'Autriche que l'Italie ou même l'Amérique fît partie de l'Entente, à la place d'une des puissances qui la composent actuellement ? Et si c'eût été l'Italie ou l'Amérique, aurait-on pu parler d'une intention d'encerclement ? Avec la même raison sans doute que le fusilier Kutschke quand il prétend avoir « entouré à lui seul toute une compagnie d'ennemis ».

Cela est clair : il n'y a rien de commun entre la géographie et le danger de guerre ou les intentions belliqueuses. De même qu'on a appelé la Triple-Entente un « encerclement », on aurait pu nommer la Triplice un « écartement » (*Auskreisung),* puisque les trois Etats centraux forment une sorte de bloc, duquel les puissances de la Triple-Entente sont exclues. L'un des groupements est aussi bien défensif ou offensif que l'autre. La constellation géographique n'est qu'une conséquence fortuite de la suite chronologique des alliances. Si l'Italie n'avait pas été engagée, au moment où Edouard VII renonçait au « splendide isolement », il est probable que celui-ci l'eût fait entrer au lieu de la Russie dans son système d'alliances. Il aurait certainement préféré la démocratique Italie, avec laquelle son pays n'avait que des intérêts communs, à un allié dont la politique réactionnaire et les intérêts asiatiques opposés faisaient un « ami » très malvenu pour l'Angleterre. Les groupements des puissances européennes résultent de circonstances *historiques* et de connexions d'intérêts. Leur configuration géographique n'a aucun rapport avec le caractère et les tendances des deux groupes.

Il est donc aussi faux que superficiel de considérer la position excentrique des puissances de l'Entente comme un danger en soi pour les Empires alliés. Qui parle de desseins agressifs a pour devoir de les prouver, et de les prouver par d'autres raisons que la situation géographique. Or ces autres raisons font complètement défaut. On dit en Allemagne que l'Angleterre était envieuse ou jalouse de l'essor de notre commerce. La jalousie ou l'envie sont des sentiments, mais non des actes. *Quand, où et comment l'Angleterre a-t-elle cherché à traduire en faits sa jalousie contre l'Allemagne,* ou autrement dit, à attaquer celle-ci ? Jamais et nulle part. *Aucune* action de l'Angleterre ne permet de conclure qu'elle ait eu, d'accord avec

ses alliés, le dessein d'attaquer militairement l'Allemagne. Elle a, il est vrai, soutenu diplomatiquement la France pendant le conflit marocain. Mais c'était son droit et même son devoir, d'après le traité de 1904, et elle était libre d'agir d'après ses obligations et ses intérêts. L'Autriche ne nous a-t-elle d'ailleurs pas appuyés au cours du même conflit? De notre côté, n'avons-nous pas toujours tenu pour l'Autriche dans les questions orientales? Pourquoi donc l'appui diplomatique d'un pays allié ou ami serait-il défensif dans un cas et offensif dans l'autre? L'Angleterre n'est-elle pas libre d'apprécier toujours, dans les négociations diplomatiques, ses intérêts et ses obligations selon ses vues, comme nous le faisons pour nos obligations et nos intérêts? Encore une fois : *Où est la preuve des desseins agressifs de l'Angleterre à notre égard?*

On m'objectera les conventions navales et militaires que l'Angleterre avait conclues avec la France et allait signer avec la Russie. Mais n'avons-*nous* pas conclu, *nous*, des conventions militaires avec l'Autriche qui réglaient, jusqu'au dernier canon et à la dernière compagnie, l'appui mutuel que nous devions nous prêter en cas de guerre? Les états-majors des deux pays n'ont-ils pas échangé continuellement des visites et tenu des conférences? Si nos traités militaires avec l'Autriche n'avaient pas de caractère offensif, bien que très étroits, pourquoi les accords beaucoup moins précis établis par des officiers français et anglais, et qui dépassèrent à peine le cadre de simples entretiens, en auraient-ils eu un[1]? Ces entretiens, les documents l'établissent, *n'engageaient absolument à rien.* Ils ne comprenaient pas l'engagement de se prêter mutuellement aide militaire. L'Entente franco-anglaise ne contenait aucune stipulation de ce genre, et laissait à chacun des deux Etats pleine liberté de décider selon son appréciation, si, dans un cas donné, il prêterait l'appui de ses forces[2]. Même si une tierce puissance attaquait sans avoir été provoquée, cette liberté subsistait. Ce n'est que lorsque les deux pays se seraient *volontairement* résolus à une coopération — et seulement dans ce cas —, que les entretiens des officiers auraient une conséquence pratique.

---

[1] Cf. le discours de Grey, à la Chambre des Communes, le 3 août 1914, *Livre bleu anglais*, p. 89-96.

[2] Cf. la lettre de Grey à Cambon du 22 novembre 1912. *Livre bleu*, p. 90.

En ce qui concerne la politique européenne, les relations anglo-russes étaient beaucoup moins étroites que les relations anglo-françaises. Les conventions que l'Angleterre avait conclues avec la Russie concernaient exclusivement les sphères d'intérêts en Asie et ne contenaient aucune obligation quant à l'Europe. L'Angleterre participait si peu à l'alliance franco-russe qu'elle ne connaissait même pas le texte du traité[1].

Non seulement la Grande-Bretagne n'avait ni le dessein ni l'obligation de nous attaquer mais, en outre, elle n'avait aucune raison de le faire. Quel profit avait-elle à attendre d'une guerre avec nous? Nous qui parlons constamment de « l'esprit de boutique » anglais, et qui nous plaisons à opposer à notre enthousiasme patriotique le « sens commercial » froid et réfléchi de l'Anglais, nous ne devrions pas attribuer à ce peuple de marchands la folie de vouloir assommer ses meilleurs clients pour faire de meilleures affaires. Un pays où les généraux, les colonels de cavalerie et les anti-négociants sont tout-puissants, peut être capable d'un acte aussi insensé, mais non un peuple dont les politiques dirigeants sont issus des classes commerçantes, ou tout au moins sont pénétrés sans exception de l'esprit commercial du monde moderne.

La vérité est que l'Angleterre n'a jamais eu de desseins agressifs à notre égard, n'a jamais conclu d'alliance offensive dirigée contre nous et n'a jamais fait quoi que ce soit pour inciter les autres à nous attaquer. Quiconque soutient le contraire a le devoir, selon les règles de la procédure, de le prouver. Cette preuve, je l'ai en vain cherchée jusqu'ici dans les discours et les écrits allemands. Partout l'affirmation vide, sans l'ombre de démonstration. Et quand cette affirmation part du côté *officiel*, c'est-à-dire de gens qui connaissent l'histoire diplomatique des quinze dernières années, c'est une affirmation contraire au sens intime, donc un *mensonge*.

Ces quinze dernières années, depuis le premier congrès de La Haye en 1899, *l'Angleterre a fait une série de tentatives pour arriver à une entente politique avec l'Allemagne, et sur la base de celle-ci, à une limitation réciproque des armements navals*,

---

[1] Cf. le *Livre bleu*, p. 91.

tentatives que l'Allemagne a fait échouer chaque fois par manque d'intelligence ou par mauvaise volonté.

On sait que, lors de l'affaire de Fachoda, les relations franco-anglaises ont été très tendues et qu'une guerre a failli éclater entre ces deux pays. A ce moment l'Angleterre chercha à sortir de son « splendide isolement » et à conclure une entente avec nous. Nos clairvoyants politiques n'ont pas su profiter de l'occasion. S'ils n'avaient pas laissé passer le moment favorable, ils auraient, sans armements ruineux, sans coup férir et pour toujours, assuré la continuation de l'essor de notre vie économique et de notre culture et fait bénéficier le monde d'une paix durable.

Angleterre et Allemagne.

Le premier congrès de la Haye.

Le 28 août 1898, parut dans la *Feuille officielle* de Pétersbourg le fameux manifeste du tsar en faveur de la paix. Les desseins du tsar étaient loyaux, et les buts proposés aux peuples européens — paix durable et sincère, limitation des armements qui, même en temps de paix, conduisent peu à peu les peuples à la ruine économique — ces buts resteront ceux auxquels les efforts de tous les chefs d'Etats devront tendre. La guerre actuelle elle-même, si elle ne doit pas être une folle et stérile effusion de sang, ne peut se proposer d'autres fins.

Comment l'Angleterre et l'Allemagne accueillirent-elles ce manifeste?

Tandis qu'en Angleterre, l'opinion publique, en harmonie avec le gouvernement, le saluait avec la plus grande sympathie, tandis que le ministre des affaires étrangères pouvait faire part à Pétersbourg de cette approbation unanime, le gouvernement allemand, lui, fit au manifeste un froid accueil. Il se forma bien, en Allemagne, un mouvement populaire en faveur des idées exprimées par le tsar, mais seule la « Sozialdemokratie » reconnut l'importance capitale de ces idées qu'elle avait toujours défendues, et qui, pour la première fois, étaient formulées de haut. Les *Kriegshetzer* entrèrent naturellement en scène aussitôt. « Utopies », « chimères », furent les mots les plus doux

qu'ils appliquèrent à l'œuvre du tsar. Quelques-uns allèrent même — conformément à la tactique usuelle et toujours suivie depuis lors — à affirmer cette chose absurde que la Russie ne voulait amener les autres Etats à limiter leurs armements qu'afin de pouvoir mieux augmenter les siens en secret et poursuivre la réalisation de ses aspirations panslavistes.

Ce fut naturellement un Allemand, le professeur munichois de droit international Stengel, qui battit le record des attaques de ce genre; avant même que la conférence se fût réunie, il formula un pronostic des plus défavorables. Afin de l'en récompenser, le ministère des affaires étrangères le délégua immédiatement pour représenter l'Allemagne au congrès de La Haye.

L'initiative de celui-ci était due au conseiller d'Etat russe von Bloch et à des influences anglaises. En 1890 déjà, le premier ministre anglais Salisbury avait dressé un tableau du coût des armements militaires européens et avait communiqué au kaiser — sans obtenir du reste le moindre résultat — cet écrit confidentiel. Les efforts de Salisbury eurent du succès seulement lorsque la conférence internationale de 1896 les appuya énergiquement et que lui-même, dans un remarquable discours au Guidhall, montra le déplorable effet des armements sans cesse croissants et, finalement, fit remettre au tsar, par le comte Lambsdorf, tous les documents se rapportant à cette question [1].

L'attitude de l'Angleterre et de l'Allemagne durant le Congrès fut la même qu'avant le Congrès. Celui-ci, malgré toutes les manifestations antipathiques, s'ouvrit le 18 mai 1899 à La Haye. Vingt-six Etats y participèrent. Pendant toutes les négociations ce fut le même spectacle : d'un côté l'Angleterre, prenant l'initiative de tous les efforts tendant à amener une diminution du fardeau des armements et à régler, par voie légale, les conflits entre les peuples, appuyée par la France, la Russie, l'Amérique et, naturellement, par tous les petits Etats; de l'autre côté, l'Allemagne suivie de sa fidèle alliée, l'Autriche. L'opposition de l'Allemagne fut parfois si violente que si les autres n'avaient pas modéré leurs désirs, le Congrès n'eût pu que se dissoudre.

En guise d'introduction à la question du désarmement, le kaiser prononça, à Wiesbaden, un discours où il déclarait

[1] Cf. Fried, *Handbuch der Friedensbewegnng*, I, p. 204.

qu'une « épée bien aiguisée » était la meilleure garantie de paix. Nous verrons, au cours de ce chapitre, qu'il appartint au système allemand d'ouvrir en toute occasion le concert européen des chalumeaux de paix par une fanfare guerrière prussienne.

La proposition russe tendait à ne pas augmenter, pendant cinq ans, la force des armées sur pied de paix et le budget militaire, et durant trois ans les effectifs des marines. Cette proposition, brillamment défendue par le plénipotentiaire russe — il s'attacha à montrer avant tout *que la course aux armements était vaine, puisque le rapport entre les forces des différents Etats restait toujours le même* — fut combattue énergiquement par le délégué militaire allemand, général Gross von Schwarzhof. Si Léon Bourgeois, le plénipotentiaire français, qui montra que la limitation des armements était exigée par la culture et était un *devoir* incombant à chaque Etat, n'avait pas réussi à réunir les voix sur une résolution formulée par lui, mais sans aucune portée pratique, les délibérations du Congrès sur ce point auraient totalement échoué.

La teneur de cette résolution était : « Une limitation des charges militaires qui accablent aujourd'hui l'humanité est hautement souhaitable pour l'accroissement du bien-être moral et matériel de l'humanité. »

Cela n'a pas empêché le cabinet allemand — et les gouvernements européens ont emboîté le pas, — d'augmenter les armements de telle sorte que le ballon gonflé à éclater finit par faire explosion et déchaîna l'incendie dans le monde entier.

La proposition russe visant à la création d'une cour d'arbitrage internationale eut un sort encore pire. Cependant elle était fort modeste : elle tendait, il est vrai, à introduire *l'obligation* de se soumettre au jugement d'une telle cour, mais elle ajoutait que cette obligation n'existerait pas pour les questions touchant à la vie ou à l'honneur d'un Etat. Comme chaque Etat restait juge de ce qui, pour lui, était une question de vie ou d'honneur, on conviendra que cette proposition n'avait rien de révolutionnaire. Au fond, il faut le regretter, car les plus grands progrès que l'humanité ait faits, elle les doit, non à la guerre comme les adorateurs de celle-ci le disent, mais aux révolutions. La proposition obtint l'adhésion de presque tous les délégués; seule, l'Allemagne y fit des objections; la soumission à une cour d'arbitrage ne

répondait pas, disait le professeur Zorn, « aux traditions de la politique bismarckienne ».

L'opposition de l'Allemagne sur ce point fut si vive que les délibérations ne purent être poursuivies et durent être suspendues pendant quinze jours, jusqu'à ce que Zorn eût reçu de nouvelles instructions de Berlin. Il s'en fallut de peu qu'elles se continuassent sans la participation de ce pays. Finalement on se résolut, pour ne pas faire échouer toute la chose, à céder à la volonté de Berlin et à instituer, à la place de la soumission obligatoire au Tribunal, la soumission volontaire. L'Allemagne eut de nouveau le mérite de contrecarrer un progrès décisif dans la voie de l'organisation pacifique des peuples. L'institution d'un Tribunal arbitral permanent à La Haye fut au début combattue par l'Allemagne. Elle ne l'accepta que lorsqu'il fut décidé que chaque Etat serait libre d'y recourir. Le Congrès de La Haye, *malgré* l'Allemagne et l'Autriche, et grâce aux efforts de la France et de l'Angleterre, qui appuyèrent vigoureusement les tendances pacifiques de la Russie, ne laissa pas cependant de marquer un pas important dans la voie d'une organisation juridique des Etats et d'une diminution progressive des armements qui devait délivrer les peuples écrasés par ceux-ci.

Entre la première et la seconde conférence de La Haye. Le gouvernement libéral anglais.

Entre les deux Conférences de La Haye — la seconde siégea de juillet à octobre 1907 — il se passa dans les Etats européens des événements très caractéristiques de l'attitude prise par ces pays et leurs gouvernements en face des problèmes posés au premier Congrès de La Haye, et qui font ressortir de la manière la plus vive le contraste entre l'Angleterre et l'Allemagne.

Déjà avant le Congrès de 1899, le premier lord de l'Amirauté, Goschen, avait, le 9 mars 1891, fait au nom du parti conservateur une déclaration précise en faveur d'un règlement conventionnel du système des armements. Elle fut renouvelée en juillet 1903 par le ministre Chamberlain, qui déclara qu'elle engageait toujours le cabinet britannique [1].

---

[1] Cf. Fried, *Handbuch der Friedensbewegung*, II, p. 767.

En 1905, le parti libéral arriva au pouvoir, et Campbell-Bannermann, un pacifiste convaincu, devint chef du ministère. Le nouveau gouvernement entreprit immédiatement une action énergique, infatigable, dans le sens de celle qui, à cause de l'opposition de l'Allemagne surtout, n'avait obtenu au Congrès de La Haye qu'un résultat pratique fort modeste.

L'activité du gouvernement libéral anglais fut si étendue et si riche qu'il est impossible, dans le cadre de ce travail, d'en relever toutes les manifestations. Au Parlement, dans des conférences interparlementaires, au Guidhall et dans les cercles, dans les relations diplomatiques avec les autres puissances, dans des articles de journaux et de revues, les ministres anglais ne se lassèrent pas d'insister sur les funestes effets de la folie des armements terrestres et maritimes et de chercher les remèdes à cette situation ruineuse. Les mêmes hommes que le peuple allemand aveuglé regarde comme les instigateurs et les artisans raffinés de la guerre, et auxquels certains historiens de notre pays osent enlever l'honneur personnel, les Grey, les Haldane, les Lloyd George, les Campbell-Bannermann, les Asquith et d'autres, se donnèrent avec chaleur à ce problème qui, comme ils le virent bien, intéressait non seulement la vie même de l'Angleterre, mais celle de toute l'Europe. Dans son discours-programme, Campbell s'écriait : « La politique des énormes armements entretient et nourrit l'idée que la violence est la première, sinon la seule manière de résoudre les conflits internationaux. »

« Je désirerais, disait le ministre de la guerre Haldane le 8 mai 1906 à la Chambre des Communes, que nous fussions arrivés si loin que les peuples pussent aborder en commun la question de la limitation des armements. Ce n'est que par une action commune que nous pouvons nous libérer du poids des armements. »

Au cours d'un banquet, le 26 septembre de la même année, le ministre-président exprima l'espoir que l'accord qui venait de se faire à propos du Maroc — le traité d'Algésiras avait été signé le 7 avril — rendrait possible une diminution des dépenses militaires, et déclara que *l'Angleterre prendrait les devants dans cette question.*

Et le gouvernement anglais réalisa son dessein. Le projet de programme élaboré par la Russie pour le second Congrès

de La Haye, au printemps de 1906, laissait de côté le problème des armements. Le gouvernement russe avait sans doute conclu de l'attitude de l'Allemagne au premier Congrès que toutes les discussions à ce sujet seraient vaines. Mais le cabinet libéral anglais intervint énergiquement pour que la question des armements figurât dans le programme, à côté de celle du Tribunal arbitral. Une proposition dans ce sens, faite à la Chambre des Communes par le député socialiste Vivian, fut adoptée à l'unanimité avec force hourras, et le secrétaire d'Etat aux affaires étrangères, *sir Edward Grey*, se rallia, au nom du ministère, à la résolution du Parlement. « Jamais, disait Grey, l'opinion publique européenne ne s'est autant préoccupée de la paix que maintenant et, néanmoins, les dépenses pour les armées et les marines s'accroissent sans cesse. *Le Congrès de La Haye ne pourrait pas faire une œuvre plus méritoire que de rendre moins coûteuses les garanties de paix.* On a dit que nous devrions attendre les autres puissances; mais dans les conditions actuelles, toutes les puissances s'attendent les unes les autres et, un jour, l'une d'elles devra faire le premier pas... Au nom du gouvernement, j'accepte et je salue la résolution comme une réjouissante manifestation de l'opinion publique[1]. »

Lorsque, en juillet 1906, l'Union interparlementaire se réunit à Londres — 620 députés de 23 pays — le premier ministre Campbell prononça un mémorable discours d'ouverture : « Au nom de l'humanité, dit-il aux participants, insistez pour que vos gouvernements se rendent au Congrès de La Haye avec la ferme volonté, avec laquelle nous espérons y aller nous-mêmes, d'alléger les budgets de l'armée et de la marine. »

Le politique américain Bryan, actuellement ministre des affaires étrangères, s'exprima dans le même sens. Une résolution correspondante fut adoptée à l'unanimité.

Campbell se prononça encore plus nettement à la Chambre des Communes en faveur d'une limitation des armements, le 5 mars 1907, quelques mois avant l'ouverture du Congrès. Il déclara que c'était le devoir de l'Angleterre de porter cette question devant la deuxième conférence de La Haye, « car nous sommes d'avis qu'un fort courant existe parmi les hommes cultivés de

[1] Cf. Fried, *Handbuch der Friedensbewegung*, tome II, p. 169.

tous les pays de l'Europe... pour que les énormes dépenses que l'état actuel a apportées avec lui soient définitivement réduites. Nous désirons nous placer au premier rang de ceux qui sont d'avis que l'attitude belliqueuse des puissances les unes vis-à-vis des autres, comme elle ressort de l'accroissement excessif des armements, est une malédiction, et plus tôt nous y mettrons fin, ne fût-ce que dans une mesure modeste, mieux cela vaudra [1]. »

Les hommes dirigeants des autres Etats européens et américains exprimèrent les mêmes idées que les ministres anglais. Léon Bourgeois, à Paris, Tittoni, l'ex-ministre des affaires étrangères d'Italie, à Rome, Roosevelt, dans son message au Congrès, tous parlèrent en faveur d'une convention réglant les armements et d'un examen de la question par la conférence de La Haye.

Seules, l'Allemagne et l'Autriche firent de nouveau une *glorieuse exception.* Aux Délégations autrichiennes, le comte de Goluchowski ne fit à une interpellation qu'une réponse évasive. En Allemagne, à la seule pensée qu'une discussion internationale pourrait avoir lieu sur ces questions, les chauvins crièrent comme de beaux diables. On fit entendre, comme d'habitude, que les efforts des grandes puissances n'étaient au fond qu'une ruse perfide pour ôter à l'Allemagne tout moyen de se défendre. On voyait même dans l'introduction au programme de la question des armements un danger de guerre menaçant. « Plus le Congrès de la Paix s'approche, lit-on dans un article de fond de la *Tägliche Rundschau* du 9 avril 1907, plus on s'aperçoit qu'il revêt un caractère éminemment « trouble-paix ».

Le député Bassermann déclara que la situation ne deviendrait plus pacifique qu'une fois le Congrès de La Haye passé sans encombre. Le ministre prussien de la guerre fit ressortir ostensiblement que l'Allemagne était prête. Le député Liebermann von Sonnenberg conclut un discours chauvin au Reichstag par cette apostrophe courageuse : « Ils peuvent venir ! ». Et, *last not least*, le prince de Bülow, qui n'attendait rien de la discussion du problème, fit connaître sa résolution de « laisser discuter seules à La Haye les puissances qui escomptaient des résultats de la conférence. »

---

[1] Cf. Fried, op. cit., tome II, p. 171.

Telle fut la réponse de l'Allemagne à la proposition anglaise tendant à établir une convention internationale au sujet des armements.

Le deuxième Congrès de la Haye.
Angleterre et Allemagne.

Les débats du Congrès répondirent à ce début plein de promesses. Les choses se passèrent à peu près comme au premier Congrès. L'Angleterre désirait discuter le problème des armements ; l'Allemagne s'y refusa. Pour éviter un conflit, on trouva l'expédient suivant : le premier délégué anglais, *Sir Edward Fry*, ministre de la justice, prononça une harangue dans laquelle il éclaira le problème sous toutes ses faces et proposa une résolution déclarant qu'une étude plus sérieuse de la question serait « hautement souhaitable ». Conformément à la convention, aucun débat ne devait avoir lieu. Aussi la proposition fut-elle acceptée à l'unanimité [1].

On le voit : l'Allemagne obtenait encore un brillant succès, et une des voies conduisant au progrès était barricadée.

Lorsque, dans la séance du Reichstag du 21 novembre 1907, Bebel interpella le prince de Bülow sur l'attitude des délégués allemands au Congrès, le chancelier put répondre sans trahir la vérité que les délégués allemands n'avaient pas participé à un débat sur la question des armements, parce qu'il n'y en avait point eu. Il oublia seulement d'ajouter que *c'était l'Allemagne qui n'avait point admis de discussion.*

En Angleterre, l'insuccès des généreux efforts tentés par les chefs libéraux causa naturellement une déception générale. Peu de mois avant sa mort, Campbell-Bannermann exprima cette déception en ces termes : « Nous avions espéré que l'idée de mettre un frein à la concurrence croissante des armements ferait un grand progrès. Nous avons été déçus. »

On était déçu, mais non découragé. Une entente internationale ayant échoué, on essaya d'arriver à une entente particulière et directe avec l'Allemagne. Nous verrons plus loin avec quel succès.

---

[1] Cf. Fried, I, p. 261.

Outre le problème des armements, la question d'une *cour d'arbitrage international* occupa naturellement en premier lieu le Congrès de La Haye. Il s'agissait de donner une forme plus ferme et plus harmonieuse à l'ébauche de 1899. Le principe de l'obligation, que l'Allemagne avait fait sombrer, devait être introduit dans les arrêtés précédents. Afin d'éviter la résistance de l'Allemagne, on avait élaboré un projet très compliqué qui devait obliger, il est vrai, les puissances signataires à se soumettre à ce tribunal, mais en excluant les questions touchant aux intérêts essentiels ou à l'indépendance des parties en querelle.

Ce principe d'une obligation limitée se heurta, lui aussi, à la résistance résolue de l'Allemagne. On chercha à lui donner d'autres formes afin de satisfaire cette puissance. Mais le projet édulcoré n'eut pas davantage son adhésion. Elle le repoussa — avec l'Autriche — cependant que la grande majorité des Etats, y compris la France, l'Angleterre et la Russie, l'acceptaient par 32 voix contre 9.

Le tribunal d'arbitrage international n'était pas encore au bout de son calvaire. On proposa que la Convention adoptée à une aussi forte majorité engageât au moins les Etats qui y avaient adhéré. Mais le baron allemand von Marschall déclara que ce serait une violation du principe d'unanimité, et le Congrès dut se contenter de formuler une platonique déclaration qui exprimait l'adhésion des puissances au principe d'un arbitrage obligatoire, mais qui, en cas de conflit, « réservait à chaque Etat le droit de maintenir son point de vue. »

Donc de nouveau et toujours des succès de l'Allemagne ! Notre titre de gloire est d'avoir été partout le sabot qui a empêché une entente entre les peuples. Il nous restera incontestablement, mais il n'a guère contribué à nous faire aimer dans le monde.

L'Angleterre propose à l'Allemagne une entente politique et une convention navale.

A peine le Congrès s'était-il dissous, que les ministres anglais se mirent à la recherche de nouveaux moyens pour atteindre le but qu'ils s'étaient proposé et qui était également utile à tous les peuples. Après que les points en litige entre la France et

l'Angleterre eurent été réglés par le traité de 1904, et que tous les conflits d'intérêts anglo-russes eurent été résolus par la convention de 1907, le ministère anglais, à la tête duquel Asquith avait succédé à Campbell, considéra comme sa tâche la plus importante de donner aux relations anglo-allemandes une base qui fût propre à exclure la possibilité de nouveaux conflits. Entre l'Allemagne et l'Angleterre, il n'existait pas ou il n'existait que très peu de conflits d'intérêts et de « surfaces de friction ». Les difficultés qui avaient surgi au sujet de l'Est Africain avaient été réglées en 1890 par Caprivi et Salisbury : les Allemands avaient reçu Helgoland et les Anglais des concessions dans l'est de l'Afrique. Les questions d'Asie Mineure n'offraient pas matière à des conflits bien sérieux, et le traité conclu au commencement de l'été 1914, malgré la tension de la situation politique, prouve que les sphères d'intérêts anglaises et allemandes pouvaient assez facilement être délimitées pourvu que la bonne volonté fût réciproque.

Pourquoi donc, devaient se demander l'opinion publique et le gouvernement anglais, pourquoi cette concurrence, toujours plus funeste, des armements navals ? Si les deux pays veulent la paix, pourquoi se ruinent-ils en dépenses militaires ? Mais si l'un des pays propose une limitation des armements, comme l'Angleterre l'a fait aux deux congrès de la Haye en 1899 et en 1907, et que l'autre repousse constamment toute limitation, ne peut-on pas soupçonner à bon droit que ce dernier nourrit des desseins inavouables contre celui qui fait les avances ?

Cette question devait tout naturellement se poser au peuple anglais, qui pouvait également se demander : *Que diraient l'Allemagne et toute l'Europe si l'Angleterre, qui est déjà la première puissance maritime, allait tout à coup mettre sur pied une armée de terre* qui pourrait, tôt ou tard, être aussi forte que l'armée allemande ? N'y verrait-on pas, avec raison, une menace contre la puissance continentale qui lui fait concurrence ? La loi navale allemande, constamment développée dans un temps très court, qui en vingt ans a donné à l'Allemagne la seconde place parmi les puissances maritimes, plaçait l'Angleterre devant ce dilemme : ou bien répondre aux armements allemands par une augmentation correspondante de ses propres armements, ou bien essayer de remplacer le projet de conven-

tion internationale, qui avait échoué à la Haye, par un traité *particulier* entre l'Angleterre et l'Allemagne. Le ministère Asquith choisit d'abord la seconde voie, qui était assez épineuse, étant donné que l'Allemagne s'était toujours refusée, par principe, à se laisser limiter dans ses armements navals.

Ce refus reste nécessairement incompréhensible à l'homme ordinaire. Il faut sans doute la perspicacité supérieure d'hommes d'Etat doués par Dieu pour pouvoir contester la justesse du simple exemple suivant. Les Anglais disent aux Allemands : Nous considérons le rapport actuel de nos flottes de 16 à 10 comme convenable, et en tout cas, n'ayant pas d'armée de terre importante, nous nous croyons obligés de le maintenir pour protéger notre commerce, notre domaine colonial, et pour ne pas perdre notre rang. Si tu admets, Allemagne, cette proportion, tant mieux pour nous deux : dans ce cas, la concurrence des armements est vaine, car nos forces resteront toujours dans le même rapport. Mais si tu ne l'admets pas, tant pis pour toi. Pour chaque navire que tu mettras en chantier nous en mettrons deux, et le rapport de 16 à 10 se modifiera à ton désavantage, aussi bien relativement qu'absolument. Quand tu auras construit dix vaisseaux, l'effectif de ta flotte atteindra vingt bâtiments. Mais, pendant le même temps nous en aurons construit vingt, et notre flotte comptera trente-six bâtiments, etc. L'écart absolu entre nos deux flottes s'accroîtra donc toujours et le rapport entre elles te sera de moins en moins favorable. Finalement, nous serons l'un et l'autre ruinés, et il en sera de nous comme de ces deux lions qui se dévorèrent mutuellement jusqu'à ce qu'il ne resta plus que leurs queues. Choisis. Si tu adoptes ma première proposition, ta sécurité sera la même dans dix ans qu'aujourd'hui, et tu épargneras tes hommes et ton argent. Si tu te décides en faveur de la seconde, ta sécurité diminuera d'année en année et tu te ruineras peu à peu. Tu m'entraîneras, il est vrai, avec toi à la ruine — mais c'est une piètre consolation.

Un bambin qui vient d'apprendre le livret comprendrait ce calcul et choisirait sans hésiter la première proposition. Le gouvernement impérial allemand ne put se hausser à cette compréhension, et les longs pourparlers, toujours entamés par l'Angleterre — et que j'appellerais volontiers « la guerre de sept ans des armements » (de 1907 à 1914) — échouèrent. On peut même

soutenir que l'insuccès des négociations, qui ont amené un accroissement constant des armements, et la situation politique toujours plus tendue qui en est résultée, ont contribué pour une bonne part à ce que cette guerre d'armements ait fini par provoquer une véritable guerre.

La responsabilité en incombe exclusivement à l'Allemagne. Un court exposé des événements va nous le montrer.

Au dix-septième Congrès de la Paix, qui siégea à Londres en juillet et août 1908, le ministre des finances, Lloyd George, se prononça, en paroles enflammées, pour une entente anglo-allemande et déplora « qu'il fût nécessaire, au vingtième siècle de l'ère chrétienne, qu'une assemblée se réunît dans un pays civilisé pour élever des protestations parce que *des Etats chrétiens dépensaient annuellement 400 millions de livres* (10 milliards de francs), *pour préparer une nation à exterminer l'autre.* » Le premier ministre Asquith, au banquet du lord-maire, en 1908, donna l'assurance que « l'Angleterre saisirait avec joie la main qui lui serait loyalement tendue. » Le 16 mars de l'année suivante, Asquith déclara à la Chambre des Communes que l'Angleterre avait, à plusieurs reprises, fait à l'Allemagne, mais en vain, des propositions tendant à une limitation des dépenses navales. Ces paroles d'Asquith furent, à fin mars, l'objet d'un débat au Reichstag. Plusieurs orateurs y conjurèrent le gouvernement de saisir un peu plus énergiquement la main tendue par l'Angleterre. Mais le député Bassermann eut naturellement toutes sortes d'hésitations et de craintes ; il prépara le terrain au prince de Bülow, qui commença par contester que l'Angleterre eût fait une proposition précise, et déclara « ne se promettre d'ailleurs aucun succès réel de négociations au sujet d'une limitation de la flotte. »

Les explications de Bülow provoquèrent un nouveau débat à la Chambre des Communes. Sir Edward Grey y prononça un discours très significatif sur la concurrence des marines anglaise et allemande. L'Angleterre, disait Grey, a besoin de sa flotte comme l'Allemagne de son armée. La supériorité de la flotte anglaise doit donc être maintenue. Mais, ceci admis, une entente entre les deux pays pourrait très bien s'établir. Grey laissa même entrevoir que l'Angleterre modifierait peut-être

son attitude à l'endroit de la « neutralisation de la propriété privée sur mer » si cela pouvait servir de point de départ à une diminution des dépenses pour la flotte.

Dans l'exposé qu'il fit à l'appui du projet naval pour 1909, le premier lord de l'amirauté, Mac Kenna, déclara que le gouvernement avait, depuis trois ans, non seulement par des paroles mais aussi par des actes, annoncé sa résolution de s'entendre avec d'autres puissances sur une limitation des armements, parce que cette surenchère était inutile à tous. Asquith remarqua, en énumérant tous les essais infructueux de l'Angleterre, que la porte était toujours ouverte pour une entente entre les puissances intéressées. Chaque indice montrant que le gouvernement allemand désirerait un tel accord trouverait l'accueil le plus chaleureux auprès du gouvernement anglais. A une question d'un député, Asquith répliqua encore une fois : « Nous avons pris l'initiative. »

Plus les ministres anglais s'efforçaient de parvenir à une entente sur les armements navals, plus ils étaient attaqués et suspectés par la presse chauvine allemande. Mais ils ne se découragèrent pas. Le 14 juillet 1910, Asquith dut déclarer à la Chambre des Communes que le gouvernement allemand résistait à de nouveaux sondages en affirmant qu'il était lié par une loi, et que la modification de celle-ci n'aurait pas l'appui de l'opinion publique en Allemagne. Lloyd George, le jour suivant, se répandit, dans un banquet, en paroles enflammées contre « l'épidémie du gaspillage qui ravage le monde jusqu'à la ruine. »

Aux efforts sérieux et infatigables du ministre anglais, le chancelier de Bethmann Hollweg opposa, en décembre 1910, quelques remarques qui devaient faire l'effet d'une douche d'eau froide. L'Angleterre avait, il est vrai, fait des avances, mais n'avait pas émis de propositions positives, et l'Allemagne était toujours partie, dans les pourparlers, du principe qu'une discussion franche et amicale, suivie d'une entente au sujet des intérêts mutuels, était le plus sûr moyen d'écarter la méfiance née de la proportion inverse des forces maritimes et continentales. « Déjà la durée d'un échange de vues libre et loyal sur toutes les questions connexes, est une garantie des desseins amicaux, etc. »

Comme dit Thoas, dans l'*Iphigénie* de Goethe :

> Man spricht vergebens viel, um zu versagen,
> Der andere hört in allem nur das Nein[1].

Ce *non*, on l'entend avec une parfaite netteté l'année suivante. Le 12 décembre 1911, Grey avait de nouveau insisté, à la Chambre des Communes, sur la nécessité de parvenir à une entente avec l'Allemagne pour limiter l'accroissement continu des armements; il prédisait la ruine de la civilisation si cet état de choses durait. Le fardeau des armements, disait-il, est un plus grand danger que la guerre même, car il équivaut à un épuisement en temps de paix.

Ce discours de Grey fut l'objet de délibérations au Reichstag, le 30 mars 1911. Le chancelier — d'une façon très précise et sans fard — déclara que la question des armements était insoluble aussi longtemps que les hommes resteraient des hommes et les Etats des Etats.

Le mot décisif était prononcé. Il importait peu, étant donné le système parlementaire allemand, que le Reichstag invitât le chancelier à entrer éventuellement en pourparlers avec d'autres puissances au sujet de la limitation des armements. D'après le droit public à la Bismarck, le chancelier est, comme on sait, le serviteur de son maître et n'a pas à tenir compte des résolutions du Parlement.

Mais les Anglais ne se tinrent pas encore pour battus. Ensuite des événements marocains, un vaisseau allemand avait été envoyé devant Agadir, et entre les puissances intéressées, avaient été engagées des négociations qui soumirent la paix de l'Europe à une rude épreuve. Après beaucoup de péripéties, elles aboutirent en automne 1911. Les querelles franco-allemandes à propos du Maroc furent vidées définitivement, et comme équivalent de la liberté d'action que la France obtenait au Maroc, une partie du Congo était cédée à l'empire allemand. A peine ce nuage avait-il disparu de l'horizon politique, que Grey déclara de nouveau, au Parlement anglais, le 27 novembre 1911, que l'Angleterre désirait vivement de meilleures relations avec l'Allemagne. *Les amitiés conclues par l'Angleterre*, disait Grey,

[1] C'est en vain qu'on dit beaucoup de choses pour refuser : dans tout cela, l'interlocuteur n'entend que le *non*.

n'étaient pas un obstacle à la conclusion de nouvelles amitiés. L'Angleterre avait coopéré à la solution pacifique de la crise marocaine, et maintenant que l'atmosphère était purifiée, *il répondrait avec joie à tout désir de l'Allemagne d'entretenir de meilleures relations avec elle.*

Au commencement de février 1912, le gouvernement anglais envoya lord Haldane à Berlin, non en qualité de plénipotentiaire officiel, mais avec la mission de sonder le terrain dans des entretiens avec le chancelier et le kaiser, auprès duquel il était persona gratissima, et de préparer si possible une entente politique et une convention sur les armements. Les faits qui précédèrent l'activité de lord Haldane n'étaient guère encourageants. Deux jours avant son arrivée à Berlin, le kaiser avait annoncé au Reichstag un gros accroissement de l'armée et de la flotte. Celle-ci devait être augmentée de trois vaisseaux de ligne, de nombreux sous-marins et de 1500 hommes. Lord Haldane adressa au chancelier et à l'amiral von Tirpitz cette question fort compréhensible : A quoi donc pourraient servir les négociations projetées pour améliorer les relations entre les deux pays, si l'Allemagne, pour se protéger contre l'Angleterre, augmentait sa flotte de guerre, et, ce faisant, forçait l'Angleterre à prendre des mesures analogues? Des négociations amicales qui s'ouvriraient au moment où une augmentation des flottes était projetée exciteraient les rires du monde entier. Le chancelier et von Tirpitz répliquèrent qu'une convention navale qui ne serait pas signée en même temps qu'une entente politique n'aurait aucun but, et ils s'empressèrent d'ajouter que même si une entente politique était conclue, il ne pourrait pas être question de diminuer le programme de la flotte mais, tout au plus, d'en *différer* l'exécution [1]. Cette vague promesse était encore limitée par le fait qu'elle ne devait être qu'un « *understanding and not a written agreement.* »

Tandis donc que d'un côté le ministère libéral anglais qui, pendant sept ans, avait vainement travaillé, avec un zèle infatigable, à obtenir une suspension réciproque des armements navals, — vainement, car la promesse « de retarder l'exécution » ni ne liait, ni n'amenait une suspension ou une épargne, — de

[1] Ces détails sont empruntés à l'ouvrage de Sir Edward Cook : « How Britain strove for Peace. A record of Anglo-German Negotiations 1898-1914. Told from authoritative Sources. » (Macmillan & Cie, Londres, 1914.)

l'autre côté, le gouvernement allemand posait comme équivalent de ses prétendues concessions des conditions politiques inacceptables pour l'Angleterre. Il est déjà surprenant que le cabinet de Berlin, au cours de toutes les négociations, se soit cru justifié à exiger un équivalent pour une concession qui, en réalité, n'était pas un sacrifice unilatéral, mais qui consistait en une obligation dans l'intérêt des *deux* parties. L'Angleterre, qui était prête à s'engager aurait aussi pu, en usant du même droit, demander un équivalent.

Mais passons. En quoi consistait l'équivalent que réclamait l'Allemagne? Renouvelant une demande formulée les années précédentes déjà par le chancelier de Bethmann Hollweg, elle n'exigeait rien de plus et rien de moins que *l'engagement de l'Angleterre de rester strictement neutre*, au cas où un conflit européen se produirait, dans lequel l'Allemagne serait impliquée. Ainsi l'Angleterre devait se détacher de la Triple-Entente et s'abstenir de toute participation aux affaires européennes. Etant donnée son étroite alliance avec l'Autriche, il n'était guère de conflit imaginable dans lequel l'Allemagne ne dût pas être engagée, soit à cause de ses propres intérêts, soit à cause de ceux de son alliée, mais l'Angleterre, dans tous les cas, aurait dû se contenter du rôle de spectatrice inactive et laisser l'Allemagne agir à sa guise sur le continent. Si l'Angleterre avait accepté la proposition allemande, elle aurait dû renoncer aussi à toutes ses obligations en faveur des Etats neutres dans les conflits où l'Allemagne aurait été intéressée.

Il n'est donc pas surprenant que la demande de l'Allemagne ait été repoussée en 1912, comme elle l'avait été en 1909 et en 1911. Elle revenait à exiger que *l'Angleterre renonçât simplement à sa qualité de grande puissance européenne*. Cette exigence eût été énorme, même si on eût été disposé à la payer à un gros prix. Mais qu'offrait en retour M. de Bethmann? Une « temporary retardation, no reduction », qui n'était ni écrite, ni obligatoire, de l'exécution du programme naval sur la base de l'augmentation de la flotte prévue par le décret de 1912.

Cette exigence était vraiment un peu forte, et elle supposait chez les prudents hommes d'affaires anglais une bien grande naïveté. Qu'auraient dit les diplomates allemands si on leur avait proposé d'échanger le droit d'aînesse de la puissance continentale

de leur pays en Europe contre le plat de lentilles consistant en une promesse de différer une augmentation de la flotte anglaise?

Grey dut repousser la proposition allemande, mais il ne se contenta pas de la rejeter, il répéta à cette occasion ce qu'il avait énoncé si souvent, les années précédentes, tant publiquement que dans les négociations diplomatiques, à savoir :

1° que l'Angleterre ne pouvait pas prendre l'engagement de rester neutre en tout état de cause, comme l'Allemagne le demandait, *mais qu'elle était toujours prête, comme devant, à travailler avec l'Allemagne dans l'intérêt de la paix européenne.*

2° que la Triple-Entente ne reposait pas sur des formules de politique générale, mais sur le règlement de questions d'intérêt touchant les puissances dont elle était formée, et que ce n'est qu'indirectement, en réglant ces questions et en écartant les surfaces de friction, que ces puissances avaient noué des relations amicales entre elles.

3° *que ces relations n'avaient ni un caractère exclusif, ni un caractère offensif à l'égard de l'Allemagne et qu'elles ne seraient pas un obstacle si l'Allemagne voulait nouer des relations analogues avec l'Angleterre.*

Pour donner à cette pensée une forme aussi précise que possible, le gouvernement résolut de la condenser en une formule que Grey communiqua à l'ambassadeur allemand, comte de Metternich, et qui devait servir de base à de nouveaux pourparlers.

Cette formule était la suivante :

« The two Powers being naturally desirous of securing peace and friendship between them, England declares, that she will *neither make nor join in any unprovoked attack upon Germany.* Aggression upon Germany is not the subject and forms no part of any treaty, understanding, or combination to which England is now a party, nor will she become a party to anything that has such an object. »

L'Angleterre promettait donc de ne pas attaquer l'Allemagne sans avoir été provoquée et de ne pas participer à une agression contre elle ; elle déclarait, en outre, que les traités qu'elle avait conclus n'admettaient, ni ne poursuivaient une attaque contre l'Allemagne. Elle s'engageait enfin à ne jamais signer des traités ou des conventions qui auraient un caractère

agressif. *Elle faisait donc la promesse la plus formelle de ne jamais être l'agresseur.* Qu'est-ce que l'Allemagne pouvait raisonnablement exiger de plus ? Ayant l'assurance que l'Angleterre ne l'attaquerait pas, elle n'avait plus aucun motif ou aucun prétexte de continuer cette concurrence des flottes, à moins — et c'est là le « hic » — à moins qu'elle n'eût des desseins agressifs contre ses voisins — les « amis » de l'Angleterre et, partant, indirectement contre celle-ci. C'est le récif contre lequel se brisèrent et devaient se briser tous les pourparlers que les deux pays avaient poursuivis pendant des années.

L'Angleterre offrait l'assurance qu'elle n'attaquerait pas, mais l'Allemagne exigait la certitude de pouvoir attaquer en toute sécurité. L'offre anglaise n'avait que peu de valeur pour l'Allemagne, car le gouvernement allemand savait très bien, étant donnée l'attitude du gouvernement libéral anglais depuis 1905, qu'une agression de la part de l'Angleterre n'était pas à redouter. Ce qui importait à l'Allemagne, c'était ceci : être sûre que l'Angleterre resterait neutre dans tous les conflits continentaux, même s'ils étaient provoqués par l'Allemagne ou par son alliée, l'Autriche, ou s'ils touchaient à l'indépendance des Etats neutres et, partant, directement ou indirectement, à des intérêts anglais. *L'Allemagne voulait, en mettant à l'écart l'Angleterre, s'assurer la voie pour atteindre à la suprématie en Europe, afin de pouvoir plus tard, en se servant de ce tremplin, parvenir aux dépens de l'Angleterre à une durable hégémonie mondiale.* Cette pensée domine encore, nous le verrons, l'action diplomatique par laquelle l'Allemagne a préparé la guerre dans les derniers jours de juillet 1914.

Wär' der Gedank' nicht so verwünscht gescheit,
Man wär' versucht, ihn herzlich dumm zu nennen[1].

A aucun moment, les Anglais n'ont donné dans le panneau. Les pourparlers de 1912 échouèrent, comme ceux qui les précédèrent et qui les suivirent, à cause des prétentions allemandes à l'endroit de la neutralité.

L'Angleterre tenta néanmoins un dernier essai par une autre voie. Après la nouvelle augmentation de la flotte allemande,

[1] Si la pensée n'était pas si diablement habile, on serait tenté de l'appeler franchement bête.

après le voyage inutile de lord Haldane à Berlin et l'insuccès des dernières négociations entre Grey et Metternich, le gouvernement britannique recourut de nouveau à une tentative qu'il avait déjà faite sous Campbell-Bannermann : *en payant d'exemple* et sans pourparlers diplomatiques, il chercha à amener la partie adverse à une meilleure compréhension des intérêts réciproques. Bien qu'au commencement de 1906 six grands croiseurs eussent été ajoutés à ceux que prévoyait le programme naval allemand de 1900, le gouvernement anglais annonça, en juillet, que sur le programme de la flotte qui avait été soumis, en mars, au Parlement, il serait fait une diminution de 25 % pour les navires de combat, de 60 % pour les torpilleurs et de 33 % pour les sous-marins.

Cette diminution unilatérale et volontaire avait pour but, comme le déclarait expressément le cabinet de Londres, de prouver au monde par un fait, avant la réunion du second Congrès de La Haye, que l'Angleterre avait la ferme volonté de limiter les armements, et d'engager les autres puissances à suivre la même voie. En ce qui concerne l'Allemagne, ce dernier but ne fut naturellement pas atteint : ce fut plutôt le contraire. A trois occasions différentes, vers la fin de l'été et en automne de la même année, en présence de l'ambassadeur anglais, Sir F. Lascelles, du sous-secrétaire d'Etat anglais, Sir Charles Hardinge (qui accompagna Edouard VII dans son voyage en Allemagne) et du ministre de la guerre, M. Haldane, le kaiser s'exprima personnellement d'une façon nettement défavorable sur l'idée de porter la question des armements devant la Conférence de La Haye et refusa toute participation des délégués allemands à ces débats superflus et vains. Il ne fut naturellement pas question que l'Allemagne suivît l'exemple de l'Angleterre.

Malgré cet insuccès, le premier lord de l'amirauté, M. Churchill, fit une nouvelle tentative en 1912-1913. Les dernières expériences ayant montré que de nouveaux pourparlers avec l'Allemagne n'auraient pas de succès, il déclara, en déposant le projet pour la marine, que *si l'Allemagne différait la construction de ses navires ou en diminuant le nombre, il s'engageait à suivre son exemple en maintenant le rapport existant entre les deux flottes*. Si donc l'Allemagne pouvait se décider à introduire un *naval holiday* et à ne pas construire de navires au

cours d'une année fixée, l'Angleterre ferait de même. Un allègement pour les deux peuples pouvait être obtenu par ce moyen, sans pourparlers et sans la moindre limitation de la liberté souveraine des deux Etats, « without negotiations, bargaining or the slightest restriction upon the sovereign freedom of either power. »

L'Allemagne ne répondit pas à cette déclaration de Churchill, qu'il répéta à deux reprises, *et elle ne la suivit point*, sans doute parce qu'elle voulait ici encore attendre des « propositions positives », auxquelles elle n'aurait naturellement pas plus répondu qu'aux précédentes.

Tel est l'historique des longs pourparlers anglo-allemands, des vaines tentatives faites par l'Angleterre pour gagner l'Allemagne, tentatives qui restèrent sans succès parce que la farouche beauté mettait ses faveurs à un prix que l'amoureux ne pouvait pas payer à moins de se sacrifier complètement. Il semblait, une fois encore, que les circonstances fussent plus fortes que la volonté des hommes. Le travail en commun pour la paix, lors de la crise des Balkans, le maintien de cette paix, qui n'était dû qu'à la collaboration des deux puissances, avaient naturellement amélioré leurs relations. La démarcation des zones d'intérêts en Asie Mineure laissait entrevoir que celles-ci deviendraient toujours plus étroites; malheureusement le point essentiel restait toujours à régler : la concurrence grandissante et toujours plus dangereuse des armements navals, qui avait pour cause l'entêtement de l'Allemagne à refuser toute entente.

Quel aspect aurait aujourd'hui le monde, si l'Allemagne, en 1912, avait accepté la proposition de Grey ? L'assurance de ne pas être attaquée par l'Angleterre et les autres Etats de l'Entente n'aurait pas, à dire vrai, détourné l'Allemagne de ses ambitions impérialistes qui, d'après leur caractère, devaient être agressives, mais elle aurait enlevé au gouvernement allemand le *prétexte* grâce auquel il a pu faire passer cette guerre de prestige et d'expansion pour une guerre de défense, et sans ce prétexte il eût été impossible d'entraîner le peuple allemand, qui est en grande majorité pacifique, dans une si terrible aventure. La suspension des armements navals aurait, du reste, créé une atmosphère plus paisible entre l'Angleterre et l'Allemagne et, partant, entre la Triple-Alliance et la Triple-Entente. En Alle-

magne, la récente et énorme augmentation de l'armée n'aurait pas eu lieu, et l'on n'aurait pas voté un milliard de nouvelles dépenses de guerre. La France n'eût pas introduit le service de trois ans, et le conflit austro-serbe — dont la solution, comme nous le verrons, n'était qu'un jeu d'enfant — n'aurait pas conduit à la guerre mondiale.

Pour quoi combattons-nous ?

Si vraiment l'Allemagne n'avait eu d'autres buts que ceux que le kaiser, le chancelier et les princes proclament sans cesse dans leurs discours : garantie contre les agressions, libre développement de ses forces et de sa culture, comment aurait-elle pu les atteindre plus sûrement et à meilleur compte qu'en acceptant les propositions anglaises ?

« Nous tiendrons jusqu'à ce que nous ayons la certitude que personne ne troublera plus notre paix, paix dans laquelle nous voulons cultiver et développer l'âme et la force de l'Allemagne, en peuple libre que nous sommes. » C'est ainsi que le chancelier termina son discours du 2 décembre. Le jour suivant, le kaiser adressa, sur les champs de bataille de l'Autriche, une allocution aux délégations des troupes allemandes et autrichiennes. « Nous combattons, s'écria-t-il, pour une cause juste, pour la liberté, pour le droit à l'existence d'une nation, pour une longue paix future. » On aurait, en tout respect, pu répondre à Sa Majesté : « Majesté, excusez ; ce pour quoi nous combattons, nous l'avions déjà avant la guerre. Nous avions la liberté, le droit à notre existence nationale, que personne ne nous disputait, et nous avions une paix calme depuis longtemps. Pour quoi donc combattons-nous, Majesté ? » Et l'on pourrait ajouter : Si l'Allemagne se croyait en danger, — ce qui n'est pas prouvé et ce qui ne peut pas se prouver, — pourquoi n'a-t-elle pas accepté la plus grande sécurité que lui offrait l'Angleterre ? La *sécurité*, qui fut offerte en temps de paix, ne pourra au grand jamais être obtenue par une victoire sur les champs de bataille. Elle était non seulement moins coûteuse — car elle n'exigeait ni sang, ni sacrifices matériels — elle était plus durable et plus solide. Selon la phrase bien connue de Salluste, les empires ne peuvent être maintenus que par les moyens qui ont servi à les créer ; de

même un traité entre nations, qui doit régler leurs relations pacifiques, est plus solidement cimenté par des moyens pacifiques que par des moyens belliqueux. Les traités de paix conclus après une guerre contiennent toujours la clause tacite : *rebus sic stantibus*, que Kant, dans le premier article préliminaire de son « Essai sur la paix perpétuelle », considère comme un obstacle à un état de paix durable. Mais les traités de paix conclus en temps de paix, qui tirent leur origine de la communauté des intérêts, qui ne laissent pas après eux le souvenir des dévastations et des massacres, qui ne respirent pas la haine et la vengeance, ces traités-là tiennent *ære perennius*, et comme tout ce qui est bien, portent en eux le germe de biens futurs.

Encore une fois : *ce pour quoi nous prétendons combattre, nous le possédions*. Nous le possédions mieux que nous ne le posséderons pendant des siècles, même après une guerre victorieuse, et ce qui nous manquait nous pouvions l'obtenir, sans guerre, par un accord amical.

La liberté selon eux.

Mais il ne s'agit pas, nous l'avons dit, de sécurité, de liberté et de droit à l'existence. Le mot « liberté » est aujourd'hui prononcé bien souvent par des gens qui, jadis, se signaient trois fois quand ils l'entendaient prononcer par d'autres. Ce vocable, autrefois proscrit, est à la mode. Nous sommes du jour au lendemain devenus amoureux de la liberté, tous, sans exception. Surtout ceux qui, autrefois, exaltaient « les assujettissements voulus par Dieu ». Nous sommes devenus si amoureux de la liberté que nous voulons la donner non seulement à notre propre peuple, mais encore aux autres peuples du monde. (Voyez les déclarations du chancelier au peuple américain.) Tout simplement, nous ne savons plus jusqu'où, avec notre zèle vers la liberté....

> Seid umschlungen, Millionen!
> Diesen Kuss der ganzen Welt[1]!

Le junker prussien presse sur son cœur sensible tous les anciens ennemis de l'Empire, les social-démocrates, les cléri-

---

[1] Enlacez-vous, millions, dans ce baiser du monde entier.

caux, les progressistes, les Polonais, les Danois, les Alsaciens... à condition qu'ils observent le « Burgfrieden », lequel consiste, comme on sait, à penser, écrire et parler comme parlent, écrivent et pensent les junker. Celui qui se permet de penser autrement, d'écrire autrement ou de parler autrement que la classe dirigeante, est opprimé, puni ou même fusillé. Voilà la liberté, telle qu'*ils* l'entendent.

Le peuple allemand se rendra compte un jour à quel esclavage ces proclamateurs de liberté le conduisent. Chaque essor du peuple allemand a été suivi par la plus dure des servitudes : ce fut le cas après 1813, après 1848, après 1870, une fois que l'ivresse guerrière des premières années fut passée. *Il en sera ainsi après 1914*. Les soldats et les junkers qui, dans l'ensemble, forment *une* classe, se trouvent maintenant dans la guerre si bien dans leur élément ! L'oppression de la liberté de la presse, l'oppression du libre droit de réunion, l'étranglement du commerce et de l'industrie, dont les représentants avaient pris trop de place à la cour impériale, voilà ce qui leur convient. Liman, l'apôtre du kronprinz, écrit :

« Certaines barrières de l'étiquette de cour barrent encore le chemin à la richesse et ne s'ouvrent que devant les vieux agnats de la royauté et les officiers. Mais à part cela, le millionnaire a triomphé, et dans les salons d'heureux spéculants ou de leurs héritiers, se presse la société de la cour. L'aristocratie de l'argent s'élève, nouveau *Junkertum* qui n'a jamais vu un champ de bataille ; elle aime la campagne, et déjà la capitale est entourée d'une ceinture dorée de propriétés luxueuses. La liste des invités aux voyages du kaiser dans le Nord porte les noms de nombreux magnats de la finance. Cette nouvelle aristocratie manie, au lieu de l'épée, les ciseaux à détacher les coupons, au lieu du bouclier, le prospectus d'entreprises industrielles, au lieu de la cote de mailles la cote de la bourse. Mais la noblesse d'épée recule; les fils des familles qui ont combattu les combats des Hohenzollern vivent dans la gêne, sur la glèbe dont ils ont hérité. Les capitaux deviennent, dans les mains d'un seul, des sommes énormes, et le respect de l'or grandit, qu'il ait été hérité ou volé. »

C'est ainsi que les cercles qui donnent le ton en Prusse et partant en Allemagne pensent à l'endroit du commerce et de l'industrie. Les ciseaux à détacher les coupons et la cote sont pour eux les vils emblêmes des classes du peuple sur qui reposent la grandeur et la situation mondiale de l'Allemagne et qui, en définitive, doivent fournir les moyens de satisfaire la folie des grandeurs de cette noblesse d'épée. *Et ce sont ceux*

qui pensent de la sorte qui veulent apporter au peuple allemand la liberté et l'égalité? Quand on a pressé l'orange, on en jette l'écorce. Quand le peuple aura fait son devoir, il pourra s'en aller, comme il s'en est allé après 1813, après 48 et après 70. Aujourd'hui déjà, en pleine guerre, on commence à flairer le démagogue. Partout les vrais Prussiens sont à l'affût des suspects qui ne sont pas animés de sentiments bien prussiens, bien allemands. C'est ce que l'on constate à l'intérieur, et plus encore parmi les Allemands à l'étranger. *Une réaction militaire et de junker* telle que la génération actuelle n'en a encore jamais vu *va se produire après la guerre.* Et c'est ce qu'on appelle « combattre pour la liberté et pour la culture allemande ! »

Le but de la paix : sécurité?

Les tendances intellectuelles de ces milieux se manifesteront déjà et prévaudront lors de la conclusion de la paix. Tandis que les professeurs allemands, assis à leurs tables et penchés sur leurs cartes, élaborent — sur la base du droit public — des projets de remaniement de l'Europe, ces hommes d'action rient des chimères des utopistes, car c'est ainsi qu'ils ont appelé les débats des congrès de La Haye (« bavardages sur la paix perpétuelle » général-major de Deimling), et les propositions d'entente de l'Angleterre, où ils ne voient que mensonge et tromperie. Pour eux, la paix n'a qu'*un* but : oppression et sécurité. Sécurité avec le même brillant succès que nous a procuré l'annexion de l'Alsace-Lorraine — cette annexion qui ne nous a valu jusqu'ici que des difficultés et aucun avantage, ni politique ni économique, mais qui nous a directement nui au point de vue militaire, parce qu'elle a amené la création de cette nouvelle ligne de forteresses, inexpugnables, semble-t-il, devant laquelle nous campons depuis cinq mois. *Sécurité de nos frontières :* les pensées de nos cercles dirigeants ne vont pas plus loin. Mais, naturellement, sécurité qui implique expansion en Europe et au dehors de l'Europe. Sécurité coûte que coûte, sans égard au droit des nationalités, à la liberté des peuples de disposer d'eux-mêmes, liberté que nous prétendons pourtant défendre, et sans égard à ce fait d'expérience qu'une politique aussi brutale a toujours porté en elle les germes de nouvelles guerres.

On aurait pu se procurer cette sécurité à meilleur compte et avec plus de chances de durée en concluant un accord avec l'Angleterre. Pas plus que l'Angleterre, la France ou la Russie n'avaient des intentions agressives contre l'Allemagne. Qui affirme des intentions de cette nature doit les prouver. Qui les nie n'est pas tenu de faire la démonstration inverse.

La France voulait-elle nous attaquer?

J'ai, ce me semble, démontré jusqu'à l'évidence que l'Angleterre n'avait pas de desseins agressifs contre nous. Quant à la France, je puis être plus court, car personne en Allemagne — à part, cela va sans dire, le gouvernement — ne prétend que cet Etat ait voulu nous attaquer. On ne l'injurie pas, on regrette qu'il ait été entraîné contre sa volonté dans une guerre dont il n'est pas responsable. C'est là un des rares traits sympathiques de la vie publique allemande. A la vérité, il faut ne pas connaître la France contemporaine, son histoire et ses courants d'idées, pour affirmer qu'en 1914 elle ait eu l'idée la plus lointaine de reconquérir l'Alsace-Lorraine par les armes. Prétendre le contraire était bon il y a quarante-quatre ans, peut-être encore il y en a trente-quatre ou même vingt-quatre, mais dans les vingt dernières années, le spectre de la revanche a tout à fait disparu de l'horizon.

Je ne juge pas d'après des articles de journaux, mais d'après les impressions que j'ai éprouvées au cours de séjours nombreux et prolongés en France. Jusque vers 1895, la blessure causée par la perte des deux provinces était encore douloureuse, puis elle s'est cicatrisée petit à petit, et à la fin du siècle il n'en restait presque plus trace. La fin du boulangisme marqua la fin de l'idée de revanche. Les plus dangereux chauvins, en particulier Déroulède, furent condamnés ou bannis. La victoire du parti de la justice, qui termina l'affaire Dreyfus, porta le coup de grâce à la réaction politique et cléricale qui prêchait une politique belliqueuse, comme elle le fait aujourd'hui en Allemagne. L'influence de pacifistes convaincus, tels que Jules Simon, Frédéric Passy, d'Estournelles de Constant, et surtout Jaurès, s'accrut considérablement, et les hâbleurs guerriers du boulevard furent relégués à l'arrière-plan. Les relations intellectuelles entre

la France et l'Allemagne devinrent plus étroites. Politiciens, écrivains, comédiens et comédiennes, servirent d'intermédiaires pour les échanges, et par des visites mutuelles apprirent à se connaître. Coquelin et Sarah Bernhardt furent fêtés en Allemagne et fort bien reçus par Guillaume II. En 1901, deux officiers supérieurs français firent une visite officielle à Berlin. Le kaiser les convia à un banquet militaire au cours duquel l'un d'eux, le général Bonnal, porta un toast à l'armée allemande et à son empereur-soldat. On pourrait citer d'innombrables autres faits prouvant que l'entente avec la France était en bonne voie, et que l'amitié entre les deux pays grandissait. Notons le discours mémorable que Jaurès tint, en 1902, à la Chambre des députés. Pour la première fois, le chef socialiste déclara du haut de la tribune *qu'il était temps d'oublier l'idée de revanche, de s'accommoder de l'histoire et de délivrer les peuples européens du poids insupportable des armements*. Le discours de Jaurès fut applaudi par la grande majorité des députés et loué par toute la presse sérieuse. Seules quelques feuilles chauvines et boulevardières qui, comme nos organes de même nuance, gagnent leur vie en excitant le peuple, exprimèrent leur mécontentement des paroles de Jaurès, mais elles ne purent rien changer à ce fait que le leader socialiste avait interprété les désirs de la grande majorité du peuple français, de celui qui travaille et qui épargne. En novembre 1904, Jaurès reprit et développa son idée et préconisa comme but à atteindre *une alliance avec l'Allemagne et le renoncement à toutes représailles violentes*.

Quelques mois plus tard, en mars 1905, le kaiser débarquait à Tanger et adressait aux délégués du Sultan une allocution par laquelle il contrecarrait la politique marocaine de la France. *La France est-elle responsable de la tension qui en est résultée ?* Est-ce sa faute si cet acte provocateur de l'Allemagne a produit, comme auparavant la dépêche à Krüger et plus tard l'envoi de la *Panthère* à Agadir, un effet opposé à celui qu'on en attendait ? Ces coups de théâtre ne sont pas les moyens auxquels recourt une politique étrangère intelligente. Ils irritent, mais ils n'imposent pas. Comme une entente entre gens irrités est moins facile à établir qu'entre gens calmes, il eût été préférable de communiquer nos désirs aux gouvernements étrangers

par la voie normale de la diplomatie. Si, depuis cette époque, nos relations avec la France ont été tendues presque sans interruption, c'est donc sur nous qu'en retombe la faute.

Néanmoins, le conflit marocain fut réglé à l'amiable par trois traités successifs, en 1905, en 1909 et en 1911. S'il est vrai que nous ayons obtenu moins d'avantages que la France, nous ne devons nous en prendre qu'à nous. Le succès des négociations diplomatiques dépend moins de la puissance militaire d'un Etat que de l'habileté de ses négociateurs. Au point de vue militaire, nous sommes plus forts que la France, il n'y a pas à en douter, mais au point de vue diplomatique, il est hors de doute également que nous sommes plus faibles. Et il n'y a pas lieu de s'en étonner si l'on considère la manière dont nos jeunes diplomates sont recrutés et instruits. Dans la liste des ambassadeurs français auprès des cours étrangères, on ne trouve que des noms bourgeois ; dans celle des ambassadeurs allemands, il n'y a que des princes, des barons et des comtes. Je ne prétends pas, bien entendu, qu'un noble soit moins apte qu'un bourgeois au métier de diplomate. Mais si le 100 % des postes diplomatiques allemands est occupé par des nobles, alors que le pourcent des nobles est très faible en Allemagne, on est en droit de soupçonner que ce ne sont point leurs aptitudes, mais leur rang et leurs titres qui sont pris en considération lorsqu'il s'agit de les choisir. La diplomatie est un métier comme un autre, avec ceci de plus qu'elle implique une responsabilité extraordinaire, et que les fautes y entraînent des conséquences redoutables. Si, en engageant un fondé de pouvoirs, le négociant ne s'inquiète pas de savoir s'il est de vieille souche ou officier de réserve dans un régiment de cavalerie de la garde, à plus forte raison l'Etat est-il tenu de faire fi de ces mérites décoratifs, mais pratiquement sans valeur, quand il pourvoit à des postes si pleins de responsabilités. Si l'empire allemand avait agi d'après ce principe, il est probable que le conflit marocain, dont l'issue n'a d'ailleurs pas été tout à fait défavorable, se fût terminé plus avantageusement pour nous. Ceux qui ne sont pas satisfaits des résultats obtenus doivent en rechercher les causes là où elles sont réellement, mais non en Angleterre ni en France ou quelque part en dehors des frontières allemandes. Qu'ils se frappent la poitrine en disant : *mea culpa, mea*

maxima culpa! Mais, à mon avis, le peuple n'a pas à expier de son sang et de son bien-être les fautes de ses diplomates. Il y a là, me semble-t-il, une trop grande disproportion entre la faute et l'expiation, étant donné surtout que c'est l'innocent qui est puni et non le coupable. *Procurons-nous de meilleurs diplomates*, voilà tout. C'est le seul enseignement qu'un peuple intelligent devrait tirer de ses échecs diplomatiques. Il n'y a aucune raison pour qu'il se sente blessé dans son patriotisme et qu'il se répande en cris haineux.

Où donc est la preuve que la France nous voulait du mal? Où est la preuve qu'après nous avoir infligé de prétendues défaites diplomatiques, elle voulait encore nous infliger des défaites militaires? Cette preuve, je la cherche, je ne la trouve pas.

La Russie voulait-elle nous attaquer?

Il en est de même de la Russie. Depuis un siècle et demi, aucun conflit d'intérêts n'a éclaté entre la Russie et l'Allemagne. Du reste, il ne peut pas en éclater, car l'activité des deux pays s'exerce dans des directions différentes, et leurs chemins ne se croisent nulle part. De même que nous n'avons jamais eu des visées sur les provinces russes bordant la Baltique, — un irrédentisme prussien n'existant heureusement pas, — la Russie n'a jamais songé à s'annexer la Prusse orientale ou la Pologne. Elle est assez grande pour pouvoir se passer de nos provinces. Son besoin d'expansion la pousse dans une direction qui ne compromet ni nos biens ni nos intérêts.

Je laisse ici la tension austro-russe intentionnellement de côté. *Nous* avons déclaré la guerre à la Russie, tandis qu'elle vivait sur le pied de paix avec l'Autriche et menait même avec elle des négociations pleines de promesses. Le conflit armé entre ces deux puissances n'a éclaté que le 6 août, alors que nous, nous avons remis à Pétersbourg le 1er août la déclaration de guerre. Nous avons commencé les hostilités en affirmant que la Russie voulait *nous* attaquer, et nous avons fait croire au peuple allemand qu'elle nous *avait* déjà attaqués. Ma question est donc justifiée : *Pourquoi la Russie nous a-t-elle attaqués?* Quel but poursuivait-elle en le faisant? Que voulait-elle

de nous? Il ne suffit pas d'invoquer les menées panslavistes pour répondre à la question. La Russie voulait-elle nous slaviser? voulait-elle étouffer la culture allemande au profit de la culture slave? Aucun homme sensé n'osera soutenir pareille absurdité. La culture russe avait, du reste, exercé à la fin du siècle précédent une forte influence sur notre vie intellectuelle. Je ne crois pas qu'il ait existé dans les dernières cinquante années un poète allemand qui ait donné à la littérature et à l'orientation des esprits de notre pays une impulsion comparable à celle que Tolstoï lui a imprimée. D'autre part, non seulement la vie intellectuelle de la Russie, mais aussi sa vie politique et militaire était pénétrée d'éléments germains. Beaucoup de places importantes étaient, en Russie, occupées par des Allemands d'origine. Ce n'est, d'ailleurs, pas étonnant : les Romanow eux-mêmes sont de sang germain et la majorité de leurs femmes appartiennent à des familles allemandes. On trouverait difficilement deux pays qui fussent unis si intimément par la pénétration pacifique que l'Allemagne et la Russie; union couronnée par l'amitié traditionnelle des maisons régnantes, et scellée, il y a cent ans, par la fraternité des armes.

D'où est donc venue « *cette haine contre les Allemands entretenue par les visées des panslavistes*, » dont le chancelier a parlé le 2 décembre? Haïssons-*nous* les Russes? Cette haine dont nous serions l'objet n'a-t-elle pas été inventée exprès pour donner un fondement psychologique à la soi-disant attaque russe? Si vous avez quelque chose à alléguer, allez-y, videz votre sac! Mais je crains que nous n'attendions longtemps les faits sur lesquels vous prétendez vous appuyer.

En tous cas, la haine contre les Allemands ne paraît pas invincible en Russie. Maintenant déjà, on entend des gens «bien-intentionnés» qui parlent d'une paix prochaine avec la Russie et qui veulent rassembler toutes les forces contre l'ennemi principal, l'Angleterre. Par contre, d'autres regardent le « moscovisme » et « l'absolutisme tsariste » comme l'adversaire essentiel et insistent sur notre communauté de culture avec les peuples de l'Ouest. *Où est la vérité? Que voulons-nous, à vrai dire? Contre qui et pour qui luttons-nous?* Questions auxquelles différentes personnes répondent de façon différente : confusion des esprits indescriptible, océan de mensonges et de falsifi-

cations qui est malheureusement teint de rouge, et menace de submerger complètement notre bonheur et notre bien-être.

La confusion a sa source dans le fait qu'un complot tacite existe entre les initiés pour *ne pas* dire la vérité, mais qu'on a oublié complètement de s'entendre sur ce qu'il faudrait dire à la place de la vérité. Chacun ment à sa manière, les mensonges s'entrechoquent comme les messages de deux stations qui ne sont pas accordées l'une avec l'autre : un message annule l'autre, un mensonge élimine un autre mensonge. Le vieux Swift avait bien raison de dire : « As universal a practice as lying is and as easy a one as it seems, it is astonishing that it has been brought to so little perfection, even by those who are most celebrated in that faculty [1]. »

La Triple-Entente : une alliance défensive.

Non seulement rien ne prouve que la Triple-Entente ait prémédité une attaque contre l'Allemagne, mais l'exposé précédent démontre *exactement le contraire*. La puissance directrice de la Triple-Entente était incontestablement l'Angleterre. Cela nous est dit sur tous les tons et le chancelier lui-même, dans la séance du 2 décembre, l'affirmait avec force. Mais puisque l'Angleterre, depuis à peu près dix ans, n'a cherché que la paix et l'accord avec l'Allemagne, puisque les deux autres puissances de l'Entente n'ont ni réalisé, ni révélé le dessein d'entraver l'initiative pacifique de leur amie politique, puisqu'elles ont au contraire exprimé leur désir de paix par leur conciliante attitude lors des grands et des petits conflits diplomatiques (Maroc, guerre des Balkans, traité de Potsdam de 1911), on est en droit de poser cette conclusion : *la Triple-Entente a été une alliance défensive et n'a eu aucun dessein agressif*. Que celui qui prétend le contraire apporte des preuves. Ces preuves, le chancelier lui-même, dans ses deux discours au Reichstag, n'est pas parvenu à les fournir. On reproche à la Triple-Entente toutes sortes de sentiments malveillants à l'égard de l'Allemagne, mais on ne cite aucun

[1] Si universelle que soit la pratique du mensonge, et si facile qu'elle paraisse, il est étonnant qu'elle ait été si peu perfectionnée, même par ceux qui sont les plus célèbres en ce domaine.

fait résultant de tels sentiments. Jalousie, haine, antipathie de races, désir de vengeance, tout cela on l'attribue à nos ennemis, mais on ne peut leur reprocher une seule action qui ait traduit ces dispositions en fait. Aussi longtemps qu'on ne reconnaît pas dans l'Allemagne l'éducatrice du monde — à peu près comme on dit que Rembrandt a été l'éducateur des Allemands — résignons-nous à laisser aux autres leurs sentiments, de même qu'ils ne veulent ni ne peuvent nous empêcher d'avoir les nôtres.

Contentons-nous de combattre leurs sentiments quand ils se manifestent par des actions. Nous ne sommes pas les recteurs des peuples étrangers comme Ahlwardt était le recteur de tous les Allemands. Nous n'avons d'ailleurs guère la mission de donner de bonnes leçons aux autres tant que nous en avons encore plus besoin qu'eux. Ce qui se produit chez nous en fait de haine, d'envie et de désir de vengeance — autrefois dans une petite partie du peuple, la moins instruite, mais depuis le commencement de la guerre dans la plus grande et la meilleure — cela dépasse en mesure et en force tout ce que produisent les trois autres pays réunis.

Mais si ce ne sont pas les desseins agressifs, qu'est-ce donc qui a fait naître la Triple-Entente et l'a toujours plus solidement cimentée? C'était la crainte de l'Allemagne, la méfiance à l'endroit des menées impérialistes. Cette crainte a rapproché nos adversaires et les a unis toujours plus étroitement. Plus ils virent l'Allemagne croître — non son commerce et son bien-être, qui étaient profitables à leur commerce et bien-être, mais sa puissance militaire et ses sentiments belliqueux — plus le dangereux nationalisme allemand dressait la tête et dépassait les marches du trône, plus ils devinrent méfiants et craintifs, et plus ils resserrèrent les liens de leur entente défensive.

Tout a contribué, dans ces dernières années, à nourrir leur crainte : les énormes armements navals qui, malgré les propositions d'entente de l'Angleterre, s'accroissaient avec une rapidité grandissante, le renforcement soudain et inconnu dans l'histoire de notre armée continentale, la politique du poing de fer qui, dans toutes les questions internationales où des intérêts allemands ou autrichiens étaient en jeu, frappait sur la table et contraignait les autres à céder, mais avant tout d'autres faits qui

ne se déroulèrent pas publiquement, mais qui étaient bien connus des gouvernements européens. Ces faits n'ont été révélés que récemment, mais les puissances de l'Entente leur avaient sans doute auparavant accordé l'attention qu'ils méritaient.

Les révélations de Giolitti.

On sait que peu de temps après l'annexion de la Bosnie et de l'Herzégovine, le gouvernement autrichien était décidé à réprimer par les armes l'agitation panserbe grandissante qu'avait provoquée cette annexion. Criminelle folie de la part de l'Autriche; criminelle, parce que l'oppresseur voulait punir l'opprimé qui se rebiffait contre l'oppression; insensée parce que les mouvements nationaux ne se laissent pas réprimer par les armes. Mais les sages de l'Autriche pensaient différemment. Ils menacèrent la Serbie de guerre. Ce ne fut que par le fléchissement de la Russie et l'intervention de l'Allemagne et de l'Angleterre, que la guerre européenne imminente put être évitée grâce à une déclaration rassurante du gouvernement serbe. Ces faits, qui se passèrent en mars 1909, sont connus de tout le monde, mais ce qu'on ne savait pas c'est ce que révéla Giolitti, le 5 décembre 1914, à la Chambre italienne, à savoir que *l'Autriche avait eu en août 1913 les mêmes desseins qu'en 1909* et que, seule, l'attitude de l'Italie l'avait empêchée de les mettre à exécution.

La presse étrangère tout entière a qualifié de mémorables les révélations de Giolitti, parce qu'elles dévoilaient, d'une manière indiscutable, les desseins agressifs de l'Autriche. C'est pourquoi les gouvernements autrichien et allemand ont étouffé ces révélations. Raison de plus pour moi de faire revivre ici ce qu'ils ont voulu tuer.

La situation balkanique avait été réglée au cours de l'été 1913, entre les Etats directement intéressés, par le traité de Bucarest. L'Autriche n'était pas satisfaite de ce règlement, car, à son avis, la Serbie recevait trop et la Bulgarie pas assez. Elle chercha à obtenir la revision du traité. La Serbie s'y opposant, elle résolut de poursuivre par la force la réalisation de ses désirs. Pour cela, elle avait besoin de l'appui des puissances

tripliciennes, et surtout de l'Italie, qui s'était toujours réservé de dire son mot lors du règlement des questions balkaniques. L'adhésion des puissances alliées à une action armée contre la Serbie fut considérée comme nécessaire par l'Autriche, surtout *parce qu'elle savait qu'une guerre avec la Serbie ne pouvait manquer de provoquer un conflit européen.* L'Autriche demanda donc à l'Italie quelle serait son attitude, étant données les obligations de l'alliance, dans le cas d'un conflit avec la Serbie et, éventuellement, d'une guerre européenne. La demande autrichienne donna lieu à un échange de télégrammes entre le ministre des affaires étrangères di San Giuliano et le président du conseil Giolitti, qui était absent de Rome. San Giuliano télégraphia à Giolitti : « L'Autriche nous a communiqué, ainsi qu'à l'Allemagne, son intention d'agir contre la Serbie, et elle définit cette action comme défensive dans l'espoir de provoquer le *casus fœderis* de la Triple-Alliance, *qui à mon avis n'existe pas dans ce cas.* Je m'efforce, avec l'Allemagne, de trouver le moyen approprié pour empêcher l'action autrichienne. Mais il peut devenir nécessaire de déclarer explicitement que nous ne considérons pas une telle action comme défensive et que, par conséquent, nous n'admettons pas l'existence du *casus fœderis*. Télégraphie-moi à Rome si tu approuves mes vues. »

Giolitti répondit : « Si l'Autriche attaque la Serbie, il est évident que le *casus fœderis* n'existe pas. Ce sera une action à son bénéfice, *car il ne s'agit pas de défense, et personne ne songe à attaquer l'Autriche.* J'estime qu'il est nécessaire d'exposer cela formellement à l'Autriche. Espérons que l'Allemagne réussira à détourner l'Autriche de cette périlleuse aventure (pericolosissima avventura). »

En fait, on réussit alors à empêcher l'Autriche de susciter la guerre ; mais nul ne sait si ce sont les efforts de l'Allemagne ou le refus de l'Italie qui ont eu cet heureux résultat. Ce qui nous intéresse en première ligne, *c'est le fait que l'Autriche, une année déjà avant la guerre actuelle, avait la ferme intention de saisir, sans motif pressant, un prétexte futile pour provoquer un conflit avec la Serbie ;* en effet, à cette époque ni un archiduc n'avait été tué, ni une propagande serbe et austro-

phobe particulièrement dangereuse ne s'était développée, parce que la Serbie était suffisamment occupée par sa guerre contre les Turcs et plus tard contre son ancienne alliée la Bulgarie.

Ce fait a la plus grande importance pour l'établissement des responsabilités de la guerre actuelle. Des événements de 1913, on peut encore apprendre ceci : 1° Que les politiques de la Triple Alliance savaient déjà à cette époque que d'une guerre austro-serbe résulterait un conflit européen; 2° qu'il était possible de conjurer ce danger en détournant l'Autriche de cette aventure et en lui refusant appui. Si, une année plus tard, on avait suivi ces enseignements du passé, la guerre n'eût pas éclaté. L'Italie, elle, les a suivis, et sa manière d'agir est inattaquable moralement et juridiquement, mais l'Allemagne n'a pas *voulu* les suivre, et elle doit souffrir qu'on porte un jugement opposé sur sa manière d'agir. Pourquoi l'Allemagne n'a-t-elle pas exercé en juillet 1914 son influence modératrice sur l'Autriche comme elle l'avait fait, avec succès, un an auparavant? Parce que, *alors*, elle ne voulait *pas* la guerre ou plutôt elle ne la voulait *pas encore*, tandis, que en 1914, *elle la voulait absolument.*

L'évolution à Berlin.
Le parti de la guerre.

Les courants à Berlin qui ont amené ce revirement sont mis en lumière de la façon la plus intéressante par le *Livre jaune* français [1].

Si les rapports français étaient les seules sources pour cette période de l'histoire, on pourrait les considérer avec méfiance, mais comme ils concordent avec tous les faits, avec tout ce que nous savons de la vie politique et de la littérature militaire et politique de l'Allemagne [2], on doit les tenir pour exacts et même admirer leur analyse aiguë de l'état de choses en Allemagne.

J'ai déjà caractérisé les menées dangereuses du parti de la

[1] Rapport de l'ambassadeur français Cambon, du 17 mars 1913, avec deux rapports annexes des attachés militaire et naval. En outre, rapport du 2 avril 1913, du ministre de la guerre Etienne au ministre des affaires étrangères Jonnard, avec annexe. Rapport de Cambon au ministre Pichon du 6 mai 1913. Note au même ministre en date du 30 juillet et rapport de Cambon du 22 novembre 1913.

[2] Voir entre autres la curieuse brochure du prof. O. Nippold, *Der deutsche Chauvinismus.*

guerre, qui avait comme champ d'activité uniquement l'Allemagne du Nord et dont le quartier général se trouvait à la cour de Berlin. Les chefs de ce parti étaient pour la plupart des généraux qui utilisaient les loisirs de leur retraite à une sorte d'organisation militaire de leurs partisans et qui préparaient, par la plume et la parole, le peuple allemand à une guerre que, parce qu'*ils* la voulaient, ils déclaraient inévitable. A côté des ligues navales existant déjà, ils avaient fondé, en 1912, une ligue de défense, « Wehrverein ». Elle avait pour mission de combattre les tendances pacifiques du peuple allemand, de créer un courant d'opinion favorable à une augmentation de l'armée, et d'habituer peu à peu le peuple à la pensée d'une guerre européenne. Les aides naturels de ces chefs étaient leurs collègues et leurs pairs, la noblesse campagnarde et militaire, qui a toujours dirigé l'Etat prussien et qui considère le roi de Prusse comme son chef. La démocratisation croissante de l'Allemagne, qui avait permis au Reichstag d'émettre un vote de défiance à l'adresse d'un chancelier et ministre prussien et de prendre la défense de l'autorité civile en Alsace contre l'autorité militaire, l'accroissement incessant des socialistes et de leurs représentants au Parlement — l'industrialisation croissante de l'Allemagne, qui reléguait au second plan l'influence économique et sociale de la noblesse campagnarde, — tous ces symptômes étaient en abomination aux junkers prussiens et avaient créé dans leurs milieux une disposition qu'on pourrait résumer comme suit : cela ne peut pas continuer ainsi en Allemagne, et comme une amélioration ne peut pas se produire en temps de paix, une guerre saine et joyeuse apportera un remède à nos maux !

Les junkers formaient depuis longtemps le noyau du parti prussien de la guerre. Mais dans les derniers temps, différentes troupes auxiliaires s'étaient jointes à eux : coloniaux enragés qui couraient après l'illusion d'expansions territoriales, où ils voyaient une soupape pour notre excédent de production et de population; idéologues assez bornés pour considérer que l'Allemagne était à la tête de la civilisation, et que sa culture devait diriger le monde ; diplomates qui ne pouvaient digérer leurs propres insuccès, et voulaient une revanche d'Agadir et d'Algésiras ; avant tout, rois du canon et fabricants de plaques d'acier, qui pouvaient soutenir, avec leurs riches moyens, non

seulement la presse excitatrice indigène, mais encore celle de l'étranger; tous ces séducteurs et séduits, en partie intéressés, en partie aveuglés, formaient une troupe compacte qui, avec une discipline prussienne, se mettait en marche au commandement et allait droit au but. Le parti de la guerre ne formait qu'une minorité. La grande majorité était résolûment pacifique. La masse du peuple travailleur, la bourgeoisie artisane, le monde de la banque et de l'industrie, les groupes des Polonais, des Alsaciens, etc., le sud de l'Allemagne non encore complètement prussianisé, toutes ces couches voulaient la paix et désiraient continuer à marcher tranquillement dans la voie qui avait conduit l'Allemagne à sa grandeur actuelle. *Mais ces forces pacifiques n'étaient pas organisées.* C'étaient des individus, non une troupe. Elles ne jugeaient pas nécessaire de former un parti de la paix pour s'opposer au parti de la guerre, parce que, jusqu'à juillet 1914, on considérait celui-ci comme une quantité négligeable; qu'on regardait la guerre européenne comme une impossibilité, et qu'on n'avait aucune idée de l'œuvre que ses instigateurs, sous une protection puissante, avaient accomplie. Celui qui, même au milieu de juillet, aurait affirmé en Allemagne que nous aurions le 1er août une guerre européenne, aurait couru le danger d'être enfermé dans une maison d'aliénés. On connaissait les vociférateurs, mais on les tenait pour inoffensifs, et une organisation pour la protection de la paix paraissait superflue.

A la vérité, le traité réglant la question du Maroc avait déçu de nombreux cercles. On déplorait notre prétendue défaite diplomatique, mais on ne pensait pas, cependant, à en demander une vengeance sanglante. On critiquait les diplomates, mais on ne faisait pas appel aux généraux. Les critiques s'adressaient en première ligne au chancelier de Bethmann Hollweg, mais elles ne s'arrêtaient pas là; elles atteignaient même le kaiser. La politique pacifique dont il s'était fait une règle de conduite, après les premières ardeurs de sa jeunesse, ne plaisait plus à certains milieux. Non seulement on le critiquait, mais on cherchait, et non sans succès, à le rendre impopulaire.

Le *Friedenskaiser*, qui faisait sans cesse résonner son sabre, mais n'en frappait pas, était raillé par le petit, mais puissant parti, et on lui opposait, éclatant exemple, son fils,

le batailleur. Une presse dévouée et bien organisée loua le fils aux dépens du père, et accentua entre les deux l'opposition qui se révéla dans cette suite de conflits sérieux qu'on connaît.

On sut, d'une façon diaboliquement adroite, irriter les cordes les plus sensibles de l'âme impériale : son amour propre, son désir de popularité, son ambition d'être le premier parmi son peuple et de n'être relégué dans l'ombre par personne, la conscience de son autorité qui lui avait fait prendre pour devise la phrase : « Suprema lex regis voluntas. » On lui versait le poison dans l'oreille, comme au père de Hamlet, on lui chuchotait que les temps exigeaient des faits et non des paroles, que seule une guerre purifiant l'air et chassant la lourdeur orageuse pourrait redonner à l'empire et à son chef le prestige à l'extérieur et à l'intérieur.

La goutte ronge la pierre. Il est intéressant d'observer la lente transformation des conceptions impériales pendant les années 1911-1914. En 1910 encore, Guillaume II parlait avec le ministre français Pichon d'une ligue de tous les Etats civilisés et s'exprimait d'une façon approbative à ce sujet. Une année auparavant, à Cuxhaven, il insistait sur le besoin égal de paix qu'avaient tous les peuples civilisés « pour pouvoir remplir sans être troublés les grands devoirs de leur développement économique et commercial »[1]. Au nouvel-an 1911, dans une allocution aux diplomates, il louait l'entente pacifique entre les peuples, « qui répond mieux à leurs intérêts que des guerres dangereuses. » En 1911, dans un discours à Hambourg, il fit ressortir qu'une lutte armée ne mettrait pas fin à la concurrence économique des nations, et que celle-ci ne pourrait être éliminée que si les peuples portaient au plus haut degré leurs capacités de travail. Mais, déjà dans un discours prononcé à Hambourg, le 18 juin 1912, un autre ton se fait entendre. «On ne doit pas planter légèrement sa bannière là où on n'est pas sûr de pouvoir la défendre. » Cela se passait six mois après la signature de la convention du Maroc. Celui qui sait lire entre les lignes remarque déjà l'influence que la critique de la politique pacifique du kaiser commençait à exercer sur sa pensée. Le kaiser ne parle plus de rejeter la guerre dans tous les cas. Lorsque cela doit être, dit-il, il faut continuer la

[1] Cf. Fried, *Der Kaiser und der Weltfriede*, Berlin, 1910.

politique avec d'autres moyens, d'après les principes de Clausewitz, à condition qu'on puisse défendre son drapeau, autrement dit qu'on soit plus fort que l'autre. Cette note guerrière a, l'année suivante, lors des fêtes bruyantes du centenaire de 1813, étouffé de plus en plus la note pacifique. Une ivresse paraissait s'être emparée de toute l'Allemagne, — une sorte de nouvelle ivresse d'indépendance, mais on ne sait pour secouer quelle servitude. Cette ivresse était provoquée artificiellement par les brûlantes boissons qu'une presse de patriotards sans scrupules servait depuis des années au peuple allemand. Même les plus hauts personnages de l'Etat ne purent s'y soustraire. Une vraie épidémie de patriotisme éclata, qui plongea jeunes et vieux, grands et petits, dans une extase fiévreuse. Personne ne demandait plus les motifs et le but de ce mouvement populaire, que les « régisseurs » nationalistes avaient depuis longtemps préparé et qu'ils mirent habilement en scène, mouvement dans lequel le kaiser et le chancelier furent d'abord entraînés malgré eux, auquel ils participèrent ensuite volontairement et dont ils devinrent finalement les chefs.

M. de Bethmann Hollweg s'est certainement longtemps défendu avant de capituler devant le parti de la guerre. Mais il devait finir par céder, sous peine d'être la victime des généraux et de la camarilla du kronprinz. En 1910 et en 1911 encore, il résista énergiquement à ses adversaires qui minaient de plus en plus le sol sous ses pieds. Lorsqu'on lui reprocha, dans l'affaire Mannesmann, de faire de trop grandes concessions à l'étranger, il répondit aux chauvins du Reichstag : « Je ne me prêterai jamais à une politique qui fait fi des traités. » Le 30 mars 1911, eut lieu le grand débat sur la question des armements. Le chancelier supplia presque les représentants du peuple de protéger celui-ci contre « les irresponsables intrigues de presse auxquelles il s'abandonnait trop souvent passivement. » « Un contrepoids à toutes ces influences et à des influences analogues, ajoutait M. de Bethmann, est désirable, et je serais le premier à saluer avec reconnaissance le travail international qui parviendrait à créer ce contrepoids. » Mais, comme nous l'avons dit, celui-ci était insuffisant contre le mouvement belliqueux. La résistance du chancelier, comme auparavant celle du kaiser, fut brisée, et le grand projet de loi

militaire de 1913 fut le premier signal des fanfares du parti guerrier qui annonçait le triomphe sur toute la ligne.

Si nous n'avons pas suscité la guerre en 1913, comme l'Autriche le voulait, c'est moins pour des raisons de principe que pour des raisons d'opportunité. Le motif que l'Autriche croyait avoir ou indiquait — régularisation de la frontière serbo-bulgare — était trop futile pour justifier un massacre européen aux yeux du peuple allemand et peu propre à enflammer l'enthousiasme patriotique. Une guerre qui répugne au sentiment populaire n'est plus possible aujourd'hui. La question de savoir si tel endroit, au nom imprononçable, devait être administré par les fonctionnaires serbes ou bulgares, le peuple allemand s'en fichait trop pour qu'on pût faire à son sujet une guerre pour les biens les plus sacrés du pays. De là, les mots de Berlin à Vienne : *Pas encore !*

Sans doute des considérations militaires entraient en ligne de compte dans ce « pas encore ». Nous n'étions pas encore suffisamment prêts. Nous étions, il est vrai, de beaucoup supérieurs aux autres, mais notre supériorité devait encore être augmentée par l'entrée en vigueur des nouvelles lois militaires que le Reichstag venait d'adopter à titre provisoire. L'élargissement du canal Kaiser-Wilhelm, qui permettrait aux plus grands navires de guerre de passer, en toute liberté, de la mer du Nord dans la Baltique, n'était pas achevé. Les instruments de meurtre dernier cri attendaient probablement encore de naître. Des Zeppelins et des sous-marins devaient encore être construits et nos armements perfectionnés. Bref, nous n'étions pas encore prêts pour l'attaque, *qui, déjà alors, était en principe chose décidée.*

Nous n'attendions que la première occasion favorable et la mise au point définitive de notre préparation, pour pouvoir profiter de cette occasion avec succès. Entre-temps, le revirement des idées du kaiser s'accentuait ; son entourage, à la tête duquel était le chef de l'état-major de Moltke, le ministre de la guerre, le kronprinz et son influente séquelle, tous s'efforçaient — à l'encontre du chancelier, qui, il est vrai, avait participé à toute l'évolution et l'avait couverte de sa responsabilité, mais qui reculait encore devant le pas décisif — vers un seul but : susciter le plus tôt possible la guerre « inévitable » et gagner complètement

le kaiser à leurs menées. « Il faut laisser de côté les lieux communs sur la responsabilité de l'agresseur, disait une fois M. de Moltke : *lorsque la guerre est devenue nécessaire, il faut la commencer dès qu'on a toutes les chances de son côté*; *seul le succès décide*[1] *!* »

Dans un rapport du 22 novembre 1913 au ministre Pichon, Cambon montre avec quel succès agissait le parti de la guerre. Il rapporte un entretien que Guillaume II eut, en novembre 1913, avec le roi Albert de Belgique[2], en présence du chef de l'état-major, et qu'il dit tenir « d'une source absolument sûre ». Le roi Albert trouva le kaiser, qu'il tenait pour un sincère ami de la paix, complètement transformé : il avait abandonné ses tendances pacifiques pour se ranger aux idées du parti de la guerre. A lui aussi, la guerre avec la France paraissait maintenant inévitable. Il approuvait son chef d'état-major, qui déclarait que l'état actuel devait prendre fin et que l'empereur pouvait être certain que son peuple le suivrait avec un enthousiasme irrésistible. Les idées du kaiser se tournaient surtout contre la France, et le roi Albert s'efforça inutilement de le convaincre des desseins pacifiques du peuple et du gouvernement français. D'après ses propres observations, Cambon confirme le revirement qui s'était produit dans les pensées de l'empereur. Il l'attribue à l'impatience croissante de l'élément militaire, aux influences des pangermanistes et, en partie, à une certaine jalousie à l'endroit de son fils devenu populaire dans ces milieux. Cambon termine son rapport par ces mots : « L'empereur se familiarise avec un ordre d'idées qui lui répugnaient autrefois. » On ne peut pas ne pas reconnaître la justesse des observations de Cambon. A peine huit mois plus tard, se montrèrent les effets de l'évolution des pensées du kaiser. Mais, même pendant les jours qui précédèrent la guerre, se livrèrent dans l'âme de Guillaume II les combats du bien et du mal, d'Ormuzd et d'Ahriman. Au moment où la grave décision devait être prise, qui allait mettre le monde en flammes et déchaîner sur l'humanité une catastrophe comme elle n'en avait encore jamais vu, au moment où le projet, depuis longtemps préparé et mûri, allait se changer en action, la main de l'empereur

[1] Rapport de Cambon au ministre Pichon, du 6 mai 1913. (*Livre jaune français.*)
[2] *Livre jaune*, p. 20.

hésita devant le trait de plume décisif, et dans l'âme du monarque surgirent encore, comme voilés, les vieux idéals de la paix et du bonheur des peuples. De là les hésitations des derniers jours, les changements dans la manière d'agir du kaiser, qui oscillait entre le désir de paix et la menace de guerre, entre l'intimidation et l'acte sérieux, et qui poursuivit si longtemps la politique du poing de fer, — jusqu'à ce que, peu à peu, la politique cessât et que le poing de fer prît sa place.



III

Le crime.

L'exposé détaillé des antécédents de la crise était nécessaire pour comprendre le rapide enchaînement des faits qui, en dix jours, du 23 juillet au 1er août, a abouti à la plus grande guerre de l'histoire.

L'attitude générale de l'Allemagne depuis la première conférence de La Haye, ses refus répétés de limiter les armements militaires et navals, son opposition à la création d'une Cour d'arbitrage international, ses tentatives renouvelées pour obtenir la neutralité de l'Angleterre sans vouloir elle-même rien abandonner de sa liberté d'action, l'augmentation énorme de sa flotte et de son armée, sa longue tolérance à l'endroit du mouvement chauvin criminel et, plus tard, la faveur qu'elle lui a témoignée, tout cela indique que l'Allemagne avait depuis longtemps envisagé l'idée d'une guerre et qu'elle était résolue à susciter « l'inévitable » au moment qui lui serait le plus propice.

Les faits qui se sont passés jusqu'en 1914, portent invinciblement à soupçonner que l'Allemagne, conjointement avec son alliée l'Autriche, a voulu la guerre, la première pour réaliser ses rêves de domination universelle, la seconde pour améliorer sa situation dans les Balkans.

Mais soupçon n'est pas *certitude*. Les probabilités qui découlent des antécédents ne sont pas des preuves. Celles-ci ne peuvent être tirées que des circonstances dans lesquelles le fait s'est produit, c'est-à-dire des documents diplomatiques exposant l'histoire des origines de la guerre.

Les empires alliés sont accusés d'avoir, en été 1914, *suscité intentionnellement* la guerre qu'ils avaient depuis longtemps voulue et préparée, parce qu'ils estimaient que le moment leur était particulièrement favorable. Il ne s'agissait plus cette fois,

comme les années précédentes, d'une mesquine question de port ou de côte, ou de territoire dans les Balkans, d'une question qui ne pouvait ni intéresser l'opinion publique, ni enflammer les peuples; il s'agissait du meurtre d'un archiduc et de sa femme, donc d'un événement tragique qui devait provoquer l'indignation du monde entier et gagner toutes les sympathies — on y comptait du moins — aux puissances qui prendraient les armes pour venger ce forfait.

On avait d'abord le *succès moral* de son côté. Et l'on croyait être sûr aussi du succès militaire. En ce moment, précisément, on croyait pouvoir conclure de divers indices que l'armée française était désorganisée et que la préparation de l'armée russe était défectueuse. Le sénateur Humbert avait, dans un discours au Sénat, révélé de graves lacunes dans l'armée de son pays, et l'armée russe — à part sa préparation incomplète — était encore, croyait-on, affaiblie et en grande partie immobilisée par des troubles intérieurs. On espérait toujours que l'Angleterre garderait sa neutralité, malgré l'insuccès des efforts faits jusqu'alors pour l'obtenir. On comptait que les Italiens seraient assez fous pour rendre à l'Autriche détestée le service de lui tirer les marrons du feu dans les Balkans, et de mettre en jeu leur existence nationale « pour le roi de Prusse ». Autant de calculs, autant d'erreurs ! Mais comme, à Berlin et à Vienne, on ne sut pas calculer, on crut que le moment de frapper le grand coup était arrivé, et l'on frappa.

Telle est l'accusation qu'il s'agit de prouver.

* * *

Les événements qui se rattachent au meurtre de l'archiduc François-Ferdinand et de sa femme sont connus dans leurs grands traits et ne nécessitent pas un récit détaillé. Pour le but que je me suis proposé, il me suffit de faire un exposé critique des faits diplomatiques et de relever surtout les points qui sont décisifs dans la question des culpabilités. Ma démonstration ne s'appuiera que sur des documents officiels, en première ligne sur les cinq livres diplomatiques, blanc, bleu, jaune, orange et gris, qui ont été publiés par l'Allemagne, l'Angleterre, la France, la Russie et la Belgique. Il n'a pas encore paru de livre rouge : on laisse aux peuples le soin de l'écrire avec leur sang.

Nous tiendrons compte aussi d'autres documents diplomatiques publiés en dehors de ces livres.

Ce qui surprend tout d'abord, c'est la pauvreté de contenu du *Livre blanc* allemand et le fait que l'Autriche n'a pas cru nécessaire, comme tous les autres pays belligérants, de publier un dossier diplomatique. L'histoire des relations entre Vienne et Berlin manque aussi presque totalement dans le *Livre blanc*, tandis que les relations entre les Etats de la Triple-Entente sont exposées tout au long dans leurs publications. Le *Livre blanc* allemand ne contient que 36 pièces ; en revanche, le *Livre bleu* anglais en compte 161, le *Livre orange* russe 79, le *Livre jaune* français 160 et le *Livre gris* belge 79. Les exposés de nos adversaires sont donc beaucoup plus détaillés que ceux des deux empires, dont un s'est complètement tu jusqu'ici. « Cela donne à penser [1]. »

L'historien est bien souvent obligé de combler les lacunes que présente le *Livre blanc* au moyen des copieux exposés des gouvernements de l'Entente. Dans les divers livres, les exposés se rapportant aux faits concordent dans la règle ; les différences de couleur ne sont dues qu'à l'esprit de ceux qui les ont rédigés. J'en ferai complètement abstraction dans mon étude critique et m'en tiendrai aux faits tout nus sur lesquels il n'y a pas de divergences : ils sont suffisamment éloquents. Je ne m'occuperai naturellement pas non plus de savoir à quels livres on doit accorder le plus ou le moins de confiance. Des documents diplomatiques sont des documents, et ils méritent tous la même créance. Du reste, ils s'appuient les uns sur les autres et tous ensemble forment une chaîne fermée, dont les anneaux s'encastrent si bien les uns dans les autres que la vérité en ressort claire et inattaquable.

Je traiterai successivement pour chaque Etat les points essentiels pour l'établissement des culpabilités ; tous les pays auront leur compte de débit et de crédit, et chaque compte se terminera par un solde, qui représentera la culpabilité ou l'innocence de l'Etat en question.

---

[1] Au commencement de février, *donc six mois après le début de la guerre*, au moment de l'impression de cet ouvrage, a paru un Livre autrichien. Je m'en occuperai dans une annexe spéciale.

A

Autriche.

Le 23 juillet, à six heures du soir, le gouvernement austro-hongrois faisait remettre à Belgrade une note où il formulait une série d'exigences relativement à la propagande panserbe, qui avait atteint son point culminant par le meurtre du couple archiducal. Cette note avait pour but d'amener la répression de ces menées, que soi-disant le gouvernement serbe tolérait. Parmi les dix exigences de l'Autriche, il s'en trouve — c'est même la majorité — qui n'ont jamais été adressées à un Etat indépendant, et que, jusqu'à maintenant, on n'avait coutume d'imposer qu'à des peuples en sujétion. Le gouvernement serbe devait, à la première page de son organe *officiel*, publier une déclaration dont la teneur lui était étroitement dictée et par laquelle il condamnait toute propagande contre l'Autriche et promettait de punir rigoureusement tous ceux — surtout les officiers et les fonctionnaires — qui, dans l'avenir, prendraient part à ce mouvement. Cette menace devait être portée en même temps à la connaissance de l'armée par un ordre du jour du roi publié dans le bulletin militaire officiel. En outre, le gouvernement serbe devait s'engager : à supprimer des publications, à dissoudre des sociétés et à empêcher qu'il ne s'en reformât d'analogues, à faire disparaître des livres d'école tout ce qui était de nature hostile à l'Autriche, à éloigner tous les officiers et fonctionnaires coupables de propagande anti-autrichienne, à emprisonner ceux qui avaient été désignés comme compromis dans le complot, à empêcher le trafic illicite d'armes à travers la frontière, à donner des explications sur les propos hostiles de hauts fonctionnaires serbes, etc. Le cinquième article de la note demandait à la Serbie : « d'accepter la collaboration des organes du gouvernement impérial et royal dans la suppression du mouvement subversif dirigé contre l'intégrité territoriale de la monarchie », et le sixième article : « d'ouvrir une enquête judiciaire contre les partisans du com-

plot du 28 juin, se trouvant sur territoire serbe; des organes délégués par le gouvernement impérial et royal prendront par aux recherches y relatives. »

Un mémoire concernant certains résultats de l'enquête de Serajewo — sur les points 7 et 8 — était annexé à la note. La réponse à celle-ci devait être donnée dans l'espace de quarante-huit heures, soit jusqu'au 25 juillet à six heures du soir.

La note, sans que les preuves des accusations y fussent jointes, fut communiquée aux puissances le 24 juillet, et publiée par la presse européenne le 25 juillet. On sait la sensation que le contenu extraordinaire et la forme brutale de l'ultimatum firent sur les chancelleries et le public. Chacun s'attendait à un refus catégorique de la Serbie, puis à une guerre de l'Autriche contre le petit royaume, à une intervention de la Russie, et finalement à un conflit européen. Personne n'ignorait l'étroitesse des rapports de la Serbie et de la Russie depuis qu'une question balkanique existe. La communauté des races et des religions, la tradition politique et les intérêts ont depuis longtemps créé des liens entre les deux pays, et il s'était établi entre eux des affinités qui dépassaient de beaucoup le cadre de la « sphère d'intérêts » ordinaire. Pendant la guerre des Balkans, la Russie avait officiellement déclaré que toute attaque autrichienne contre la Serbie provoquerait son intervention [1]. Cette fois encore, le *Messager du gouvernement* de Saint-Pétersbourg annonça qu'une action militaire de l'Autriche ne laisserait pas la Russie indifférente [2].

Celle-ci, de concert avec la France et l'Angleterre, fit tous ses efforts en vue :

1° D'amener la Serbie à satisfaire autant que possible aux exigences autrichiennes [3].

2° D'obtenir de l'Autriche une prolongation du délai assigné par l'ultimatum, afin que les Etats puissent étudier le dossier judiciaire dont la communication leur était promise et exercer ensuite une action modératrice à Belgrade [4].

---

[1] *Livre bleu*, page IV et n° 139.
[2] *Livre orange*, n° 10.
[3] *Livre bleu*, nos 12, 15, 22, 30. *Livre orange*, nos 4, 25, 40, 42. *Livre jaune*, n° 26.
[4] *Livre bleu*, nos 13, 17, 26. *Livre orange*, nos 4, 16.

La prolongation de délai fut brutalement refusée par l'Autriche[1], bien que la Russie et l'Angleterre eussent fait remarquer avec raison que la communication de la note aux puissances était vaine si on ne leur accordait pas le temps indispensable pour étudier le dossier et pour intervenir à Belgrade, et qu'un refus serait contraire aux usages internationaux. D'avance, M. de Jagow avait « douté » que l'Autriche pût accorder la prolongation demandée[2]. Le comte Berchtold se trouvait à Ischl. *On ne donna pas les motifs de ce refus.*

Cependant, pressé par l'Angleterre et la Russie, le gouvernement serbe fit à la note autrichienne une réponse qui étonna encore plus l'Europe que la note elle-même. La Serbie se soumettait à presque toutes les exigences de la monarchie. Elle se déclarait prête à livrer à la justice tous ceux qui avaient participé au meurtre, sans égard à leur situation et à leur rang. Elle s'engageait à publier dans le *Journal officiel* et à porter à la connaissance de l'armée les déclarations demandées, à introduire dans sa constitution et dans ses lois sur la presse de nouveaux articles permettant la poursuite, la confiscation et la punition des publications agressives, à dissoudre les sociétés hostiles, à reviser dans le sens voulu par l'Autriche l'enseignement dans les écoles, à punir les officiers et les fonctionnaires coupables, à réprimer la contrebande des armes, etc.

Sur *deux* articles seulement (5 et 6), le gouvernement serbe se permettait, en toute humilité, de faire quelques réserves (en vérité, le ton de la note est celui d'un inférieur parlant à son supérieur et non celui d'un Etat indépendant s'adressant à un autre). A propos de l'article 5, il fit cette remarque :

> « Le gouvernement royal doit avouer qu'il ne se rend pas clairement compte du sens et de la portée de la demande du gouvernement impérial et royal tendant à ce que la Serbie s'engage à accepter sur son territoire la collaboration des organes du gouvernement impérial et royal. Mais il déclare qu'il admettra toute collaboration qui répondrait aux principes du droit international et à la procédure criminelle, ainsi qu'aux bons rapports de voisinage. »

---

[1] *Livre orange*, n° 12.
[2] *Livre orange*, n° 14. *Livre bleu*, n° 18.

A propos de la note 6 :

« Le gouvernement royal, cela va de soi, considère de son devoir d'ouvrir une enquête contre tous ceux qui sont ou qui, éventuellement, auraient été mêlés au complot du 15/28 juin et qui se trouveraient sur le territoire du royaume. Quant à la participation à cette enquête des agents des autorités austro-hongroises qui seraient délégués à cet effet par le Gouvernement impérial et royal, le Gouvernement royal ne peut pas l'accepter, car ce serait une violation de la Constitution et de la loi sur la procédure criminelle. Cependant, dans des cas concrets, des communications sur les résultats de l'instruction en question pourraient être données aux organes austro-hongrois. »

La note serbe se terminait par la phrase suivante :

« Le gouvernement royal serbe, considérant qu'il est de l'intérêt commun de ne pas précipiter la solution de cette question, est prêt, comme toujours, à accepter une entente pacifique, en remettant cette question soit à la décision du Tribunal international de La Haye, soit aux grandes puissances qui ont pris part à l'élaboration de la déclaration que le gouvernement serbe a faite le 18/31 mars 1909. »

La note serbe fut remise dans l'après-midi du 25 juillet à l'ambassadeur autrichien à Belgrade. Deux heures plus tard, celui-ci, avec son personnel, avait quitté la capitale serbe. La réponse de la Serbie avait paru insuffisante au gouvernement de Vienne, et l'Autriche rompait les relations diplomatiques avec sa voisine du sud. Pourquoi? La diplomatie européenne, excepté bien entendu la diplomatie allemande, se trouvait en présence d'une énigme, pour laquelle il n'y avait qu'*une seule* solution, à savoir que l'Autriche voulait à tout prix un conflit avec la Serbie. De même que la note autrichienne était unique par l'énormité de ses prétentions et par la forme dans laquelle elles étaient formulées, de même la note serbe était unique tant par l'étendue de sa soumission que par la façon dont elle l'expri-

mait. *Jamais, en temps de paix, un Etat indépendant n'avait supporté de pareilles prescriptions et une telle immixtion dans ses affaires intérieures.* Ecole, armée, administration, procédure, presse, droit d'association, tout devait être réglé d'après les vœux de l'Autriche, et même sur des points où elle ne pouvait pas satisfaire entièrement ces désirs, sous peine de devenir un Etat vassal, la Serbie ne les repoussait pas absolument, mais elle demandait humblement des explications; elle se déclarait prête à aller jusqu'aux limites du droit des peuples, et elle s'en remettait, pour les quelques points encore en litige, *à la décision de la Cour d'arbitrage de La Haye ou aux grandes puissances.*

Qu'est-ce que l'Autriche pouvait demander de plus? Pourquoi n'a-t-elle pas donné les éclaircissements désirés? Pourquoi n'a-t-elle pas accepté la décision arbitrale dans des questions de droit et d'interprétation qui, d'après les décisions et résolutions des Congrès de La Haye, étaient précisément du ressort de la cour d'arbitrage?

Le gouvernement autrichien a, le 27 juillet, publié la note serbe avec des commentaires et de façon que le texte serbe fût coupé partout par ceux-ci. La *Norddeutsche Allgemeine Zeitung* n'a non plus publié que le texte ainsi interrompu. En faisant cela, on voulait évidemment empêcher que la forme soumise et le contenu si accommodant pussent produire leur effet. Le marquis di San Giuliano a qualifié d'*enfantin* cet épluchage de mots [1]. Le qualificatif est beaucoup trop doux si l'on pense que de ces explications dépendait le sort de l'Europe, et l'on peut même dire du monde. Un avocat marron aurait honte de recourir, dans un procès roulant sur une bagatelle, aux finasseries que l'Autriche a trouvées pour motiver son mécontentement de la réponse serbe. Il ne vaut pas la peine d'examiner en détail ce factum aussi misérable de fond que de forme. On y met notamment sur le compte de la Serbie des malentendus — plus ou moins voulus. L'article 5, y est-il dit entre autres, n'a aucun rapport avec le droit international ou la procédure pénale; c'est une affaire de nature policière, qui peut se résoudre par une convention particulière. L'article 6 ne concerne

[1] *Livre bleu*, n° 64.

pas la participation des fonctionnaires autrichiens à *l'enquête judiciaire*, mais seulement aux *recherches policières*. Sur ces deux points donc, les seuls sur lesquels la Serbie eût fait quelques réserves — sur tout le reste elle avait cédé — sur ces deux points seulement, l'Autriche affirmait qu'il y avait eu des malentendus (malentendus provoqués par la forme peu claire de l'ultimatum). Ces malentendus auraient pu être écartés par une discussion d'une demi-heure entre gens compétents, ou, en mettant tout au pire, par la décision d'une cour d'arbitrage. *Pourquoi l'Autriche n'a-t-elle pas demandé cette discussion ou cette décision ?* Pourquoi a-t-elle tout de suite recouru à une mesure qui, même si la Serbie avait repoussé catégoriquement ses exigences, n'eût pas pu être plus brutale : à la rupture des relations diplomatiques ?

Ce fut la troisième chose incompréhensible qui arriva en trois jours, incompréhensible *si l'on n'admet pas que l'Autriche ait voulu à tout prix susciter une guerre avec la Serbie au risque de provoquer un conflit européen.* La note elle-même n'était qu'une déclaration de guerre déguisée. Personne, l'Autriche moins que n'importe qui, ne pouvait s'attendre à ce que la Serbie cédât à des exigences aussi humiliantes. En examinant, en acceptant la plupart des demandes autrichiennes, ce pays, épuisé par deux guerres, témoigna d'un amour de la paix peu commun. Ce résultat était également dû à l'influence des puissances de la Triple-Entente, en particulier de la Russie, qui pressa la Serbie de se montrer accommodante. L'appel que le prince-régent Alexandre de Serbie adressa, le 24 juillet, au tsar Nicolas affirmait la volonté de la Serbie d'accepter tout ce qui était compatible avec son indépendance et demandait des conseils à la Russie[1]. Ces conseils ont donné lieu à la note serbe du 25 juillet, c'est-à-dire à une humiliation inconnue jusqu'alors dans l'histoire diplomatique. De ce fait *déjà, la volonté pacifique de la Serbie et de la Russie est incontestablement prouvée.* La circonstance que l'Autriche tint la note serbe pour quantité négligeable, ne la considéra pas même digne de servir de base à une discussion, et rompit brusquement les relations diplomatiques, prouve que le cabinet de Vienne voulait la

[1] *Livre orange*, n° 6.

guerre à tout prix. Ses intentions belliqueuses ressortent des trois premiers actes de la tragédie : de sa note, de son refus de prolonger le délai fixé pour la réponse et du rappel de son ambassadeur.

La soumission de la Serbie, que tout le monde désirait ardemment, et que la diplomatie européenne (à l'exception naturellement de l'Allemagne) s'efforçait d'obtenir par tous les moyens, fut pour l'Autriche la plus grande déception. On espérait à Vienne un refus brutal qui eût légitimé la rupture des relations diplomatiques et la guerre. C'est pourquoi on avait rédigé la note de façon à rendre ce refus inévitable. Les espérances de l'Autriche furent trompées parce que l'amour de la paix de la Russie et de la Serbie était plus grand que sa volonté belliqueuse. Elle se trouvait dans une situation fausse : le motif de guerre attendu lui faisait défaut ; et elle se vit forcée d'en inventer un en essayant de faire croire, par une querelle de mots, que la Serbie se révoltait au lieu de se soumettre.

Tant que la note serbe ne fut pas rendue publique, chacun crut à un refus de la Serbie, refus que l'on considérait généralement comme la seule réponse possible à la déclaration de guerre voilée de l'Autriche. Mais quand, les 26 et 27 juillet, les chancelleries européennes et l'Europe elle-même eurent connaissance de la réponse du cabinet de Belgrade, on fut stupéfait de la manière d'agir de l'Autriche, qu'on ne pouvait s'expliquer que par la volonté absolue de provoquer la guerre, et l'on entrevit avec effroi le danger d'une conflagration européenne.

Sir Edward Grey fut le premier qui chercha à conjurer ce danger. Il proposa une conférence des ambassadeurs d'Allemagne, de France et d'Italie, qui se tiendrait à Londres sous sa présidence, et qui chercherait les moyens de régler les points de l'ultimatum qui séparaient encore l'Autriche et la Serbie. L'idée fut acceptée avec empressement par la France et l'Italie. La Russie déclara sans hésiter qu'elle tenait la conférence des ambassadeurs des quatre puissances non intéressées pour le meilleur moyen de sauvegarder la paix, et qu'elle se soumettrait aux décisions de cette conférence[1]. Celle-ci, étant composée

---

[1] *Livre bleu*, nos 17, 24, 35, 36, 42, 51, 53. (Russia would be quite ready to stand aside and leave the question in the hands of England, France, Germany and Italy.)

de deux représentants de la Triplice et de deux délégués de la Triple-Entente, garantissait en effet un examen impartial des questions pendantes ; elles étaient d'ailleurs, grâce à la réponse serbe, en très petit nombre et elles pouvaient, en très peu de temps, être résolues avec facilité. Si l'on songe que la conférence des ambassadeurs de Londres pendant la crise des Balkans a liquidé heureusement des questions bien autrement épineuses, on est obligé de se dire : « Le compromis entre les exigences autrichiennes et les concessions de la Serbie en 1914 était pour elle un jeu d'enfant, puisqu'elle n'avait à trancher ni questions territoriales, ni questions maritimes, ni questions de races ou de peuples, et n'avait pas à mettre au monde tout un royaume. »

Mais précisément *parce que* la conférence des ambassadeurs les eût réglées très facilement, l'Allemagne et l'Autriche s'opposèrent à ce que cette conférence se réunît. Si les représentants des quatre puissances non intéressées s'étaient assis devant une table verte à Londres pour aplanir les divergences de mots des deux notes et pour éclaircir les malentendus, le succès était absolument certain, et l'Autriche ne pouvait se soustraire aux propositions des ambassadeurs, du moment que la Russie avait déclaré d'avance qu'elle était prête, ainsi que la Serbie, à s'y soumettre. Cela eût fait échouer la guerre et ne convenait pas à l'Autriche. C'est pourquoi l'Allemagne fit cette première objection : « On ne peut pas citer l'Autriche devant un tribunal européen [1]. » Et lorsque Grey eut montré l'absurdité de cette objection et remarqué : « It would not be an arbitration, but a private and informal discussion to ascertain, what suggestion could be made for a settlement [2], » l'Autriche déclara ouvertement qu'elle devait repousser la proposition anglaise [3].

Ce fut en cinq jours la quatrième des actions au moyen desquelles l'Autriche, appuyée par l'Allemagne, fit échouer les efforts pacifiques des autres puissances. Le refus autrichien était d'autant moins compréhensible que la conférence, ainsi qu'il avait été convenu, ne devait discuter que les questions qui touchaient à la souveraineté et à l'indépendance serbes, et que l'Autriche avait, dès le début, assuré qu'elle ne porterait atteinte ni à cette

[1] *Livre blanc*, page 9.
[2] *Livre bleu*, n° 67.
[3] *Livre blanc*, page 9.

souveraineté, ni à cette indépendance. Il ne s'agissait donc que d'une enquête fondée sur le droit public qui eût décidé *jusqu'à quel point* les exigences autrichiennes, en particulier les articles 5 et 6 de la note, étaient conciliables avec la souveraineté de l'Etat voisin. L'acceptation volontaire d'un tel résultat d'enquête — ce n'était même pas une sentence arbitrale — ne pouvait pas plus nuire au prestige de l'Autriche que ne nuit à l'honneur d'un simple particulier l'acceptation d un compromis dans une contestation de droit civil sur l'avis d'un homme compétent. Mais précisément, l'Autriche ne voulait *d'aucun* compromis, et c'est pourquoi l'idée d'une conférence n'aboutit pas.

En même temps qu'elle élevait ses objections contre la conférence, l'Allemagne proposait des négociations directes entre l'Autriche et la Russie. C'était, selon elle, le meilleur moyen d'empêcher que le conflit austro-serbe ne donnât lieu à un conflit européen[1]. Cette proposition rencontra l'assentiment de l'Angleterre, de la Russie et de la France. Grey se déclara prêt à ajourner son idée de la conférence à quatre jusqu'à ce que les négociations entre Vienne et Pétersbourg eussent conduit à un résultat quelconque[2]. Si le résultat était positif, la conférence serait superflue ; s'il était négatif, celle-ci pourrait toujours chercher à atteindre ce que la conversation directe s'était vainement proposé.

Donc, une nouvelle lueur d'espoir ! Mais on avait compté sans l'Autriche. On a peine à croire ce que les documents prouvent irréfutablement : *l'Autriche refusa la proposition de son alliée, l'Allemagne, de causer avec la Russie.* Le comte Berchtold déclara formellement à l'ambassadeur russe Schébéko, qui lui avait amicalement proposé un libre entretien à Pétersbourg, *que l'Autriche ne reculerait pas et qu'elle ne pouvait pas entrer en discussion sur la note serbe*[3].

Il y a donc ici une opposition entre Vienne et Berlin ou un double jeu concerté. Comme aucun indice ne permet de supposer l'opposition, il ne reste que la dernière hypothèse : *le double jeu.* Le soupçon est d'autant plus justifiable que la cor-

---

[1] *Livre bleu*, n° 43. *Livre blanc*, page 9.

[2] *Livre bleu*, n° 45.

[3] *Livre bleu*, nos 61, 74, 75, 78, 81, 93. *Livre orange*, nos 45, 50. *Livre blanc*, page 9.

respondance entre Vienne et Berlin n'a pas encore été publiée, et qu'elle contient probablement des choses qu'on tient à cacher. M. de Bethmann Hollweg qui, pour se justifier, publie journellement tous les écrits possibles, — documents tirés des archives de Bruxelles, lettres interceptées, etc., — aurait depuis longtemps édité sa correspondance avec Vienne, si elle avait pu confirmer la véracité de ses assertions — sans cesse répétées sans l'ombre d'une preuve — à savoir qu'il avait sérieusement conseillé la modération à l'Autriche et « que, dans ce sens, il avait été jusqu'à l'extrême limite du possible ».

Quoi qu'il en soit, le fait est que l'entente directe proposée par l'Allemagne entre l'Autriche et la Russie fit fiasco par le refus de l'Autriche. Le 28 juillet, jour où l'entretien décisif entre Schébéko et Berchtold avait eu lieu, elle déclara la guerre à la Serbie et le lendemain elle commença le bombardement de Belgrade.

Cette déclaration de guerre rendit presque désespérée la situation européenne. La volonté de l'Autriche d'écraser à tout prix l'incommode Etat voisin, sans se soucier de la conflagration européenne qui devait résulter de son action, était devenue effective, et toutes les tentatives auxquelles on pouvait songer pour éteindre l'incendie ou empêcher sa propagation paraissaient sans espoir. L'Autriche avait mobilisé non seulement contre la Serbie, *mais encore contre la Russie.* Les avis diffèrent sur l'ampleur de sa mobilisation au nord et au nord-est. Les rapports russes certifient que plus de la moitié de l'armée autrichienne fut mobilisée [1], tandis que M. de Bethmann Hollweg, dans son discours du 4 août, déclare que *deux corps d'armée seulement avaient été mobilisés contre le nord* [2]. En tout cas, il est acquis que le 28 juillet l'Autriche était la seule grande puissance qui eût mobilisé, et cela non seulement contre sa petite voisine, mais encore contre le grand empire russe.

L'Autriche ayant fait systématiquement échouer toutes les tentatives de conciliation et pris des mesures militaires, la Russie dut répondre par des mesures semblables. Le 29 juillet, elle annonçait aux gouvernements étrangers qu'elle avait

---

[1] *Livre orange*, n° 49.

[2] Voir le texte de ce discours dans l'écrit : *Der Kriegsausbruch 1914* (Librairie C. Heymann), p. 9.

ordonné la mobilisation dans les arrondissements d'Odessa, de Kiew, de Moscou et de Kazan, et que *ces mesures n'étaient qu'une réponse aux préparatifs autrichiens et n'impliquaient aucune intention belliqueuse contre l'Autriche et l'Allemagne*[1].

Cependant l'Angleterre et la Russie continuaient leurs efforts en vue de trouver une forme transactionnelle qui pût permettre de régler le conflit d'intérêts russo-autrichien. La guerre avait éclaté. Il n'était plus question de faire reculer l'Autriche, mais d'obtenir un arrêt des opérations militaires. On aurait laissé comme gage à l'Autriche la portion de territoire serbe qu'elle occupait et, sur cette base, on se serait efforcé de parvenir à satisfaire autant que possible les exigences de la monarchie.

Grey et Sazonow, fortement appuyés par Viviani, travaillèrent infatigablement dans ce sens. La première formule de transaction fut, le 29 juillet, soumise par Grey à l'ambassadeur allemand Lichnowsky. Elle demandait à l'Autriche de *se contenter de l'occupation de Belgrade et du territoire serbe avoisinant comme gage d'un règlement satisfaisant de ses exigences*, et de laisser aux puissances le temps d'intervenir entre elle et la Russie[2].

Le roi George parle de la proposition de Grey dans un télégramme au prince Henri de Prusse daté du 30 juillet. Il la recommande au kaiser de la manière la plus pressante, et il exprime l'espoir :

« que Wilhelm emploiera sa grande influence pour décider l'Autriche à accepter la proposition. En le faisant, il prouverait que l'Allemagne et l'Angleterre travaillent ensemble pour empêcher ce qui serait une catastrophe internationale. Je t'en prie, assure à Wilhelm que je fais tout et que je ferai tout ce qui est en mon pouvoir pour maintenir la paix européenne. »

Avec le même zèle que le roi, Grey s'efforçait de faire accepter aux puissances sa proposition qui, à vrai dire, satisfaisait tout le monde et permettait de trouver une issue au conflit.

Cependant, le ministre russe Sazonow avait, de son côté, dicté à l'ambassadeur allemand, comte de Pourtalès, la formule transactionnelle suivante :

---

[1] *Livre blanc*, p. 10. *Livre orange*, n° 51. *Livre bleu*, n° 78.
[2] *Livre bleu*, nos 76, 88, 90, 98. *Livre blanc*, p. 11.

> Si l'Autriche, reconnaissant que la question austro-serbe a assumé le caractère d'une question européenne, se déclare prête à éliminer de son ultimatum les points qui portent atteinte aux droits souverains de la Serbie, *la Russie s'engage à cesser ses préparatifs militaires*[1].

Sazonow formula cette proposition le 30 juillet, donc deux jours après la déclaration de guerre de l'Autriche à la Serbie, alors que le bombardement de Belgrade avait commencé et que les troupes autrichiennes avançaient sur le territoire serbe. La proposition n'impliquait pas pour l'Autriche l'obligation de reculer dans son action militaire; on lui demandait seulement de ne pas attenter aux droits de souveraineté de la Serbie, obligation à laquelle l'Autriche pouvait fort bien se soumettre, si elle entendait maintenir les déclarations qu'elle avait faites au début de la crise.

Mais que se passa-t-il? Le ministre russe à Berlin, Swerbéew, transmit le 30 juillet au secrétaire d'Etat pour les affaires étrangères, de Jagow, la proposition de Sazonow, tandis qu'elle était télégraphiée à ce dernier par le comte Pourtalès. *Jagow la repoussa sans autre*, en déclarant « qu'elle était inacceptable pour l'Autriche[2] ». Cette réponse fut faite, notez-le bien, sans que l'Autriche eût été consultée; M. de Jagow se considérait manifestement comme le tuteur ou le chargé d'affaires du gouvernement autrichien, qui, depuis la déclaration de guerre à la Serbie et le refus de toute discussion, n'était plus en relations directes avec Pétersbourg.

Ainsi, de nouveau un insuccès! Mais il n'empêcha pas l'Angleterre et la Russie de faire de nouvelles tentatives de conciliation. Deux formules avaient été proposées, celle de Grey, du 29 juillet, et celle de Sazonow, du 30. La dernière avait été repoussée par Jagow sans motif indiqué; la première attendait toujours une réponse. L'ambassadeur anglais à Berlin insistait sans répit pour en obtenir une, mais, toujours, on le renvoyait avec des phrases vides. L'Autriche s'étant refusée à toute discussion directe, les relations diplomatiques étaient extraordinairement compliquées : toutes les demandes devaient passer par Berlin, et Berlin ne pouvait jamais donner de réponse positive, parce que.

---

[1] *Livre orange*, n° 60.
[2] *Livre orange*, n° 63.

disait-il, il n'en avait pas reçu de Vienne. Il est difficile de dire avec une entière certitude si le courtier était honnête dans le cas particulier. Mais on incline fortement à croire le contraire. Nous y reviendrons plus loin, quand nous fonderons notre accusation contre l'Allemagne. Une fois, Jagow n'a point encore obtenu de réponse, une autre fois Bethmann Hollweg affirme qu'il « a pressé trop fort sur le bouton à Vienne », qu'il est peut-être allé trop loin et qu'il a produit un effet contraire. Une troisième fois, comme Goschen insistait pour obtenir une réponse et recommandait de peser encore plus fortement sur le bouton, Bethmann lui répondit que, le lendemain matin, le comte Berchtold exposerait la situation à l'empereur François-Joseph [1].

Trois jours se passèrent, du 29 au 31 juillet, *sans que l'Autriche donnât une réponse quelconque à la proposition de Grey*, que le roi d'Angleterre avait pourtant recommandée si chaleureusement à l'Empereur Guillaume, et pendant ces jours l'Europe, dans l'attente et l'effroi, voyait venir les plus terribles événements. Les diplomates allemands et autrichiens n'étaient pas pressés. Sachant ce qu'ils voulaient, ils préparaient le drame dans les coulisses en toute tranquillité d'esprit, tandis qu'au-devant de la scène, tout le monde s'agitait dans l'angoisse et criait au secours.

Grey, Sazonow et Viviani s'efforcèrent, malgré leurs insuccès, d'empêcher l'incendie d'éclater. Par douzaines, les dépêches furent échangées entre Londres, Paris et Pétersbourg. Dans les chancelleries de la Triple-Entente, on travailla nuit et jour à maintenir la paix. La proposition de Sazonow ayant été repoussée et celle de Grey étant restée sans réponse, — elle n'en a encore reçu aucune à l'heure actuelle, — on chercha une troisième formule qui tînt le milieu entre les deux précédentes. Cette formule, résultat d'un actif travail de négociation de Viviani [2], faisait des concessions encore plus larges aux exigences autrichiennes que la première proposition de Sazonow et elle parut avoir toutes les chances de succès. Sazonow la transmit le 31 juillet aux puissances sous la forme suivante :

---

[1] *Livre bleu*, nos 98, 103, 107, 112.

[2] *Livre jaune*, n° 112.

Si l'Autriche consent à arrêter la marche de ses armées sur le territoire serbe et si, reconnaissant que le conflit austro-serbe a assumé le caractère d'une question d'intérêt européen, elle admet que les Grandes Puissances examinent la satisfaction que la Serbie pourrait accorder au gouvernement d'Autriche-Hongrie, sans laisser porter atteinte à ses droits d'Etat souverain et à son indépendance, — la Russie s'engage à conserver son attitude expectante[1].

A cette formule, qui représentait le maximum de satisfaction qu'on pût accorder à l'Autriche et qui témoignait de la ferme volonté pacifique de la Russie, *l'Autriche ou l'Allemagne n'ont jamais répondu.* Tandis que Sazonow, dans une dépêche adressée à Londres, exprimait l'espoir d'avoir trouvé un moyen de dénouer pacifiquement la situation compliquée, tandis que Grey recommandait instamment à Berlin d'accepter la seconde formule de Sazonow[3], l'Autriche et l'Allemagne restaient muettes. Sur la question serbe qui *menaçait* d'être résolue à l'amiable, on en greffa une autre qui devait inévitablement conduire à la guerre : celle de la mobilisation russe. L'Allemagne ne se contenta plus de jouer le rôle de « chargé d'affaires de l'Autriche », elle prit position dans l'affaire en son nom. Le comparse devint protagoniste. Le livre de comptes autrichien fut clos, et un nouveau livre de comptes ouvert pour l'Allemagne.

La mobilisation générale russe a certainement eu lieu le 31 juillet. Toutes les publications diplomatiques s'accordent à ce sujet[4]. *Mais elle a été provoquée par la mobilisation générale autrichienne qui l'a précédée.* Il faut insister sur ce fait, qui est avec soin passé sous silence en Allemagne aussi bien par les sources officielles que par les autres. Cela est naturel, car tout l'échafaudage de la culpabilité russe s'écroule si l'on prouve que la mobilisation russe est la conséquence première de la mobilisation autrichienne. Et non seulement de celle-ci, mais encore de toute l'attitude *diplomatique* des deux empires du 23 au 31 juillet.

---

[1] *Livre orange*, n° 67.
[2] *Livre orange*, n°s 69, 71.
[3] *Livre bleu*, n°s 111, 120, 121, 131, 132.
[4] *Livre blanc*, p. 13.

J'ai déjà établi plus haut que la première des mobilisations avait été la mobilisation *partielle* de l'Autriche contre la Serbie et contre la frontière russe. Cette mobilisation, d'après des rapports français et russes, comprenait la moitié de l'armée autrichienne; deux corps d'armée au moins avaient, de l'aveu de Bethmann, été levés contre la Russie. La date exacte de la mobilisation générale est indiquée différemment. Suivant le rapport du ministre russe à Vienne, elle a eu lieu déjà le 28 juillet[1], suivant les rapports français et anglais, le 31 juillet à 1 heure du matin[2]. Pour être prudent, je m'en tiens à cette dernière indication. On ne peut douter de son exactitude, vu qu'elle est donnée par les ministres français et anglais à Vienne, Dumaine et Bunsen, et par l'ambassadeur anglais à Paris, Bertie.

La mobilisation générale russe fut proclamée au plus tôt le 31 juillet vers midi, donc *après* la mobilisation autrichienne.

Le même jour, — l'heure n'est pas connue — le danger de guerre imminent (drohende Kriegsgefahr) était proclamé en Allemagne. Le soir à sept heures, l'ultimatum adressé à la France était remis à Paris, et vers minuit l'ultimatum à la Russie était remis à Pétersbourg.

Jour fécond en événements ! Mais le plus surprenant de tous fut dû à l'Autriche. Celle-ci, au cours du même jour, sans avoir égard aux mobilisations générales, à l'état de guerre et aux ultimatums, déclara subitement à Paris et à Pétersbourg *qu'elle était prête à discuter avec la Russie et les autres puissances le contenu de sa note à la Serbie*. A la dernière heure, l'Autriche se déclarait donc prête à faire ce que, jusqu'à maintenant, elle s'était absolument refusée de faire : « à discuter avec les autres puissances le fond de son conflit avec la Serbie[3]. » A Paris, à Pétersbourg et à Londres, cet *apparent* revirement de l'Autriche causa la plus heureuse surprise. Tous virent se lever un nouveau rayon d'espoir. Grey et Sazonow cherchèrent immédiatement à tirer profit de la bonne volonté apparente de l'Autriche qui promettait une issue heureuse du conflit.

Le négociant étale devant une cliente difficile toutes les étoffes

---

[1] *Livre orange*, n°s 44, 47.

[2] *Livre jaune*, n° 115. *Livre bleu*, n°s 113, 118, 126, 134.

[3] *Livre jaune*, n° 120. *Livre orange*, n° 73.

possibles dans l'espérance qu'elle finira par en trouver une à sa convenance; ainsi Grey et Sazonow soumirent à la dernière heure à l'Autriche toutes les propositions possibles dans l'espérance que l'une au moins rencontrerait l'assentiment de cette difficile cliente. Grey offrit d'appuyer auprès des autres puissances toute proposition de paix sérieuse de l'Allemagne ou de l'Autriche (any reasonable proposal of peace); il s'engagea à appuyer à Pétersbourg une proposition qui satisfît à toutes les exigences autrichiennes, sans exception, pour autant qu'elles ne porteraient pas atteinte à la souveraineté et à l'indépendance de la Serbie[1]. Sazonow non seulement se déclarait prêt à discuter avec l'Autriche la substance de l'ultimatum autrichien, mais encore — pour assurer autant que possible le succès de la discussion — proposait que celle-ci eût lieu à Londres avec la participation des grandes puissances. Il ajoutait qu'il serait *très important* (very important) que l'Autriche arrêtât *provisoirement* son action militaire pendant les négociations (stop provisionally to her military action on Serbian territory[2]). Remarquons bien : Sazonow dit qu'il serait *très important*, mais il ne fait pas de l'arrêt des opérations une *condition sine qua non.* C'était encore une concession de plus, et non sans importance, faite à l'Autriche, les autres propositions *exigeant* la cessation de l'action militaire.

Mais toutes ces propositions de la dernière heure restèrent sans succès. Elles devaient rester sans succès, parce que la sérieuse bonne volonté de l'Autriche, qui en était le point de départ, n'était qu'une feinte. Pourquoi cet Etat, durant la période critique du 23 au 31 juillet, avait-il refusé toute discussion sur le conflit serbe? Pourquoi, avec un entêtement obstiné, n'avait-il voulu dire que ce qu'il n'avait *pas* l'intention de faire contre la Serbie, mais jamais *ce* qu'il avait l'intention de faire? Il ne voulait pas porter atteinte à l'intégrité et à l'indépendance de la Serbie. Cette déclaration négative, il l'a sans cesse répétée. Mais que voulait-il de positif? Nous ne le savons pas encore aujourd'hui. Même le kaiser ne le savait pas le 29 juillet lorsqu'il télégraphiait au tsar :

---

[1] *Livre bleu*, n° 111.

[2] *Livre bleu*, n° 133: *Livre orange*, n° 60.

« *A mon avis*, la conduite de l'Autriche-Hongrie doit être considérée comme une tentative d'obtenir toute garantie que les promesses de la Serbie soient aussi exécutées en fait. »

M. de Schœn, ambassadeur allemand à Paris, savait aussi peu que son impérial maître ce que l'Autriche voulait et, à ce sujet, il ne put donner aucune explication à M. Viviani [1].

Ces garanties dont fait mention le kaiser et dont le *Livre blanc* parle constamment, *en quoi consistaient-elles donc?* Etaient-elles contenues dans la note autrichienne ou la dépassaient-elles? Si elles y étaient contenues, elles avaient toutes été données, à part les articles 5 et 6, sur lesquels la Serbie était prête à discuter. Si elles la dépassaient, elles élargissaient le champ des exigences autrichiennes, qui allaient déjà fort loin. En tout cas, si cet élargissement devait faire l'objet de négociations, il devait être précisé, ce qui n'avait jamais et nulle part été fait jusqu'au 31 juillet au soir, et n'est pas fait encore aujourd'hui.

Comment s'explique donc, je le demande encore une fois, ce brusque revirement de l'Autriche? Je ne trouve pas d'autre explication que la suivante : le bon vouloir autrichien, qui, formulé plus tôt, eût certainement conduit à une heureuse issue, était, au moment où il fut exprimé, sans aucun *danger :* une solution pacifique n'était plus à *craindre.* Le cabinet de Berlin, par sa propre attitude, avait *complètement assuré la guerre.*

A ce propos, on peut de nouveau se demander si, entre Vienne et Berlin, il y avait opposition ou partie arrangée. Les voies des deux cabinets vont, apparemment, le 31 juillet, dans des directions opposées : l'Autriche, qui se déclare prête à négocier, semble vouloir la paix; l'Allemagne avec son « danger de guerre imminent », avec ses allocutions du kaiser et du chancelier au peuple berlinois, avec ses ultimatums à la France et à la Russie, veut sciemment et délibérément la guerre. Il est impossible de croire à une opposition des deux cabinets. Si vraiment il en avait existé une, elle se serait révélée avant le 31 juillet. La simultanéité des deux actions en apparence opposées, la conversion soudaine de l'Autriche, en une nuit, et comme par une illumination, — chez les individus comme dans les Etats, ces illu-

[1] *Livre orange*, n° 55.

minations subites sont suspectes au plus haut point, et seules les transformations lentes inspirent confiance — la conversion de l'Autriche calculée au moment où elle ne pouvait plus opérer aucun effet salutaire, tout cela fait du soupçon une certitude : les deux gouvernements jouaient un jeu concerté, dont le but était de rejeter sur la Russie la responsabilité de la guerre.

La guerre devait éclater. La suite de notre exposé le prouvera à l'évidence à tous ceux qui pourraient en douter encore. Toutes les négociations diplomatiques devaient donc rester sans résultat, même si l'Europe entière se fût mise à genoux devant l'Allemagne et l'Autriche. La victoire diplomatique ne suffisait pas, il fallait une victoire militaire pour assurer la suprématie de l'Autriche dans les Balkans et pour ouvrir à l'Allemagne la voie triomphale dans laquelle elle se croyait appelée par le destin.

Je résume comme suit l'accusation contre l'Autriche :

1. Après avoir, en août 1913, projeté d'attaquer la Serbie, l'Autriche a remis, en juillet 1914, à cet Etat une note avec des exigences si exorbitantes, qu'il fallait s'attendre à une guerre austro-serbe, et par suite à une guerre européenne.

2. Elle a refusé la prolongation demandée par les puissances du délai de quarante-huit heures.

3. Elle a rappelé son ambassadeur de Belgrade et déclaré la guerre à la Serbie, bien que le gouvernement serbe eût, dans une forme respectueuse, satisfait à presque toutes les exigences autrichiennes et consenti à discuter les quelques autres ou à se soumettre à la décision d'une cour d'arbitrage.

4. Elle a repoussé toute conversation avec la Russie et les autres puissances sur le fond de la note serbe et ne s'est déclarée prête à négocier que lorsqu'il fut trop tard, le 31 juillet.

5. Elle a repoussé la proposition de Grey tendant à ce que les quatre puissances non intéressées intervinssent ou, du moins, donnassent des conseils, alors que la Russie l'avait acceptée.

6. Elle n'a pas répondu, malgré les pressantes sollicitations de l'Angleterre, à la formule transactionnelle proposée par Grey.

7. Elle a fait repousser par M. de Jagow la première formule de transaction due à M. Sazonow.

8. Elle n'a pas répondu à la seconde formule de transaction proposée par Sazonow.

9. Elle n'a pas daigné répondre aux dernières propositions conciliantes faites par Grey et Sazonow.

10. Dans les éclaircissements qu'elle a donnés, elle s'est toujours bornée à dire ce qu'elle ne voulait *pas*, mais jamais *ce* qu'elle voulait.

11. Elle a, la première, commencé la mobilisation et les opérations militaires; elle a précédé toutes les autres puissances d'abord par sa mobilisation partielle, ensuite par sa mobilisation générale.

Ces chefs d'accusation sont prouvés et justifient la sentence : **« L'Autriche est coupable d'avoir, seule ou avec d'autres, suscité la guerre européenne. »**

Nous allons voir quels sont ces autres.



B
Allemagne.

La culpabilité de l'Allemagne est encore plus facile à prouver que celle de l'Autriche : l'Allemagne a écrit elle-même son acte d'accusation. Le *Livre blanc,* lu d'une façon intelligente, contient presque toutes les accusations qu'on peut formuler contre l'Allemagne. Je me fais fort d'en donner une démonstration accablante simplement en reproduisant le texte des documents et des explications qu'il contient, et en donnant *en caractères italiques* les passages qui constituent des aveux. Naturellement, ces aveux ne sont pas volontaires : l'intention n'est pas celle du coupable qui s'accuse lui-même pour se justifier, telle que la prêche le christianisme, et comme l'a montrée sur la scène le plus chrétien de tous les poètes modernes, Tolstoï. Ce sont des confessions par mégarde : celui qui parle croit se justifier et il s'accuse; il croit se défendre et il livre involontairement à son accusateur un matériel d'une valeur inappréciable pour sa condamnation.

Examinons le *Livre blanc* dès son début. Il expose la situation du gouvernement autrichien vis-à-vis de l'agitation serbe et l'impossibilité où se trouvait l'Autriche de rester spectatrice inactive de ces menées, et il continue en ces termes :

> « De tout cœur, nous pouvions dire à notre alliée que nous partagions sa manière de voir et l'assurer qu'une action qu'elle jugerait nécessaire pour mettre fin en Serbie à l'agitation dirigée contre l'existence de la Monarchie *alliée;* mais nous ne pouvions, sachant que les intérêts *des actes d'hostilité éventuels de l'Autriche-Hongrie contre la Serbie pourraient mettre en scène la Russie et nous entraîner dans une guerre de concert avec notre alliée;* mais nous ne pouvions, sachant que les intérêts vitaux de l'Autriche-Hongrie étaient en jeu, ni conseiller à notre alliée une condescendance incompatible avec sa dignité, ni lui refuser notre appui dans ce moment difficile... *Nous laissâmes, par conséquent, l'Autriche entièrement libre d'agir à sa guise* vis-à-vis de la Serbie. Ainsi, nous n'avons pris aucune part aux préliminaires. »

Cela signifie en d'autres termes :

1. Que l'Allemagne laissa à l'Autriche les mains libres pour entreprendre contre la Serbie tout ce qu'elle jugerait bon, soit par des voies diplomatiques, soit par des moyens militaires.

2. Que l'Allemagne ne prit, à dessein, aucune part à la préparation de l'une ou de l'autre des actions, donc qu'elle était prête à suivre aveuglément l'Autriche, en vertu des obligations de l'alliance.

3. Que l'Allemagne *avait pleinement conscience* qu'une action militaire de l'Autriche contre la Serbie ferait descendre la Russie dans l'arène et pourrait l'engager elle-même dans une guerre qui, par le jeu des alliances, prendrait forcément le caractère d'une guerre européenne.

Le gouvernement allemand reconnaît ainsi avoir eu l'intention dolosive de provoquer une guerre européenne, dol éventuel qui, tant au point de vue juridique qu'au point de vue moral, est assimilé au dol pur et simple.

Il reconnaît en outre par là que ses efforts pour localiser le conflit entre l'Autriche et la Serbie étaient parfaitement vains et qu'il les envisageait comme tels dès le début. Il repoussa donc les propositions qui promettaient de réussir et il proposa, à leur place, la localisation, qu'il savait ne pas pouvoir aboutir. En d'autres termes, il voulait *se donner l'air* d'empêcher le conflit, mais il écarta tous les moyens de nature à l'empêcher réellement pour en proposer un qui, de son propre avis, ne pouvait y réussir.

Cette opinion, librement confessée dans le *Livre blanc*, à savoir que la Russie serait entraînée dans l'arène par une guerre austro-serbe, n'était que trop fondée. On doit s'étonner seulement que l'Allemagne n'ait pas supposé chez les autres puissances la prévision qu'elle avait elle-même de ce fait. N'était-ce pas un lieu commun pour la diplomatie européenne, et même pour tout Européen s'occupant de questions politiques, que la Russie, unie à la Serbie par les liens les plus étroits du sang et de la croyance, et par une histoire de deux siècles, ne pourrait jamais tolérer passivement l'hégémonie autrichienne sur ce pays, pour ne pas parler de son oppression militaire, et

qu'elle viendrait au secours de sa sœur plus faible[1] ? Les intérêts de la Russie dans les Balkans étaient connus de tous : ils avaient été affirmés par d'innombrables déclarations et d'innombrables actes du gouvernement russe. Après la première et la seconde guerre balkanique, l'opposition des intérêts autrichiens et russes s'était de nouveau manifestée de la façon la plus nette. L'intérêt de la Russie *pour* la Serbie et l'intérêt de l'Autriche *contre* la Serbie s'étaient heurtés si violemment qu'une guerre européenne avait failli éclater déjà alors. Le même danger existait en août 1913, lorsque fut projetée cette attaque de l'Autriche contre la Serbie, qu'a dévoilée Giolitti. L'intervention de la Russie fut déjà alors considérée comme allant de soi, car autrement la question posée à l'Italie n'aurait pas eu de sens. En mai 1914 encore, le ministre russe des affaires étrangères, Sazonow, dans un discours à la Douma, professait une politique « des Balkans pour les peuples balkaniques », c'est-à-dire une politique qui répudiait tout projet d'hégémonie de l'Autriche, et promettait la protection de la Russie à l'indépendance des peuples balkaniques. Il ne s'agissait pas là d'une question purement politique, mais d'une question de sentiment populaire et de parenté de sang. Ce lien entre la Russie et la Serbie était un fait historique très ancien, avec lequel la diplomatie européenne devait compter, et a toujours compté[2]. L'Allemagne et l'Autriche ont aussi compté avec lui, comme le confesse le *Livre blanc*.

Et ce lien aurait dû être déchiré tout d'un coup? La Russie devait assister, indifférente, à l'écrasement du petit Etat, sang de son sang? Renoncer absolument à ses intérêts dans les Balkans, à son prestige auprès des peuples balkaniques, et cela en faveur de l'Autriche? Prétention vraiment énorme si elle était prise au sérieux par ceux qui l'avaient conçue. Mais, précisément, elle était *si* énorme qu'elle ne *pouvait* pas être prise au sérieux.

Jamais l'Allemagne elle-même n'a cru ni pu croire à la possibilité de localiser le conflit s'il prenait une tournure belli-

---

[1] Voir *Livre bleu*, p. IV. Dans un discours au parlement en mars 1913, Grey appelait cela « a common place in European diplomacy ».

[2] Voir *Livre bleu*, p. IV.

queuse. Mon petit frère irrite un homme fort. Celui-ci est sur le point de l'assommer. Je m'avance pour protéger le petit contre le grand. Un troisième individu, qui est encore plus grand, me barre le chemin en me disant que le conflit entre le petit et le grand doit rester localisé. Me laisserai-je retenir et ne protégerai-je pas mon frère ? Tel est le cas de la Russie.

Certes, il eût été *bon* que le conflit restât localisé. C'eût été *possible*, s'il était resté sur le terrain diplomatique, où le grand avait déjà obtenu une victoire complète sur le petit. Mais il était impossible de laisser écraser le petit une fois qu'il eut demandé pardon et promis humblement qu'il se conduirait mieux à l'avenir. On ne pouvait pas exiger cela de la Russie, et en l'exigeant on savait d'avance qu'on n'obtiendrait pas satisfaction.

Ainsi tombe le seul titre de gloire que l'Allemagne revendique dans cette tragi-comédie diplomatique. *La localisation était un coup d'épée dans l'eau. Personne, l'Allemagne moins que n'importe qui, ne la croyait possible.*

Après l'échec inévitable de cette unique proposition, l'Allemagne se confina dans une attitude passive durant la période critique. Lorsqu'elle en sortit, ce fut pour faire échouer toute tentative de conciliation. Plus le gouvernement allemand assure qu'il participa « Schulter an Schulter » avec l'Angleterre à une médiation, moins les faits répondent à cette affirmation. L'historien impartial ne voit qu'une épaule pousser à la paix, et c'est l'épaule anglaise ; l'épaule allemande pousse dans le sens contraire et se raidit contre l'épaule anglaise.

Pourquoi le gouvernement allemand a-t-il laissé envoyer la note autrichienne sans la connaître, sans en examiner auparavant le contenu ? Les chancelleries européennes avaient conçu le soupçon que l'Allemagne avait connu la note avant son envoi. Le gouvernement italien, en particulier, fondait sa déclaration de neutralité sur le fait qu'il n'avait pas eu connaissance des intentions et de la note autrichiennes, tandis que le troisième allié, l'Allemagne, avait été tenu au courant. A Berlin, on s'empressa de démentir. On assura, au contraire, qu'on n'avait pas connu la note avant sa remise et on répète cette assertion dans le *Livre blanc*[1]. On peut la croire ou non. Si elle est vraie,

[1] *Livre blanc*, p. 6.

elle révèle une légèreté inouïe, une légèreté telle que la langue allemande ne possède aucun mot pour la qualifier dignement. Le gouvernement allemand n'aurait pas demandé communication d'une note, — équivalant presque à une déclaration de guerre et devant, sans aucun doute, susciter un conflit avec la Serbie et, partant, une guerre européenne, — pour l'examiner et peut-être en adoucir la rudesse exagérée? Par contre, si M. de Bethmann en a eu connaissance, et si, néanmoins, il l'a laissé remettre sans y rien changer, cela prouve qu'il a envisagé l'idée d'une guerre et que, à dessein, il n'a rien fait pour l'empêcher. *Donc, ou légèreté, légèreté irresponsable, ou forfait.* Telle est l'alternative qu'on doit laisser à M. de Bethmann. A lui de choisir.

Pourquoi le gouvernement allemand n'a-t-il pas appuyé l'Angleterre et la Russie dans leur demande d'une prolongation de délai? Pourquoi M. de Jagow s'est-il contenté, comme dans beaucoup d'autres cas, de déclarer qu'il transmettrait cette demande à Vienne, mais sans pouvoir l'appuyer? Pourquoi a-t-il tout de suite douté que l'Autriche cédât à ce désir[1]? N'était-il pas parfaitement naturel que les puissances animées d'intentions pacifiques, qui n'avaient eu connaissance de la note autrichienne que le 24 juillet, demandassent un plus long délai pour pouvoir exercer une influence modératrice sur la Serbie? N'était-il pas juste qu'elles voulussent d'abord étudier le matériel de preuves de l'Autriche, qui n'était pas joint à la note, et que l'Angleterre ne reçut que le 7 août, donc longtemps après le commencement des hostilités[2]? Qu'est-ce que l'Allemagne pouvait objecter contre cette prolongation de délai, qui ne pouvait qu'être utile à la cause de la paix, si, comme les autres, elle tenait à la paix?

Si la réponse serbe avait été négative, comme on pouvait le craindre jusqu'au 25 juillet au soir, l'Allemagne n'aurait-elle pas dû se reprocher d'avoir, en refusant d'appuyer la demande d'autres puissances, assumé une part de culpabilité? La réponse serbe arrive, et tout le monde respire, soulagé. Personne ne s'était attendu à une telle soumission de la Serbie. Le livre bleu anglais dit, en parlant de la note autrichienne, que « no inde-

---

[1] *Livre bleu*, n° 18.
[2] *Livre bleu*, p. IV.

pendent nation had ever been called on to accept a greater humiliation[1], » tandis qu'il rend à la Serbie ce témoignage bien mérité : « the reply went far beyond anything which any power, Germany not excepted, had ever thought probable[2]. » La Russie et la France furent également satisfaites de la conduite de la Serbie. Sazonow, dans une circulaire du 27 juillet, caractérise ainsi la réponse serbe :

> « Elle dépasse toutes nos prévisions par sa modération et son désir de donner la plus complète satisfaction à l'Autriche. Nous ne voyons pas quelles pourraient être encore les demandes de l'Autriche, *à moins que le Cabinet de Vienne ne cherche un prétexte pour une guerre avec la Serbie*[3]. »

Tout le monde s'accordait à dire qu'autant la note autrichienne dépassait les bornes de ce qui était permis et de ce qui s'était déjà vu, autant la réponse serbe rejetait dans l'ombre tout ce que l'on connaissait par sa déférence et sa soumission.

L'Allemagne fut seule d'un autre avis. Elle trouvait les exigences autrichiennes modérées et justifiées, et la réponse serbe insuffisante. Le Cabinet de Belgrade, dit-elle, « laissait voir clairement qu'il cherchait, en atermoyant et en essayant d'entamer de nouvelles négociations, à se dérober aux exigences de la Monarchie[4]. » Le gouvernement allemand voulut bien *transmettre* (pass on) à Vienne la prière que Grey lui avait faite d'appuyer une acceptation favorable de la note, mais sans vouloir s'associer lui-même à cette prière[5].

Pourquoi ne pouvait-il pas s'associer à la demande de Grey? Pourquoi n'usa-t-il pas de toute son influence à Vienne pour amener l'Autriche à accepter au moins des négociations sur la base de la réponse serbe ? Les quelques réserves que la Serbie faisait dans une forme conciliante étaient-elles donc de nature à provoquer le rejet de la note entière, la rupture des relations diplomatiques et la déclaration d'une guerre dont l'Alle-

---

[1] *Livre bleu*, p. V.
[2] *Livre bleu*, p. VI.
[3] *Livre orange*, n° 33.
[4] *Livre blanc*, p. 7.
[5] *Livre bleu*, p. VI et n° 34.

magne voyait très bien les conséquences? La réponse serbe avait-elle l'air de chercher des subterfuges et des atermoiements? N'était-elle pas pleine de promesses positives dont il convenait au moins d'attendre la non-réalisation avant de la rejeter comme insuffisante? *Qu'est-ce que la Serbie devait faire d'autre, en quarante-huit heures*, que de promettre d'exécuter — presque tout — ce qu'on exigeait d'elle? Ce n'est que plus tard, si elle tardait à mettre à exécution ses promesses, qu'on aurait pu lui reprocher de chercher à se dérober. *Pourquoi donc l'Allemagne a-t-elle toléré que l'Autriche rappelât son ambassadeur et déclarât ensuite la guerre?*

On m'objecte : elle ne pouvait pas l'empêcher. Je réplique : Elle pouvait, mais elle ne voulait pas. Les faits précédents — et ceux qui suivront — prouvent qu'elle ne le *voulait* pas, qu'elle ne *voulait*, du reste, rien qui pût servir à maintenir la paix. Mais il est ridicule de dire que l'Allemagne ne *voulait* pas exercer une influence décisive sur les actions de l'Autriche. *L'Allemagne pouvait, en Autriche, ce qu'elle voulait.* L'Autriche était un zéro dans le concert européen, où son alliée jouait le premier violon. Elle ne pouvait risquer un conflit avec la Russie — qui devait résulter nécessairement du conflit serbe — qu'à la condition que l'Allemagne fût derrière elle. Il eût suffi d'un signe de cette dernière pour que l'Autriche laissât son ambassadeur à Belgrade et discutât la note serbe. Un froncement de sourcils de Bethmann — il n'avait même pas besoin de dire un mot — suffisait à retenir Vienne : aucun homme d'Etat autrichien n'eût osé déclarer la guerre sans avoir, au préalable, l'assentiment de l'Allemagne.

La presse allemande — voir aussi le discours du 2 décembre du chancelier — s'efforce constamment de montrer ce que l'Angleterre aurait pu empêcher en déclarant à temps à Paris et à Pétersbourg qu'elle garderait la neutralité. — J'examinerai plus loin cette question en exposant l'attitude de l'Angleterre. — Mais jamais elle ne s'est demandé: *Qu'est-ce que l'Allemagne aurait pu empêcher en agissant à temps auprès de l'Autriche*, en adoucissant la note, en exigeant des négociations sur la base de la réponse serbe et en conjurant ainsi la guerre serbo-autrichienne? C'est là le point essentiel de toute l'affaire, c'est là que réside le germe de tout le malheur. Ce que l'Allemagne vou-

lait, l'Autriche le faisait aveuglément, sans sourciller. Toutes les déclarations douceâtres de Bethmann et de Jagow : — ils ne pouvaient exiger ceci ou cela de l'Autriche, ils craignaient déjà d'être allés trop loin dans leurs exigences, d'avoir appuyé trop fort sur le bouton ; en pesant trop fort on pouvait produire l'effet contraire ; ils étaient déjà allés à Vienne jusqu'à l'extrême limite, — tout cela n'est que *mensonge et tromperie*. Je le répète, un froncement de sourcils suffisait pour retenir Vienne de démarches qu'on ne voulait pas à Berlin. Et la question se pose toujours : Que voulait-on et que ne voulait-on pas à Berlin ? J'ai déjà donné la réponse.

C'est ainsi qu'on en vint, avec l'assentiment de Berlin, et sans le moindre motif dans ce qui avait précédé, à la déclaration de guerre et à tout ce qui s'en est suivi. La conduite de l'Allemagne, du 28 juillet au 1er août, est en harmonie avec celle des jours précédents. Nous avons vu qu'elle avait repoussé la proposition anglaise d'une conférence à quatre sans demander l'avis de l'Autriche [1]. Celle-ci avait, de son côté, refusé d'entrer en négociations directes avec la Russie, comme l'Allemagne le lui avait proposé et comme Sazonow y était disposé. Elle ajoutait « qu'après l'ouverture des hostilités par la Serbie et la déclaration de guerre, elle devait considérer cette démarche comme trop tardive [2]. » De nouveau une expression charmante ! La Serbie a ouvert les hostilités ! La déclaration de guerre à la Serbie, que l'Autriche a volontairement faite, empêche cette même Autriche de discuter avec la Russie dans l'intérêt de la paix européenne ! L'Allemagne tolère tout cela, et lorsqu'elle sort de sa réserve, c'est pour faire échouer les efforts pacifiques. Elle se contente en général d'exercer le rôle de facteur, et transmet à Vienne — muette comme un facteur — les propositions anglaises, sans s'intéresser au sort de celles-ci. « Nous nous sommes aussi trouvé prêt.... à transmettre à Vienne une nouvelle proposition de Sir Edward Grey [3]. » « Nous avons transmis à Vienne une proposition anglaise [4]. » Telles sont les phrases que l'on trouve dans tout le *Livre blanc*. On *prétend*, en

---

[1] *Livre blanc*, p. 9.

[2] *Livre blanc*, p. 9 et 41 (annexe 16).

[3] *Livre blanc*, p. 9.

[4] *Livre blanc*, p. 11.

général, avoir appuyé les propositions, mais on n'en donne pas la preuve. *La correspondance entre Vienne et Berlin pourrait seule la fournir, et elle manque.* Les remarques tièdes que Bethmann ou Jagow font chaque fois que Goschen leur soumet de nouvelles propositions n'indiquent pas qu'ils aient jamais montré un bien grand intérêt pour elles. L'insuccès de celles-ci à Vienne démontre irréfutablement qu'ils ne les ont non seulement point appuyées, mais qu'ils les ont très probablement fait échouer, car s'ils les avaient recommandées sérieusement, elles auraient *dû* y être adoptées.

Le fait suivant caractérise nettement la mauvaise volonté du cabinet berlinois. Le 27 juillet, sir Edward Goschen soumit à Jagow la proposition de Grey au sujet d'une conférence à quatre. Jagow repoussa sans autre cette « court of arbitration » et persista dans son refus lorsque Goschen lui eut expliqué qu'il ne s'agissait pas d' « arbitration », mais seulement « to discuss and suggest means for avoiding a dangerous situation [1]. » Grey ne se découragea pas. Il conclut de la réponse de Jagow et d'une déclaration de Lichnowsky que l'Allemagne ne rejetait pas « en principe » son projet, mais qu'elle soulevait des objections contre la *forme* de la conférence. Il chargea son ambassadeur à Berlin de prier M. de Jagow d'indiquer lui-même quelle forme agréable à l'Allemagne pourrait revêtir l'action diplomatique [2]. Viviani parla dans le même sens au baron de Schœn, et Sazonow au comte de Pourtalès. Les trois gouvernements se déclarèrent prêts à accepter toute forme de médiation que l'Allemagne proposerait. Grey et Viviani ajoutèrent que la situation européenne était vraiment trop sérieuse pour qu'on fît échouer les propositions pacifiques par des formalités ou des querelles de mots [3].

Aujourd'hui encore, l'Europe attend vainement la réponse de Jagow. Grey insista une fois, deux fois, trois fois et plus ; il fit demander à Jagow de lui indiquer la forme qu'il préférait et que, par avance, toutes les puissances acceptaient. Tout fut vain. Aucune réponse ne parvint de la Wilhelmstrasse. Le *Livre blanc* confirme qu'on approuvait la tendance de la propo-

---

[1] *Livre bleu*, n° 43.
[2] *Livre bleu*, nos 46, 60, 68. *Livre jaune*, n° 81. *Livre orange*, n° 54.
[3] *Livre bleu*, n° 78. *Livre orange*, n° 55.

sition de Grey[1]. Mais il ne dit pas que cette idée eût pu être réalisée dans toutes les formes que l'Allemagne eût voulu, si celle-ci avait fait des propositions dans ce sens. *Ces propositions, elle ne les a jamais faites. N'est-ce pas une preuve accablante de culpabilité?* Les diplomates allemands ne voulaient pas s'asseoir à Londres à la même table que leurs collègues étrangers. Ils savaient que la solution du conflit serbe ne serait qu'un jeu d'enfant en comparaison des problèmes que la Conférence de Londres avait résolus en 1912 et 1913. Ils *craignaient* qu'on aboutît à une issue pacifique. C'est pourquoi la conférence devait être évitée à tout prix.

Vient maintenant l'histoire des diverses propositions de Grey et de Sazonow, qui, avec ou sans la participation des puissances, eussent pu amener une entente amiable entre la Russie et l'Autriche. J'ai déjà raconté plus haut le sort de ces propositions dans le chapitre relatif à l'Autriche et insisté sur le rôle de l'Allemagne dans ces négociations. Remarquons que le *Livre blanc* ne mentionne que celle de Grey, et d'une manière si rapide et si peu claire que, sans la dépêche de George V au prince Henri, on ne saurait pas de quelle proposition importante et incisive il s'agit. Dans ce cas également, l'Allemagne se borna à transmettre la dépêche à Vienne. Le *Livre blanc* ne contient à son sujet ni un mot de recommandation, ni une critique[2]. On n'y trouve que cette remarque : « Nous devions supposer cette base acceptable pour la Russie. » A un autre endroit, il y est parlé « d'une offre de médiation dont la tendance et le fondement devaient être connus à Pétersbourg[3]. » C'est tout. *On ne donne aucun renseignement sur le sort de la proposition.* Seul, le *Livre bleu* nous apprend que la proposition de Grey, comme tant d'autres qui devaient être utiles à la cause de la paix, fut simplement enterrée sans phrases. Il en fut exactement à cet égard ce qu'il en avait été sur la question et la forme de la conférence à quatre, avec cette différence seulement qu'alors ce fut l'Allemagne qui ne répondit pas, et que, cette fois, la responsabilité du silence fut rejetée sur Vienne. « Till now received no reply. » « They had not had time to send an

[1] *Livre blanc*, p. 9.
[2] *Livre blanc*, p. 11.
[3] *Livre blanc*, p. 12.

answer yet. » « No answer had yet been returned[1]. » Telles furent les réponses que Jagow fit à Goschen dans les jours critiques où le destin de l'Europe dépendait d'une question d'heures et même de minutes.

Les remarques du *Livre blanc* qui donnent l'adhésion de Pétersbourg à la proposition de Grey pour une vague supposition et veulent suggérer que le sort de celle-ci était incertain également du côté russe, sont dues à la mauvaise foi. Le gouvernement allemand savait très bien que, comme Grey, Sazonow s'était efforcé de trouver des formules transactionnelles, qu'une de celles-ci avait été dictée le 30 juillet au comte de Pourtalès[2], que l'Allemagne l'avait repoussée comme « inacceptable pour l'Autriche[3] » et que Sazonow avait, sur les instances de Grey, fait remettre à Berlin une autre note plus conciliante encore[4]. Tout cela, le gouvernement allemand le savait et le sait. Mais il le cache au public allemand. Il tait consciemment, intentionnellement, tous les efforts de la Russie et de la France pour arriver à une solution pacifique, parce que, en les révélant, il ruinerait tout l'édifice péniblement construit de l'attaque franco-russe. — La seconde rédaction de Sazonow eut le même sort que la proposition de Grey. *Elle est restée sans réponse.* Les derniers efforts désespérés que la Russie et l'Angleterre firent le 31 juillet et le 1er août n'eurent pas plus de succès[5].

L'Allemagne agissait selon le principe :

Der Worte sind genug gewechselt,
Nun lasst uns endlich Taten sehn[6].

Sa résolution d'agir, elle l'avait déjà prise le 29 juillet, trois jours après le retour du kaiser de son voyage dans le Nord. Il me semble hors de doute, d'après les télégrammes échangés entre Guillaume II et Nicolas II, que — l'impartialité oblige à le reconnaître — le kaiser, au moment de son retour, n'était pas encore résolu à la guerre. Ses premiers télégrammes au tsar, datés des 28 et 29 juillet[7], particulièrement celui du 28, révè-

[1] *Livre bleu*, nos 98, 107, 112.
[2] *Livre orange*, n° 60.
[3] *Livre orange*, n° 36.
[4] *Livre orange*, n° 67.
[5] *Livre bleu*, nos 111, 120, 121, 131, 132, 135, 137, 138, 139. *Liv. orange*, nos 69, 71, 73.
[6] Assez échangé de paroles, faites-nous voir enfin des faits.
[7] *Livre blanc*, p. 42, 43.

lent des sentiments d'amitié et une volonté pacifique qui ne permettent pas de douter de leur sincérité. J'ai montré ailleurs qu'un grand et puissant parti à la cour et chez les hobereaux travaillait depuis longtemps à la guerre. Que le kaiser fût gagné *en principe* à leurs idées, j'ai aussi essayé de le montrer. Mais il y a loin de l'idée à l'acte. Il y a d'autant plus loin que l'acte est plus grave et entraîne de plus redoutables conséquences. Il n'est donc pas étonnant que des jours de luttes intérieures et extérieures se soient passés avant que Guillaume ait pris la résolution d'agir. Ces luttes intérieures se reflètent dans les télégrammes qu'il a adressés, du 28 juillet au 1er août, à George V et à Nicolas II[1].

Le kaiser reconnaît en commençant les difficultés que le tsar et son gouvernement doivent rencontrer à « résister aux manifestations de l'opinion publique ». D'autre part, il se fait le défenseur de la conduite de l'Autriche et il promet de travailler de toutes ses forces à rétablir une entente directe entre Pétersbourg et Vienne. A mesure toutefois que les télégrammes se succèdent, nous voyons que le premier thème de négociations — l'opposition entre la Russie et l'Autriche — disparaît peu à peu et que la question de la menace des armements le remplace. Dans la dépêche du kaiser du 29 juillet, on trouve déjà une allusion à la question des armements[2]. Le ton s'enfle de plus en plus jusqu'à ce qu'on ne parle plus que de ceux-ci. Le 30 juillet, toute discussion des faits en litige a déjà complètement cessé et il n'est question que de savoir lequel des trois empereurs a été contraint par les autres à mobiliser. Le kaiser soutient le 30

[1] *Livre blanc*, p. 12, 14, 43, 44. Cf. le livre *Der Kriegsausbruch* 1914 (Carl Heymann, Berlin).

[2] On sera surpris de ne pas trouver dans le *Livre blanc* la réponse du tsar à cette dépêche. Dans le volume, la dépêche du kaiser du 30 juillet (annexe 23) suit immédiatement celle du 29 juillet (annexe 22). Cette lacune a été comblée par une publication officielle du gouvernement russe. Le tsar a répondu ce qui suit au télégramme impérial du 29 juillet : « Je te remercie de tes nouvelles amicales et conciliantes. Comme la réponse communiquée à mon ministre par ton ambassadeur était rédigée sur un ton bien différent, je te prie d'expliquer cette contradiction. *Il serait bon de soumettre le conflit austro-serbe à la cour d'arbitrage de La Haye.* J'ai confiance en ta sagesse et en ton amitié. » La dépêche a été supprimée par le gouvernement allemand, sans doute parce qu'elle contenait la proposition la plus simple et la plus naturelle du monde — que la Serbie avait déjà indiquée dans sa note — celle de soumettre le différend au Tribunal

juillet que l'Autriche « n'a mobilisé que contre la Serbie. » Le chancelier, au contraire, avoue qu'une partie de la mobilisation a été effectuée contre la Russie. D'autre part, Nicolas II affirme que la mobilisation partielle qui a été proclamée le 29 juillet n'a eu lieu que « pour des motifs de défense contre les préparatifs de l'Autriche ». Il promet « d'envoyer aujourd'hui Tatisheff à Berlin avec des instructions[1].» Dans son télégramme du 31 juillet, le tsar déclare qu'il est « techniquement impossible » de suspendre les préparatifs militaires « nécessités par la mobilisation de l'Autriche-Hongrie », mais il donne sa parole d'honneur que ses troupes n'entreprendront aucune action provocante aussi longtemps que dureront les pourparlers. Le kaiser réclame l'arrêt absolu des mesures militaires de la Russie. A quoi le tsar répond qu'il admet que l'Allemagne prenne des mesures analogues, *sans que doive en résulter la guerre.* Mais Guillaume mobilise et déclare la guerre.

Le rapide développement des choses ne s'explique que par le revirement qui s'était produit dans les sphères dirigeantes de Berlin : après avoir hésité les premiers jours, elles étaient maintenant tout à fait résolues à la guerre. Ce revirement s'est très probablement effectué le soir du 29 juillet, lors de l'entrevue qui eut lieu à Potsdam, entre le kaiser et le chancelier. Quelles sont les influences qui ont agi sur le kaiser encore hésitant? On ne peut les préciser, mais on peut les supposer. Des gens qui se prétendent bien renseignés racontent que les chefs militaires,

---

de La Haye. L'excuse de la *Norddeutsche Allgemeine Zeitung* que cette dépêche avait été laissée de côté parce qu'elle était *insignifiante*, s'explique par le niveau intellectuel où se trouvent aujourd'hui la plupart des lecteurs de journaux allemands.

On l'a négligée parce qu'elle était d'une importance décisive pour juger l'attitude du tsar. Si le *projet avait été accepté, il aurait certainement conduit à la paix.* C'est pourquoi on le repoussa. Comme on ne pouvait pas motiver ce refus, on engagea le kaiser à ignorer simplement la proposition du tsar et à substituer la question des armements au conflit austro-serbe. La mauvaise foi poussa le gouvernement allemand à ne pas publier dans le *Livre blanc* la dépêche du tsar du 29 juillet. Celle-ci et sa confiscation prouvent une fois de plus que la Russie voulait la paix et que l'Allemagne voulait la guerre.

[1] Qu'est-il advenu de cet envoi de Tatisheff ? Est-il arrivé à Berlin? Quel message a-t-il apporté ? Pourquoi n'a-t-on pas, à Berlin, attendu l'arrivée du messager spécial du tsar, qui devait au plus tard avoir lieu le 1er août, avant d'envoyer l'ultimatum ?

appuyés par le kronprinz et ses acolytes, avaient menacé le kaiser de donner en bloc leur démission s'il ne se décidait pas à faire la guerre [1].

Le fait est que, le soir même, à son retour à Berlin, le chancelier fit appeler l'ambassadeur anglais et lui *demanda que l'Angleterre, sous certaines conditions, gardât la neutralité au cas d'un conflit européen* [2]. Les conditions offertes par M. de Bethmann étaient les suivantes :

1. Le gouvernement impérial ne ferait aucune acquisition territoriale aux frais de la France, en supposant que la guerre s'ensuivît et qu'elle se terminât à l'avantage de l'Allemagne. (Le chancelier déclara ne pouvoir donner une pareille assurance au sujet des colonies françaises.)

2. L'Allemagne respecterait la neutralité de la Hollande, aussi longtemps que ses adversaires la respecteraient.

3. Les opérations que l'Allemagne pourrait se trouver dans la nécessité d'entreprendre en Belgique dépendraient de ce que ferait la France; après la guerre, l'intégrité de la Belgique serait respectée si ce pays ne se rangeait pas contre l'Allemagne.

Cette tentative, faite pour s'assurer la neutralité de l'Angleterre le 29 juillet au soir, est hautement surprenante et significative.

Que s'était-il donc passé jusqu'à ce moment pour que M. de Bethmann pût craindre si fort une guerre européenne ? L'Autriche avait ouvert les hostilités contre la Serbie et mobilisé partiellement contre la Russie qui, de son côté, avait répondu en mobilisant les quatre arrondissements du Sud. D'une mobilisation contre l'Allemagne, à ce moment-là, il n'était encore nullement question. Le *Livre blanc* lui-même reconnaît qu'elle n'eut lieu que le 31. Toute la diplomatie européenne — excepté sans doute celle de l'Allemagne et de l'Autriche — travaillait à

---

[1] Une remarque faite par Pourtalès à Sazonow aidera à comprendre les événements qui se déroulaient à Berlin. Les mesures de mobilisation, dit-il, sont aujourd'hui très dangereuses, car, dans ce cas ce sont *les raisons militaires de l'état-major qui s'affirment.* Lorsqu'en Allemagne on a pressé sur le bouton, la chose est irréparable. Le gouvernement allemand s'est bien gardé de publier dans le *Livre blanc* cet aveu qui jette une lumière très caractéristique sur les faits qui se sont passés à Berlin les derniers jours avant la guerre. Le gouvernement autrichien, par contre, relève la remarque de Pourtalès dans le *Livre rouge* (nº 28).

[2] *Livre bleu*, nº 85.

aplanir le différend austro-russe. Le projet de la conférence à quatre n'était pas écarté définitivement. Grey venait de soumettre sa formule transactionnelle à l'ambassadeur allemand Lichnowsky. La Russie était toujours disposée à causer avec l'Autriche et attendait le bon vouloir de celle-ci. La France appuyait vivement les efforts de Grey et de Sazonow. Tous, en un mot, unissaient leurs efforts en vue du maintien de la paix. Il ne manquait plus que l'action énergique de l'Allemagne pour décider l'Autriche à se montrer conciliante, et la paix était assurée. Et dans un moment où tout dépendait de la volonté pacifique de l'Allemagne, *le chancelier ne pensait qu'à assurer ses derrières si la guerre éclatait ?!* La proposition de neutralité faite à l'Angleterre en ce moment ne s'explique que d'une manière. Le chancelier tenait et devait tenir la paix pour menacée, parce qu'il savait ce que les autres gouvernements ne pouvaient savoir encore : il savait *que la guerre était chose décidée à Berlin.* Elle devait éclater, parce que l'Allemagne la voulait. Et puisqu'elle devait avoir lieu, M. de Bethmann n'avait qu'une chose à cœur : mettre toutes les chances de son côté et, d'abord, détacher l'Angleterre des ennemis de l'Allemagne afin de pouvoir l'attaquer seule à la prochaine occasion, et la battre d'autant plus sûrement. Cette *politique de la main libre sur le continent,* — que le Chancelier de l'Empire avait poursuivie contre l'Angleterre en 1912 sans y réussir, — formait la base de la proposition de neutralité qu'il faisait le 29 juillet 1914.

L'Angleterre repoussa comme deux ans auparavant la proposition allemande. On reconnut aussitôt à Londres la signification symptomatique des ouvertures de Bethmann. On ne voulut pas, pour le prix d'une future convention générale de neutralité entre l'Allemagne et l'Angleterre, s'éliminer soi-même de la politique européenne, assister, indifférent, à l'écrasement de la France et à la violation de la Belgique. Un tel marché, disait Grey avec raison, romprait les bonnes relations existant entre la France et l'Angleterre, et porterait atteinte à l'obligation que nous avons contractée, par le traité de 1839, de défendre la neutralité belge. Il mettrait en jeu non seulement les intérêts du pays, mais aussi sa bonne renommée. Grey chargea Goschen d'ajouter de la manière la plus solennelle, en refusant la proposition allemande, que les bonnes relations entre l'Angleterre et

l'Allemagne ne pouvaient être maintenues que si les deux Etats continuaient à coopérer au maintien de la paix européenne. Si ce résultat était obtenu, les relations mutuelles des deux pays seraient améliorées et renforcées *ipso facto*. Le gouvernement anglais était prêt à travailler dans ce sens avec un bon vouloir et une sincérité entière. Grey termina son exposé par une déclaration d'une grande importance pour qui veut juger l'attitude de l'Angleterre. Il pria l'ambassadeur allemand de faire au Chancelier de l'Empire la communication suivante :

> « Si l'on peut conserver la paix de l'Europe et traverser sans accident la crise actuelle, mon effort personnel sera de prendre l'initiative d'un arrangement *auquel l'Allemagne puisse souscrire*, et par lequel elle pourra être assurée qu'aucune politique hostile ou agressive ne sera poursuivie contre elle ou ses alliés par la France, la Russie et nous-mêmes, soit ensemble, soit séparément. J'ai désiré ceci et travaillé dans ce sens autant que j'ai pu durant la dernière crise balkanique, et comme l'Allemagne avait un but semblable, nos relations se sont sensiblement améliorées. Cette idée a été jusqu'à présent trop utopique pour faire l'objet de propositions définies, mais si la crise actuelle, beaucoup plus aiguë que toutes celles par lesquelles l'Europe a passé depuis plusieurs générations, est traversée sans accident, j'ai l'espoir que le soulagement et la réaction qui suivront rendront possible un *rapprochement plus étroit* entre les puissances qu'il n'a été possible jusqu'à aujourd'hui [1].

La signification de cette déclaration est évidente : elle contient un appel pressant pour un travail commun en faveur de la paix, pour le bien du monde et le profit des deux Etats qui, en poursuivant le même but, s'étaient rapprochés d'eux-mêmes et avaient rendu leurs relations plus étroites. Mais les assurances que le ministre anglais donnait dépassaient tout ce qu'on avait vu jusqu'à maintenant : un traité conclu avec la participation de l'Allemagne eût garanti à celle-ci que la politique des pays de l'Entente à son égard ou envers l'Autriche ne serait

---

[1] *Livre bleu*, n° 101.

ni agressive, ni même hostile. En d'autres termes, *ce traité eût assuré l'état de paix en Europe*; il eût rapproché la Triplice et la Triple-Entente, et eût remplacé le système de l'équilibre par une ligue pacifique générale.

Quel accueil le chancelier fit-il à cette proposition? Il en entendit la lecture sans faire de commentaires (without comment) et se contenta d'exprimer le désir de posséder une copie du mémorandum, afin de pouvoir le méditer à loisir. L'écrit lui fut remis : *jamais Bethmann n'a donné de réponse*[1].

Quelle serait actuellement la physionomie de l'Europe si le chancelier avait accepté la proposition de Grey? Il est superflu et par trop douloureux de se le figurer. Tout ce que l'Allemagne dit vouloir par cette guerre : la sécurité de son existence, la liberté de son développement, l'essor non troublé de sa culture et de son bien-être, tout cela lui était offert généreusement. En réalité, rien de tout cela n'était en danger, mais le projet de Grey faisait disparaître toute possibilité de *croire* qu'il le fût et d'y faire croire les autres. L'alliance pacifique proposée par Grey était un premier pas qui eût remplacé l'animosité, la méfiance et la tension par l'amitié, la confiance et la détente. D'autres pas auraient sans doute suivi le premier. La confiance revenue et renforcée aurait rendu possible une diminution graduelle des armements coûteux qui étaient la conséquence de la méfiance réciproque. Des conventions en vue de l'arrêt et de la diminution graduelle des armements sur la base d'ententes amicales seraient devenues possibles; en un mot, *le chemin d'une Europe nouvelle et meilleure eût été ouvert*, si l'Allemagne avait saisi la main que lui tendait l'Angleterre.

Mais M. de Bethmann pensait différemment. Il mit le mémorandum dans l'armoire aux documents et se moqua, in petto, de l'Anglais qui, dans son étroitesse d'esprit insulaire, croyait encore aux desseins pacifiques de l'Allemagne. Le jeu de 1912 se renouvelle : l'Angleterre veut la *paix de l'Europe*, mais l'Allemagne veut la *neutralité de l'Angleterre*, pour pouvoir troubler à sa guise cette paix. Et ce même chancelier, qui connaît ce fait et d'innombrables autres faits plus anciens et plus récents, ose mettre à la charge du gouvernement anglais « la responsa-

[1] *Livre bleu*, n° 109.

bilité interne de la guerre européenne! » Nous verrons plus loin qu'il se met ainsi en désaccord non seulement avec les faits, mais aussi avec ses propres écrits officiels. Pour l'instant, il nous suffit d'établir que la résolution de faire la guerre était prise à Berlin le 29 juillet au soir; ainsi seulement s'explique la démarche de Bethmann et son indifférence à l'endroit de l'idée de Grey.

Le jour même où Bethmann entendait sans commentaire la lecture de la proposition Grey tendant à établir un état de paix durable, « le danger de guerre imminent » était proclamé en Allemagne, et les ambassadeurs à Paris et à Pétersbourg étaient chargés de remettre des ultimatums aux gouvernements auprès desquels ils étaient accrédités. La Russie était invitée à « suspendre dans l'espace de 12 heures tous ses préparatifs contre nous et contre l'Autriche et de donner une déclaration à ce sujet. » A la France on accordait 18 heures pour dire « si elle resterait neutre en cas d'une guerre russo-allemande. » Les ultimatums furent remis à minuit à Pétersbourg, et à 7 heures du soir à Paris.

Lorsque la nouvelle de l'envoi des ultimatums fut connue en Allemagne et à l'étranger, personne ne voulut y croire, car aucun motif ne légitimait ce brutal procédé dans ce moment. Les diplomates furent encore plus étonnés que le public. Qu'est-ce qui avait poussé l'Allemagne à cette mesure extrême qui, sans conteste, conduisait à la guerre? Les pourparlers diplomatiques n'étaient-ils pas arrivés, le 31 juillet précisément, à un point si favorable que tout le monde reprenait espoir et prévoyait dans peu de temps une issue pacifique? Le 30 juillet, le comte Berchtold avait déclaré sur un ton amical à l'ambassadeur russe, qu'il autorisait son ministre à Pétersbourg à reprendre les négociations interrompues [1]. Celles-ci, reprises le 31 juillet par Sazonow et Szapary, promettaient meilleur succès, l'Autriche s'étant déclarée prête, pour la première fois, à discuter le contenu de sa note à la Serbie. Sazonow lui-même télégraphiait à Londres qu'il espérait que le conflit se résoudrait pacifiquement. Le revirement de l'Autriche causa une agréable surprise à Paris et à Londres. Grey, dans une dépêche à Goschen,

[1] *Livre jaune*, n° 104. *Livre bleu*, n° 96.

exprime nettement la joie sincère qu'il a éprouvée de ce changement de ton de l'Autriche qui, espère-t-il, « may lead to a satisfactory result ». Il redouble aussitôt d'efforts pour en tirer rapidement parti : L'Autriche obtiendra « *full* satisfaction of her demands on Serbia »; toutes les puissances devront suspendre leurs préparatifs militaires ; l'Allemagne et son alliée n'auront qu'à faire « *any reasonable proposal* » et il la soutiendra. Mais si la France et la Russie étaient assez déraisonnables pour repousser une proposition acceptable, la Grande-Bretagne se désintéresserait des conséquences. Sazonow rédige rapidement une formule transactionnelle qui tient encore plus largement compte des exigences autrichiennes que les précédentes [1]. Il propose une discussion à Londres, à laquelle participeraient les grandes puissances, et il déclare que durant celle-ci, il serait « very important » que l'Autriche arrêtât ses opérations [2]. De cet arrêt, il ne fait donc plus une condition. Tous travaillent, s'empressent et espèrent. Tout à coup, la nouvelle de l'envoi des ultimatums allemands éclate comme une bombe et détruit d'un coup toutes les espérances.

Qu'est-ce qui a poussé l'Allemagne à cet envoi? Soi-disant, la mobilisation russe. J'ai déjà exposé que celle-ci était la conséquence de deux choses : 1° de la mobilisation autrichienne qui l'avait précédée ; 2° de l'attitude plus qu'équivoque de l'Allemagne et de l'Autriche pendant la crise. Je crois avoir prouvé que ces deux raisons sont solides. La mobilisation russe ne s'est pas effectuée en secret, mais tout à fait ouvertement : la mobilisation partielle dans les quatre arrondissements du Sud, le 29 juillet, la mobilisation générale, le 31 juillet, au matin [3]. La mobilisation partielle de l'Autriche a eu lieu avant la déclaration de guerre à la Serbie, donc avant le 28 juillet, et sa mobilisation générale a été ordonnée *au plus tard le 31 juillet à 1 h. du matin* et, si l'on en croit l'ambassadeur russe à Vienne, le 28 juillet déjà [4]. La communication officielle de la mobilisation partielle russe a été faite à Berlin le 29 juillet et la mobilisation générale a été proclamée publiquement à Pétersbourg le 31.

---

[1] *Livre orange*, n° 67. *Livre bleu*, n° 120. *Livre jaune*, nos 113, 120.
[2] *Livre jaune*, n° 120. *Livre bleu*, n° 123.
[3] *Livre blanc*, p. 10, 13.
[4] *Livre jaune*, n° 115. *Livre orange*, nos 47, 49.

L'histoire des Russes qui auraient failli à leur parole d'honneur est mensongère. D'après le *Livre blanc*, le ministre de la guerre russe et le chef d'état-major auraient tous deux manqué à leur parole d'honneur. Le tsar, « le très sincère et très dévoué cousin et ami », se serait rendu coupable de la même faute à l'égard du kaiser. Ces insinuations et d'autres choses encore donnent au *Livre blanc* un caractère spécial qui le distingue des autres publications, et servent à l'étranger de baromètre pour apprécier la culture allemande. Elle ne s'y manifeste pas à un degré très élevé.

Si ces affirmations étaient au moins vraies ! Mais ce n'est pas le cas. Le ministre de la guerre russe déclara, le 27 juillet, à l'attaché militaire allemand qu'aucun ordre de mobilisation n'avait été *encore* publié et que seules des mesures préparatoires avaient été prises. Si l'Autriche franchissait la frontière serbe, quatorze corps d'armée (4 arrondissements) destinés à opérer éventuellement contre la monarchie, seraient mobilisés, mais non ceux qui se trouvaient sur le front allemand, car on souhaitait ardemment la paix avec l'Allemagne [1]. Cette déclaration correspond parfaitement à la vérité. La prétendue « proclamation de l'état de guerre » à Kowno [2] (télégramme de l'administrateur du consulat impérial en date du 24 juillet) ne s'identifie pas avec la mobilisation. On devrait le savoir en Allemagne, où l'on distingue expressément entre état de guerre et mobilisation.

La prétendue mobilisation qui aurait eu lieu déjà le 26 juillet à Kiew et à Odessa, n'est rapportée, par l'attaché militaire, que dans une forme très imprécise, et elle ne peut pas être considérée comme certaine. Il dit tenir la mobilisation « pour *sûre* » dans deux arrondissements [3]. Mais cette information peut être fausse ou reposer sur des renseignements erronés, ce qui est fort probable, eu égard à l'éloignement de ces arrondissements de Pétersbourg. Il est possible néanmoins que la Russie ait, le 26 juillet, — ce qui était plus que justifié après la rupture entre la Serbie et l'Autriche, — fait des *préparatifs* pour la mobilisation. Le ministre de la guerre l'a reconnu expressément. Il est

[1] *Livre blanc*, p. 8, annexe 11.
[2] *Livre blanc*, annexe 8.
[3] *Livre blanc*, annexe 7.

donc aussi risqué qu'injuste, en se basant sur de telles preuves, de reprocher au ministre de Russie d'avoir manqué à sa parole.

Le second coupable est le chef d'état-major, et l'accusateur est de nouveau l'attaché militaire. Le premier aurait déclaré, le 29 juillet, dans un entretien, que « tout est tel qu'il me l'a déclaré il y a deux jours », que, « nulle part, une mobilisation n'avait eu lieu. » Il en donnait en termes solennels sa parole d'honneur, mais il ne pouvait donner aucune garantie pour l'avenir[1].

Cette déclaration, jamais le chef d'état-major ne l'a faite, et il ne *peut* l'avoir faite, *car, le même jour, 29 juillet, le gouvernement russe informait officiellement Berlin qu'il avait mobilisé dans quatre arrondissements*. On voit avec quel amour de la vérité le *Livre blanc* est rédigé. Au haut de la page 10 on mentionne la communication de la mobilisation, et au bas le démenti officiel. Quel but pourrait avoir poursuivi le chef d'état-major en avançant un mensonge au moment où l'ambassadeur russe annonçait la vérité à Berlin? Et que doit-on penser d'un gouvernement qui, dans une question de vie ou de mort, rassemble avec une telle légèreté des documents officiels?

Le chef d'état-major a, en réalité, confirmé la mobilisation contre l'Autriche et nié celle contre l'Allemagne. Cela concorde avec la déclaration officielle donnée à Berlin et aussi avec le rapport du 30 juillet de l'ambassadeur français Paléologue[2]. L'attaché militaire a ou mal compris son interlocuteur, ou trahi la vérité.

Malgré une étude fouillée des documents, je n'ai pas pu découvrir en quoi le tsar a menti. Toutes ces questions de mobilisation et les reproches auxquels elles ont donné lieu sont si délicates qu'il serait téméraire d'exprimer ici des jugements quelconques. Le 30 juillet, par exemple, l'empereur Guillaume télégraphie au tsar : « L'Autriche-Hongrie n'a mobilisé que contre la Serbie. » En revanche, dans son discours du 4 août, le Chancelier de l'Empire reconnaît que l'Autriche avait aussi mobilisé contre la Russie. Il est impossible d'établir la vérité au sujet de telle ou telle mobilisation, parce que les mesures

---

[1] *Livre blanc*, p. 10.

[2] *Livre jaune*, n° 102 : « lui a donné sa parole d'honneur que la mobilisation ordonnée ce matin vise exclusivement l'Autriche. »

relatives à la mobilisation varient suivant les pays, et que, d'ailleurs, on peut mobiliser en secret sans mobilisation officielle. Dans les rapports français, par exemple, on soutient, avec preuves à l'appui, que l'Allemagne a commencé à mobiliser dès le moment où l'ambassadeur d'Autriche fut rappelé de Belgrade[1]. La proclamation du danger de guerre est une spécialité allemande qui cache en réalité les mesures de mobilisation les plus sérieuses.

Mais où et quand l'empereur de Russie aurait-il menti à propos de la mobilisation ? Dans sa dépêche du 30 juillet, il reconnaît que « les mesures militaires actuellement en train étaient déjà décidées depuis cinq jours pour des motifs de défense contre les préparatifs de l'Autriche ». Le 31 juillet, il déclare que ces mesures, pour des raisons techniques, ne peuvent être suspendues[2]. Dans sa dernière dépêche, du 1er août, il ne nie nullement sa mobilisation à la frontière allemande, et il admet que le kaiser ait pris des mesures analogues, mais il aimerait avoir de celui-ci la même garantie qu'il lui a lui-même donnée, à savoir que ces mesures ne signifient pas la guerre et qu'ils poursuivraient leurs négociations dans l'intérêt de la paix.

Je ne trouve rien dans ces dépêches qui puisse mettre le moins du monde en suspicion l'honnêteté du tsar. Au contraire, je vois que dans toutes — en particulier dans celle du 29 juillet, qui a été détournée — le tsar montre un loyal amour de la paix, qui contraste nettement avec la politique allemande des ultimatums, laquelle, malgré les assurances de paix prodiguées par l'empereur Guillaume, devait nécessairement conduire à la guerre.

Le résultat de mon enquête est le suivant : *la mobilisation russe était justifiée,* car elle a été provoquée par la mobilisation autrichienne. *Elle n'a pas été tenue secrète*, mais elle a été notifiée officiellement aux puissances et proclamée officiellement dans l'empire. Rien ne prouve qu'elle eût un caractère agressif. On

---

[1] *Livre bleu*, n° 105 (annexe 3).

[2] Il est étonnant que le kaiser se soit servi des mêmes termes dans la dépêche qu'il a adressée le 1er août au roi d'Angleterre : « Pour des raisons techniques, ma mobilisation, ordonnée déjà aujourd'hui sur deux fronts, à l'est et à l'ouest, doit suivre sa marche régulière. »

pourrait, avec plus de raison, en attribuer un à la mobilisation autrichienne, qui a été antérieure, et à la mobilisation allemande, qui se cachait sous le nom d'« état de guerre » (Kriegszustand). D'ailleurs, l'attitude de ces deux puissances avant et après la mobilisation donne à ces mesures militaires leur vrai caractère. A ce point de vue, les mobilisations autrichienne et allemande ont été beaucoup plus agressives que la mesure analogue de la Russie, car les premières étaient au service d'une politique d'agression tandis que la seconde appuyait une politique de défense.

Quelques faits particuliers confirment ce caractère agressif qu'on a reconnu à l'action de l'Allemagne. Ils se sont passés à la frontière française avant l'envoi des deux ultimatums. Déjà le 30 juillet, des concentrations de troupes avaient lieu près de Thionville et de Metz. Des troupes de garnison furent transportées à la frontière et renforcées par des contingents de Trèves et de Cologne. Des points stratégiques furent fortifiés et armés. Les gares étaient occupées militairement depuis le 25 juillet; les classes de réservistes (1903-1911) avaient été rappelées par des avis personnels, les routes barricadées à la frontière et fermées aux automobiles. Mais surtout, le 29 juillet, des patrouilles allemandes avaient pénétré sur deux points en sol français. La France avait officiellement déclaré que, pour éviter des escarmouches, elle laisserait une zone de dix kilomètres entre la frontière et ses troupes. L'Allemagne n'a pas fait une déclaration semblable ; les postes allemands ont, au contraire, été avancés jusqu'à la frontière[1]. Nous examinerons plus loin d'autres incidents, encore plus graves, qui se sont produits durant la période du 1er au 3 août.

Des faits politiques et militaires qui se sont passés jusqu'à l'envoi des ultimatums, on peut conclure en tous cas avec certitude que les préparatifs français et russes ne révèlent aucun dessein agressif de ces Etats, et que s'il y eut de quelque côté des intentions agressives, ce ne peut avoir été que de celui de l'Allemagne.

De quel droit l'Allemagne somma-t-elle donc la Russie de démobiliser? Cette exigence, injustifiée et tout-à-fait contraire à l'usage international vis-à-vis d'un grand Etat, fut encore

---

[1] *Livre jaune*, n° 106.

aggravée par les conditions que Berlin y ajouta. La Russie devait suspendre ses mesures militaires

1° dans l'espace de douze heures,

2° non seulement contre l'Allemagne, mais aussi contre l'Autriche.

Il était *techniquement impossible* de satisfaire à la première condition : un grand Etat, d'une étendue énorme, ne peut pas arrêter en douze heures sa mobilisation commencée. (Voir les dépêches de l'empereur Nicolas en date du 31 juillet, et de l'empereur Guillaume au roi d'Angleterre en date du 1er août.)

Quant à la deuxième exigence, elle est *si inouïe qu'on en est à se demander si ceux qui osèrent la formuler n'avaient pas perdu la raison*. Comment? La Russie devait démobiliser contre l'Autriche, alors que celle-ci avait, depuis huit jours, levé une partie de ses forces, et depuis l'aube du 31 juillet (peut-être même du 28) mis toute son armée sur pied de guerre contre la Serbie et la Russie? Celle-ci devait donc déposer les armes devant son adversaire? Cette prétention était d'autant plus surprenante que Vienne elle-même ne pensait pas à la formuler à Pétersbourg, et que, au contraire, le jour où les deux Etats avaient procédé à la mobilisation générale, elle engageait de nouveaux pourparlers avec la Russie.

L'Allemagne était donc « plus autrichienne que les Autrichiens ». *De quel droit, du reste, formulait-elle des exigences pour l'Autriche?* Etait-elle sa tutrice, ou avait-elle, à cet effet, pleins pouvoirs ou quelque autre titre? Quoi qu'il en soit, la situation qui résulta de cette tutelle usurpée fut le comble du non-sens. L'Autriche ne voyait aucun inconvénient, aucun danger, à traiter avec la Russie, en gardant l'arme au pied. Ce n'était pas la première fois que ces Etats discutaient dans ces conditions. Pendant la guerre des Balkans, l'un et l'autre avaient mobilisé durant des mois, et néanmoins ils avaient engagé des pourparlers qui aboutirent. Mais l'Allemagne, qui n'avait aucun intérêt réel en jeu, et qui ne participait au conflit qu'en qualité d'alliée, crut devoir protéger l'Autriche plus que celle-ci ne le trouvait nécessaire, et exigea une démobilisation à laquelle la double monarchie n'attachait aucune importance.

Le grotesque de la situation se révèle dans cette hypothèse : si la Russie — ce qui théoriquement était possible — avait

accepté de démobiliser contre l'Allemagne, mais refusé de le faire contre l'Autriche, elle eût ainsi en partie repoussé l'ultimatum, *et l'Allemagne lui aurait déclaré la guerre parce qu'elle se refusait à démobiliser contre son alliée.* Mais, que diable! l'Autriche ne le demandait pas!

On voit par quelles gens notre pays est gouverné. Le peuple admettra-t-il encore longtemps un tel état de choses?

Mais continuons. La mobilisation est-elle en soi un acte menaçant ou hostile, que l'Etat voisin ait le droit d'arrêter par un ultimatum? Nullement. La mobilisation consiste seulement à tenir prêtes les forces militaires d'un pays pour le cas où il entrerait en conflit avec un autre pays. C'est une mesure de sécurité et de prudence à laquelle seules des mesures politiques simultanées ou antérieures de l'Etat mobilisant peuvent conférer un caractère menaçant. *En présence de quelles mesures politiques russes se trouvait-on qui permissent de soupçonner sa mobilisation d'être agressive?* D'aucunes. L'agression, l'initiative de tout le conflit est partie de l'Autriche, approuvée et soutenue par l'Allemagne. La Russie était politiquement dans la défensive quand elle éleva la voix pour sauvegarder ses intérêts balkaniques légitimes. Cette politique défensive, elle dut l'appuyer par des mesures de précaution, puisque l'agresseur était lui-même armé.

Telle était la situation au point de vue abstrait du droit public international. *In concreto*, nous avons vu que, de concert avec la France et l'Angleterre, la Russie a tout fait jusqu'au jour de sa mobilisation générale, et même au delà, pour maintenir la paix, tandis que l'Allemagne et l'Autriche faisaient tout pour la troubler. Les événements concrets prouvent donc aussi que sa mobilisation ne constituait une menace à l'égard de l'Allemagne ni théoriquement ni pratiquement. En outre, elle n'avait, comme nous l'avons déjà vu, aucune espèce d'*intérêt* à attaquer soit celle-ci, soit l'Autriche. Son intérêt consistait simplement à ne pas se laisser faire mat par l'Autriche dans les Balkans : *Schutz*, mais non *Trutz*.

Que la mobilisation en soi ne constituât pas un acte hostile, nous en avons le témoignage même d'une bouche autrichienne. Le comte Forgach, sous-secrétaire au ministère des Affaires étrangères, déclara lui-même, le 31 juillet, à l'ambassadeur anglais de Bunsen « que la mobilisation ne devait être consi-

dérée comme un acte nécessairement hostile ni d'une part ni de l'autre » (that mobilisation was not to be regarded as a necessarily hostile act on either side [1]).

Toutefois il convenait à l'Allemagne de faire passer la mobilisation russe pour une menace dirigée en même temps contre l'Autriche et l'Allemagne. De quoi menaçait-on la Russie, si elle repoussait les exigences de l'ultimatum ? De la mobilisation en Allemagne. On lit dans la dépêche adressée le 31 juillet par le chancelier de l'Empire au comte de Pourtalès : « Les mesures de la Russie nous forcent, pour la sûreté de l'Empire, à proclamer l'imminence du danger de guerre, qui ne signifie pas encore la mobilisation. Mais celle-ci suivra, si..., etc. [2]. » Jusqu'ici la chose est encore logique, si l'on admet que l'envoi de l'ultimatum était fondé ou nécessaire (ce qui n'était pas le cas).

Folie, si l'on veut, mais avec de la méthode. L'Allemagne dit à la Russie : « Tu as mobilisé. Si tu ne démobilises pas, je mobiliserai à mon tour. » C'est ce que le tsar conseille à l'empereur Guillaume : mobilisation réciproque, mais sans guerre, ou intentions de guerre, et continuation des négociations en vue d'arriver à une entente pacifique. Que cela soit possible, il n'est pas nécessaire de le prouver ; que cela se soit passé d'innombrables fois, c'est un fait historique. Pourquoi donc cela ne devait-il pas aboutir cette fois encore ? Et cette fois plus que jamais puisque des intérêts plus considérables étaient en jeu et que, partant, les intéressés devaient garder une plus grande tranquillité et une plus grande prudence ? Si l'Allemagne s'était contentée de mobiliser, comme elle en avait menacé la Russie, et avait laissé Vienne et Saint-Pétersbourg continuer des pourparlers qui promettaient une heureuse issue, si elle avait attendu un ou deux jours — mobilisée comme les autres — il est certain que la plus terrible des catastrophes eût été épargnée à l'Europe. « A few days delay might in all probability have saved Europe from one of the greatest calamities in history » écrivait l'ambassadeur de Bunsen au gouvernement anglais [3].

La mobilisation allemande aurait justement donné une nouvelle impulsion aux négociations, car chacun nous redoutait.

---

[1] *Livre bleu*, n° 118.
[2] *Livre blanc*, annexe 24.
[3] *Livre bleu*, p. 83.

Personne ne nous avait vus sous les armes, et personne n'eût osé se mesurer avec l'Allemagne *prête au combat.*

La possibilité de négocier tout en étant mobilisé est encore prouvée, indépendamment de très nombreux précédents historiques, par les événements des premiers jours d'août de cette année. L'Allemagne et la France avaient mobilisé l'après-midi du 1er août; cependant le kaiser et le chancelier, dans les télégrammes qu'ils adressèrent à Londres, le 1er août, se déclarent prêts à attendre au 3 août à 7 h. du soir pour franchir la frontière française[1]. En fait la guerre n'a été déclarée à la France qu'à ce moment-là, et les deux pays ont été pendant trois jours mobilisés sans se trouver en état de guerre.

Un exemple de cette nature, beaucoup plus drastique, et presque comique, nous est fourni par les relations austro-russes. Les deux principaux intéressés avaient mobilisé le 31 juillet, et la guerre n'a éclaté, par la déclaration de l'Autriche, que *le 6 août.* Longtemps après le début de la guerre russo-allemande, les ambassadeurs russe et autrichien sont restés dans les capitales ennemies et y ont peut-être discuté. En tous cas, l'état mobile de leurs armées respectives ne les a pas gênés. Pareille folie — encore ici, je ne trouve pas d'autre expression, et je n'ai aucune raison de ne pas appeler un chat un chat — ne s'est probablement encore jamais vue dans l'histoire diplomatique. Les deux duellistes n'ont pas encore croisé le fer. Mais le témoin de l'un a déjà couru sus au témoin de l'autre. Si donc l'Autriche et la Russie étaient tombées d'accord pendant les six jours du 1er au 6 août — ce que toute l'Europe espérait et ce qui eût été possible sans l'intervention provocatrice de Berlin — qu'est-ce que l'Allemagne aurait fait de sa guerre avec la Russie ? Ç'eût été une sorte de guerre à la Don Quichotte contre les moulins à vent, une guerre sans motif concret...

Je me contenterai de nouveau de poser cette question : *Combien de temps le peuple tolérera-t-il encore un tel gouvernement ?*

La réponse à l'ultimatum ne semble pas avoir été donnée par le cabinet russe, mais bien par le tsar personnellement, dans le télégramme qu'il expédia le 1er août à midi, et qui fut reçu à Berlin à deux heures[2]. C'est le télégramme déjà cité plus

---

[1] *Der Kriegsausbruch 1914*, p. 59.

[2] *Livre blanc*, p. 13.

haut, dans lequel le tsar reconnaît la légitimité de la mobilisation allemande, mais exprime le désir et l'espoir que la guerre ne s'ensuivra pas : « notre longue amitié éprouvée doit, avec l'aide de Dieu, réussir à empêcher ces effusions de sang ».

Trois heures plus tard, l'ambassadeur d'Allemagne, comte de Pourtalès, remettait à Pétersbourg la déclaration de guerre.

Jamais un plus grand forfait n'a été commis dans l'histoire du monde, jamais un forfait commis n'a été nié avec plus de sang-froid et d'hypocrisie.

« Le gouvernement russe a, par sa mobilisation qui mettait en danger la sécurité de l'empire, fait échouer, peu avant leur réussite, les pénibles négociations des chancelleries européennes. Les mesures de mobilisation, sur la gravité desquelles il n'y avait déjà plus aucun doute dans les cercles diplomatiques russes, ainsi que ses dénégations continuelles, démontrent clairement que la Russie voulait la guerre. » (Voir le *Livre blanc*, p. 13.)

Rien de tout cela n'est vrai.

Le gouvernement russe n'a *pas*, par sa mobilisation, compromis la sécurité de l'empire.

Il n'a *pas* fait échouer les pénibles négociations des chancelleries.

Il n'a *pas* nié ses mesures de mobilisation.

Il n'a *pas* voulu la guerre.

Tout ce que l'Allemagne reproche au gouvernement russe, c'est elle qui l'a fait.

L'Allemagne a voulu la guerre et l'a provoquée par son ultimatum et sa déclaration de guerre.

Cette déclaration de guerre est une pièce curieuse en elle-même, pour le fond et pour la forme. Nous avons déjà vu ce qu'il faut penser du « rôle médiateur » de l'Allemagne, du « danger grave et imminent » du côté de la Russie. Le contenu de la pièce ne mériterait pas un examen spécial, s'il ne fallait pas faire ressortir un point, encore totalement inconnu en Allemagne. Le passage essentiel de la déclaration a été, fait incroyable, rédigé dans *deux formes différentes*, comme si l'Allemagne eût voulu laisser le choix à la Russie et avouer

implicitement qu'elle ne savait pas, au fond, pourquoi elle lui déclarait la guerre. Dans le *Livre blanc* on trouve la forme suivante : « La Russie, ayant refusé de faire droit à cette demande et ayant manifesté par ce refus, etc. » Le texte de la déclaration qui fut envoyé à Pétersbourg est libellé ainsi : « La Russie ayant refusé de faire droit à (n'ayant pas cru devoir répondre à) cette demande et ayant manifesté par ce refus (cette attitude) que son action, etc. » On voit de quelle façon, au cours de la canicule, on transpire à la Wilhelmstrasse pour rédiger une déclaration de guerre dans une forme harmonieuse ! Comme on ne savait pas si l'on devait reprocher à la Russie d'avoir repoussé directement l'ultimatum ou de l'avoir ignoré ; comme on ne savait pas très bien de quel nom nommer le monstre que l'on mettait au monde, on laissa à la destinataire le soin de lui en donner un.

Pourquoi déclara-t-on la guerre à la Russie ? D'après le texte de la déclaration, parce qu'elle a repoussé ou ignoré les exigences de l'ultimatum. Mais, d'après le *Livre blanc, parce qu'elle a commencé les hostilités contre nous*[1]. Cette dernière affirmation est à retenir parce que l'on a affirmé que la Russie et la France nous avaient attaqués, et que sur cette affirmation on a échafaudé le château de cartes de l'enthousiasme allemand. « Messieurs, s'est écrié le chancelier, le 4 août, nous sommes maintenant dans la nécessité de nous défendre, et nécessité ne connaît pas de loi. » En invoquant « la nécessité », il ne justifie pas seulement la guerre contre nos adversaires, mais aussi la violation de la neutralité de la Belgique et du Luxembourg. « Quand on est aussi menacé que nous et qu'on combat pour ce que l'on a de plus précieux, on ne songe qu'à se faire jour avec son épée [2]. »

Ainsi, *menace et défense*, voilà le mot d'ordre. Assurément, le détrousseur de grands chemins est, lui aussi, en un certain sens, menacé et en état de défense quand, après avoir attaqué le voyageur, il s'aperçoit tout à coup que des hommes bien armés viennent au secours de celui qui paraissait seul. Lui aussi, combat pour sa liberté et son existence, à la vie et à la mort. C'est dans ce sens que l'Allemagne se trouvait, elle aussi, en état de défense.

---

[1] *Livre blanc*, p. 14.

[2] Cf. le livre *Der Kriegsausbruch 1914*, p. 11.

Mais elle ne se serait pas trouvée dans cette situation critique *si elle n'avait pas attaqué la première*. Pour se débarrasser de ce fait incommode, et pour construire *ad usum populi* un état de défense réel, elle invoque, à part la menace de la mobilisation, — qu'elle ne jugeait pas elle-même suffisante — quelques autres circonstances à cet effet.

Elle prétend que la Russie et la France ont, tant l'une que l'autre, *ouvert les hostilités*[1].

De quelle manière la Russie a-t-elle ouvert les hostilités? Un seul fait est mentionné dans l'écrit: « des troupes russes ont franchi la frontière déjà pendant l'après-midi du 1er août » et ont pénétré « sur le territoire allemand ». Notez bien: déjà pendant l'après-midi du 1er août! Mais n'avions-nous pas, ce même jour, à cinq heures de l'après-midi, remis la déclaration de guerre à Pétersbourg? *L'état de guerre* entre la Russie et l'Allemagne n'existait-il donc pas *depuis cinq heures de l'après-midi*[2]?

Les troupes russes n'avaient-elles pas, par conséquent, le droit de franchir notre frontière *après* cinq heures? Si M. le chancelier voulait « fabriquer » une agression contraire au droit des peuples, il aurait dû au moins avoir la prudence d'ajouter aux mots: « l'après-midi du 1er août », ceux-ci: *avant cinq heures*. Dans ce cas, mais dans ce cas seulement, il y aurait eu attaque et, partant, l'Allemagne se serait trouvée en état de légitime défense. Mais si cet acte a eu lieu *après* la déclaration de guerre, on ne peut pas le considérer comme une agression, mais comme une conséquence naturelle et légitime de l'état de guerre proclamé par nous.

On peut donc de nouveau combattre ici le chancelier avec ses propres écrits. Même si ce qu'il raconte était vrai (ce qui n'est pas prouvé), il n'aurait pas le droit de conclure ainsi qu'il l'a fait; le château de cartes de « l'état de défense » s'effondre piteusement.

Je ne discute pas la question de savoir si l'on peut conclure de tels conflits de frontière à une agression préméditée de l'Etat voisin. Ce n'est naturellement *pas* le cas. L'expérience apprend

---

[1] *Livre blanc*, p. 14.
[2] *Livre blanc*, annexe 26.

que, lorsque deux armées se trouvent face à face, ou même lorsqu'une tension se produit en temps de paix entre deux Etats, sans qu'il y ait eu mobilisation, des violations de frontière, des escarmouches d'avant-gardes sont choses communes et inévitables. Personne n'en rend responsables les Etats en question, ni même les chefs militaires. Ces incidents sont toujours provoqués par des soldats qui agissent sans — et souvent contre — l'ordre de leurs supérieurs. C'est bien la première fois que d'un incident semblable on a déduit que l'Etat voisin avait projeté une agression et qu'on a fait croire au peuple qu'il se trouvait en état de défense. Mais le comble en cette affaire, comme nous l'avons fait remarquer, c'est qu'on ne se trouvait pas même en présence d'une violation de frontière, si celle-ci a été franchie le 1er août après cinq heures de l'après-midi.

Les faits invoqués pour endosser à *la France une agression* sont aussi peu probants.

La déclaration de guerre a été remise à Paris le 3 août à 6 h. 45 du soir. Le factum de M. de Schœn indique comme motif « un certain nombre d'actes d'hostilité caractérisée commis sur le territoire allemand par des aviateurs militaires français. Plusieurs de ces derniers ont manifestement violé la neutralité de la Belgique, survolant le territoire de ce pays; l'un a essayé de détruire des constructions près de Wesel, d'autres ont été aperçus sur la région de l'Eiffel, un autre a jeté des bombes sur le chemin de fer près de Karlsruhe et de Nuremberg ». (*Livre jaune*, n° 147.)

Les coupables seraient donc des aviateurs français qui auraient « manifestement » survolé la Belgique. L'Allemagne ne pouvait pas accuser la mobilisation française de constituer une menace pour elle, car le *Livre blanc* lui-même doit convenir que la France a mobilisé à la même heure que nous [1]. Elle dut donc se borner à accuser la France « d'une agression de fait ». Celle-ci, d'après la note de M. de Schœn, a été commise par des aviateurs qui, par-dessus le marché, avaient survolé la Belgique. Seuls les « messieurs » de la Wilhelmstrasse pourraient nous dire comment on peut se rendre compte qu'un aviateur qui jette des bombes à Nuremberg et à Karlsruhe ou à Wesel, a survolé

[1] *Livre blanc*, p. 14.

le territoire belge ! Mais ce qu'il y a encore de plus curieux, c'est le fait que les « avions » de M. de Schœn se sont transformés en « dirigeables » dans le cerveau de M. de Below-Saleske (voyez la note qu'il fit remettre le 3 août au ministre belge des affaires étrangères [1]), et qu'ils sont devenus dans le discours du chancelier, du 4 août, « des patrouilles de cavalerie et des compagnies qui ont fait irruption sur le sol de l'Empire [2] ! »

Que s'est-il passé en réalité ? Les Français ont-ils envoyé des avions, comme l'assure M. de Schœn, ou des dirigeables, comme le prétend M. de Below-Saleske, ou des compagnies et des patrouilles de cavalerie, comme M. de Bethmann l'affirme ? Un proverbe anglais qu'aimait à citer l'impératrice Frédéric dit : « Celui qui ment doit avoir bonne mémoire. » Les diplomates allemands mentent, mais ils ont malheureusement la mémoire courte. Déjà les contradictions de ces trois messieurs prouvent que ces « agressions » françaises sont de pures inventions. En réalité, ce sont les *Allemands* qui ont été les agresseurs, non seulement en déclarant la guerre, ce qui, quoique criminel, était leur droit, mais encore *en violant le sol français longtemps avant la déclaration de guerre*. Ceci n'est pas seulement prouvé par les rapports français, dont on pourrait contester la validité, mais par des aveux allemands, involontaires bien entendu. Le 30 juillet et le 2 août, le gouvernement français a protesté à Berlin contre des faits précis de cette nature [3] : à Delle, près de Belfort, des soldats allemands ont tiré à deux reprises sur un poste de douaniers français ; au nord de cette ville, deux patrouilles de chasseurs à cheval ont passé la frontière et se sont avancées jusqu'aux villages de Joncherey et de Baron ; l'officier qui commandait la première a brûlé la cervelle à un soldat français et ses hommes ont emmené des chevaux. Le 2 août également, des troupes allemandes ont violé le territoire français près de Cirey et de Longwy et ont marché sur le fort de Longwy.

Voilà quelques-uns des griefs français. Qu'il y ait quelque chose de vrai dans ces accusations, cela ressort du discours prononcé par le Chancelier, le 4 août. M. de Bethmann déclare,

[1] *Livre gris belge*, n° 21.
[2] *Der Kriegsausbruch 1914*, p. 11
[3] *Livre jaune*, nos 106, 136, 139.

dans son discours du 4 août, que d'après le rapport de l'état-major, une patrouille a franchi la frontière et livré un combat [1]. On peut soupçonner avec raison que d'autres violations de territoire ont eu lieu, « contre l'ordre formel », comme dit M. de Bethmann. Ce soupçon devient même une certitude quand on lit la dernière phrase de la dépêche que le kaiser a adressée, le 1er août, au roi George [2] : « J'espère que la France ne montrera aucune nervosité. Les troupes sur ma frontière sont en ce moment avisées, par ordres télégraphiques et téléphoniques, de ne pas franchir la frontière française. » Cette dépêche prouve deux choses :

1° Que la France, le 1er août, n'avait encore montré aucune nervosité.

2° Que les troupes allemandes auraient franchi la frontière le 1er août, *donc deux jours avant la déclaration de guerre*, si elles n'avaient pas été arrêtées par des ordres téléphoniques et télégraphiques.

Ces ordres avaient été donnés en raison des négociations de la dernière heure avec l'Angleterre. *Sans celles-ci, donc, les troupes allemandes auraient pénétré en France en masse 48 heures avant la déclaration de guerre.*

Que reste-t-il maintenant de l'affirmation du chancelier suivant laquelle la France aurait rompu la paix et attaqué ? On ne peut y croire, parce que les faits qui la motivent se contredisent trois fois et ne sont pas prouvés, tandis que l'accusation de la France, d'après laquelle nous aurions été les agresseurs, ne renferme pas de contradiction en soi et donne des précisions quant au temps, à l'endroit et aux circonstances ; parce que l'état-major reconnaît qu'une des violations de territoire a été commise, et parce que le télégramme du kaiser laisse entrevoir qu'une semblable violation se serait effectuée « en masse ».

Le gouvernement français, par contre, a toujours énergiquement repoussé les accusations formulées contre lui et, en laissant une sorte de zone neutre de dix kilomètres, il a prouvé sa ferme volonté d'éviter une violation de frontière.

---

[1] Cf. le livre *Der Kriegsausbruch*, p. 11.
[2] Cf. le livre *Der Kriegsausbruch*, p. 59.

A mon avis, un examen objectif ne peut conduire qu'à l'acquittement de la France et à la condamnation de l'Allemagne, surtout si l'on fait entrer en considération la marche antérieure des pourparlers diplomatiques et l'attitude des deux parties. Ne semble-t-il pas que l'Allemagne se soit inspirée du principe de Bernhardi : brouiller les cartes et provoquer les adversaires de telle sorte que *ceux-ci* se voient contraints de déclarer la guerre? En agissant ainsi, elle espérait en rejeter la faute sur ses ennemis et provoquer le *casus fœderis* qui eût obligé l'Italie à marcher.

Quoi qu'il en soit, une chose est certaine : l'affirmation que nous avons été attaqués par la France et que nous étions dans la nécessité de nous défendre est une *invention*, du même calibre que celle se rapportant à l'agression russe. Personne ne nous a attaqués, personne ne nous a mis en état de légitime défense. *Cette guerre n'est qu'une pseudo-guerre de libération.*

Quant à ce qui s'est passé depuis que la guerre a éclaté avec la Russie et la France, cela n'a rien à voir avec la question essentielle : « A qui revient la culpabilité de la guerre européenne? » La guerre européenne était déchaînée dès le moment où l'Allemagne et l'Autriche d'un côté, la France et la Russie de l'autre, se trouvaient en présence et faisaient parler la poudre. Il n'y a pas de culpabilité *après* le fait accompli. Mais la culpabilité peut grandir si, à l'action commise, viennent s'ajouter d'autres actions. Et plus ces actions nouvelles entraînent de conséquences, plus aussi la culpabilité s'accroît et s'aggrave.

La violation de la neutralité belge et la participation de l'Angleterre à la guerre.

Le 4 août au matin, l'Allemagne a pénétré sur le territoire belge, après avoir, le 2 août, exigé, par un ultimatum, le libre passage de ses troupes à travers ce pays neutre et reçu une réponse négative.

La neutralité de la Belgique a été établie par le traité de Londres de 1839 et garantie à perpétuité par l'Angleterre, la France, l'Autriche, la Prusse et la Russie. L'article 7 de ce traité stipule que la Belgique est un Etat indépendant et perpétuellement neutre, qui doit faire respecter sa neutralité par tous les autres

Etats. Le premier devoir, le devoir naturel d'un Etat neutre *est de refuser aux belligérants le passage à travers son territoire.* Ce principe de droit international a été formulé à nouveau par le Congrès de la Paix de La Haye de 1907, et reconnu par toutes les puissances. L'article 5 de la convention de La Haye, concernant les droits et les devoirs des Etats neutres, prescrit : « Un Etat neutre ne doit permettre sur son sol aucun des actes prévus par les articles 2 à 4. » L'article 2 dit: « Il est interdit aux belligérants de faire passer sur le territoire d'une puissance neutre des troupes et des convois de munitions ou d'approvisionnements. » Enfin l'article 10 déclare que : « Ne saurait être considéré *comme un acte d'hostilité* le fait, par une puissance neutre, de repousser, même par la force, les atteintes portées à sa neutralité. »

Tels sont les principes du droit international. M. de Bethmann cherche à en éviter les conséquences en avançant l'argument de la nécessité, comme il l'a déjà fait à l'égard de la France et de la Russie.

Je crois avoir prouvé que le cas de nécessité n'existait pas vis-à-vis de la Russie et de la France, mais que c'est une invention allemande. Si cela est exact, il n'existe pas non plus vis-à-vis de la Belgique : on ne prétend du moins pas que ce pays nous ait assaillis avec des avions, de l'infanterie et de la cavalerie. La nécessité vis-à-vis de la Belgique tient debout ou tombe avec la nécessité vis-à-vis des Etats susnommés; elle doit donc être niée pour des raisons de fait.

Mais, même si l'Allemagne s'était trouvée dans la nécessité de se défendre contre la France et la Russie, le tort qu'elle a fait à la Belgique ne serait pas diminué. L'obligation de se défendre contre des ennemis justifierait une défense en général, mais non une défense par atteinte portée à un tiers, par violation d'une neutralité.

Le Code pénal définit la légitime défense : « cette défense, qui est indispensable pour détourner de soi ou d'un autre une attaque illégale présente. » Celui qui sort du cadre assigné à la légitime défense ne sera pas puni, à condition qu'il n'en sorte que par « consternation, crainte ou frayeur ». Cette définition étant la seule que nous possédions dans nos lois, et répondant du reste aux exigences de la logique, il nous sera permis de

juger d'après elle les actions dont le chancelier allemand porte la responsabilité. Supposons que l'Allemagne se soit trouvée en état de légitime défense : elle n'avait le droit de prendre que les mesures qui étaient absolument *indispensables* à sa défense, mais non celles qui lui étaient seulement commodes ou utiles. Il n'était en aucun cas indispensable à l'Allemagne de traverser la Belgique, puisque son armée avait à sa disposition toute la frontière française, de Verdun à Belfort. Il lui était naturellement plus commode et plus profitable de tourner cette puissante ligne fortifiée et de pénétrer en France par le nord. Mais l'utilité et la commodité n'entrent pas en ligne de compte dans la fixation des limites de la légitime défense; il y faut la *nécessité.* Si l'on admet que nous avons dépassé ces limites par consternation, crainte ou frayeur, nous devenons pardonnables. Mais nous, Allemands, me semble-t-il, nous craignons Dieu, et ne craignons pas les Français. Cette objection ne nous excuse donc pas.

Un autre motif, déjà cité, servira également à nous condamner : *la légitime défense n'excuse pas la violation du droit d'un tiers.* La légitime défense à l'égard de la France ne pouvait excuser la violation des droits de la Belgique.

De quelque façon que nous envisagions notre conduite, nous sommes dans notre tort tant en fait qu'en droit. Au point de vue politique la chose est encore plus défavorable pour nous. Quel est le sens et le but de la neutralisation d'un petit Etat que l'injuste Providence a placé entre deux grandes puissances et dont elle a fait le champ de bataille naturel de leurs guerres? N'est-ce pas de protéger cet Etat *en temps de guerre*, puisqu'en temps de paix il n'a pas besoin de cette protection? Or, si chacun des pays voisins, sous prétexte de nécessité de se défendre — au sens général, mais non au sens juridique, toute guerre est nécessité — peut envahir l'Etat neutre, la déclaration de neutralité n'a plus aucun but et n'est, en fait, qu'un « scrad of paper » (un chiffon de papier) comme M. de Bethmann le disait à sir Goschen. *Le principe « nécessité ne connaît pas de loi » peut servir à justifier n'importe quel crime.* Mais une déclaration de neutralité est précisément faite pour soumettre la nécessité à une loi. Elle a pour but de faire valoir, à la place de la maxime : « La force prime le droit, » la maxime opposée : « Le droit prime la force ».

On a, il est vrai, essayé de justifier la violation de la neutralité par deux motifs. On prétend :

1° Que la France aurait pénétré en Belgique si nous ne l'avions devancée ; et

2° Que depuis longtemps déjà la Belgique avait conclu avec la France et l'Angleterre des accords militaires dirigés contre l'Allemagne.

Ces deux objections ne tiennent debout ni l'une ni l'autre. Il n'est nullement prouvé que la France projetait d'entrer en Belgique.

Le 31 juillet, sir Grey a, en termes identiques, demandé à l'Allemagne et à la France si, en cas de guerre, elles respecteraient la neutralité belge aussi longtemps qu'une autre puissance ne la violerait pas [1]. La réponse de la France fut prompte et nettement affirmative [2]. Par contre, la réponse de M. de Jagow fut un de ces nombreux et vains subterfuges auxquels cet homme de malheur dut, par ordre supérieur, recourir durant toute la crise : il devait consulter le kaiser et le chancelier avant de pouvoir donner une réponse ; du reste, il doutait qu'ils en donnassent une, car elle pourrait dévoiler une partie de leur plan de campagne en cas de guerre [3] ! M. de Jagow ne manqua pas déjà à cette occasion de faire allusion à un prétendu acte hostile de la Belgique, qui aurait mis l'embargo sur un chargement de blé destiné à l'Allemagne — mesure que le gouvernement belge, dans son *Livre gris*, qualifie de parfaitement correcte [4].

L'allusion prématurée de Jagow à des hostilités belges n'était que le prélude de la campagne qui, plus tard, allait être systématiquement conduite et qui atteignit son point culminant dans l'affirmation du chancelier : il n'y avait pas eu violation de neutralité parce que la Belgique, par ses accords militaires avec la France et l'Angleterre, *avait déjà violé sa propre neutralité avant l'entrée des troupes allemandes sur son sol.* Cette campagne a été ouverte après la conquête de la Belgique, et elle est poursuivie aujourd'hui encore à outrance.

Sur quoi se base ce reproche ? Il est d'abord surprenant que

---

[1] *Livre bleu*, n° 114.
[2] *Livre bleu*, n° 125.
[3] *Livre bleu*, n° 122.
[4] *Livre gris belge*, p. 54.

le chancelier, lors de son discours du 4 août, n'ait pas eu la moindre idée que la Belgique avait vendu son âme. Il motivait, ce jour-là, la violation de la neutralité par l'invasion projetée des Français et il n'élevait pas l'ombre d'un reproche contre la Belgique. Au contraire, il déclarait ouvertement que l'entrée en Belgique était un *tort* que l'Allemagne chercherait à réparer plus tard. Si les faits allégués aujourd'hui étaient vrais, n'est-il pas étonnant qu'ils aient si complètement échappé à notre représentant à Bruxelles ? Un soupçon tout au moins aurait dû s'élever et parvenir à Berlin par le canal de notre ambassade. Si tel avait été le cas, le chancelier n'aurait pas manqué d'invoquer, le 4 août déjà, ce précieux argument pour justifier la violation de la neutralité belge : il était déjà assez prodigue d'affirmations gratuites et eût été heureux d'en avancer une fondée.

On peut donc admettre que rien de ces conventions traîtresses n'était connu à Berlin. Il fallait fouiller les tiroirs du gouvernement après la prise de Bruxelles pour éventer la perfidie des Belges. Ainsi la *Norddeutsche Allgemeine Zeitung* fut en mesure de publier quelques documents tirés des archives de l'état-major qui, de l'avis du gouvernement allemand, devaient prouver l'existence d'un plan de campagne conclu entre la Belgique et l'Angleterre et dirigé contre l'Allemagne. Si ces écrits sont authentiques et complets — ce qui reste à prouver — il en résulte qu'effectivement quelques conversations ont eu lieu entre des officiers belges et les attachés militaires anglais, mais ils prouvent aussi irréfutablement que cette coopération ne devait se produire *qu'au cas où l'Allemagne violerait la neutralité belge*. La *Norddeutsche Allgemeine Zeitung* ne publie pas — ce qui prête à soupçon — le texte complet des pièces, mais seulement des extraits. Mais, même tripatouillées, ces pièces ne peuvent faire disparaître le fait que le débarquement en Belgique de troupes anglaises n'aurait lieu *qu'après la violation de la neutralité par l'Allemagne*. Le gouvernement belge a publié, le 9 décembre 1914, une note officielle qui fixe irréfutablement ce point d'histoire [1].

---

[1] Cette note, que la presse allemande a passée sous silence, fut reproduite partout dans la presse étrangère. L'écrit, soi-disant si suspect, du 10 avril 1906, publié par la *Norddeutsche Allgemeine Zeitung* concorde parfaitement avec le contenu de cette note. Il contient entre autres cette remarque importante : *L'entrée des Anglais en Belgique ne se ferait qu'après la violation de notre neutralité par l'Allemagne*. Par là se trouvent réfutés tous les reproches que l'on a faits à la Belgique pour avoir tramé avec l'Angleterre un complot offensif contre l'Allemagne.

Il s'agit donc ici d'un fait identique à celui qui s'est passé lors des pourparlers militaires entre l'Angleterre et la France : des conversations engagées pour le cas où une attaque se produirait du côté de l'Allemagne sont dénoncées comme complot en vue d'une attaque commune ; des intentions défensives sont données pour offensives. L'Allemagne, dont les projets étaient connus et redoutés de tous, est représentée comme la victime innocente des mauvais desseins des autres, alors qu'en réalité ces autres ne faisaient que prendre leurs mesures pour ne pas être eux-mêmes victimes de la fureur offensive de l'Allemagne[1].

Pourquoi la Belgique n'a-t-elle pas eu des conversations analogues avec l'Allemagne pour le cas d'une attaque française ? La réponse est simple : c'est qu'elle était certaine de ne pas avoir à craindre une agression de la part de la France. L'expérience a prouvé qu'elle ne s'était pas trompée et qu'elle avait estimé l'Allemagne et la France à leur juste valeur.

Le ministère anglais des Affaires étrangères a publié une lettre de sir Edward Grey, datée du 7 avril 1913, et adressée à son ambassadeur à Bruxelles, dans laquelle Grey répudie toute idée de vouloir violer le premier la neutralité belge. Aucun ministère anglais ne le ferait et jamais l'opinion publique en Angleterre ne l'approuverait. La violation de cette neutralité par l'Angleterre ne serait pas seulement une illégalité, mais une grande folie, car elle inciterait l'Allemagne à une action analogue et lui fournirait le moyen de se justifier. Aussi longtemps que la neutralité de la Belgique ou celle d'un autre Etat neutre sera respectée, l'Angleterre n'enverra jamais de troupes dans le territoire de ces pays. — Cette lettre date de quinze mois avant la guerre. Elle n'a pas été fabriquée pour jeter une lumière favorable sur l'attitude de l'Angleterre dans la controverse actuelle. Elle est donc absolument digne de créance, et d'ailleurs les événements du dernier mois la confirment[2].

---

[1] La hollandaise *Agence Van Diaz* a publié, le 17 novembre 1914, le texte d'un discours que Broqueville, le ministre belge de la guerre, a prononcé en 1913 dans une séance secrète de la Commission de la Chambre belge, et dans lequel il a dévoilé, dans tous leurs détails, les plans allemands d'invasion de la Belgique, et cela afin de justifier les nouvelles mesures militaires qu'il proposait.

[2] Voir pour les événements concernant la Belgique le livre détaillé et écrit avec une objectivité scientifique, d'Émile Waxweiler, membre de l'Académie Royale de Belgique, intitulé la *Belgique neutre et loyale*. (Paris, Payot 1915.)

L'ultimatum allemand fut remis au ministère belge des Affaires étrangères le 2 août, à 7 heures du soir. Le 3 août, au matin, le gouvernement français, par l'entremise de son attaché militaire, offrit au gouvernement belge l'appui de cinq corps d'armée. *La Belgique refusa cependant cet appui*[1], bien qu'elle eût déjà repoussé les exigences de l'ultimatum et qu'elle s'attendît d'un moment à l'autre à l'irruption des troupes allemandes sur son territoire. La réponse belge à l'Allemagne contient un passage particulièrement intéressant. Le gouvernement allemand avait motivé sa demande de libre passage en prétextant que la France avait le dessein de marcher contre l'Allemagne à travers la Belgique. Le gouvernement belge repoussa cette supposition avec la dernière énergie et ajouta cette remarque :

> « Les intentions qu'elle attribue à la France sont en contradiction avec les déclarations formelles qui nous ont été faites le 1er août, au nom du gouvernement de la République.
>
> » D'ailleurs, si contrairement à notre attente une violation de la neutralité belge venait à être commise par la France, la Belgique remplirait tous ses devoirs internationaux, et son armée opposerait à l'envahisseur la plus vigoureuse résistance. » (*Livre gris*, p. 22.)

La Belgique se déclare donc *résolue à défendre sa neutralite contre la France avec la même énergie que contre l'Allemagne*, mais, après les déclarations formelles de la France, elle tient pour exclue l'idée d'une attaque française. Cela fait-il supposer une entente secrète ? Il y a plus. Le roi Albert adresse le 3 août au roi Georges un télégramme où il lui demande son intervention *diplomatique* (pas militaire)[2]. Cela fait-il supposer une convention militaire secrète ? Enfin, le 4 août, l'ambassadeur anglais sir Francis Villiers remet au ministre belge Davignon une note par laquelle l'Angleterre se déclare prête, *au cas d'une attaque allemande*, à venir en aide à la Belgique « si la Belgique le désire », conjointement avec la France et la Russie[3].

Si la Belgique le désire ! En faisant cette restriction, l'An-

[1] *Livre bleu*, n° 151. *Livre jaune*, n° 142.
[2] *Livre gris belge*, n° 25.
[3] *Livre gris belge*, n° 28.

gleterre restait même en deçà de ses droits et de ses devoirs internationaux. En effet, le droit international reconnaît (Bluntschli, *Völkerrecht*, page VI nos 432 et 440), — et la logique corrobore — que s'il y a garantie collective, chaque Etat garant peut *de son propre droit* prendre le neutre sous sa protection au cas où sa neutralité est violée par un autre Etat, et qu'il y est même obligé vis-à-vis des autres puissances garantes. L'Angleterre pouvait donc, sans attendre la demande de la Belgique, intervenir par la force armée pour protéger la neutralité violée. En faisant dépendre son intervention du désir de la Belgique, elle montra une circonspection à laquelle rien ne l'obligeait, et prouva irréfutablement qu'il n'existait pas de convention militaire entre elle et la Belgique.

Ce ne fut que le 5 août que le gouvernement belge adressa aux grandes puissances l'appel formel qui les détermina à intervenir[1].

Ainsi se trouve démontrée la fragilité du reproche allemand. Mais même si ce reproche était fondé, il ne constituerait nullement une excuse pour l'Allemagne. La manière dont celle-ci cherche à se défendre me fait penser à celle d'un brigand qui tenterait de s'excuser en alléguant que sa victime était une canaille, et qu'elle avait dérobé le bien dont il l'avait dépouillée. Oui, s'il connaissait *avant* le crime la méchanceté de sa victime, on lui accorderait peut-être, non l'impunité, mais les circonstances atténuantes. Mais s'il n'apprend qu'*après*, cette méchanceté, son acte reste moralement le même, que sa victime ait été un ange ou un diable. L'Allemagne a envahi un pays neutre. *Plus tard,* elle veut avoir appris que ce pays n'était plus parfaitement neutre : des circonstances atténuantes ne peuvent pas lui être reconnues.

Tel est le côté moral de la cause. Occupons-nous maintenant du côté pratique. Supposons que la Belgique fût, en ce qui concerne ses devoirs d'Etat neutre, aussi pure qu'un ange, qu'elle n'eût pas engagé avec ses voisins la moindre conversation concernant sa défense militaire. *N'aurions-nous pas cependant pénétré dans ce pays?* Aurions-nous laissé sans les utiliser les plans de notre état-major qui étaient achevés depuis des

---

[1] *Livre gris belge*, n° 42.

années, et aurions-nous mis le siège devant l'inexpugnable ligne fortifiée Belfort-Verdun ? Personne n'osera le prétendre. Toutes les déclarations et proclamations sur les méfaits de la Belgique ne sont donc que gaspillage de papier et d'encre. Nous étions résolus à traverser ce pays, par la douceur ou par la violence, qu'il se fût bien ou mal conduit envers nous. C'est le point essentiel. Rien ne nous lavera de ce reproche, et plus nous noircirons après coup notre victime, plus le jugement du monde sera accablant pour nous.

Il semble qu'on ne se fasse pas encore en Allemagne une idée exacte de l'effet que notre conduite à l'égard de la Belgique a produit et produit de plus en plus sur l'opinion publique du monde entier. Il faut vivre à l'étranger pour voir et comprendre cet effet. Il est encore plus violent dans les pays neutres que chez nos ennemis. Spécialement les petits Etats qui avoisinent les grands pays, comme la Suisse, la Hollande, le Danemark, sentent qu'ils auraient pu être frappés du même sort que la malheureuse Belgique, ou qu'ils pourraient bien l'être un jour. Les grands Etats neutres sont, dans toutes les couches de leur population, saisis d'une pitié profonde en lisant les dévastations qui ont atteint ce petit pays florissant, ses vieilles villes d'art, ses laborieux centres d'industrie, en voyant dans les journaux illustrés les terrifiantes images d'incendies, de destruction et de misères, de villes et de villages fumants, de familles errant dans les rues, et qui, affamées et miséreuses, demandent du pain aux soldats allemands. *L'innocent pays a été victime des barbares.* C'est ainsi que le monde voit les choses, et il s'irrite encore davantage lorsque les auteurs de cette catastrophe veulent s'excuser en disant qu'une fois un officier belge a eu des pourparlers avec un attaché militaire anglais au sujet d'une défense éventuelle du pays, si *une invasion allemande s'y produisait.*

Et à la pitié s'ajoute l'admiration, l'admiration pour cet héroïque petit peuple qui a, les armes à la main, courageusement défendu son honneur et son indépendance contre l'envahisseur plus nombreux. « La Belgique — est-il dit dans la réponse à l'ultimatum allemand — a toujours été fidèle à ses obligations internationales ; elle a accompli ses devoirs dans un esprit de

loyale impartialité ; elle n'a négligé aucun effort pour maintenir ou faire respecter sa neutralité.

» L'atteinte à son indépendance, dont la menace le Gouvernement allemand, constituerait une flagrante violation du droit des gens. *Aucun intérêt stratégique ne justifie la violation du droit.*

» Le Gouvernement belge, en acceptant les propositions qui lui sont notifiées, sacrifierait l'honneur de la nation en même temps qu'il trahirait ses devoirs vis-à-vis de l'Europe.

» Conscient du rôle que la Belgique joue depuis plus de quatre-vingts ans dans la civilisation du monde, il se refuse à croire que l'indépendance de la Belgique ne puisse être conservée qu'au prix de la violation de sa neutralité.

» Si cet espoir était déçu, le Gouvernement belge est fermement décidé à repousser par tous les moyens en son pouvoir toute atteinte à son droit[1]. »

Telles sont les fières paroles par lesquelles un peuple libre défend son honneur et son indépendance.

En Allemagne, un héroïsme semblable fut également compris quand il se manifesta « dans l'autre sens ». Lorsque le gouvernement suisse, le jour où les Allemands pénétraient en Belgique, communiqua aux chancelleries des pays belligérants sa résolution de défendre, par tous les moyens, sa neutralité et l'inviolabilité de son territoire, le gouvernement allemand, dans son accusé de réception, exprima sa complète satisfaction et l'espoir que la Confédération, « grâce à sa forte armée et à l'inébranlable volonté de tout le peuple suisse, repousserait toute atteinte faite à sa neutralité[2] ». La résolution de la Belgique constituait un forfait méritant la mort — parce qu'elle était dirigée contre l'Allemagne. La résolution de la Suisse était par contre hautement méritoire, parce que si jamais elle était exécutée, elle ne pouvait l'être que contre la France !

Aux fières paroles par lesquelles le gouvernement belge repoussa l'outrageante prétention de l'Allemagne, répondit la conduite de l'armée belge et du peuple belge.

Avec un courage indomptable, au prix d'énormes sacrifices,

---

[1] Cf. le *Livre gris*, p. 22.

[2] Cf. Waxweiler, op. cité, p. 52.

les Belges ont défendu leur pays et leurs forteresses. Aujourd'hui encore, à l'extrémité des Flandres, ils offrent une résistance désespérée sous la direction d'un roi de sang allemand — et marié avec une princesse allemande — qui s'expose à tous les dangers du combat. Rien d'étonnant qu'un tel héroïsme saisisse d'admiration, enflamme d'enthousiasme le monde entier. C'est là la *vraie* lutte pour la liberté et l'indépendance, et non pas la lutte falsifiée à laquelle on fait croire le peuple allemand à force de mensonges.

Qu'est-il donc devenu ce peuple allemand qui, avant la dépravation actuelle, avait le sens et l'enthousiasme des actions nobles et héroïques ? L'acte libérateur du « franc-tireur » suisse Guillaume Tell n'a-t-il pas inspiré son plus beau drame à notre plus grand poète ? N'avons-nous pas été élevés dans l'admiration du courage des petits contre les grands, des Spartiates contre les Perses, des habitants des Pays-Bas contre les Espagnols, de ce peuple dont Schiller a décrit la révolte avec une si profonde sympathie et que Goethe a immortalisé dans *Egmont?* Et que faisons-nous maintenant, nous Allemands de 1914, qui voyons et vivons cette même lutte héroïque de ce même peuple contre nous, les oppresseurs ? Nous n'avons ni un mot de pitié, ni un mot d'admiration, ni même un mot d'intelligence pour lui. Au contraire, nous le calomnions et l'injurions dans le vain espoir de nous justifier de notre forfait. Qu'on lise l'appel des intellectuels Allemands au monde civilisé ! A côté du mensonge sur le prétendu complot tramé entre la Belgique, la France et l'Angleterre, on n'y trouve que des citations gratuites d'exploits de francs-tireurs, de mutilations de blessés, d'assassinats de médecins, etc.

Pour ces messieurs qui, il y a peu d'années, s'enthousiasmaient avec raison pour l'héroïque lutte du petit peuple boër contre la grande Angleterre, les défenseurs de la patrie belge, lorsque par hasard ils ne portent pas d'uniformes, sont de vulgaires malfaiteurs qu'on peut tuer comme des chiens enragés[1].

---

[1] Le cardinal Mercier, archevêque de Malines, établit dans sa lettre pastorale au peuple belge à l'occasion de Noël, sur la base d'une enquête sérieuse, que dans son diocèse *13 prêtres* ont été fusillés, et dans ceux de Namur, Tournai et Liège *30*, dont il indique le nom et le lieu de résidence. A Aerschot, d'après Mercier, 91 civils, à Louvain et environs 176 ont été fusillés ou brûlés : hommes, femmes, enfants et vieillards.

Ne vous souvenez-vous plus, ô vous, coryphées de l'esprit allemand, de nos héros de 1813 que vous avez fêtés il y a une année dans des discours vibrants et dans des banquets ? N'étaient-ils pas aussi le *peuple* en armes, exactement comme les Belges aujourd'hui, qui, avec ou sans uniforme, s'opposait à l'envahisseur étranger ? Qui fera comprendre à l'homme du peuple la différence entre soldat et défenseur de la patrie, entre militaire et civil, lorsque l'ennemi est dans son pays et saccage fermes et moissons, emmène bestiaux et provisions et prive de leur toit femmes et enfants ? L'homme du peuple voit l'ennemi, le cambrioleur ; il saisit son fusil sans se soucier, que diable ! s'il a revêtu un habit à boutons brillants ou s'il porte la blouse bleue du paysan. On doit comprendre cela, et nous *l'avons* compris autrefois, lorsque nous étions capables de nous enthousiasmer pour une bonne cause, et que cet enthousiasme ne dégénérait pas en un orgueil national accompagné de mépris et de traitements barbares des autres. D'autant mieux doit-on le comprendre chez le peuple belge, qui n'avait jamais pensé à la guerre, ne s'était jamais cru menacé par une guerre, et qui depuis cent ans n'avait pas vu une guerre à l'intérieur de ses frontières.

Sans doute, les soldats allemands avaient le droit de se protéger contre des attaques perfides, mais ils ne devaient point oublier que les assaillants défendaient ce qu'il y a de plus précieux au monde : leurs foyers et leur patrie. C'est en tenant compte de ce fait qu'ils devaient instituer leurs mesures répressives et non en se basant sur le soi-disant « droit de guerre » qu'ils ont décrété eux-mêmes, mais qui ne se trouve codifié et qui n'est reconnu nulle part. Lorsque, dans un village de quelques milliers d'habitants et de quelques centaines de maisons, des coups de feu sont tirés des fenêtres — souvent par des soldats dissimulés et non par des civils — qui nous donne le droit de brûler le village tout entier et de coller au mur un nombre respectable d'hommes, coupables ou non coupables, pour les fusiller ? Brûlez, si vous l'estimez nécessaire à votre protection — je ne puis reconnaître ici un droit de punir — brûlez telle ou telle maison, punissez tel ou tel civil dont vous aurez établi la culpabilité, mais épargnez le village et les innocents. C'est le moins que la justice exige, si l'on peut parler de justice en

faveur de l'assaillant et aux dépens du défenseur. Ce que l'on vous oppose, c'est la *vraie* défense, la défense légitime du citoyen français et belge contre l'envahisseur allemand, de la Belgique et de la France contre l'Allemagne. C'est ici que l'on pourrait dire avec raison : « Nécessité ne connaît pas de loi, celui qui combat pour ce qu'il a de plus précieux ne peut penser qu'à se frayer une voie par les armes. » Ce principe, juste en lui-même, mais que le chancelier de l'Empire a eu le tort d'invoquer pour l'Allemagne, couvre nos adversaires. Malheureusement, on le leur applique en le renversant : celui qui combat pour ce qu'il a de plus précieux, on le colle au mur, et on le fusille.

Une incroyable confusion d'idées s'est répandue en Allemagne après la guerre, ainsi que j'ai pu m'en rendre compte dans un cinématographe de Berlin. Comme la censure ne permettait que des spectacles patriotiques, on donnait dans cet établissement, l'un après l'autre, deux drames militaires, dont le premier représentait l'insurrection du Tyrol sous Andréas Hofer en 1809, et le second des scènes de francs-tireurs empruntées à la guerre de 1870. Dans le drame tyrolien, on voit tout le peuple en armes contre le conquérant français : Andréas Hofer lui-même, le chef et le héros — non point général, mais aubergiste — les artisans, les paysans et leurs domestiques, et aussi les femmes et les jeunes filles : tous sont armés et prennent part au combat; c'est tout un peuple enflammé pour la guerre d'indépendance. Toutes les sympathies de l'auteur de ce drame sont naturellement du côté du Tyrol. Les Français sont abattus par des ennemis embusqués derrière des maisons, des arbres ou des blocs de rochers. Conclusion : victoire et délivrance du peuple. Puis vint le drame des francs-tireurs de 1870. Changement de décor, revirement subit. Maintenant les francs-tireurs qui défendent leur patrie ne sont plus — parce que Français — que des gredins et des criminels. Leurs visages déjà annoncent de mauvais instincts. Ils s'embusquent pour tirer, comme les Tyroliens de 1809, mais ce qui, en 1809, était combat pour la liberté n'est plus que crime et trahison. Aussi le châtiment ne se fait-il pas attendre. Une colonne de secours allemande se précipite dans le village, y met le feu, et, en vertu de la loi martiale, range contre le mur du cimetière une douzaine

d'hommes et de jeunes garçons qu'elle fusille au milieu des cris de douleur des femmes et des enfants. Les paysans tyroliens, c'était tout autre chose : contre les Français, un peuple en armes! Contre les Allemands, des assassins dignes de mort! Et cette confusion d'idées se retrouvait partout : chez les plus hauts représentants de l'intelligence allemande comme chez le dernier des dramaturges pour cinémas!

On peut se figurer l'effet de cette perversion à l'étranger : il est juste le contraire de celui auquel on visait. En ces six premiers mois de guerre, le professeur allemand est devenu à l'étranger une figure comique, ou plutôt une figure tragi-comique, comme étaient autrefois le junker et le lieutenant prussiens. Toutes les sympathies que nous rencontrions autrefois ont été étouffées par le ridicule et le dégoût que nous inspirons ; elles vont aujourd'hui à nos adversaires, avant tout aux malheureux Belges. « La Belgique, écrit Carl Spitteler, qui n'est certainement pas germanophobe, ne nous intéresse en rien par elle-même, mais elle nous intéresse extraordinairement par le sort qu'elle a subi. Les envahisseurs ont reconnu eux-mêmes au premier abord franchement qu'ils avaient fait du tort à ce pays. Après coup, pour se blanchir, Caïn a noirci Abel. *Fouiller les poches de la victime pour extorquer des documents* me paraît une erreur de sens psychologique. Egorger la victime était bien suffisant. La calomnier, ensuite, c'est trop[1]. » Ainsi écrit un Suisse. Tous les neutres, sans exception, pensent et écrivent de même. Artistes, écrivains et politiques belges sont accueillis avec enthousiasme en Italie, en Suisse et en Amérique et acclamés dans des assemblées immenses, exactement comme l'ont été chez nous en 1902 l'oncle Krüger et sa suite de Boërs. *La Belgique est aujourd'hui l'atout du monde.* Et malheur à nous, si nous touchions un cheveu aux Belges après la guerre! Nos adversaires, cet atout en mains, nous battraient moralement, même si nous avions remporté la victoire militaire.

Nous expliquons une partie des ruines que nous avons accumulées dans ce pays par la nécessité où nous étions de nous défendre. Toujours la défense légitime! Défense légi-

---

[1] *Notre point de vue suisse*, conférence de Carl Spitteler.

time, lorsque nous pénétrons en Belgique, défense légitime, lorsque nous incendions d'antiques villes d'art. Admettons que, à Louvain, on ait tiré des maisons sur des soldats allemands. Cela nous justifie-t-il d'avoir détruit par le feu des parties entières de la cité, d'avoir exposé aux flammes son fameux hôtel de ville et sa cathédrale, et pour le moins de leur avoir causé d'importants dégâts ? Où est-il écrit qu'à des coups de fusil on doive répondre par des incendies ? Où et quand ce droit de guerre a-t-il été codifié ? C'est le droit de guerre créé par les *Prussiens*, rien de plus. Lorsque les Cosaques agissent de cette façon en Prusse orientale, nous parlons des sauvages hordes moscovites, mais celles-ci peuvent du moins s'excuser en disant qu'un Stallüpönen et un Neidenburg ne sont pas des centres d'art et de culture. Mais qu'est-ce que le monde dira de nos actions dans le vieux pays belge, où chaque bourgade contient des bijoux artistiques, des dômes gothiques, des hôtels de ville et des places de marché entourées de superbes maisons patriciennes aux magnifiques façades Renaissance, ornées d'or. Toutes ces fleurs de la création humaine dont ont joui et se sont édifiées d'innombrables générations, et qui devaient être des joyaux et des modèles pour les races futures, ont été ruinées, détruites et brûlées, parce que l'Allemagne, dans la *nécessité de se défendre*, a dû envahir la Belgique, et, toujours pour la même nécessité, mettre la torche incendiaire aux maisons.

Admettons que cela ait dû être ainsi. Mais est-ce aussi par légitime défense que nous avons imposé *des contributions* (500 millions et plus) à l'Etat, aux villes et aux provinces belges ? Comment allons-nous excuser *cet* acte de violence ? Comment allons-nous justifier les énormes amendes dont nous avons frappé récemment des citoyens belges parce que — usant de leur droit de liberté de domicile — ils ont préféré le séjour à l'étranger à la vie en Belgique sous l'occupation allemande ? Qu'est-ce qui nous autorise à exiger de ce pays, pressuré et affamé, d'exorbitants sacrifices en argent ? Quel forfait la Belgique a-t-elle encore commis pour mériter cette punition ? Celui de se défendre contre nous, ou même, si vous voulez, d'avoir préparé sa défense avec d'autres ? En tout cas, seulement de s'être défendue et non d'avoir attaqué ; car, même chez nous,

personne n'a encore prétendu, à ma connaissance, que la Belgique voulait nous attaquer.

Je le demande encore une fois, comment expliquez-vous et justifiez-vous les contributions, dont vous taisez, honteux, le chiffre, qui doit dépasser largement un demi-milliard ? Votre excuse de la nécessité ne tient plus ici. L'accusé qui invoque l'état de légitime défense, mais qui est trouvé en possession de la bourse de sa victime, plaidera en vain l'acquittement. Rendez les contributions ! C'est le moins que l'on puisse exiger de vous, et c'est ce que, sans aucun doute, on exigera lors de la conclusion de la paix.

On m'objectera — et on a déjà objecté : pourquoi la Belgique ne nous a-t-elle pas accordé le libre passage? Elle aurait évité toutes les horreurs de la guerre. Admirable question, qui fait honneur à la psychologie des peuples nouvellement créée en Allemagne ! Pourquoi n'as-tu pas supporté les injures? demande l'offenseur à l'offensé. Tu vas maintenant, en plus, recevoir un coup sur la tête. Pourquoi l'Allemagne n'a-t-elle point toléré la domination napoléonienne? Si elle l'avait acceptée sans murmurer, elle se serait épargné une grande effusion de sang et les horreurs de la guerre. Pourquoi Léonidas et ses Spartiates n'ont-ils pas laissé passer les Perses à travers les Thermopyles ? S'ils l'avaient fait, ils n'auraient pas perdu la vie dans cette affaire. Ces questions, et d'autres semblables, on pourrait les poser en masse ; elles ne sont pas plus sottes que le reproche que l'on entend adresser aujourd'hui en Allemagne à la Belgique. La Belgique s'est défendue tout simplement parce que son honneur, son indépendance et ses obligations internationales l'obligeaient à se défendre. En la sommant d'accorder libre passage, on exigeait d'elle l'abandon de son honneur et de son indépendance ; on voulait qu'elle fît litière de ses devoirs internationaux.

Ces devoirs avaient non seulement un fondement moral, mais un fondement pratique très important. Dès le moment où la Belgique, en favorisant l'Allemagne, se plaçait de son côté, elle perdait sa situation d'Etat neutre et elle ne se serait plus trouvée en état de la recouvrer. Jamais les grandes puissances n'auraient pu, à l'avenir, avoir confiance dans la neutralité de la Belgique

si celle-ci, d'un cœur léger, avait foulé aux pieds les devoirs que lui imposait cette neutralité. Elle serait sûrement tombée sous la coupe de sa grande voisine l'Allemagne, qui, il est vrai, lui promettait l'indépendance, mais sans lui en offrir une garantie comparable à celle de toutes les grandes puissances. Les visées de l'Allemagne sur sa petite voisine n'étaient pas ignorées. Notre littérature politique et militaire avait renseigné largement à ce sujet. M. de Bernhardi déclarait que « la conception d'une neutralité durable contredisait au caractère de l'Etat » et était en particulier d'avis que la Belgique avait elle-même violé sa neutralité en annexant le grand Etat du Congo à son petit territoire[1]. Il ne laissait donc pas d'être dangereux pour la Belgique de se fier à son avide voisine, de se remettre à sa grâce seule et d'écarter tous ses autres protecteurs. L'agneau ne peut avoir grande confiance quand c'est le loup qui lui promet son indépendance.

Ainsi donc, ce n'étaient pas seulement des considérations idéales qui dictaient son attitude à la Belgique, mais des intérêts pratiques tout ce qu'il y a de plus tangibles, et de ces intérêts, tout au moins, on devrait avoir l'intelligence en Allemagne, quoiqu'on y hoche la tête avec sarcasme sur l'idéalisme... des autres.

Les mêmes motifs qui avaient dicté à la Belgique son refus de laisser passer les Allemands, lui auraient certainement fait repousser toute demande de la France ou de l'Angleterre tendant à s'unir à elles pour une action commune contre l'Allemagne. Personne, en Allemagne, ne se donne la peine de penser aux raisons qui auraient poussé la Belgique à abandonner sa neutralité et à risquer sa peau en faveur de la Triple-Entente. *Quel profit en aurait-elle retiré ?* Avait-elle des projets de conquête sur les pays rhénans? Voulait-elle s'arrondir de Trèves ou d'Aix-la-Chapelle? Qu'est-ce que pouvait lui apporter, *au nom du ciel*, une action hostile contre l'Allemagne? Rien. Au contraire, en prenant parti pour les Etats de l'Entente, elle aurait mis dans le plus grand danger sa situation en Europe. Aussi longtemps que la Belgique restait neutre et remplissait les devoirs de sa neutralité, elle demeurait indépendante et pouvait,

---

[1] Bernhardi, *Deutschland und der nächste Krieg*, p. 123.

en toute tranquillité, attendre que la victoire se décidât soit pour la France soit pour l'Allemagne. Mais du moment où elle s'enchaînait à un des partis, elle faisait dépendre son sort du succès de son allié et était perdue si celui-ci succombait. *Pourquoi la Belgique aurait-elle couru ce risque?* Pourquoi se serait-elle exposée à la vengeance de son puissant voisin allemand, et, en cas de défaite, à être la première à payer les pots cassés? Car il n'est pas douteux que, si son alliée la France était vaincue, elle était sans autre annexée à l'Allemagne — sort dont on la menace déjà maintenant, sous le faux prétexte qu'elle a conclu une alliance. Je le demande encore une fois : pour quel motif raisonnable la Belgique se serait-elle inutilement exposée au danger au lieu d'attendre, la conscience tranquille, et protégée par sa neutralité, le cours des événements? Personne ne fera une réponse plausible à cette question. Ainsi, par la simple logique, on peut montrer l'inanité des accusations allemandes contre le pays voisin.

Vis-à-vis de l'Allemagne, la Belgique a usé de son droit, rempli ses devoirs et protégé ses intérêts, comme elle l'eût fait à l'égard de toute puissance qui aurait exigé qu'elle violât sa neutralité. Celle qui, par contre, a agi illégalement, contrairement à ses devoirs et à ses vrais intérêts, c'est l'Allemagne.

Les impondérables, qu'un Bismarck faisait entrer en ligne de compte dans tous ses actes politiques n'ont plus de valeur pour ceux qui gouvernent aujourd'hui l'Allemagne. Ils ont toujours les yeux fixés sur le Grand Chancelier, se souviennent comment il toussait pour s'éclaircir la voix, et comment il crachait, mais ils n'ont jamais senti la moindre étincelle de son esprit. Le respect des impondérables, dans le cas de la Belgique, consistait à ne pas violer le droit des autres et à prendre en considération le jugement du monde. La négligence de ces impondérables se vengera cruellement de nous. Elle s'est déjà vengée en influençant l'attitude de l'Angleterre dans cette guerre, et a agrandi ainsi à nos dépens la coalition de nos ennemis.

* * *

Après avoir terminé ce chapitre, j'ai eu connaissance d'une circulaire du chancelier, M. de Bethmann, datée du 24 décembre,

qui, en réponse à un discours de Viviani, cherche par toutes les altérations et falsifications possibles à rejeter la responsabilité de la guerre sur les adversaires de l'Allemagne[1]. Ce serait faire trop d'honneur à cet écrit que de lui consacrer une étude spéciale. Tout ce qu'il contient est réfuté par les livres diplomatiques, par le *Livre blanc* lui-même, et par les discours précédents du chancelier. Ce tour de passe-passe au moyen duquel M. de Bethmann cherche à se justifier consiste à intervertir les événements, à supprimer tout ce qui ne lui convient pas, à émettre des affirmations que les faits prouvés réfutent et à prêter aux puissances de l'Entente des mobiles qui sont contredits par leurs actions.

Quelques exemples suffiront à mettre en lumière l'amour de la vérité de M. de Bethmann — et aussi sa courte mémoire. Il affirme maintenant que *l'Autriche n'avait, au début, mobilisé que contre la Serbie*, tandis qu'il reconnaissait, le 4 août, qu'une mobilisation partielle, *précédant* la mobilisation russe, avait eu lieu contre la Russie. — Un autre exemple pour montrer comment il supprime les faits : selon lui, l'Allemagne n'a fait des objections que contre la *forme* d'une conférence, mais il tait la chose la plus importante, à savoir que, malgré les sollicitations des puissances de l'Entente, elle n'a jamais consenti à indiquer la forme qu'elle eût voulu donner à la conférence. Il passe également sous silence le fait que l'Autriche n'a voulu entrer en pourparlers directs avec Pétersbourg, comme l'Allemagne le lui recommandait en lieu et place d'une conférence, qu'au dernier moment, le 31 juillet, alors que, par suite de l'ultimatum allemand, il était trop tard. Ainsi, d'un bout à l'autre, cette pièce n'est qu'une suite de falsifications et de suppressions de la vérité.

J'aimerais rendre attentif encore à une seule allégation, qui ne mérite pas d'être qualifiée autrement — accusation inédite. Il accuse, et par besoin de variété sans doute, l'Angleterre d'avoir mobilisé la première ! Jusqu'à maintenant cette accusation était dirigée contre la Russie. Sur quoi se base ce terrible reproche qui, même s'il était vrai, ne ferait pas disparaître les efforts ininterrompus de Grey pour maintenir la paix ? Sur le

[1] Voir annexe III.

fait que la flotte anglaise, après avoir terminé, le 27 juillet, ses manœuvres habituelles près de Portland, est restée réunie au lieu d'être dispersée. En réalité, il ne s'agissait nullement d'une « mobilisation », d'une « concentration » de la flotte près de Portland, « d'une mesure militaire de grand style », comme le prétend le chancelier contre sa conviction intime, mais simplement d'un *arrêt de démobilisation de la flotte,* occasionné par la tension de la situation européenne, par le rappel de Belgrade de l'ambassadeur autrichien et par le refus de l'Autriche et de l'Allemagne de discuter l'affaire serbe avec les autres puissances[1]. Grey indiqua ouvertement ces raisons à l'ambassadeur autrichien en ajoutant qu'il ne fallait pas considérer la non-dispersion de la flotte comme une menace, mais comme une mesure de précaution pour le cas d'un conflit européen, qui pourrait être provoqué par le fait que l'Autriche ne voulait tenir compte, à aucun prix, du désir de conciliation de la Serbie. L'Angleterre n'avait pris aucune autre mesure terrestre ou maritime. Cela n'empêche pas M. de Bethmann de parler d'une mobilisation « de grand style », dont le but était « d'humilier les deux Etats de la Triplice », et qui a rendu belliqueuse l'opinion en France et en Russie. Qui trompe-t-on ici ? Personne, Monsieur de Bethmann.

Ouvrez le *Livre jaune* ou le *Livre bleu*[2] ; vous y lirez que le matin du 26 juillet déjà, immédiatement après l'échéance de l'ultimatum autrichien, l'Allemagne prépara sa mobilisation ; comment les garnisons de l'Alsace furent complétées, les fortifications de la frontière mises en état de défense, les transports de troupes préparés, les réservistes rappelés par convocations individuelles ; comment les navires reçurent l'ordre de quitter les eaux norvégiennes, comment les officiers en congé furent rappelés de Suisse, les automobiles privées, dans le grand-duché de Bade, réservées pour des buts militaires. Vous y lirez également que l'Allemagne, en Alsace-Lorraine, à Strasbourg et à Metz, et l'Autriche, en Hongrie et en Galicie, procédaient secrètement, le 29 juillet déjà, à leur mobilisation.

Vous y lirez enfin que le 30 juillet, donc *avant* la proclamation de l'état de guerre, les provinces voisines de la frontière se trouvaient dans le dernier stade précédant la mobilisation, que

---

[1] *Livre bleu*, p. VIII et n° 48. *Livre jaune*, n° 66.

[2] *Livre jaune*, nos 58, 59, 60, 88, 90, 91, 106, 118. *Livre bleu*, n° 105 (III).

le jour auparavant des patrouilles allemandes avaient déjà pénétré en France et que tout le XVIme corps de Metz, renforcé par une partie du VIIIme venu de Trèves et de Cologne, avait occupé la frontière de Metz au Luxembourg !

Tout cela s'est passé déjà le 30 juillet, bien que la France eût volontairement pris et tenu l'obligation, qui portait atteinte à ses intérêts stratégiques, de retenir ses troupes à 10 kilomètres de la frontière [1]. Comparez ces mesures militaires allemandes avec les assurances pacifiques que le malheureux M. de Schœn devait donner chaque jour au quai d'Orsay ! Lisez et comparez tout cela et osez encore conclure de l'arrêt de démobilisation de la flotte anglaise, fait unique et ouvertement avoué, que l'Angleterre avait *projeté de rompre la paix !* Non, M. de Bethmann, vous feriez mieux de vous taire : *si tacuisses, philosophus mansisses*. Vous serviriez mieux votre renom de philosophe en supportant patiemment le sort que vous vous êtes fait, à vous et à votre pays, au lieu de chercher fiévreusement à saisir des fétus qui ne vous empêcheront pas de sombrer dans les profondeurs de la malédiction générale ! Taisez-vous pour l'amour de Dieu, et contentez-vous du certificat que le professeur Lasson vous a décerné, à savoir que vous êtes « le plus éminent des hommes vivants, et que vous ne connaissez d'autre motif que la vérité, la fidélité et le droit ».

* * *

Je résume ainsi les chefs d'accusation contre l'Allemagne :

1. L'Allemagne a laissé à l'Autriche les mains libres contre la Serbie, bien qu'elle sût qu'un conflit européen résulterait du conflit austro-serbe.

2. Elle a toléré que l'Autriche envoyât à la Serbie un ultimatum avec des exigences exorbitantes, et, malgré l'acceptation presque complète de celles-ci, rappelât son ambassadeur et déclarât la guerre.

3. Elle a, en proposant la localisation du conflit, fait croire à une tentative de conciliation de sa part, tentative dont elle devait parfaitement savoir l'inutilité par l'histoire diplomatique et la crise des Balkans, et qu'elle savait inutile en effet, ainsi qu'en témoigne le *Livre blanc*.

[1] *Livre jaune*, n° 106 ; discours du Chancelier du 4 août. *Livre bleu*, n° 105.

4. Elle a repoussé la proposition d'une conférence à quatre.

5. Elle a, de son côté, proposé des pourparlers directs entre Vienne et Pétersbourg, mais toléré en même temps que l'Autriche les refusât et déclarât la guerre à la Serbie.

6. Elle n'a jamais répondu à la prière des autres puissances, qui lui demandaient de proposer une autre voie de médiation à la place de la proposition qu'elle avait repoussée.

7. Elle n'a jamais discuté les formules de transaction de Grey et n'y a jamais fait de réponse.

8. Elle a repoussé l'une des formules transactionnelles de Sazonow et n'a pas répondu à l'autre.

9. Elle n'a, malgré toutes les demandes, jamais dit ce que l'Autriche voulait, mais s'est toujours bornée à dire ce que l'Autriche ne voulait *pas*.

10. Elle a cherché à obtenir de l'Angleterre la promesse qu'elle resterait neutre, et par là dévoilé sa volonté belliqueuse en un temps où les puissances de l'Entente travaillaient activement au maintien de la paix.

11. Au moment où, enfin, des négociations dont on pouvait se promettre le succès s'engageaient à Pétersbourg au sujet de la note serbe entre l'Autriche et la Russie, elle y a mis fin par ses ultimatums à la France et à la Russie, et rendu la guerre inévitable.

12. Dans son ultimatum à la Russie, elle a exigé de celle-ci la démobilisation non seulement contre elle, mais contre l'Autriche, quoique l'Autriche eût elle-même mobilisé toute son armée.

13. Elle a, au lieu de se contenter de la mobilisation qu'elle annonçait, déclaré immédiatement et sans motif la guerre à la Russie et ensuite à la France.

14. Elle a, après coup, motivé cette déclaration de guerre en disant que les puissances ennemies avaient commencé les hostilités, tandis qu'au contraire les premiers actes belliqueux étaient partis d'Allemagne.

15. Elle a violé la neutralité de la Belgique et provoqué par là la guerre avec l'Angleterre.

Ces chefs d'accusation sont prouvés et motivent la sentence : **l'Allemagne est coupable d'avoir, conjointement avec l'Autriche, suscité la guerre européenne.**

C

Angleterre.

L'attitude de l'Angleterre jusqu'au moment où la question de la neutralité belge a surgi est suffisamment caractérisée par mon exposé précédent pour ne pas avoir besoin d'être rappelée. Le ministre anglais des affaires étrangères, *Sir Edward Grey*, a, dès le début du conflit, dirigé l'action pacifique et fait tout ce qui était humainement possible pour empêcher la guerre :

1. Il a conseillé — avec succès — la modération au gouvernement serbe[1].

2. Il a essayé — sans succès, cette fois — d'obtenir du gouvernement autrichien une prolongation de délai[2].

3. Il a formulé la proposition de la conférence à quatre, qui a été acceptée par la France, l'Italie et la Russie, mais repoussée par l'Allemagne et l'Autriche[3].

4. Il a, à plusieurs reprises, invité le gouvernement allemand à proposer, à la place de la conférence qu'il refusait, une autre forme de coopération des quatre puissances non intéressées. Son invitation est restée sans réponse[4].

5. Il a appuyé la proposition de pourparlers directs entre Vienne et Pétersbourg faite par l'Allemagne, mais repoussée par l'Autriche après la déclaration de guerre à la Serbie[5].

6. Il a proposé une formule transactionnelle d'après laquelle l'Autriche occuperait une partie du territoire serbe, avec sa capitale, et dicterait de là ses conditions. Celles-ci seraient soumises aux puissances et, pour autant qu'elles ne léseraient pas l'intégrité et la souveraineté de la Serbie, recommandées à l'acceptation du gouvernement de Belgrade. L'Allemagne et l'Autriche n'ont ni l'une ni l'autre fait de réponse à cette proposition[6].

[1] *Livre bleu*, nos 12, 15, 16, 22, 27.
[2] *Livre bleu*, nos 13, 26.
[3] *Livre bleu*, nos 17, 35, 36, 37, 42, 43, 51, 53, 111.
[4] *Livre bleu*, nos 60, 68, 80, 84, 88.
[5] *Livre bleu*, nos 45, 74, 75, 78, 93, 106.
[6] *Livre bleu*, nos 88, 98, 103.

7. Il a appuyé la première formule de transaction proposée par Sazonow, et comme l'Allemagne la déclarait inacceptable, il a obtenu de Sazonow une seconde formule, qui tenait encore plus largement compte des exigences autrichiennes. Cette proposition est restée sans réponse [1].

8. Il a appuyé de la manière la plus vive les pourparlers austro-russes, commencés le 31 juillet, et, par de nouvelles propositions qui accordaient pleine satisfaction à l'Autriche, il a cherché à les faire aboutir. Toutes ces propositions renfermaient la clause suivante: les préparatifs militaires doivent être suspendus par tous [2].

9. Il s'est enfin déclaré prêt à appuyer auprès de la France et de la Russie toutes les propositions acceptables de l'Allemagne et de l'Autriche qui pourraient être utiles à la paix, et à se retirer des négociations pour le cas où les deux premières de ces puissances ne les accepteraient pas. Aucune proposition ne lui a été faite, l'Allemagne ayant, entre-temps, envoyé ses ultimatums et se refusant à négocier davantage [3].

10. Il a encore, le 1er août — jour de la déclaration de guerre à la Russie — envoyé à toutes les chancelleries des propositions, des représentations et des avertissements, afin de réaliser, à la dernière heure avant l'ouverture des hostilités, une entente entre les puissances [4]. Le *Livre bleu* anglais ne contient pas moins de dix-sept dépêches échangées le 1er août entre Londres et les diverses capitales; seize avaient été expédiées le 31 juillet et trente-trois le 29 et le 30.

Sir Edward Grey, plus qu'aucun autre, a mérité le nom de « Peace-maker of Europe » si l'on admet que: in magnis voluisse sat est. *Ses efforts ont été vains, mais son mérite d'avoir, avec un zèle infatigable, avec prudence et énergie, travaillé au maintien de la paix, restera éternellement dans l'histoire.*

M. de Bethmann lui-même (je pense à celui du 4 août et non à celui du 2 décembre) ne saurait contredire à ce jugement.

Que dit-il le 4 août? Ecoutons le *Livre blanc :*

« Le 26, sir Edward Grey proposait de soumettre le diffé-

[1] *Livre bleu*, nos 97, 103, 120, 131, 132, 139. *Livre orange*, nos 60, 63, 67.
[2] *Livre bleu*, nos 110, 111, 131, 133, 135, 137.
[3] *Livre bleu*, nos 111, 112, 121.
[4] *Livre bleu*, nos 126, 130, 131, 132, 133, 135, 137, 138, 139, 141.

rend austro-serbe à une conférence des ambassadeurs d'Allemagne, de France et d'Italie, présidée par lui. » (Page 9.)

« Nous nous sommes aussi trouvé prêt, après que l'idée d'une conférence eut été repoussée, à transmettre à Vienne une nouvelle proposition de sir Edward Grey, qui faisait ressortir que l'Autriche-Hongrie devait se déterminer soit à considérer la réponse serbe comme suffisante, soit à la prendre pour base de nouvelles propositions. » (Page 9.)

« Côte à côte avec l'Angleterre, nous avons sans cesse continué à travailler à une action médiatrice, etc. » (Page 11.)

« Le 30 encore, nous avons transmis à Vienne une proposition anglaise, qui posait comme base des négociations que l'Autriche-Hongrie devait, une fois son (*sic*) entrée en Serbie, y dicter ses conditions. » (Page 11.)

« Tandis que, du 29 au 31 juillet, ces efforts de notre part en vue d'une médiation, appuyés par la diplomatie anglaise, se poursuivaient, etc. » (Page 11.)

« Avant même que la réponse de Vienne à la dernière proposition de médiation anglo-allemande... ait pu arriver, etc. » (Page 12.)

« En attendant, l'Angleterre cherche à s'interposer entre Vienne et Pétersbourg, etc.» (Discours du chancelier du 4 août.)

Avec ces citations tirées du *Livre blanc*, s'accordent les télégrammes échangés entre le roi Georges, le prince Henri et le kaiser. Il est très intéressant de constater que même la solennelle déclaration de guerre à la Russie contient *un témoignage non moins solennel des efforts que l'Angleterre a faits en faveur de la paix*[1].

> « Sa Majesté l'Empereur d'Allemagne, *d'accord avec l'Angleterre*, était appliqué à accomplir un rôle médiateur auprès des cabinets de Vienne et de Saint-Pétersbourg. »

Ainsi parlait et pensait M. de Bethmann Hollweg, le 4 août. Comment parla-t-il et pensa-t-il — ou plutôt feignit-il de penser — le 2 décembre ?

« Nous savons clairement qui porte la responsabilité de la

[1] *Livre blanc*, annexe 26.

plus grande de toutes les guerres. La responsabilité *externe* est endossée par les hommes de la Russie, qui ont provoqué et accompli la mobilisation totale de l'armée. *La responsabilité interne retombe sur le gouvernement britannique.* Celui-ci aurait pu rendre la guerre impossible en déclarant nettement à Pétersbourg que l'Angleterre ne laisserait pas le conflit austro-serbe prendre les proportions d'une guerre européenne... L'Angleterre ne l'a pas fait... Elle a vu la roue se mettre en mouvement, elle n'a rien tenté pour l'enrayer. Malgré toutes ses assurances pacifiques, l'Angleterre donna à entendre à Pétersbourg qu'elle était aux côtés de la France et de la Russie. »

Autant de mots, autant de mensonges!

D'abord le chancelier est réfuté par lui-même. Dans le procès Bethmann contre Bethmann, le chancelier du 2 décembre est battu par le chancelier du 4 août. Tous les événements qui précédèrent la guerre se sont passés avant le 4 août, donc avant le jour où M. de Bethmann soumit son dossier au Reichstag. Si l'Angleterre avait réellement joué le rôle que le Bethmann du 2 décembre lui attribue, le Bethmann du 4 août l'aurait forcément su, et il n'aurait pas tenu ses propos élogieux sur les mérites que la Grande-Bretagne s'était acquis en travaillant pour la paix. Il *savait* qu'elle méritait ces éloges, parce que, en qualité de directeur de la politique étrangère, il avait participé à tous les événements. Son exposé du 4 août est conforme à la vérité, et si l'on peut lui faire un reproche, c'est de ne pas avoir exposé la vérité dans toute son ampleur et de s'être exprimé trop modestement sur les mérites de l'Angleterre.

Est-il possible que l'homme qui, pour des motifs sans valeur, repoussa toutes les propositions de l'Angleterre, ou les laissa sans réponse, ou ne les transmit même pas à Vienne; qui, le jour où une entente était à la veille de se faire entre l'Autriche et la Russie, força pour ainsi dire la guerre à éclater par ses ultimatums ; qui, déjà le 29 juillet, s'était résolu à la faire et avait révélé ses desseins en demandant à l'Angleterre de rester neutre, est-il possible que cet homme ait l'audace de renier son propre témoignage écrit, et de rendre l'Angleterre responsable de la catastrophe, dont *il* porte *seul* l'écrasante responsabilité ? C'est possible, puisque cela est arrivé. Mais le monde sait ce qu'il faut en penser, et le mensonge retombe sur son auteur.

Même le *Livre bleu* doit, à ce qu'affirme le chancelier, révéler la culpabilité du gouvernement anglais. Il prouverait que l'Angleterre a appuyé le parti de la guerre de Pétersbourg et déclaré, dès le début, « qu'elle était aux côtés de la France et de la Russie ».

Que révèle en réalité le *Livre bleu ?* Exactement le contraire.

Ce qui seul est vrai, c'est que la France et la Russie, s'apercevant des intentions agressives de l'Allemagne, cherchèrent à déterminer sir Edward Grey à prendre, au cas où le conflit s'aggraverait, une attitude nettement favorable aux deux puissances de l'Entente. On espérait, à Paris et à Pétersbourg, que l'Angleterre, en prenant position, détournerait l'Allemagne de ses desseins belliqueux.

En prenant ainsi position, l'Angleterre devait donc non *favoriser* la guerre, mais l'*empêcher*. Sir Edward Grey repoussa la suggestion, et déclara toujours, à chaque nouvelle tentative, que l'Angleterre était libre d'obligations et qu'elle voulait le rester. Il alla même plus loin : il avertit de la manière la plus solennelle les deux puissances de l'Entente de ne pas s'abandonner à l'espérance que l'Angleterre se déclarerait solidaire avec elles.

Déjà le 24 juillet, Sazonow avait — conjointement avec l'ambassadeur français à Pétersbourg — représenté à l'ambassadeur anglais, sir G. Buchanan[1], que, en présence de l'attitude provocante de l'Autriche, qui ne pouvait s'expliquer que par l'appui de l'Allemagne, le seul et le meilleur moyen d'empêcher un conflit européen était que l'Angleterre, la France et la Russie fissent une *déclaration de solidarité :* le ton de la note autrichienne, ses exigences exorbitantes, le court délai, tout indiquait que l'Autriche voulait la guerre avec la Serbie, et risquait de susciter un conflit européen que seule une action commune des Etats de l'Entente pourrait conjurer. L'ambassadeur anglais répondit tout de suite, à titre personnel et en réservant la déclaration officielle de son gouvernement, qu'il ne voyait aucun motif qui pût décider l'Angleterre à se solidariser : les intérêts britanniques n'étaient pas directement en jeu dans la question serbe, et une guerre à propos de celle-ci n'aurait jamais l'approbation de l'opinion publique anglaise. La seule promesse que fit Buchanan consistait à vouloir demander à l'Autriche une prolongation de délai.

---

[1] *Livre bleu*, n° 6.

Sir Edward Grey, dans son télégramme-réponse du 25 juillet, approuva complètement la déclaration de son ambassadeur. « I entirely approve what you said as reported in your telegram of yesterday, and I cannot promise more on behalf of the government [1]. » Au lieu de faire la déclaration de solidarité demandée, Grey proposa une action diamétralement opposée, à savoir une médiation des quatre puissances non-intéressées, l'Angleterre, l'Allemagne, la France et l'Italie. Cette position, le gouvernement anglais la garda inébranlablement pendant toutes les négociations qui suivirent, en dépit de tous les désirs exprimés en sens contraire. Le 27 juillet, Buchanan exposa le point de vue anglais à Sazonow [2] : c'était une erreur de croire que la cause de la paix gagnerait à ce que l'Angleterre se mît du côté de la France et de la Russie contre l'Allemagne. Cette attitude menaçante aurait pour seul effet de rendre celle-ci plus opiniâtre (would merely be stiffened by such a menace). Ce n'est qu'en qualité d'*amie* soucieuse de la paix que l'Angleterre pouvait se rapprocher de l'Allemagne, et l'amener à exercer à Vienne une influence modératrice.

Le 27 juillet encore, Grey déclara au prince Lichnowsky — toujours à propos du projet de la conférence à quatre — qu'aussi longtemps que l'Allemagne travaillerait au maintien de la paix, il se tiendrait en contact étroit avec elle [3].

Le 29 juillet, il eut une longue discussion avec l'ambassadeur de France, Paul Cambon [4]. Il fit ressortir, en termes clairs, la différence entre la question du Maroc et l'affaire austro-serbe. Dans la question du Maroc, la France était la principale intéressée, et la querelle portait sur des points qui avaient été réglés par des traités entre la France et l'Angleterre. Rien de tout cela dans le conflit actuel. Même s'il devait en résulter un conflit austro-russe, *l'Angleterre ne se sentirait pas appelée à s'en mêler* (we should not feel called upon to take a hand in it). La question de savoir si l'hégémonie dans les Balkans devait revenir aux Slaves ou aux Teutons avait toujours eu si peu d'intérêt pour l'Angleterre, qu'elle ne se laisserait pas engager dans une

---

[1] *Livre bleu*, n° 24.
[2] *Livre bleu*, n° 44.
[3] *Livre bleu*, n° 46.
[4] *Livre bleu*, n° 87.

guerre à ce sujet. Grey alla encore plus loin dans son refus de se solidariser : même si l'Allemagne et la France étaient impliquées dans le conflit, disait-il, il n'en resterait pas moins que celle-ci y aurait été entraînée non par ses intérêts propres, mais par les obligations de son alliance avec la Russie. Dans ce cas encore, l'Angleterre serait libre de tout engagement et ne se laisserait dicter ses résolutions que par les intérêts britanniques.

Comme la situation européenne devenait toujours plus tendue, malgré tous les efforts des puissances de l'Entente, le président Poincaré, dans un entretien qu'il eut le 30 juillet avec l'ambassadeur anglais Bertie, proposa à nouveau que l'Angleterre écartât le danger d'une guerre en déclarant d'une façon non équivoque qu'elle viendrait en aide à la France dans le cas d'un conflit avec l'Allemagne [1]. La France, ajoutait Poincaré, était pacifique et ne désirait pas la guerre, mais l'Allemagne ne pouvait être détournée de ses desseins agressifs que par une prise de position résolue de l'Angleterre [2]. Même le ministre italien di San Giuliano partageait l'opinion de Poincaré, et suggérait au gouvernement anglais d'intervenir en faveur des puissances de l'Entente [3].

De nouveau, Grey repoussa avec la plus grande fermeté toute obligation d'intervenir pour la France et la Russie. Etant donnée l'importance des explications de Grey pour juger la conduite de l'Angleterre, je reproduis ici dans leur texte original quelques phrases tirées de la dépêche qu'il adressa, le 31 juillet, à son ambassadeur à Paris, Bertie :

« Nobody here feels that in this dispute, so far as it has yet gone, British treaties or obligations are involved. Feeling is quite different from what it was during the Morocco question. That crisis involved a dispute directly involving France, whereas

---

[1] *Livre bleu*, nº 99.

[2] Poincaré exposa les mêmes motifs pour une déclaration de solidarité de l'Angleterre, dans une lettre adressée directement le 31 juillet au roi George, et qui n'a été publiée qu'en février 1915. Cette démarche de Poincaré resta aussi sans succès. Le roi évita, dans sa lettre, de donner une réponse précise au passage essentiel de l'écrit français et fit dépendre du cours des choses l'attitude de l'Angleterre, qui travaillait sans relâche pour la paix. Des deux ecrits ressort *la plus ferme volonté pacifique* des deux puissances, bien qu'elles ne fussent pas d'accord sur les chemins à suivre pour parvenir au but.

[3] *Livre bleu*, nº 106.

in thise case France is being drawn into a dispute which is not hers... *We cannot undertake a definite pledge to intervene in a war.* I have so told the French Ambassador, who has urged His Majesty's Government to reconsider this decision[1]. »

« Mr. Cambon referred to-day to a telegram thad had been shown to Sir Arthur Nicolson this morning from the French Ambassador in Berlin, saying that it was the uncertainty with regard to whether we would intervene, which was the encouraging element in Berlin, and that, if we would only declare definitely on the side of Russia and France, it would decide the German attitude in favour of peace... I said that we had come to the conclusion, in the Cabinet to-day, *that we could not give any pledge at the present time...* Up to the present moment, we did not feel, and public opinion did not feel, that any treaties or obligations of this country were involved... Mr. Cambon repeated his question whether we would help France if Germany made an attack on her. I said that I could only adhere to the answer that, as far as things had gone at present, *we could not take any engagement*[2].

Le même jour, Grey renouvela au prince Lichnowsky la pressante invitation qu'il lui avait déjà faite si souvent les jours précédents : l'Allemagne et l'Autriche, disait-il, n'ont qu'à faire

---

[1] « Personne ici ne pense que dans ce conflit, au point où il en est, les traités ou les obligations de la Grande-Bretagne soient engagés. Le sentiment est tout à fait différent de celui existant pendant la question du Maroc. Cette crise impliquait un conflit entraînant directement la France, alors que, dans le cas actuel, la France est entraînée dans un conflit qui n'est pas le sien. *Nous ne pouvons pas prendre d'engagement positif d'intervention dans une guerre.* C'est ce que j'ai dit à l'ambassadeur de France, qui a prié le Gouvernement de Sa Majesté de considérer à nouveau cette décision. » (*Livre bleu*, n° 116.)

[2] « M. Cambon s'est référé aujourd'hui à un télégramme provenant de l'ambassadeur de France à Berlin, qui avait été montré ce matin à sir Arthur Nicolson. Il dit que l'incertitude à l'endroit de notre intervention est l'élément encourageant à Berlin et que si nous voulions nous déclarer définitivement pour la France et la Russie, cela déciderait l'Allemagne à modifier son attitude en faveur de la paix... J'ai dit que dans la séance de cabinet d'aujourd'hui nous étions arrivés à la conclusion *que nous ne pouvions donner aucun gage en ce moment...* Jusqu'à présent, ni nous, ni l'opinion publique ne ressentions qu'un traité ou une obligation de ce pays était engagé... M. Cambon a renouvelé la question pour savoir si nous seconderions la France au cas où l'Allemagne l'attaquerait. J'ai dit que je pouvais seulement m'en tenir à la réponse et que, au point où les choses en étaient, nous ne pouvions prendre aucun engagement. » (*Livre bleu*, n° 119.)

une proposition acceptable ; quelle qu'elle soit, je l'appuierai à Paris et à Pétersbourg, et si la France et la Russie la repoussent, je me désintéresse des conséquences [1].

Tel est, pièces en mains, l'exposé du *Livre bleu* qui, d'après M. de Bethmann, doit prouver « d'une façon claire et irréfutable » que l'Angleterre a fait comprendre « qu'elle était aux côtés de la France et de la Russie. » *L'affirmation du chancelier est juste le contraire de la vérité*, et l'on ne peut qu'admirer le courage d'un homme qui, à la face du monde, soutient des faits dont la fausseté crève les yeux, en invoquant des documents directement contraires à ce qu'il prétend.

Tout ce que renferme le *Livre bleu* anglais au sujet de la position prise par l'Angleterre pendant les négociations diplomatiques est pleinement confirmé par les publications russes et françaises. Les refus de Grey s'adressaient, comme nous l'avons vu, en même temps à la Russie et à la France. Les déclarations faites à l'une de ces puissances valaient naturellement aussi pour l'autre, et étaient toujours transmises aux autres capitales par la voie des ambassades.

L'attitude de Grey vis-à-vis de l'Allemagne est parallèle à l'attitude qu'il observa vis-à-vis des puissances de l'Entente. Il est du plus haut intérêt d'étudier cette double action de Grey, qui témoigne d'autant de prudence que de loyauté, et dénote un véritable amour de la paix. Quand je lis cette série si émouvante et si dramatique de documents, je vois toujours apparaître devant mes yeux l'image du vieux juge F. qui, il y a trente ans, rendait ses sentences à la Jüdenstrasse, à Berlin. Comme les enquêtes lui répugnaient au plus haut degré, il s'efforçait toujours de trouver des accommodements. A cet effet, il recourait aux moyens les plus divers. Pour amener les parties à se faire des concessions, il les faisait attendre, des heures durant, à côté du poêle brûlant de son cabinet, et quand cela ne suffisait pas, il usait d'un stratagème. Il invitait l'accusé à se retirer un moment, montrait au plaignant la faiblesse de ses griefs, et lui faisait prévoir que sa plainte serait écartée. Puis il prenait à part l'accusé, lui prouvait que ses objections ne tenaient pas debout et lui donnait à entendre qu'il serait probablement con-

[1] *Livre bleu*, n° 111.

damné. Quand il avait ainsi assoupli ses clients en les travaillant séparément, il les faisait comparaître les deux ensemble devant sa barre, et presque toujours les choses s'arrangeaient. C'est exactement ainsi que sir Edward Grey en usa avec les parties européennes pour les amener à s'entendre à l'amiable et pour prévenir une lutte armée. Il dit aux Français et aux Russes : « Cédez, ne comptez pas sur mon appui ! » Et il dit aux Allemands et aux Autrichiens : « Cédez, ne comptez pas sur ma neutralité ! » De même que les premiers attendaient son secours — non pas, notez-le bien, *pour* la guerre, mais *contre* la guerre, — les derniers lui demandaient sa neutralité, qui ne pouvait naturellement entrer en ligne de compte qu'en cas de guerre.

Grey fit tout son possible pour enlever au cabinet de Berlin l'illusion que l'Angleterre resterait neutre, *quoi qu'il pût arriver*, dans un conflit européen. Il avertit le prince Lichnowsky, il fit avertir MM. de Bethmann et de Jagow par l'ambassadeur Goschen. Le *Livre bleu* anglais regorge de preuves à ce sujet [1]. Les avertissements se multiplient pendant les jours critiques du 27 au 31 juillet, et le plus éloquent d'entre eux est sa réponse déjà souvent mentionnée, en date du 30 juillet, pièce d'un mérite exceptionnel, qui constituera à jamais un titre de gloire pour la diplomatie anglaise, et une honte pour la diplomatie allemande : nous ne voulons pas d'une neutralité qui ne ferait qu'enflammer vos désirs belliqueux parce qu'elle rendrait votre victoire plus facile ! En revanche, cette fois-ci et toujours à l'avenir, action commune en faveur de la paix pour préserver l'Europe de toute nouvelle catastrophe. Nous ne voulons pas davantage des garanties que vous nous offrez. Et même si ces garanties allaient plus loin que ce n'est le cas en réalité, l'Angleterre n'en veut rien savoir, parce qu'elles n'auraient pour effet que de favoriser vos velléités belliqueuses. *L'Angleterre veut la paix pour tous, et si vous la rompez, ne comptez pas qu'elle restera à l'écart !* Telles étaient les pensées de Grey, et il leur donne, dans sa note du 31 juillet, une expression aussi vibrante que persuasive.

Le 31 juillet encore, quelques heures avant que la guerre éclatât, Grey invita les deux partis à faire des propositions

[1]. *Livre bleu*, nos 87, 89, 101, 102, 111, 116, 119, 123.

acceptables et menaça chacun d'eux de l'abandonner, s'il repoussait les propositions acceptables de l'autre [1].

Nous savons que tous ses efforts furent vains, — vains non par la faute de la Russie et de la France, mais par la faute de l'Allemagne et de l'Autriche. La guerre européenne était déchaînée par la déclaration de guerre de l'Allemagne à la Russie. Tout le reste devait se dérouler mécaniquement, conformément aux traités d'alliance.

Ainsi, loin d'être confirmée, comme le pense M. de Bethmann, l'affirmation du chancelier de l'Empire est absolument contredite par la publication anglaise, et ce n'est point l'Angleterre qui porte la responsabilité de la guerre européenne. Mais le chancelier invoque un autre moyen de preuve, qu'il trouve dans *la fameuse lettre du chargé d'affaires belge* à Pétersbourg au ministre Davignon, lettre qui fut interceptée à Berlin le 31 juillet et publiée depuis. A en croire M. de Bethmann, cette lettre prouve irréfutablement la culpabilité de l'Angleterre. Qu'en est-il?

L'histoire de cette lettre et de sa découverte est si extraordinaire, si « genre Sherlock Holmes », qu'on est en droit de douter de son authenticité. Quelle chance surprenante a le gouvernement de Berlin! Toujours, au moment voulu, il lui tombe entre les mains des papiers compromettants pour les autres! — Le chargé d'affaires belge écrit à son ministre sous une autre adresse. Il n'expédie pas la lettre de Pétersbourg, mais, par l'entremise de quelqu'un, il la fait mettre à la poste à Berlin. Etrange, bien étrange! Il manque une confirmation officielle de l'authenticité de la lettre. La signature de celui qui l'a écrite n'est ni reconnue, ni authentifiée. En matière de procédure civile, on ne reconnaîtrait à un tel document aucune valeur probante.

Mais supposons que la lettre soit vraie. Elle contient les remarques du chargé d'affaires d'un petit Etat sur des événements auxquels il n'a pas pris part et qu'il ne connaît que par *ouï-dire*. Le fait qu'il ne les relate que *de auditu*, et non d'après ses observations directes, enlève à son témoignage toute valeur probante, et il ne peut être opposé aux témoi-

---

[1] *Livre bleu*, n° 111.

gnages portés *de facto*, c'est-à-dire, dans le cas particulier, aux pièces officielles qui exposent les faits diplomatiques. Quand le volé dépose devant le juge tous les détails du vol et les confirme par serment, le juge écarte d'emblée tout témoignage, fondé sur le simple ouï-dire, et d'après lequel le vol n'aurait pas eu lieu. Non seulement, il n'accorde aucune créance à ce témoignage, mais il ne veut pas même l'entendre.

Il en résulte que les faits prouvés par les livres diplomatiques de l'Angleterre, de la France, de la Russie et aussi de l'Allemagne, ne peuvent être éliminés par le témoignage du chargé d'affaires de la Belgique. Au cas où une contradiction existerait entre les publications officielles et le rapport belge, on doit donner raison aux premières.

Existe-t-il d'ailleurs entre eux des contradictions importantes au point que tout l'édifice bâti à l'aide des livres diplomatiques puisse être renversé? Pas le moins du monde. Le chargé d'affaires belge dit son fait à chaque Etat intéressé, à la façon d'une vieille commère qui dénigrerait tout le monde. Il s'excuse lui-même en disant au début que les nouvelles les plus contradictoires étaient répandues sans qu'il fût possible de discerner le vrai du faux en ce qui concernait les intentions du « gouvernement impérial ». Il loue ensuite l'Allemagne, qui s'est efforcée indiscutablement, aussi bien à Pétersbourg qu'à Vienne, de trouver le moyen d'éviter un conflit général. Il blâme l'Autriche, qui a montré « la ferme résolution de ne pas reculer d'un pas » ; il relève ensuite la déclaration de Sazonow disant que la mobilisation russe n'était pas dirigée contre l'Allemagne ; il mentionne le rappel des réservistes — seulement dans des gouvernements déterminés — et affirme « tranquillement » que son impression personnelle était que partout on mobilisait. L'Angleterre et la Russie, dit-il, ont proposé chacune une sentence arbitrale, mais l'Autriche a repoussé les deux propositions. A la proposition d'une conférence, l'Allemagne a répondu par la contre-proposition tendant à une entente directe entre les cabinets. En présence de toutes ces démarches opposées, « on en est vraiment à se demander si tout le monde ne désire pas la guerre et ne cherche à retarder un peu la déclaration de guerre que pour gagner du temps ». Au début, l'Angleterre avait déclaré ouvertement qu'elle ne se laisserait

pas entraîner au conflit, mais, aujourd'hui, on est persuadé à Pétersbourg et on y a même reçu l'assurance qu'elle appuierait la France. « Cet appui a un poids extraordinaire et n'a pas peu contribué à aider le parti de la guerre à prendre le dessus. » L'armée russe se sentait forte, mais la marine n'avait pas grande valeur. C'est pourquoi l'assurance que l'Angleterre soutiendrait la Russie a une signification si considérable.

Cette pièce, à laquelle le gouvernement allemand attache une importance plus grande qu'à son *Livre blanc*, a été publiée par la *Norddeutsche Allgemeine Zeitung*, qui, au moyen de caractères gras, en a mis en relief quelques passages. En réalité, l'idée qu'on s'en fait dépend des passages que l'on souligne, et suivant qu'on fait ressortir l'un ou l'autre, ce salmigondis de potins, que l'auteur a récoltés dans les couloirs des ambassades — car il était lui-même en dehors de toute négociation — peut être utilisé contre l'une ou l'autre des grandes puissances. Si l'on imprime en caractères gras que *le cabinet viennois a montré la ferme résolution de ne pas reculer d'un pas*, que *l'Autriche et l'Allemagne ont repoussé toutes les propositions de conférences, de sentences arbitrales*, etc., que, apparemment, tout le monde désirait la guerre et ne cherchait qu'à gagner du temps pour s'y préparer, toute la culpabilité retombe sur l'Autriche et l'Allemagne. Si, au contraire, on met en évidence la remarque que *l'Angleterre a promis son aide à la France et a, par là, renforcé le parti de la guerre à Pétersbourg*, la responsabilité, du moins en partie, incombe à l'Angleterre. Ainsi, l'écrit prouve autant contre les uns que contre les autres, avec cette différence cependant que les remarques dirigées contre l'Allemagne sont confirmées par toutes les publications diplomatiques, sans en excepter le *Livre blanc*, tandis que les remarques visant l'Angleterre sont réfutées par toutes les publications des chancelleries européennes, et, en particulier, par le *Livre blanc* lui-même.

J'ai déjà relevé ailleurs les grands éloges décernés par le *Livre blanc* à l'amour de la paix dont a fait preuve l'Angleterre et à ses efforts pour la maintenir. Le *Livre blanc* se ferme à la date du 2 août, et traite de tous les incidents diplomatiques qui se sont produits jusqu'à ce jour, autant, naturellement, qu'on jugeait utile de les faire connaître. Si l'Angleterre s'était comportée à Paris et à Pétersbourg comme l'épistolier belge le

rapporte par ouï-dire dans sa lettre du 30 juillet, *l'Allemagne, en qualité d'intéressé principal, aurait dû le savoir le 2 août,* et elle n'aurait pu soutenir le contraire dans son *Livre blanc.* Si un atome seulement de ces histoires de couloirs belges eût été vrai, le gouvernement allemand en eût tiré parti avec joie, et n'eût pas manqué de mentionner dans son mémoire les faits favorables à sa thèse. La participation de l'Angleterre à la guerre mondiale était imminente quand, le 4 août, le chancelier de l'Empire déposa au Reichstag son *Livre blanc.* Le soir du même jour, nous étions en guerre avec l'Angleterre. M. de Bethmann avait tout intérêt à charger celle-ci, autant que possible et *prænumerando,* des responsabilités, puisque, le 4 août au matin — après la violation de la neutralité belge — il n'y avait plus à douter qu'elle participât au conflit. S'il ne le fit pas, si, au contraire, il décerna à l'Angleterre des éloges à oreille que veux-tu, s'il alla même jusqu'à mettre en relief les efforts anglais en faveur de la paix dans sa déclaration de guerre à la Russie, la preuve n'est-elle pas pleinement faite qu'*il n'y avait rien à la charge du cabinet de Londres?* D'ailleurs cette preuve, nous l'avons déjà vu, a été fournie également, et d'une manière irréfutable, par les publications diplomatiques des Etats de l'Entente, et elle ne saurait être abolie par les incroyables racontars d'un chargé d'affaires qui n'avait pas voix au chapitre. Les efforts de Grey avant et après le 30 juillet, date de la lettre belge, pour le maintien de la paix, constituent un fait historique, attesté par des documents officiels: *ce ministre n'a promis son appui ni à la France ni à la Russie;* au contraire, il a refusé catégoriquement et sans équivoque tout appui de ce genre, malgré les sollicitations répétées de ces puissances. Cela, le chancelier de l'Empire le sait aussi bien que nous, et s'il néglige tous les faits diplomatiques authentiques, si même il répudie les déclarations faites antérieurement par lui pour charger injustement l'Angleterre en s'appuyant sur une pièce qui n'a aucun caractère d'authenticité et qui est suspecte au plus haut degré, il n'agit pas *gentlemanlike,* mais contre sa conviction intime.

La vérité se trouve dans ces phrases du *Livre bleu* anglais: « Sir E. Grey had consistently declined to give any promise of support to either of our present allies. He maintained that the position of Great Britain was that of a disinterested party whose

influence for peace at Berlin and Vienna would be enhanced by the knowledge that we were not committed absolutely to either side in the existing dispute. He refused to believe that the best road to European peace lay through a show of force... *We gave no pledge to our present allies*, but to Germany we gave three times — on the 30th July, the 31st July and 1st August — a clear warning of the effect which would be produced on our attitude and on the sentiment of the British people by a violation of the neutrality of Belgium [1]. »

Que la conduite de l'Angleterre ait été telle qu'elle est racontée dans ces lignes, et non telle que le prétend l'épistolier belge, tous les documents diplomatiques le prouvent. Mais que l'Allemagne se soit évertuée, comme le prétend également la lettre, à faire triompher la cause de la paix à Vienne, cela n'est démontré par rien, puisque, comme je l'ai déjà fait remarquer, on n'a encore rien publié de la correspondance entre Vienne et Berlin. Nous en sommes réduits aux affirmations gratuites de l'Allemagne, lesquelles ne méritent aucune confiance, pour cette raison déjà que si l'Allemagne avait eu l'intention bien arrêtée de faire céder Vienne, elle y eût incontestablement réussi.

Le chancelier de l'Empire a prononcé dans son discours du 2 décembre une phrase dont voici la traduction : « Le cabinet de Londres pouvait rendre cette guerre impossible en déclarant sans équivoque à Pétersbourg que l'Angleterre n'était pas disposée à laisser le conflit austro-serbe s'amplifier en une guerre continentale et européenne.... L'Angleterre ne l'a pas fait.... Elle a vu la roue se mettre en mouvement, mais elle n'a pas cherché à l'enrayer. En dépit de toutes ses assurances de paix, Londres donnait à entendre à Pétersbourg qu'il était du côté de la France et de la Russie. »

Cette phrase est fausse d'un bout à l'autre. Elle devient vraie, si l'on y substitue partout l'Allemagne à l'Angleterre et Vienne à Pétersbourg. Alors la vérité prend la forme suivante :

« Le cabinet de Berlin pouvait rendre cette guerre impossible en déclarant sans équivoque à Vienne que l'Allemagne n'était pas disposée à laisser le conflit austro-serbe s'amplifier en une guerre continentale et européenne.... L'Allemagne ne l'a pas

[1] *Livre bleu*. p. VIII.

fait.... Elle a vu la roue se mettre en mouvement, mais elle n'a pas cherché à l'enrayer. En dépit de toutes ses assurances de paix, Berlin donnait à entendre à Vienne qu'il était du côté de l'Autriche. »

* * *

Les événements qui se sont déroulés entre le 1er et le 4 août, entre la déclaration de guerre de l'Allemagne à la Russie et de l'Angleterre à l'Allemagne, demandent un exposé particulier. Il ne s'agit plus de savoir qui a provoqué la guerre européenne, car celle-ci *avait* déjà éclaté par la déclaration de guerre de l'Allemagne à la Russie, qui devait forcément, par le jeu des alliances, amener une guerre de l'Allemagne avec la France et de la Russie avec l'Autriche.

J'ai déjà mentionné l'attitude de l'Italie. Cette puissance n'étant liée que dans le cas d'une guerre *défensive*, refusa sa participation en se basant expressément sur le fait que cette guerre était une guerre *agressive* de l'Allemagne et de l'Autriche. Cette déclaration doit être tenue pour particulièrement importante dans la bouche d'un allié, et c'est précisément pour cela que M. de Bethmann paraît la prendre si à la légère et qu'il la passe complètement sous silence dans ses discours et ses écrits.

Le seul pays qui ne fût pas forcé, par une alliance, de participer à la guerre, était l'Angleterre. J'ai déjà exposé plus haut que ce pays avait conclu sans doute avec la France et la Russie des traités spéciaux sur des questions d'intérêts déterminées, mais qu'il n'avait aucun traité *général* d'alliance ni avec l'une ni avec l'autre des puissances précitées, et que, par conséquent, il ne faisait pas partie de l'alliance franco-russe. Sur la base des traités spéciaux qui avaient écarté les causes de frottements existant entre l'Angleterre et les deux autres Etats, il s'était opéré un rapprochement qui avait créé *des rapports d'amitié sans obligations d'alliance.*

L'Angleterre était donc libre, et avait à décider, d'après son propre point de vue, si elle participerait ou non à la guerre européenne. Sa participation ou sa non-participation n'étaient pas le moins du monde liées à la question beaucoup plus importante de la *responsabilité* de la guerre,— beaucoup plus impor-

tante aux points de vue moral et historique. A cet égard, comme à tant d'autres, le peuple allemand, et surtout ses dirigeants, ont perdu toute logique. Ils ne veulent ou ne peuvent pas comprendre que ce que l'Angleterre fit *après* le commencement de la guerre n'a rien à voir avec ce qu'elle fit *auparavant*. L'un est complètement indépendant de l'autre et doit être jugé d'après un tout autre critère.

Je prouverai que l'Angleterre, qui avait tout fait avant la guerre pour empêcher qu'elle n'éclatât, n'a rien fait, après, pour l'étendre par sa participation, et *que plutôt elle a été contrainte d'y prendre part par les actions de l'Allemagne*. Mais même si, je l'admets un instant, cette preuve était impossible, il ne serait pas davantage prouvé que l'Angleterre soit coupable d'avoir occasionné la guerre. Il est théoriquement possible qu'elle l'ait suscitée et qu'elle soit ensuite restée neutre, et, d'autre part, il est aussi possible qu'elle ne l'ait pas suscitée et qu'elle y ait pris part. Il n'y a aucun rapport logique entre le fait d'avoir provoqué la guerre et celui d'y avoir participé.

Cette petite leçon de logique s'adresse tout spécialement à M. de Bethmann Hollweg, chancelier de l'Empire, qui, dans son discours du 2 décembre, confond toutes ces choses-là. Les assurances que l'Angleterre a données le 2 août à la France, une fois la guerre commencée, les raisons invoquées dans sa déclaration de guerre du 4 août, ces événements *subséquents* sont pour lui autant de preuves que l'Angleterre a prémédité et voulu la guerre. Ces preuves sont caduques déjà parce qu'elles pèchent contre la plus simple logique. Les actes qui servent à établir la culpabilité ne peuvent jamais s'être produits *après* l'événement décisif, mais ils doivent le précéder, ou, tout au moins, être simultanés.

On ne saisit donc pas le but de ces longues discussions, éternellement répétées en Allemagne, sur les motifs qui ont poussé l'Angleterre à prendre part à la guerre. *Ces motifs regardent exclusivement l'Angleterre*. Ils peuvent être plus ou moins plausibles, plus ou moins hypocrites, ils n'enlèveront pas un brin à la culpabilité et à la responsabilité qui incombent à l'Allemagne pour avoir déchaîné la guerre mondiale. La question de savoir si l'Angleterre devait prendre parti ou rester neutre ne s'est posée *qu'ensuite* de la guerre. Celui qui est res-

ponsable de la guerre l'est également de ses conséquences, donc de la participation de l'Angleterre, même s'il n'a provoqué cette participation qu'indirectement. Mais cette responsabilité est doublée si l'on peut prouver qu'il est non seulement l'auteur de la guerre elle-même, mais encore de la participation de l'Angleterre à cette guerre.

Je me résume :

1. L'Allemagne et l'Autriche sont responsables de la guerre mondiale : leur culpabilité a été prouvée.

2. Leur culpabilité ne peut pas être diminuée par les actes de l'Angleterre *après* le commencement de la guerre.

3. Leur culpabilité est augmentée si elles ont elles-mêmes provoqué ces actes.

Examinons les faits en nous guidant d'après ces principes :

L'Angleterre a déclaré la guerre à l'Allemagne le soir du 4 août, parce que l'Allemagne avait repoussé sa sommation de ne pas pousser plus avant la violation du territoire belge. Le matin de ce jour, des troupes allemandes avaient pénétré en Belgique, après que celle-ci eut refusé d'accorder le libre passage à l'Allemagne [1]. L'Angleterre, en qualité de puissance garante du traité de Londres de 1839, avait le droit et le devoir de répondre à l'appel du roi Albert du 3 août et d'intervenir en faveur de la neutralité belge, qu'elle avait garantie avec la Prusse et d'autres puissances [2]. Pour quiconque connaissait un tant soit peu l'histoire de la neutralité belge, l'intervention de l'Angleterre ne pouvait rien avoir de surprenant. Mais M. de Bethmann était à tel point hors de lui à cause de la conduite de l'Angleterre, que, dans la dernière visite de l'ambassadeur Goschen, le soir du 4 août, il ne put maîtriser son agitation et parla d'une manière méprisante du mot « neutralité », dont on n'avait si souvent tenu aucun compte, et du « chiffon de papier » pour lequel l'Angleterre voulait faire la guerre [3].

M. de Bethmann paraît peu ferré sur l'histoire de son propre pays. Ne savait-il pas que la neutralité belge avait été, en 1870,

---

[1] *Livre gris*, n° 22.
[2] *Livre gris*, n° 25.
[3] *Livre bleu*, n° 160.

l'objet d'une des plus fines manœuvres diplomatiques de Bismarck ? Ne savait-il pas que l'Angleterre, au début de la guerre de 1870, s'était déjà donnée comme la protectrice de cette neutralité, exactement comme aujourd'hui, mais avec un tout autre résultat, parce que Bismarck, non seulement promit de respecter la neutralité belge, mais dénonça encore l'intention qu'avait la France de la violer et mit ainsi le cabinet de Londres de son côté? Il publia, comme on sait, peu de temps après l'ouverture des hostilités, un projet de traité écrit par l'ambassadeur français Benedetti, par lequel la France, contre des concessions faites à la Prusse dans le nord de l'Allemagne, revendiquait l'annexion de la Belgique. Ce coup génial de Bismarck eut pour conséquence la neutralité de l'Angleterre et la conclusion d'un traité identique entre l'Angleterre d'un côté, la France et l'Allemagne de l'autre, traité dans lequel l'Angleterre déclarait expressément que si l'un des belligérants violait la neutralité belge, elle se placerait aux côtés de l'autre pour la protéger. Le traité fut si rigoureusement tenu et respecté que l'Allemagne, après la bataille de Sedan, dut renoncer à faire passer par la Belgique des transports de blessés.

M. de Bethmann ne sait-il rien de tous ces événements ? Ou, s'il en sait quelque chose croit-il pouvoir, lui, l'Epigone, le nain, faire fi des égards que son grand prédécesseur, le géant Bismarck, avait observés volontairement et avec profit ? Ne devait-il pas se dire, lorsqu'il autorisa l'état-major à faire entrer dans ses plans le passage à travers la Belgique, que de cet avantage stratégique naîtraient des désavantages politiques et militaires incomparablement plus grands pour l'Allemagne ? N'avait-il rien appris du passé ? Ne savait-il pas — ce que Bismarck savait très bien — qu'un des principes de la politique anglaise avait été, de tout temps, de maintenir et de protéger l'inviolabilité des petits Etats du nord de l'Europe? Personne n'a-t-il pu lui rappeler avec quelles paroles enflammées Granville et Gladstone — ministres libéraux, comme ceux d'aujourd'hui — avaient, en août 1870, pris fait et cause pour l'inviolabilité de la Belgique et qualifié une attaque contre ce pays, comme « the direst crime that ever stained the pages of history [1]. »

[1] « Le plus grand crime qui souillerait jamais les pages de l'histoire. »

De tout cela, il semble que M. de Bethmann ne savait rien lorsque, le 2 décembre, il déclarait au Reichstag que la violation de la Belgique n'avait pas été la cause, mais *le prétexte* de la déclaration de guerre de l'Angleterre. Elle en était, au contraire, si bien la cause que l'Angleterre, il y a quarante-quatre ans, nous eût également déclaré la guerre si nous y avions porté atteinte. Ce qui n'était pas permis à un Bismarck, n'est certes pas permis à un Bethmann, sinon il faudrait renverser la phrase et dire : *Quod licet bovi non licet Jovi.*

A quoi sert-il de rechercher — comme les professeurs allemands se plaisent aujourd'hui à le faire — si la protection de la Belgique était, pour l'Angleterre, *une question de morale ou d'intérêt ?* Vraisemblablement, ce fut en même temps l'une et l'autre : en tenant sa parole, l'Angleterre sauvegardait aussi ses intérêts. Ceux-ci, cela n'a jamais été le secret de personne, ont toujours consisté à ce que les côtes de la mer du Nord, face à Londres, restassent en possession de petits Etats neutres. Celui qui agit honnêtement ne doit compte à qui que ce soit jusqu'à quel point ses actes répondent à ses intérêts. *Qui jure suo utitur, neminem laedit.* On ne peut voir dans l'âme des hommes, et encore moins dans celle des Etats qui, du reste, comme « ensemble » n'en possèdent point.

En tous cas, tant en vertu des expériences historiques qu'après les avertissements sérieux et répétés qui furent donnés au gouvernement allemand, il ne pouvait exister le moindre doute : une violation de la neutralité belge affecterait si fortement le sentiment populaire et les intérêts anglais, que l'Angleterre ne pourrait pas se tenir silencieusement à l'écart. A plusieurs reprises, Grey avait rendu le prince Lichnowsky attentif aux conséquences d'une violation de cette neutralité, que laissait prévoir la réponse évasive de Jagow à la demande anglaise du 31 juillet. Grey fit particulièrement remarquer que « the neutrality of Belgium affected feeling in this country[1] ». Le gouvernement allemand chercha à rassurer le cabinet de Londres en déclarant que « sous aucun prétexte il n'avait l'intention d'annexer le territoire belge[2] », pilule calmante que l'Angleterre ne put naturellement pas avaler, car « neutralité »

---

[1] *Livre bleu*, nos 101, 123, p. VIII.
[2] *Livre bleu*, n° 157.

n'est pas identique à « non-annexion », mais veut dire être respecté par la guerre *à tous égards* et ne pas même être utilisé pour livrer passage à des troupes. Considérer une marche à travers un territoire neutre comme un acte innocent est plus que naïf : cette marche aurait autorisé la France à pénétrer dans le pays, et la Belgique se serait trouvée dans la plus fâcheuse position que l'on puisse imaginer : si elle s'était soumise à l'ultimatum allemand, son territoire eût sans doute servi de champ de bataille aux belligérants, sans qu'elle pût faire la moindre chose pour le défendre. Elle aurait été broyée entre les deux armées, et perdue de quelque côté que se portât la victoire.

Rien d'étonnant donc à ce que l'Angleterre n'ait pas accepté les assurances de l'Allemagne, et qu'elle ait exigé que celle-ci *respectât strictement* la neutralité belge. Mais l'Allemagne ne pouvait faire une déclaration dans ce sens, car les plans de son état-major, depuis longtemps préparés, rendaient indispensable le passage par la Belgique.

Le 4 août encore, alors que les troupes allemandes avaient déjà franchi la frontière belge, sir Edward Goschen, par ordre de son gouvernement, demanda à M. de Jagow s'il n'était pas possible de renoncer, *encore maintenant*, à la violation de la Belgique et de faire reculer les troupes. M. de Jagow ayant répondu négativement, l'ambassadeur anglais le pria de réfléchir encore une fois à la chose et de lui donner avant minuit une réponse satisfaisante. M. de Jagow répliqua « que sa réponse ne changerait pas, même si on lui accordait vingt heures et plus pour réfléchir ». Là-dessus, Goschen demanda ses passeports[1].

Quand on examine l'attitude générale de la diplomatie allemande dans cette question de la neutralité belge, on ne trouve qu'une explication de l'inexplicable, à savoir que *la diplomatie avait complètement abdiqué en faveur du « militaire »*. La situation stratégique fut certainement améliorée par la marche à travers la Belgique ; par contre la situation diplomatique, — et partant de nouveau la situation militaire, — empira au plus haut point par le danger de l'entrée en scène d'une troisième puissance, la plus dangereuse, aux côtés de nos ennemis. Tout compte fait, beaucoup plus de désavantages que d'avantages.

[1] *Livre bleu*, n° 160.

C'eût été le devoir de l'homme d'Etat qui est à la tête de l'Empire de calculer ces profits et ces pertes, et si le calcul avait conduit à un résultat défavorable, il aurait mieux fait de quitter son poste que d'exposer son pays à un danger plus grand encore.

Aujourd'hui, il n'existe pas en Allemagne d'hommes qui soient capables de prendre des résolutions aussi énergiques. Le chancelier a manqué de caractère ou de perspicacité : ou bien il n'a pas vu les conséquences qui résulteraient de la violation de la neutralité belge, ou bien il n'a pas eu l'énergie de faire prévaloir le point de vue politique sur le point de vue militaire, même au prix de son poste. Maintenant que le mal est fait, il cherche, appuyé par ses fidèles, à s'excuser par des si et des mais. « Si *nous* n'avions pas violé la neutralité, la France l'aurait fait. » Nous avons déjà vu qu'aucun indice ne le faisait prévoir. Mais même si la France avait projeté de pénétrer en Belgique, l'Allemagne n'avait rien de mieux à faire qu'à attendre et à laisser retomber sur la France les fatales conséquences qui en seraient résultées. Il est incontestable que l'Angleterre se serait aussi bien opposée à l'invasion française qu'à l'invasion allemande, et cela en vertu du traité de 1870 et de la demande analogue du 31 juillet 1914. La situation de la France vis-à-vis de l'Angleterre aurait été, même moralement, encore plus défavorable, car la France avait, le 31 juillet, fait une promesse précise, tandis que l'Allemagne avait refusé de la faire. Si, peu de jours plus tard, la France avait manqué à sa parole, l'Angleterre aurait sinon pris parti pour l'Allemagne, du moins conservé sa neutralité.

On dit, à la décharge de notre diplomatie, que l'Angleterre aurait marché contre l'Allemagne, *même si celle-ci n'avait pas violé le sol belge*. Cette affirmation est aussi gratuite que sans consistance, et il ne vaut pas la peine de l'examiner. Ce que l'Angleterre *a fait* pour le maintien de la paix est un fait historique. Ce qu'elle aurait fait si ceci ou cela était ou n'était pas arrivé est une supposition qu'on ne peut pas discuter sérieusement.

Dans le dessein de prouver que l'Angleterre n'a pas pris part au conflit à cause de la violation de la neutralité belge, mais pour soutenir à tout prix la France, le chancelier, dans son discours du 2 décembre, cite une entrevue qui s'est dérou-

lée le 2 août à Londres, entre sir E. Grey et Paul Cambon[1]. D'après M. de Bethmann, elle prouve que l'Angleterre a toujours été la perfide Albion et que, sous le masque d'une action morale, elle a toujours poursuivi ses purs intérêts, lesquels auraient consisté à « détruire le nerf vital de sa principale concurrente économique ». Conclusion : « L'Angleterre et la Russie portent donc la responsabilité de cette guerre mondiale. »

Rarement homme d'Etat a, dans un moment aussi solennel, et de source aussi autorisée, produit un tel amas d'illogismes et d'altérations. On se prend la tête et on cherche vainement à suivre les errements de cet esprit. Comment ? L'Angleterre est responsable de la guerre, parce que, *après* le début de celle-ci, qu'elle n'a pas suscitée mais qu'elle a cherché à empêcher par tous les moyens, elle s'est jointe à l'un des groupes belligérants ?! Même si elle s'y était jointe *sans aucun motif*, par simple convenance, il ne s'ensuivrait pas qu'elle fût responsable de la catastrophe. Pour faire comprendre l'antithèse aux têtes les plus dures, je la formule en six mots latins :

Culpa — ante bellum
Participatio — post bellum.

L'Angleterre n'était d'ailleurs tenue à l'égard de personne d'indiquer les motifs de sa participation. Les motifs qu'elle a indiqués, on peut y croire ou pas ; dans tous les cas ils ne sont et ne seront jamais que les motifs de sa participation *à une guerre déjà déchaînée*, mais non des motifs qui puissent lui faire endosser la responsabilité du déchaînement de cette guerre.

Assurément, comme le chancelier le dit avec raison, « aucun devoir fraternel, aucune contrainte, aucune menace contre elle-même n'existait pour l'Angleterre. » Aucun devoir fraternel ! Donc, les devoirs fraternels justifient une intervention armée. Alors pourquoi, M. de Bethmann, avez-vous dénié à la Russie le devoir fraternel d'intervenir pour la Serbie ? Pourquoi, par votre proposition tendant à localiser le conflit, avez-vous contrecarré la Russie, qui voulait remplir le devoir fraternel dont vous parlez ? Maintenant que vous reconnaissez qu'un tel devoir oblige à intervenir par les armes, voulez-vous encore nous faire

[1] *Livre bleu*, n° 148.

croire que votre tentative était sérieuse d'empêcher le grand frère de protéger son cadet ?!

Rien n'a contraint l'Angleterre à entrer en lutte. Elle n'a subi sans doute aucune contrainte matérielle. Mais où existe-t-il une contrainte matérielle, en général, si ce n'est dans une guerre de libération, vraie, réelle et non falsifiée? En revanche, elle subissait une contrainte morale. Elle était liée par une obligation solennelle résultant d'un traité, et qui avait d'autant plus de poids qu'elle avait pour but la protection d'un petit Etat contre les grands, qu'elle avait été signée par toutes les puissances — y compris l'agresseur — et que plus tard elle avait même été scellée encore une fois par un nouveau traité. Un traité n'est qu'un chiffon de papier, dit M. de Bethmann. Mais qu'est-ce qui nous a déterminés à intervenir en faveur de l'Autriche dans un conflit aussi étranger à nos intérêts que le royaume d'Albanie ? Ce n'était non plus qu'un traité, qu'un chiffon de papier, qui nous imposait des obligations d'alliance. Ce qui est bon pour nous doit l'être aussi pour l'Angleterre. Il ne faut pas avoir deux poids et deux mesures: si un chiffon de papier nous a suffi pour mettre en feu le monde entier, pourquoi ne devait-il pas suffire à l'Angleterre pour propager l'incendie déjà allumé en y ajoutant de nouveaux aliments ?

Mais si l'on m'oppose les arguments du *Livre blanc :* « Nos intérêts aussi étaient en jeu, la race germanique dans l'Europe centrale... (pourquoi riez-vous?) Il ne fallait pas que l'Autriche fût affaiblie etc. », je répliquerai : *L'Angleterre avait également des intérêts à protéger.* Le traité de 1839 ne constituait pas seulement pour elle un lien moral, mais une garantie d'intérêts, qui avaient une bien plus grande importance pour elle que toutes les questions balkaniques, prises ensemble, n'en avaient pour nous.

Nous pouvions, nous aussi, rester neutres dans une guerre austro-russe. Si nous le restions, la guerre était *vraiment* localisée, localisée entre l'Autriche et la Russie, et ni la France, ni l'Angleterre n'auraient été entraînées dans la conflagration. Mais nous ne pouvions ni ne voulions rester neutres, parce que nous étions liés par un traité d'alliance, et que l'accomplissement de nos obligations répondait en même temps à nos intérêts.

L'Angleterre se trouvait exactement dans le même cas : elle ne voulait ni ne pouvait rester neutre en présence de la violation de la neutralité belge, parce qu'elle s'était engagée solennellement à protéger la Belgique, et que cette protection répondait en même temps à ses intérêts. Les rôles sont donc également partagés. *L'Allemagne et l'Angleterre, chacune à son point de vue, et pour les mêmes motifs, ont agi de la même façon.* La différence fondamentale consiste en ceci seulement, que l'Angleterre est intervenue en faveur d'un petit Etat innocent, tandis que l'Allemagne a pris sous sa protection un grand Etat coupable, que l'Allemagne a déchaîné ainsi la guerre mondiale, alors que l'Angleterre cherchait à l'empêcher par tous les moyens.

Mais essayons de suivre la logique de M. de Bethmann et examinons le *fait* qui doit prouver que la neutralité belge n'a été qu'un masque. Le 2 août, sir Edward Grey, se basant sur une résolution du cabinet, donnait à Paul Cambon l'assurance suivante :

> « If the German fleet comes into the Channel or through the North Sea to undertake hostile operations against French coasts or shipping, the British fleet will give all the protection in its power.
>
> » This assurance is of course subject to the policy of His Majesty's Government receiving the support of Parliament, and must not be taken as binding His Majesty's Government to take any action *until the above contingency of action by the German fleet takes place*[1]. »

En commentant cette déclaration, Grey fit nettement ressortir que, même si une guerre franco-allemande venait à éclater, l'Angleterre ne pouvait pas s'engager à déclarer la guerre à l'Allemagne. Ce n'était qu'au cas expressément prévu où la flotte allemande pénétrerait dans la Manche ou la Mer du Nord pour

[1] « Si la flotte allemande pénètre dans le Pas-de-Calais ou dans la Mer du Nord pour entreprendre des hostilités contre les côtes ou les bateaux français, la flotte anglaise donnera toute la protection en son pouvoir.

» Cette assurance est naturellement soumise à l'approbation du Parlement et ne doit pas être considérée comme engageant le Gouvernement de Sa Majesté *jusqu'à ce qu'une telle action se produise de la part de la flotte allemande.* » (*Livre bleu*, n° 148.)

entreprendre des hostilités contre les côtes ou les bateaux français, que la flotte anglaise viendrait à l'aide de la France, — tout cela bien entendu sous réserve de l'approbation du Parlement.

Voilà la dernière arme dont se sert M. de Bethmann pour faire passer de vie à trépas — moralement parlant — les hommes d'Etat anglais. Il attribue une importance particulière au fait que cette déclaration de Grey est antérieure à la remise de l'ultimatum à la Belgique, d'où il conclut qu'avant la violation de la neutralité belge, l'Angleterre s'était rangée déjà parmi les belligérants, de sorte que cette violation n'a pas été le motif déterminant qui a poussé l'Angleterre à participer à la guerre. A quoi je réplique : Et *s'il en avait été ainsi ?*

Même si toute cette déduction était juste, elle serait tout à fait superflue. Ce qui s'est passé le 2 août n'a rien à faire avec la question capitale de savoir à qui incombe la responsabilité. Le 2 août, *la guerre sévissait* par la faute de l'Allemagne et de l'Autriche, et malgré la volonté de l'Angleterre. On ne pouvait plus l'empêcher. Il était inévitable qu'elle englobât la France, et bien que la déclaration de guerre ne dût être remise à Paris que le jour suivant, elle avait déjà éclaté en fait. Le délai accordé à la France par l'ultimatum expirait le 1er août, à une heure de l'après-midi, et le cabinet de Paris y avait répondu d'une manière négative. La déclaration de guerre entre l'Autriche et la Russie n'était qu'une formalité qui pouvait avoir lieu d'un moment à l'autre, mais qui, *mirabile dictu*, comme pour rendre toute l'affaire encore plus insensée, se fit attendre jusqu'au 6 août. Bref, la guerre des quatre puissances existait, et l'Angleterre était libre de faire ce qui répondait à ses intérêts. Répondait-il à ses intérêts d'appuyer la France d'une façon générale ou seulement dans certains cas, elle pouvait agir conformément à ces intérêts. Répondait-il à ses intérêts de ne participer à la guerre que si la neutralité belge était violée, elle pouvait aussi le faire. Dans l'un ou dans l'autre cas, elle est à l'abri de tout reproche. Puisque nous soutenions l'Autriche, l'Angleterre pouvait soutenir la France.

Le fait qu'il n'existait pas, entre ces deux puissances, d'alliance formelle, n'empêchait pas l'Angleterre, eu égard à ses relations amicales et surtout à ses propres intérêts, de promettre

son appui à la France. Nous non plus, nous n'agissions que d'après nos intérêts, mais, suivant les besoins et l'exemple de l'Autriche, nous les qualifiions de « questions de vie ou de mort ». Ainsi, l'envahissement de la Belgique était pour nous une « question de vie ou de mort » ; en réalité ce n'était qu'une question d'intérêt militaire[1]. La neutralité de l'Angleterre était pour nous, sinon une question de vie ou de mort, du moins une question de la plus haute portée ; aussi cherchâmes-nous par tous les moyens à l'obtenir avant et après le commencement de la guerre. *Si sérieusement que nous ayons désiré la paix avec l'Angleterre, nous avons voulu la guerre avec la Russie et la France avec autant de sérieux et d'obstination.* D'abord nous voulions être les maîtres sur le continent et... le reste aurait suivi de lui-même.

Pourquoi donc, je le demande encore une fois, toutes ces discussions superflues sur les motifs qui ont entraîné l'Angleterre dans la guerre ? L'Europe est-elle un tribunal de morale chargé de juger les hypocrites et les Pharisiens ? Malheur à nous, si un tel tribunal existait ! Quelle figure ferions-nous devant lui ? Comme nous serions confondus, nous les conquérants sous le masque des libérateurs, nous les assaillants sous le masque des agrédis, nous les loups revêtus de la peau du mouton !

Si nous étions assez loyaux pour avouer notre indicible forfait ! Si, à l'exemple des grands dominateurs, d'Alexandre, des Romains, de Napoléon Ier, nous proclamions ouvertement notre droit de posséder et de gouverner le monde parce que nous sommes meilleurs, plus forts et plus habiles que les autres ! Cela aurait encore quelque chose de fascinant, de grandiose, quelque chose qui commanderait le respect et qui subjuguerait, comme le fait toute grandeur, même quand elle poursuit des buts détestables. Un Rinaldo Rinaldini, un Richard III, un César Borgia sont des monstres, mais ils sont grands dans leur genre, et ils éveillent l'admiration comme chaque type d'homme parfait en soi. *Mais nous, comme nous sommes petits !* Chez nous, dans des écrits et des discours, nous prêchons la *Weltmachtpolitik*, la conquête et l'hégémonie mondiale — naturellement entre initiés ! — et aux yeux du peuple aveugle et de l'étranger, nous sommes ceux qui ont été attaqués et surpris,

---

[1] Cf. La dépêche de Jagow à Lichnowsky, du 4 août. (*Livre bleu*, n° 157.)

les victimes de perfides ennemis. Nous aussi, nous prêchons en secret le vin, et nous buvons publiquement de l'eau. Dans le cercle étroit de nos junker, de nos courtisans et de nos généraux, on sert le vin capiteux de l'enthousiasme guerrier, mais en public, devant le peuple et au delà de nos frontières, on boit l'eau du pacifisme, de la douceur et de l'innocence.

Il ne nous sied donc pas de reprocher au gouvernement anglais sa duplicité et son hypocrisie. Ici encore, nous cherchons la paille dans l'œil des autres et nous ne voyons pas la poutre qui est dans le nôtre.

Ce qui montre à quel point l'Allemagne est maîtresse en toutes sortes d'hypocrisie, ce sont — à part les événements de 1914 — les déclarations faites en 1911 et 1913 par des diplomates allemands au sujet de la *neutralité de la Belgique*. Déjà en 1911, lors de la discussion du projet hollandais concernant les fortifications de Flessingue, certains journaux belges avaient à plusieurs reprises exprimé la crainte qu'au cas d'une guerre franco-allemande, l'Allemagne violât la neutralité de leur pays. Le ministère belge, dans l'intérêt des relations amicales des deux pays, suggéra à Berlin l'idée qu'une déclaration officielle fût faite au Reichstag pour dissiper ces craintes. M. de Bethmann Hollweg, par l'entremise de son ambassadeur, de Flotow, fit répondre qu'il avait été très sensible aux sentiments amicaux du gouvernement de Bruxelles. Il déclarait que l'Allemagne n'avait pas l'intention de violer la neutralité belge, mais il estimait qu'en faisant publiquement une déclaration, l'Allemagne affaiblirait sa situation militaire vis-à-vis de la France qui, rassurée du côté du nord, porterait toutes ses forces du côté de l'est[1]. On comprend aujourd'hui la réponse évasive de Bethmann : à cette époque déjà, les plans de l'irruption en Belgique étaient évidemment prêts, et le chancelier de l'Empire avait des scrupules de déclarer ouvertement en plein Reichstag son intention de respecter une neutralité dont la violation était déjà chose décidée.

M. de Jagow fut moins prévoyant. Dans la séance du 29 avril 1913 de la commission du budget du Reichstag, il ne craignit pas de donner la fausse déclaration suivante : « La neutralité de la Belgique est déterminée par des conventions

[1] *Livre gris*, n° 12.

internationales, et l'Allemagne est décidée à respecter ces conventions[1]. » Mais celui qui porta le plus loin l'absence de scrupules fut M. de Below-Saleske qui, le 2 août encore, quelques heures avant la remise de l'ultimatum allemand, donnait au ministre belge des affaires étrangères, Davignon, les assurances les plus tranquillisantes sur les intentions du cabinet de Berlin. Et comme M. Davignon, après avoir exprimé sa satisfaction à ce sujet, déclarait qu'il serait heureux de recevoir une déclaration *officielle* du gouvernement allemand — comme la France en avait donné une le 31 juillet — afin de rassurer son pays, M. de Below se contenta de dire qu'il n'avait encore reçu aucune instruction dans ce sens[2]. Le même soir, à 7 heures, il remettait l'ultimatum. Certes, un modèle insurpassable de *fair play !* Mais cela aussi fait partie d'un tout. — On voit par tout cela que nous ferions triste figure devant un tribunal qui aurait à juger de la morale des parties en présence : ce n'est pas au delà, c'est en deçà du canal qu'il trouverait le record de l'hypocrisie.

A ce chapitre appartient aussi un fait, tout à fait inconnu encore en Allemagne. Au cours de l'été 1913, le couple royal de Belgique fit, à l'occasion d'une festivité quelconque, une visite officielle à Liége avec ses enfants. L'empereur Guillaume — poli comme toujours — saisit cette occasion pour envoyer un ambassadeur spécial à Liége, avec la mission de transmettre à la famille royale l'assurance de sa sincère amitié. L'ambassadeur n'était pas, comme de coutume, un général de la cour, *c'était le général von Emmich, le futur conquérant de Liége.* Ce fait extraordinaire — salut d'un souverain étranger à un souverain resté dans son propre pays — fut tenu alors en Belgique pour un de ces excès de politesse auxquels l'empereur Guillaume se livre parfois. Aujourd'hui, on comprend mieux pourquoi Emmich fut envoyé à Liége.

Mais revenons aux reproches adressés à l'Angleterre. Cette puissance serait, par sa déclaration du 2 août, sortie déjà de sa neutralité et se serait rangée aux côtés de la France. La violation de la neutralité belge aurait donc été sans influence sur sa résolution. Mais qu'est-ce que l'Angleterre avait, en réalité,

[1] *Livre gris*, n° 12.
[2] *Livre gris*, n° 19.

assuré au gouvernement français ? *De lui prêter*, comme nous l'avons vu, *un appui limité et conditionnel*, *rien de plus*. Cet appui était subordonné à la condition que la flotte allemande pénétrât dans la Manche ou dans la mer du Nord, et entreprît des opérations hostiles contre les côtes françaises ou contre la marine française. Il était en outre limité en ce sens qu'il ne pourrait être prêté que par la flotte anglaise. Il était spécifié expressément que ce secours ne devait pas équivaloir à une déclaration de guerre à l'Allemagne.

Et cet appui ne résultait pas de la libre volonté du gouvernement anglais, mais d'une obligation qu'il avait, par un traité, contractée envers la France. D'après une convention existant depuis longtemps entre les deux pays, la France devait concentrer presque toute sa flotte dans la Méditerranée pour la protection des intérêts franco-anglais, et l'Angleterre, en retour, devait se charger de la défense des mêmes intérêts dans les eaux du Nord. Cette convention ne comportait *aucun dessein agressif* contre l'une ou l'autre des puissances, surtout pas contre l'Allemagne. Si ç'avait été le cas, les deux flottes n'auraient sans doute pas été séparées, et la plus grande partie, tout au moins, des forces navales eût été concentrée dans la mer du Nord. L'accord franco-anglais avait donc simplement pour but la protection mutuelle des intérêts commerciaux.

Le fait est que la flotte française se trouvait, à part quelques unités, dans la Méditerranée, où elle servait les intérêts de l'Angleterre aussi bien que les siens. En revanche, les côtes françaises du nord et de l'ouest restaient sans protection. Dans ces conditions, c'était *le devoir* de l'Angleterre, dans la guerre franco-allemande qui allait éclater et qui, le 2 août, était devenue inévitable, de se charger de la défense de ces côtes, que la France, dont la flotte devait rester dans la Méditerranée, ne pouvait pas assumer. Tel est le sens et le motif de la promesse de Grey, du 2 août.

En agissant de la sorte, l'Angleterre ne se départait pas le moins du monde de sa neutralité, car il ne dépendait que de la *libre volonté* de l'Allemagne de ne pas attaquer les côtes et les navires français, et d'éviter ainsi tout ce qui pouvait provoquer une intervention de l'Angleterre. Le gouvernement allemand pouvait rendre inefficace la promesse du cabinet de Londres, et le prince

Lichnowsky négociait même à Londres, le 3 août, sur la question de savoir si l'Angleterre resterait neutre au cas où l'Allemagne n'attaquerait pas les côtes et les navires français [1]. Si cela avait été la seule question intéressant l'Angleterre, il est possible que ces négociations eussent abouti, mais cette puissance avait d'autres intérêts plus importants à défendre, auxquels l'Allemagne ne pouvait ou ne voulait pas accorder satisfaction. Ces intérêts étaient de deux sortes :

I. Le maintien de la France en qualité de grande puissance européenne et de puissance coloniale.

II. Le respect de la neutralité belge.

Personne n'a le droit de porter un jugement sur la légitimité de ces intérêts anglais. Personne, à part l'Angleterre. De même que nous nous étions fait un devoir de veiller à l'existence de l'Autriche-Hongrie, l'Angleterre pouvait considérer le maintien de la France et de ses colonies comme profitable à ses intérêts. Tout grand Etat a le droit de décider lui-même de ce qui lui est utile ou non utile et de repousser n'importe quelle tutelle. Les intérêts des Etats ne sont pas non plus stables; ils changent suivant les temps et les circonstances. Ce qui, aujourd'hui, leur paraît avantageux, peut leur être demain désavantageux ou indifférent. Le maintien de la puissance coloniale de la France avant le traité de 1904 était pour le moins indifférent aux Anglais. Par ce traité, il était devenu un élément de la politique britannique, et il formait la base de l'entente franco-anglaise. C'est pourquoi, lorsque le chancelier déclara le 29 juillet qu'il garantissait maintenir l'intégrité du territoire français si l'Angleterre restait neutre, Goschen lui demanda si cette garantie s'étendait aussi aux colonies françaises. De la réponse négative de Bethmann il résultait que l'Allemagne projetait d'agrandir son domaine colonial aux dépens de la France [2]. Mais, même à défaut de cette intention, l'Angleterre devait craindre qu'un écrasement militaire de la France n'ébranlât profondément la situation de grande puissance, le bien-être et l'indépendance de sa voisine.

Si, dans ce cas, les intérêts anglais étaient déjà en péril, ils

---

[1] Discours de Grey, du 3 août. (*Livre bleu*, p. 92.)

[2] *Livre bleu*, n° 85.

l'étaient bien davantage dans la question de la neutralité belge. Dès le début des pourparlers, le cabinet de Londres avait nettement fait comprendre que *la violation de la Belgique constituerait un casus belli pour l'Angleterre.* C'était la seule question qui dût sûrement, absolument et sans restriction conduire à une guerre entre l'Allemagne et l'Angleterre, car la question française admettait jusqu'à un certain point une transaction. L'opinion publique anglaise jouait dans cette question un rôle décisif, tandis que ce n'était pas le cas dans la question française. *Si l'Allemagne respectait la neutralité belge et s'abstenait en même temps d'attaquer les côtes et la flotte française, la paix eût été maintenue entre l'Allemagne et l'Angleterre.* Mais l'Allemagne ne voulait ni ne pouvait se soumettre à ces conditions, car pour les remplir elle aurait dû renoncer à la guerre navale avec la France, et elle se serait heurtée sur terre à des difficultés insurmontables.

La guerre devint *inévitable* lorsque les troupes allemandes franchirent la frontière belge et que le gouvernement allemand repoussa la sommation adressée par l'Angleterre de les retirer. C'était le 4 août au soir.

Mais la guerre pouvait *encore* être évitée lorsque, le 2 août, le gouvernement anglais remit à l'ambassadeur français à Londres la déclaration que l'on sait. Elle pouvait être évitée par la passivité de la flotte allemande à l'égard des côtes et des navires de la France, passivité qui eût exclu une intervention de la flotte anglaise. *Il est donc faux que l'Angleterre, comme le chancelier le prétend, se soit départie de sa neutralité le 2 août.* Les décisions de l'Angleterre étaient encore en suspens et dépendaient de circonstances imminentes alors sans doute, mais qui ne s'étaient pas encore produites.

La situation, au 2 août, montre justement combien le gouvernement anglais était prévoyant et combien le gouvernement allemand l'était peu. Si l'Angleterre n'avait pas jusqu'au dernier moment espéré rester en dehors du conflit, elle aurait déjà pu se décider le 2 août, car, à cette date, il n'était plus possible de douter de l'envahissement de la Belgique par les armées allemandes. Le chancelier attache une importance particulière au fait que la déclaration anglaise du 2 août a été remise *l'après-midi* de ce jour, tandis que l'ultimatum à la Belgique n'a été

remis à Bruxelles que le soir à 7 heures. Partant toujours de l'idée fausse que la garantie donnée par l'Angleterre à la France était déjà une participation à la guerre, le chancelier conclut naïvement que cette participation était déjà décidée, alors qu'à Londres on ne savait rien et qu'on ne pouvait rien savoir de la violation projetée du sol belge. En vérité, on ne peut être plus naïf! Depuis le 31 juillet, depuis la réponse évasive de Jagow à la demande anglaise, et même déjà depuis le 29 juillet, depuis les tentatives faites par Bethmann pour obtenir la neutralité de l'Angleterre, et depuis les déclarations entortillées des diplomates allemands à Londres et à Berlin, un aveugle devait voir ce qu'il en était de la neutralité belge. A cela s'ajouta la marche à travers le Luxembourg, qui eut lieu le 2 août à l'aube, et qui ne permettait plus de croire que la Belgique serait respectée.

Le gouvernement anglais, au moment où il remettait sa déclaration à la France, ne pouvait donc plus douter que l'Allemagne porterait atteinte à la neutralité belge, — ce qui eut lieu en effet quelques heures plus tard par la remise de l'ultimatum. Si l'Allemagne regardait la mobilisation russe comme un *casus belli*, combien, à plus forte raison, l'Angleterre devait-elle considérer les faits qui s'étaient produits jusqu'au 2 août comme une menace pour la Belgique! Si elle avait, ce jour-là, remis un ultimatum à l'Allemagne, elle n'aurait pas agi autrement que l'Allemagne le 31 juillet à l'égard de la Russie. Au lieu de la phrase de Bethmann : « Il n'était nullement question de la neutralité belge », il faut dire, pour être conforme à la vérité : « La neutralité belge était déjà menacée mortellement. » Il s'ensuit, contrairement à ce que prétend M. de Bethmann, que pour promettre à ce moment-là son appui *entier* sur terre et sur mer, le gouvernement anglais aurait pu invoquer la menace faite à la neutralité belge. A plus forte raison était-il fondé à ne promettre que son appui conditionné sur mer.

Résumons-nous :

1. Il n'est pas vrai que l'Angleterre se soit, le 2 août déjà, départie de sa neutralité. *La promesse qu'elle a faite ce jour-là n'équivalait pas à une déclaration de guerre à l'Allemagne.*
2. Il est vrai par contre que, le 4 août, après la violation

effective de la neutralité belge, l'Angleterre est sortie de sa propre neutralité.

3. Même si la promesse du 2 août eût signifié l'abandon de la neutralité anglaise, cet abandon eût été fondé par la certitude déjà acquise que l'Allemagne violerait la neutralité belge.

Ainsi, lorsque l'Angleterre affirme qu'elle a été poussée à la guerre par la violation de la neutralité belge, elle dit la vérité.

Cette vérité est encore confirmée par le fait que l'ambassadeur anglais Goschen ne demandait, le 4 août, que le *retrait* des troupes allemandes qui avaient pénétré en Belgique, et que c'est seulement lorsque l'Allemagne l'eut refusé qu'il déclara que l'Angleterre devait agir conformément aux obligations imposées par le traité de 1839. L'Allemagne avait donc, **le soir du 4 août encore,** la possibilité d'éviter la guerre avec l'Angleterre. Et c'est la meilleure preuve que l'état de guerre ne pouvait pas exister, le 2 août, entre les deux puissances.

Par là se trouvent réfutées toutes les conclusions que le chancelier croit pouvoir tirer de l'événement du 2 août. Par contre, on peut en tirer une autre, que je me permets, *moi*, de tirer : la promesse *conditionnée* et *limitée* d'un appui *éventuel* de la *flotte* prouve irréfutablement — *argumentum e contrario* — que, jusqu'au 2 août, l'Angleterre n'avait pas fait à la France d'autre promesse concernant un appui militaire. C'est pourquoi la déclaration anglaise fut accueillie à Paris avec une grande joie et saluée comme un « *premier* concours dont la valeur nous est précieuse [1].» Preuve frappante que l'allégation du chancelier n'est qu'un mensonge, suivant laquelle l'Angleterre, avant le commencement de la guerre, aurait promis son aide à la France.

En terminant, j'insiste de nouveau sur le fait que toutes ces discussions sur la participation de l'Angleterre à la guerre et sur les causes de cette participation ne touchent pas au fond de la question, qui est celle-ci : *Qui est responsable de la guerre européenne?* Le but de ces discussions est précisément de détourner l'attention de la question essentielle. La participation de l'Angleterre est une *conséquence* de la guerre, et elle résulte de motifs particuliers. Elle ne se serait pas produite, si la guerre

[1] *Livre jaune*, n° 138.

n'avait pas été déchaînée. Celui qui a déchaîné la catastrophe est aussi responsable de ses conséquences. Tout ce qui importe, c'est donc ceci : *Qui a déchaîné la guerre ?* Et à cette question, il ne peut y avoir qu'une réponse : l'Allemagne et l'Autriche.

Contre l'Angleterre, je ne puis formuler aucun chef d'accusation, car il n'en existe pas ; je puis seulement résumer sa défense par la thèse que j'ai émise au début de ce chapitre. L'histoire souscrira sans aucun doute aux paroles qu'Asquith a prononcées, le 6 août, au Parlement anglais, à l'éloge de son collègue *sir Edward Grey.* « Je suis sûr que cette maison et ce pays, — et je puis ajouter la postérité et l'histoire, — lui reconnaîtront ce qui, après tout, est le meilleur tribut qu'on puisse payer à un homme d'Etat, c'est que, sans sacrifier une parcelle de l'honneur et des intérêts du pays, il a combattu, comme peu d'hommes l'ont fait, pour la protection et le maintien du plus grand des biens de tous les peuples : la paix générale. »



D

Russie.

L'attitude de la Russie dans le conflit européen a été suffisamment mise en lumière par l'exposé précédent pour permettre de porter un jugement sur la culpabilité ou l'innocence de ce pays.

Qu'est-ce que l'Allemagne reproche à la Russie :

I. De s'être immiscée sans motif ni raison dans le conflit austro-serbe et, ce faisant, d'avoir provoqué la guerre européenne. — Que la Russie eût des motifs et des raisons pour intervenir dans le conflit, je l'ai fait voir abondamment, et je n'ai rien à ajouter à ce sujet. Personne, en Europe, ne pourrait être surpris de cette immixtion, que Sazonow avait annoncée en termes clairs pendant la crise des Balkans pour le cas où l'Autriche attaquerait la Serbie. L'intérêt de la Russie pour la Serbie était un fait avec lequel la diplomatie européenne devait compter, et a toujours compté, à commencer par la diplomatie allemande; le *Livre blanc* ne l'appelle-t-il pas : «a common place in European diplomacy [1] » ?

II. On prétend ensuite que le parti de la guerre russe a voulu la guerre dès le début, et y a poussé. S'il existait vraiment un tel parti en Russie, ce qu'il faudrait encore prouver, il a rencontré une résistance plus effective auprès du ministre russe des affaires étrangères que le parti de la guerre allemand n'en a rencontré auprès de M. de Bethmann. *Du premier au dernier moment de la crise, Sazonow a travaillé pour la paix avec le zèle le plus méritoire.*

1. Il a conseillé à la Serbie d'être modérée, et c'est grâce à ses conseils que la Serbie a répondu à l'Autriche par une note pleine de soumission [2].

2. Il a tâché, sans succès cette fois, d'obtenir, conjointement

[1] *Livre bleu*, p. IV. *Livre blanc*, p. 6.
[2] *Livre orange*, nos 4, 25, 33, 40, 42. *Livre bleu*, n° 55.

avec la France et l'Angleterre, une prolongation du délai assigné par l'ultimatum autrichien[1].

3. Lorsque la situation commença à s'aggraver par le rappel de l'ambassadeur autrichien, il a réclamé l'aide de l'Italie, qui devait, en refusant son appui à l'Autriche, lui faire abandonner son attitude intransigeante[2].

4. Malgré la rupture des relations austro-serbes, il est entré en pourparlers amicaux avec le gouvernement de Vienne ; il a montré en détail au comte Szápáry quels étaient les points de la note autrichienne qui étaient acceptables pour la Serbie, mais il a aussi fait ressortir ceux qui, du moins sous la forme exigée, ne pouvaient être acceptés par aucun Etat indépendant[3].

5. Il a exprimé le vif désir d'atténuer par des pourparlers directs la tension existant entre l'Autriche et la Russie, et il a prié Vienne de donner à cet effet pleins pouvoirs à l'ambassadeur autrichien à Pétersbourg. C'était le 26 juillet. La réponse à ces ouvertures fut la déclaration de guerre de l'Autriche, en date du 28, et le refus catégorique du comte Berchtold de se prêter à n'importe quelles négociations au sujet de la note autrichienne[4].

6. Après l'échec de cette tentative, Sazonow a appuyé par tous les moyens la proposition de la conférence à quatre, suggérée par Grey[5].

7. Il s'est déclaré prêt à rester à l'écart et à se soumettre aux propositions des puissances[6].

8. Il a engagé le tsar Nicolas à envoyer le 27 juillet au prince Alexandre de Serbie la dépêche dans laquelle le tsar lui recommande chaudement toute solution propre à éviter les horreurs d'une guerre[7].

---

[1] *Livre orange*, nos 4, 5, 11, 12.
[2] *Livre orange*, no 23.
[3] *Livre orange*, no 25.
[4] *Livre orange*, nos 38, 45, 50, 54, 77. Berchtold déclara le 28 juillet à l'ambassadeur russe qu'il ne pouvait « ni reculer ni entrer en discussion sur aucun des termes de la note austro-hongroise ».
[5] *Livre orange*, nos 32, 49, 55, 77.
[6] *Livre bleu*, nos 55, 78. *Livre orange*, no 32.
[7] *Livre orange*, no 40.

9. Après la déclaration de guerre de l'Autriche, il a instamment prié le gouvernement anglais d'agir auprès du cabinet de Berlin afin qu'il engage l'Autriche à reprendre les pourparlers[1].

10. Il a, à plusieurs reprises et d'une façon toujours plus pressante, sollicité la médiation de l'Angleterre sous la forme d'une conférence à quatre et s'est en même temps déclaré prêt à causer directement avec l'Autriche. Le refus des deux propositions à Vienne et à Berlin ne l'a pas empêché de les répéter constamment[2]. Sazonow insista particulièrement le 29 juillet[3] auprès du comte de Pourtalès afin d'obtenir l'appui de l'Allemagne pour l'une ou l'autre des propositions. En vertu de l'adage: « doppelt hält besser » il fit ressortir l'utilité d'une action parallèle, c'est-à-dire d'une conférence des quatre puissances intéressées à Londres et en même temps de négociations directes entre l'Autriche et la Russie. Il rappela le succès qu'avait obtenu une action analogue lors de la dernière crise des Balkans, et il ajouta qu'après les concessions faites par la Serbie le règlement des points encore en litige n'offrait vraiment aucune difficulté particulière, pourvu que l'Autriche fît preuve de la *moindre bonne volonté* et que toutes les puissances exerçassent leur influence en faveur d'une entente. Au vibrant appel de Sazonow, Pourtalès sut seulement répondre que l'Allemagne avait exercé une influence modératrice à Vienne et qu'elle continuerait à l'exercer. Ni à Paris, ni à Londres, ni à Pétersbourg on ne put obtenir davantage de l'Allemagne qui, soi-disant, conseillait la modération à Vienne, mais qui, au fond, ne montrait aucun acquiescement positif aux propositions de paix des puissances de l'Entente.

11. Sazonow, conjointement avec la France et l'Angleterre, a invité plusieurs fois le gouvernement allemand, qui n'élevait apparemment des objections que contre la forme de la conférence, à proposer lui-même la forme qui lui serait agréable. Il déclarait qu'il accepterait par avance toute proposition de ce genre[4].

---

[1] *Livre orange*, n° 43.

[2] *Livre orange*, nos 25, 32, 34, 38, 39, 43, 45, 48 (que l'Angleterre entreprenne d'urgence une action médiatrice), 77.

[3] *Livre orange*, n° 49.

[4] *Livre orange*, nos 53, 55, 64.

12. Il a, le 29 juillet, engagé le tsar à proposer, par dépêche au kaiser, de soumettre le conflit austro-serbe à la décision du Tribunal de la Haye.

13. Il a, le 30 juillet, dicté à l'ambassadeur d'Allemagne une formule transactionnelle qui ne poursuivait que la protection des droits souverains de la Serbie, et *qui obligeait la Russie à suspendre ses préparatifs militaires* [1].

14. Après que l'Allemagne eut repoussé cette formule, il déféra au désir de Grey et rédigea une formule encore plus conciliante. *Il admettait que les troupes autrichiennes restassent en Serbie durant les pourparlers ultérieurs*, et il s'engageait à garder une attitude expectante [2].

15. Lorsqu'enfin l'Autriche s'est déclarée prête, le 31 juillet, à entrer en discussion sur la question serbe, Sazonow a immédiatement engagé cette discussion à Pétersbourg et exprimé, dans une dépêche adressée à Londres, l'espérance qu'il parviendrait à résoudre pacifiquement le conflit [3].

16. Le 1er août encore, jour où l'Allemagne déclarait la guerre, il s'est déclaré prêt à conclure, dans le sens de sa seconde formule, un arrangement avec Vienne, pourvu que les troupes allemandes ne franchissent pas auparavant la frontière russe. *La Russie*, ajouta-t-il, *ne commencerait dans aucun cas les hostilités* [4].

17. A la dernière heure encore, Sazonow engagea le tsar à donner au kaiser sa parole d'honneur que les troupes russes n'entreprendraient *pas d'action provocatrice* tant que les pourparlers avec l'Autriche — repris le 31 juillet — dureraient encore [5].

18. Le jour où fut déclarée la guerre, il engagea de nouveau son souverain à assurer que la *mobilisation ne signifiait pas la guerre*, et que les négociations devaient continuer pour le bien des deux pays et pour la paix générale [6].

---

[1] *Livre orange*, no 60.
[2] *Livre orange*, no 67.
[3] *Livre orange*, nos 69, 73. *Livre bleu*, nos 110, 111.
[4] *Livre bleu*, no 139.
[5] *Livre blanc*, p. 12.
[6] *Livre blanc*, p. 13.

Telle fut l'activité du chef de la politique russe. Tout observateur impartial jugera si cette activité tendait à la paix ou à la guerre. Si ces efforts infatigables en faveur de la paix pouvaient partir de Pétersbourg, cela prouve que le prétendu parti de la guerre russe *n'avait aucun* pouvoir vis-à-vis du ministre responsable. Tous les Etats belligérants se jettent maintenant leur parti de la guerre à la tête; chacun nie le sien et accuse les autres. Mais on reconnaît l'arbre à son fruit. Les menées du parti de la guerre russe — s'il en existait un — restèrent stériles et n'influencèrent en rien la politique pacifique du tsar. En revanche, les menées du parti allemand n'ont porté que trop de fruits — fruits empoisonnés que l'on sut parer d'un éclat trompeur et séduisant. Le peuple égaré y porta avidement les mains; il en savoure maintenant toute l'amertume; peut-être même en mourra-t-il.

III. Le gouvernement allemand reproche en outre à la Russie d'avoir, par ses mesures militaires, fait échouer les négociations de paix. Ce reproche, pour deux raisons, est injustifié :

1. Parce que la Russie, à côté de ses mesures militaires de sécurité, *n'a pas cessé de travailler diplomatiquement pour la paix* [1].

2. Parce que ces mesures étaient précisément des mesures de sécurité, qui, d'après les déclarations solennelles du tsar et de son gouvernement, n'avaient aucun caractère agressif. Elles *n'en pouvaient pas avoir un*, car, comme je l'ai déjà exposé, elles ne faisaient que soutenir une politique défensive, et d'autre part, la Russie n'avait aucune *raison* d'attaquer. — Sa mobilisation partielle du 29, ainsi que la levée générale du 31, étaient la réponse *aux mobilisations autrichiennes qui les avaient précédées* et dont j'ai déjà fixé la date, pièces en mains [2]. La Russie avait été obligée de prendre des mesures militaires non seulement à cause des préparatifs autrichiens, mais aussi en raison de l'attitude diplomatique de l'Allemagne et de l'Autriche. Le fait que l'Autriche se montrait intransigeante et que l'Allemagne faisait échouer toutes les négociations, devait éveiller le pressant soupçon — qui s'est du reste confirmé — que les deux pays

[1] *Livre orange*, nos 77, 78.
[2] *Livre orange*, nos 47, 49, 58, 77, 78.

voulaient la guerre à tout prix. La Russie était donc en droit de se protéger, et le reproche tiré de sa mobilisation est réduit à néant.

J'ai déjà qualifié ailleurs, comme elle le méritait, l'histoire des manquements aux paroles données et des violations de frontière.

Il ne reste ainsi rien à la charge de la Russie, et je ne puis terminer ce chapitre qu'en regrettant — regret fort compréhensible de la part d'un Allemand — que la Russie soit *complètement innocente* de la guerre européenne et que la responsabilité en incombe exclusivement à l'Allemagne et à l'Autriche.



E

France.

Les déclarations allemandes — écrites ou parlées — concernant la responsabilité de la France dans la guerre sont étonnamment réservées et ne s'appuient que sur un matériel très restreint. Le *Livre blanc* ne reproche à la France que « des préparatifs militaires » au cours des pourparlers diplomatiques, et il affirme, à la fin de son exposé, que cette puissance avait, le 2 août au matin, donc avant le commencement de la guerre, « ouvert les hostilités ».

Le chancelier, dans son discours du 4 août, confirme ce dernier reproche en déclarant que des soldats français ont pénétré sur le sol allemand. Dans son discours du 2 décembre, il enfourche « la vieille idée de revanche », mais il n'apporte aucune accusation nouvelle contre la France.

J'ai déjà examiné la valeur de ces allégations, et démontré leur inanité. J'ai, entre autres, prouvé que les plus graves violations de frontière avaient été commises — et qu'elles avaient même eu des suites sanglantes — *avant* la déclaration de guerre, par des troupes *allemandes*, tandis que les accusations de l'Allemagne contre la France sont non seulement invraisemblables, mais encore contradictoires, et par conséquent indignes de créance.

Mais le chancelier a émis, dans son écrit du 24 décembre, une nouvelle accusation contre la France. Il critique *la participation de la France aux pourparlers diplomatiques.* On ne peut qu'être reconnaissant à M. de Bethmann de formuler enfin une imputation qui permette une défense. Cette imputation repose sur les affirmations suivantes :

1. La France ne s'est pas fiée aux assurances de l'Allemagne, et toutes les démarches faites par l'ambassadeur allemand ont été accueillies avec méfiance.

2. Elle n'a pas exercé une influence modératrice à Pétersbourg, comme le désirait l'Allemagne.

3. Le gouvernement français n'a fait aucune démarche positive en faveur de la paix

Qu'en est-il de ces accusations ?

Il est certain que l'on a accueilli à Paris les démarches de *M. de Schœn* avec une certaine méfiance. Mais cette méfiance n'était que trop justifiée. M. de Schœn devait jouer à Paris le même triste rôle que M. de Jagow à Berlin. Il devait contrecarrer toutes les tentatives faites par la Triple-Entente pour parvenir à un règlement pacifique du conflit et défendre, par des raisons usées, l'attitude équivoque du gouvernement allemand. Il ne fut pas autorisé à se joindre à la France lorsque celle-ci s'efforçait d'obtenir une prolongation du délai assigné à l'ultimatum ; par contre, il dut se faire l'aveugle défenseur de la note autrichienne et de toutes les actions de l'Autriche qui l'ont suivie[1]. Il dut repousser la proposition de Grey d'une conférence à quatre, que la France avait immédiatement acceptée, et préconiser à sa place l'impossible proposition allemande tendant à localiser le conflit[2]. Il dut déclarer insuffisante la note serbe, qui avait fait droit à toutes les exigences essentielles de l'Autriche, et déclarer fondé le rappel de l'ambassadeur autrichien. Il dut même, conformément aux instructions de Bethmann, demander au gouvernement français d'exercer avec l'Allemagne une *pression sur le cabinet de Saint-Pétersbourg*, tandis qu'il repoussait toute idée d'une pression sur Vienne. Il dut écouter, sans rien trouver de plausible à lui répondre, M. Bienvenu-Martin, le ministre des affaires étrangères par intérim, lui représenter sans cesse combien cette proposition était illogique : l'Autriche n'avait-elle pas, presque sur tous les points, obtenu raison, et malgré cela commencé une action militaire contre la Serbie? Et n'était-ce pas à l'Autriche, et non à la Russie, qu'il fallait demander de s'arrêter? Sur *Vienne*, mais non sur *Pétersbourg* qu'il fallait exercer une pression[3]? La Russie était disposée à négocier, soit directement avec l'Autriche, soit par l'entremise des quatre puissances non intéressées. *Quelle pression pouvait-on donc exercer sur elle ?* L'Autriche, par contre, n'était disposée ni à causer, ni à accepter la proposition des quatre puissances. Si donc il y avait quelque part une action à

---

[1] *Livre jaune*, nos 28, 36.
[2] *Livre jaune*, nos 56, 57, 61.
[3] *Livre jaune*, nos 61, 62, 77, 78.

entreprendre, c'était à Vienne, et cela Berlin seul était en état de le faire. Un ambassadeur qui devait soutenir le contraire est plus à plaindre qu'à condamner [1].

Mais il fut pris au dépourvu de façon encore plus désagréable. Lorsqu'il proposa à la place de la médiation des pourparlers directs entre Vienne et Pétersbourg (29 juillet), le ministre français lui demanda quel était à vrai dire le but des opérations autrichiennes en Serbie, et il dut faire cette honteuse réponse : *que le gouvernement allemand ne le savait pas, mais qu'il espérait l'apprendre de l'Autriche* [2]. Cette réponse n'est pas imputable au pauvre ambassadeur, mais à son gouvernement, qui, jusqu'à maintenant, n'a pas encore renseigné le monde sur ce que l'Autriche voulait, au fond, de la Serbie. Dans l'intervalle, les Serbes ont fourni la réponse que l'on avait vainement demandée à l'Autriche : ils ont chassé les Autrichiens de leur pays et, vraisemblablement, c'était ce que ceux-ci voulaient.

Ainsi le rôle de M. de Schœn à Paris se résume en une série de « blamages » dont il ne pouvait mais. Il fut, maintes fois, prié d'indiquer sous quelle forme la conférence serait agréable à son gouvernement, qui en avait accepté l'idée : il fut dans l'impossibilité de répondre, n'ayant reçu aucune instruction de Berlin à cet égard [3]. Il dut garder une attitude passive durant toutes les tentatives faites par la France et l'Angleterre pour trouver une formule transactionnelle qui satisfît à la fois les points de vue opposés de la Russie et l'Autriche, parce que son gouvernement ne considérait pas ces tentatives comme dignes d'une discussion [4].

Mais il lui était réservé pis encore. Quand le délai fixé par les ultimatums fut échu sans résultat, il dut s'entendre exposer par M. Viviani la criminelle folie de l'Allemagne, qui, *peu avant la solution du conflit, entraînait, sans motif, l'Europe dans la plus terrible de toutes les guerres*. M. de Schœn ne put rien répondre sinon qu'il n'avait reçu aucune communication officielle sur la marche favorable des pourparlers, mais

[1] *Livre jaune*, n° 35.
[2] *Livre jaune*, nos 94, 97.
[3] *Livre orange*, n° 55.
[4] *Livre jaune*, nos 101, 114.

qu'il allait s'informer [1]. Deux jours plus tard, il dut remettre à M. Viviani une déclaration de guerre basée sur le fait que *la France avait commencé les hostilités* et violé la neutralité belge[2] ! allégations dont, mieux que personne, il connaissait la fausseté puisqu'il avait été témoin des sincères efforts de la France en faveur de la paix. Pauvre ambassadeur ! La méfiance qu'on lui témoignait en France a été certainement dépassée par la méfiance qu'il éprouvait à l'endroit de ses propres actions.

L'autre reproche que Bethmann fait à la France, de ne pas avoir, suivant le désir de Berlin, exercé d'influence modératrice sur Pétersbourg, est réduit à néant par l'exposé qui précède. L'Allemagne se refusait à agir sur l'Autriche, dont l'arrogance était sans bornes et qui, avec un mépris insolent, mettait en danger la paix européenne, mais elle exigeait une pression française sur la Russie, qui, par ses bons conseils à la Serbie, avait déjà donné des preuves de ses intentions extrêmement conciliantes et qui se déclarait prête à faire de nouvelles concessions [3].

Les exigences de l'Allemagne envers la France, et indirectement envers la Russie, étaient donc un peu fortes, et néanmoins la France en tint compte dans une certaine mesure. Le *Livre jaune français* et le *Livre bleu anglais* en témoignent. Dans une dépêche du 29 juillet [4], Bienvenu-Martin déclare essentiel que le cabinet de Pétersbourg, dont le désir de dénouer pacifiquement la crise est manifeste, « adhère immédiatement à la proposition anglaise » de la conférence à quatre. L'initiative de la France eut tout de suite du succès. L'ambassadeur français à Pétersbourg télégraphiait le même jour à Paris que Sazonow acceptait la proposition de la conférence, sans attacher aucune importance au nom qu'on donnerait à celle-ci, et *qu'il se prêterait à toutes les tentatives anglaises en faveur de la paix* [5].

L'exemple suivant montre d'une façon plus éclatante encore l'action de la France à Pétersbourg dans le sens de la modération. Lorsque, le 30 juillet, la mobilisation partielle russe

---

[1] *Livre jaune*, n° 125.
[2] *Livre jaune*, n° 147.
[3] *Livre jaune*, n°s 77, 78.
[4] *Livre jaune*, n° 85.
[5] *Livre jaune*, n°s 86, 91.

contre l'Autriche eut été proclamée et que l'Allemagne eut menacé d'y répondre, Viviani invita très vivement la Russie à se montrer prudente : Il serait opportun, disait-il, que dans les mesures de précaution et de défense auxquelles la Russie croit devoir procéder, elle ne prît immédiatement aucune disposition qui offrît à l'Allemagne un prétexte pour une mobilisation totale ou partielle de ses forces [1]. Ici non plus, le succès ne se fit pas attendre: la Russie retarda sa mobilisation [2] jusqu'au moment où la mobilisation générale autrichienne l'obligea à la décréter.

Un autre exemple de l'action féconde exercée par la France à Pétersbourg est fourni par le fait qui se passa le 31 juillet, tandis que les puissances s'efforçaient de trouver une formule intermédiaire entre celle de Grey et celle de Sazonow, afin d'obtenir, à la dernière heure encore, l'adhésion de l'Autriche. Avec une sagacité remarquable et un vif souci de la paix [3], Viviani proposa une formule qui devait être acceptable et pour la Russie et pour l'Autriche : « Je vous prie, écrivit-il à son ambassadeur à Pétersbourg, de faire connaître d'urgence à M. Sazonow que la suggestion de sir Edward Grey me paraît fournir une base utile de conversation entre les puissances également désireuses de travailler à un règlement honorable du conflit austro-serbe et d'écarter ainsi les dangers qui menacent la paix générale. »

Viviani explique la modification des propositions de Grey et de Sazonow et ajoute :

« Je vous prie de vous inspirer des considérations qui précèdent pour engager très instamment M. Sazonow à donner sans retard son adhésion à la proposition de sir Edw. Grey. »

Le même jour, M. Paléologue pouvait télégraphier que Sazonow avait accepté la proposition de Viviani et modifié sa formule comme le demandait Grey [4]. Cette nouvelle preuve de l'intervention française en faveur de la paix et de la condescendance russe était méritoire : la nuit et le jour précédents, l'Autriche avait bombardé Belgrade, et toute la Russie était irritée au plus haut point de l'attitude provocatrice de Vienne.

Même après la remise de l'ultimatum allemand à Paris, le

[1] *Livre jaune,* n° 101.
[2] *Livre jaune,* n° 102.
[3] *Livre jaune,* n° 112.
[4] *Livre jaune,* n° 113.

31 juillet, Viviani pria instamment le gouvernement impérial russe *d'éviter pour sa part, dans l'intérêt supérieur de la paix, tout ce qui pourrait rendre inévitable ou précipiter la crise*[1].

Beaucoup d'exemples semblables pourraient être tirés des livres diplomatiques. Mais M. de Bethmann dit que la France n'a pas agi à Pétersbourg et qu'elle n'a, en général, rien fait dans l'intérêt de la paix — et Bethmann est un homme honorable.

Si nous embrassons d'un coup d'œil l'activité de la diplomatie française durant les jours critiques et la comparons avec celle des chancelleries des autres pays, nous devons dire que ses manifestations — telles qu'elles sont exposées dans le *Livre jaune* — surpassent par l'élégance de la forme et la force de l'exposition plastique toutes celles des autres diplomates. Ce fut la diplomatie anglaise qui dirigea la manœuvre, et elle s'acquitta de sa tâche avec le calme, la sobriété et la clarté qui distinguent les Anglais dans toutes les situations. La diplomatie russe se tint jusqu'à la fin sur le terrain des faits et observa la modération dans les formes. Le matin du 1er août seulement, immédiatement avant la déclaration de guerre de l'Allemagne, Sazonow, quittant son ton calme, déchargea son cœur en présence de ses collègues de France et d'Angleterre. En ce moment critique, il leur fit voir sous son vrai jour et sans fard la politique de l'Autriche, provocante et sans moralité, et la politique allemande équivoque, à double face, et particulièrement malheureuse dans le choix de ses représentants à Vienne et à Pétersbourg : le premier, un russophobe enragé, versait continuellement de l'huile sur le feu : le second, un ignorant, faisait croire à Berlin que la Russie ne ferait jamais la guerre, même si on lui marchait trop fort sur les pieds[2].

En face des diplomates anglais et russes qui, sauf dans quelques cas, ne montrèrent que des qualités d'objectivité et de sobriété, le génie des Français, leur grâce dans la forme, leur mobilité dans les idées, leur facilité à trouver toujours de nouvelles issues à des situations compliquées, apparaissent d'autant plus étincelants. La lecture du *Livre jaune* est une vraie

---

[1] *Livre jaune*, n° 113
[2] *Livre bleu*, n° 139.

jouissance pour le gourmet littéraire. Quels types brillants que ces frères Cambon ! Quel homme fascinant et intelligent que le ministre Viviani ! Et même Bienvenu-Martin, qui a joué un rôle plus effacé ! Combien tranchant dans ses antithèses, combien net dans sa réfutation des sophismes allemands, combien perspicace dans le jugement des tendances autrichiennes et allemandes !

Et la diplomatie allemande ? Seigneur Dieu, il vaudrait mieux ne pas en parler ! M. de Schœn n'était pas le seul qui fût condamné à un triste rôle. M. de Tschirschky, le russophobe, à Vienne, le comte de Pourtalès, à Pétersbourg, M. de Flotow, à Rome, quelle piteuse figure ont-ils tous faite sur la scène ! M. de Flotow connaissait si peu les dispositions du peuple italien et les vues du gouvernement italien qu'il estimait possible une participation de l'Italie à une guerre agressive de l'Autriche contre la Serbie et à toutes ses conséquences — opinion qu'on n'eût pu attribuer au dernier voyageur de commerce allemand en Italie sans être traduit par lui en tribunal pour offense personnelle ! Le comte de Pourtalès considérait quelques troubles parmi les ouvriers en Russie comme suffisants pour que la Russie laissât à l'Autriche les mains libres dans les Balkans ; il avait, en outre, l'ingrate mission de soutenir, à Pétersbourg, l'ingénieuse théorie de M. de Bethmann suivant laquelle la conférence des quatre puissances « exigeait de l'Autriche ce qu'on n'aurait pas voulu exiger de la Serbie, c'est-à-dire de céder à la pression militaire ». Cette théorie plaît tellement à M. de Bethmann qu'il l'expose dans un de ses récents écrits, mais elle a le tort de ne pas tenir compte de deux choses : 1° que la Serbie avait déjà cédé *auparavant*, donc que la pression militaire était un acte insolent et inexcusable ; 2° que la conférence des quatre puissances n'avait en vue ni une pression, ni des mesures militaires, mais qu'elle ne se proposait, comme la tête la plus dure devrait arriver à le comprendre après tant d'explications, que de donner des conseils amicaux.

M. de Tschirschky-Bögendorf avait également un rôle fort ingrat à jouer à Vienne. Il devait, *en apparence* et « extérieurement », conseiller la modération au Ballplatz, tandis que, « intérieurement », dans le cabinet de travail du comte Berchtold, il devait suivre les instructions secrètes de M. de Bethmann, qui répondaient en même temps à ses penchants personnels, et

pousser à la guerre. Sir Maurice de Bunsen ne se trompait pas quand il soupçonnait le double jeu de notre ambassadeur et concluait de toutes les actions et de toutes les omissions de M. de Tschirschky — en particulier de ses refus prémédités et répétés de joindre ses efforts à ceux que les ambassadeurs des puissances de l'Entente faisaient pour maintenir la paix — que, dès le début, il avait travaillé en faveur de la guerre[1].

Quant au prince Lichnowsky, c'est, disons-le à son honneur, le seul de nos ambassadeurs qui ait voulu sincèrement la paix; il a été l'innocente victime de ses chefs. Lui aussi fut obligé de recourir à mille subterfuges pour dissimuler les intentions de l'Allemagne à l'égard de la Belgique, afin que l'Angleterre conservât si possible sa neutralité : il dut discuter avec sir Edward Grey *l'hypothèse* de notre respect de la neutralité belge[2], quoiqu'il sût que nos troupes se trouvaient déjà presque à la frontière de ce pays et qu'il était parfaitement impossible que nous ne la franchissions pas. Deux jours plus tard, le 3 août au matin, alors que l'ultimatum avait été remis à la Belgique, il dut courir après Sir E. Grey, au moment où celui-ci se rendait à la séance décisive du Conseil, et le prier instamment de bien vouloir rester neutre, même si nous violions la neutralité belge[3]. Au tout dernier moment encore, il chercha à impressionner l'opinion publique anglaise par un article où il disait que si l'Angleterre restait neutre, l'Allemagne ne se servirait pas des côtes belges comme appui[4]. Toutes ces tentatives de la dernière heure témoignent de la bonne volonté de notre ambassadeur à Londres, mais ses meilleures intentions ne pouvaient empêcher que le représentant d'une mauvaise politique n'apparût sous un mauvais jour.

Et leur chef à tous, M. de Jagow? — Car je laisse le chancelier en dehors de cette galerie de portraits parce qu'il a déjà été suffisamment caractérisé. Mais M. de Jagow! Quelle figure lamentable, et comme elle appelle la pitié! Quel piteux contraste il fait avec ses deux adversaires principaux, le Français

[1] *Livre bleu*, n°s 141, 161.
[2] *Livre bleu*, n° 123.
[3] Discours de Grey du 3 août. *Livre bleu*, p. 92. *Livre jaune*, n° 144.
[4] *Livre jaune*, n° 144.

Cambon et l'Anglais Goschen ! Vous le voyez sans cesse accablé de leur supériorité, serré de près, comme une souris prise dans une trappe et qui cherche vainement une issue. Disons à sa décharge et à celle de ses collègues allemands qu'ils avaient à défendre une mauvaise cause, tandis que celle de leurs adversaires était bonne ; qu'ils devaient user de défaites et d'équivoques, tandis que les autres pouvaient marcher à leur but ouvertement et en hommes d'honneur. Mais plus leur cause était mauvaise, plus il leur aurait fallu d'habileté et de compétence pour la représenter. Celui qui représente habilement une mauvaise cause peut du moins, comme on dit en Orient, « sauver la face ». Mais celui qui, par son incapacité, met en lumière les côtés faibles de sa position, rend la cause mauvaise encore plus mauvaise, et perd toute estime personnelle. Comme on demandait à un grand négociant pourquoi il confiait ses procès à deux avocats, et pourquoi il payait l'un mieux que l'autre, il répondit avec un fin sourire : « Le bon est pour les mauvais procès, le mauvais pour les bons. » Notre mauvaise cause exigeait les meilleurs diplomates, non pas pour triompher, mais du moins pour ne pas apparaître aux yeux du monde dans toute sa laideur.

Pour ne pas être taxé d'injustice, il faut que je corrobore mon jugement de quelques exemples tirés des livres diplomatiques, quoique la marche générale des négociations justifie déjà pleinement, dans ses grands faits, l'opinion défavorable qu'on a de notre diplomatie. Les publications diplomatiques actuelles nous permettent pour la première fois de jeter un coup d'œil exact sur l'activité des chancelleries, qui jusqu'ici était pour le profane vulgaire le livre aux sept sceaux. Aujourd'hui seulement, nous comprenons pourquoi nous avons subi des échecs diplomatiques — pour autant que le sabre ne raccommodait pas ce que la plume avait compromis. Autrefois, nous ne voyions que les effets, maintenant nous voyons les causes ; autrefois, nous ne voyions ces messieurs que dans leurs uniformes brodés d'or, maintenant ils se montrent à nous tout nus, et toutes leurs faiblesses et leurs fautes se manifestent avec une effroyable netteté.

Prenons, au petit bonheur, une des négociations entre M. Cambon et M. de Jagow. Le 27 juillet, M. Cambon appuie auprès

de M. de Jagow la proposition de Grey concernant la conférence à quatre[1]. Jagow émet l'opinion aujourd'hui encore soutenue par M. de Bethmann : il ne peut pas soumettre l'Autriche contre sa volonté aux décisions d'une conférence. Cambon réplique que la chose est trop sérieuse pour qu'on la fasse échouer sur une question de forme; il s'agit d'une œuvre de paix qui peut se borner à *des démarches communes des quatre puissances à Vienne et à Pétersbourg* ; M. de Jagow lui a souvent exprimé son regret de voir les deux groupes d'alliance opposés toujours l'un à l'autre; maintenant l'occasion se présente de prouver qu'il y a un esprit européen ; il suffit pour cela que les quatre puissances des deux groupes agissent d'un commun accord pour empêcher un conflit. Ne trouvant rien à répondre à cette lumineuse explication, M. de Jagow se dérobe en disant que l'Allemagne a des engagements avec l'Autriche. Cambon lui objecte du tac au tac que les rapports de l'Allemagne avec l'Autriche ne sont pas plus étroits que ceux de la France avec la Russie. Jagow tente une nouvelle échappatoire : il ne se refuse pas à agir pour écarter le conflit austro-russe, mais il ne peut pas intervenir dans le conflit *austro-serbe*. L'un est la conséquence de l'autre, réplique Cambon, et il importe d'empêcher qu'il ne survienne un état de fait nouveau, de nature à amener une intervention de la Russie. Jagow insiste de nouveau sur ses engagements envers l'Autriche. Sur quoi Cambon lui demande s'il s'est engagé à la suivre partout les yeux bandés, et s'il a pris connaissance de la réponse de la Serbie à l'Autriche. « Je n'en ai pas encore eu le temps », répond Jagow le 27 juillet. (Notons que la note avait été remise le 25 à l'ambassadeur autrichien à Belgrade.) « Je le regrette, reprend Cambon. Vous verriez que, sauf sur des points de détail, la Serbie se soumet entièrement. Il me semble donc que, puisque l'Autriche a obtenu les satisfactions que votre appui lui a procurées, vous pouvez aujourd'hui lui conseiller de s'en contenter ou d'examiner avec la Serbie les termes de la réponse de celle-ci. » Jagow, de plus en plus acculé, ne sait plus que répondre. Alors Cambon lui demande nettement si *l'Allemagne veut la guerre*. Et comme il proteste vivement, l'ambassadeur ajoute : « Il faut donc agir

---

[1] *Livre jaune*, n° 74.

en conséquence. Quand vous lirez la réponse serbe, pesez-en les termes avec votre conscience, *je vous en prie au nom de l'humanité*, et n'assumez pas personnellement une part de responsabilité dans les catastrophes que vous laissez préparer. » Finalement, de Jagow revient sur le vrai motif de l'entretien et déclare qu'il faut trouver à l'intervention suggérée par Grey une *forme* qu'il puisse accepter. Mais il a meilleur espoir dans les négociations directes entre Vienne et Pétersbourg, que Cambon lui recommande d'accélérer en agissant auprès du cabinet autrichien.

Comme on sait, les négociations directes entre Vienne et Pétersbourg, que proposait de Jagow, *ont été refusées par l'Autriche*. Ainsi que je l'ai exposé plus haut, il est très peu probable que Berlin ait exercé une pression sur Vienne pour les lui faire accepter. A défaut de ce moyen il ne restait plus que celui de la conférence. Cambon l'appuya de nouveau le 28 juillet [1], soutenu par ses collègues anglais et italien, mais Jagow, malgré l'insistance de son collègue italien, repoussa nettement la proposition, bien qu'il eût été renseigné exactement par Goschen, comme Lichnowsky par Grey, sur le vrai but et la vraie signification de la conférence. La passivité de Jagow inquiéta à tel point Cambon qu'il lui demanda de nouveau *si peut-être il voulait la guerre*. Nouvelle protestation de Jagow, mais aussi nouvelle passivité. Après cet entretien stérile, Cambon imagine un nouveau moyen pour le faire sortir de sa réserve : « le mettre au pied du mur en lui demandant de *formuler lui-même* comment pourrait se produire l'action diplomatique des puissances pour éviter la guerre ». Cette idée fut acceptée par Grey, soutenue fortement par les Etats de l'Entente et par l'Italie, mais elle échoua, *parce que la proposition qu'on attendait de Jagow n'a jamais été formulée*, en dépit de toutes les sollicitations.

Il est intéressant d'observer comment M. de Jagow cherche, par tous les biais, à échapper à l'obligation morale de formuler une proposition. Le plus souvent, il objecte que l'Autriche n'a pas encore répondu à ses questions [2]. C'est un thème auquel

---

[1] *Livre jaune*, n° 81.

[2] *Livre jaune*, nos 92, 109.

il revient toujours, et sur lequel il brode mille variations. Surtout, il ne sait que répondre lorsqu'on lui demande ce que, après l'ouverture des hostilités, l'Autriche exige de la Serbie, et avant qu'on le sache, dit-il, il ne peut pas être question d'une « médiation, » quelle qu'en soit la forme [1]. Chaque fois qu'il est vivement pressé, il se cache derrière le paravent de l'Autriche, ou, pour représenter la chose sous une autre image, peut-être plus exacte, il se retire de tranchée en tranchée jusqu'à ce qu'il disparaisse à jamais derrière la forteresse de la « mobilisation russe ». Car telle était la *quintessence de la tactique berlinoise*: traîner en longueur tous les pourparlers en faveur de la paix jusqu'à ce qu'on pût agiter l'épouvantail de la mobilisation russe et s'épargner par là la peine de répondre aux propositions pacifiques.

L'entretien de Cambon et de Jagow, du 30 juillet [2], caractérise bien cette tactique. Cambon demande de nouveau ce qu'il en est de la formule transactionnelle que l'Allemagne veut proposer. Réponse de Jagow : « pour gagner du temps », il a agi directement et demandé à l'Autriche de dire sur quel terrain on pourrait causer avec elle. Autrement dit : sous le prétexte de vouloir gagner du temps, il met à l'écart les puissances pacifiques et charge l'un des meneurs du mouvement belliqueux, M. de Tschirschsky, de demander au cabinet viennois sur quel terrain on pourrait causer avec lui. *Est-il croyable, doit-on tenir pour possible que le secrétaire d'Etat allemand ne sût pas encore, le 30 juillet, ce que l'Autriche voulait? N'est-il pas honteux de voir le représentant diplomatique de l'Empire allemand dans un tel rôle?* Dans une affaire où la vie de l'Europe cultivée et le sort de l'humanité étaient en jeu?

Mais passons. A peine la proposition de conférence était-elle enterrée, que M. de Jagow, dans le même entretien du 30 juillet, revient sur la mobilisation de la Russie, qui doit entraîner celle de l'Allemagne. Cambon objectant que les Russes n'avaient mobilisé que contre l'Autriche, Jagow reconnaît que c'est vrai, mais il ajoute que les *chefs de l'armée insistent*, car tout retard est une perte de forces pour l'Allemagne. Cette dernière remar-

---

[1] *Livre jaune*, nos 94, 109. *Livre bleu*, nos 98, 107, 112.

[2] *Livre jaune*, no 109.

que est caractéristique ! Dans la bouche du ministre des affaires étrangères, elle paraît pour le moins imprudente. Ne prouve-t-elle pas — ce qui appert aussi d'autres faits — que la mobilisation qui, en Allemagne, comme on sait, « équivaut à la guerre », a été résolue le 29 juillet dans le conseil des ministres qui s'est tenu à Potsdam sous la présidence du kaiser, et auquel ont participé des généraux [1] ? L'état-major était pressé. Ainsi s'explique aussi la publication d'un supplément du *Lokal-Anzeiger*, qui, le 30 juillet déjà, annonçait la mobilisation. Le journal fut, il est vrai, saisi parce qu'on ne jugeait pas opportun de la faire connaître ce jour-là [2]. *Hinc illae lacrimae !* De là, les détours et les « retraites » de M. de Jagow, qui, nouveau Curtius, se jeta dans la fosse que lui avait creusée le parti militaire.

Je dois encore mentionner un épisode antérieur parce qu'il met en lumière, d'une manière intéressante, les qualités morales et intellectuelles des diplomates dont nous nous occupons. Le 29 juillet [3], Cambon se permit de demander modestement où en était la question des conversations directes entre Vienne et Pétersbourg, sur lesquelles Jagow fondait de si grandes espérances. Celui-ci put, à sa joie, déclarer que « les dispositions sur ce point étaient bonnes à *Pétersbourg* », mais « qu'il attendait la réponse de Vienne ». Entre-temps, il avait enfin lu la note serbe, et il y voyait une « base de négociation possible ». « Je repris, dit Cambon, que c'était justement pour cela que je trouvais inexplicable la rupture de l'Autriche. » Jagow fit remarquer « qu'avec les peuples d'Orient, on n'avait jamais assez de sûretés, et que l'Autriche voulait *contrôler* l'exécution des promesses qui lui étaient faites ». Il s'agissait du seul point encore litigieux entre l'Autriche et la Serbie, à savoir de la participation d'organes autrichiens aux enquêtes policières et judiciaires serbes. Tout de suite, Cambon suggéra adroitement l'institution d'une *Commission internationale* — comme il en existe tant dans les Balkans — qui eût pour but de contrôler l'enquête de la police serbe. A cet égard aussi, ajouta Cambon, « la réponse serbe ouvre la porte à des conversations. » Jagow ne sut pas que

[1] *Livre jaune*, n° 105. Cf. la déclaration précitée du comte de Pourtalès à Sazonow (*Livre rouge* autrichien, n° 28).
[2] *Livre jaune*, n° 105. *Livre orange*, n° 62.
[3] *Livre jaune*, n° 92.

répondre à cette proposition aussi sensée que réalisable. S'il l'avait acceptée et réalisée, — la Russie et la Serbie y auraient incontestablement adhéré — nous n'aurions pas aujourd'hui une guerre européenne. Le même jour, une scène analogue se déroulait entre MM. de Bethmann Hollweg et Goschen [1]. Le chancelier tint les mêmes propos que Jagow : assurances pacifiques à profusion, mais refus de la conférence, refus de toute explication sur les projets de l'Autriche, « tentatives » pour engager Vienne à causer avec Pétersbourg; — remarquons bien, toujours *tentatives* (avec des moyens insuffisants); M. de Bethmann « poussait autant qu'il pouvait », — mais, surtout, allusions menaçantes à la mobilisation russe.

Dans la nuit du 31 juillet au 1er août [2], sir E. Goschen adressa encore un pressant appel aux sentiments d'humanité de M. de Jagow. Celui-ci répondit froidement que la question était trop engagée, et qu'il fallait attendre la réponse russe à l'ultimatum allemand. Goschen, étonné, demanda pourquoi on avait rendu l'ultimatum inacceptable en exigeant que la Russie démobilisât aussi du côté de l'Autriche. Jagow fit alors cette mémorable réponse : « Afin que la Russie ne puisse pas dire qu'elle n'a mobilisé que contre l'Autriche. » Ainsi, pour ôter à la Russie un prétexte impossible, — impossible, car la mobilisation générale avait été publiquement proclamée et déclarée par le tsar dans ses télégrammes, — on exigeait ce à quoi elle ne pouvait consentir, à savoir *une démobilisation vis-à-vis d'un Etat qui, lui-même, avait déjà mobilisé.*

Le 1er août encore, Goschen eut un long et pressant entretien avec Jagow [3]. D'accord avec Cambon, il le rendit attentif au fait inconcevable que l'Allemagne, qui n'était pas du tout intéressée directement dans le conflit, avait rendu la guerre inévitable par la remise de son ultimatum, *bien que l'Autriche et la Russie, les deux intéressées principales, vinssent d'entrer en pourparlers.* Jagow se borna à observer que tout cela était bel et bon, mais que, la Russie ayant mobilisé, la guerre devait éclater si elle ne consentait pas aux exigences de l'ultimatum.

C'est donc la *mobilisation en soi* qui est le motif de la

[1] *Livre bleu*, n° 75. *Livre jaune*, n° 92.
[2] *Livre bleu*, n° 121. *Livre jaune*, n° 121.
[3] *Livre bleu*, n° 138. *Livre jaune*, n° 121.

guerre ! Nous avons déjà vu ce qu'il en était en réalité de cette mobilisation et par quoi elle fut provoquée et justifiée. En France et en Russie, on était en tous cas d'un autre avis sur la signification des mobilisations réciproques. Ni l'un ni l'autre de ces pays n'aurait jamais déclaré la guerre à l'Allemagne à cause de sa mobilisation, pas plus qu'ils ne l'avaient fait à cause de celle de l'Autriche. « *La mobilisation n'est pas la guerre*, » lit-on dans une dépêche de Viviani à Paul Cambon (*Livre jaune*, n° 127). « En l'état actuel, c'est pour la France le meilleur moyen de sauvegarder la paix, et le Gouvernement de la République multipliera ses efforts pour faire aboutir les négociations... Nous ne devons pas cesser de travailler avec l'Angleterre au succès de ces pourparlers. » Voilà ce qu'écrivait Viviani le 1er août, donc *après* l'ultimatum et *après* la mobilisation française[1].

Nous n'avons donné qu'un faible aperçu des efforts faits par la France pour maintenir la paix. Tous les livres diplomatiques en parlent abondamment ; seul M. de Bethmann n'en veut rien savoir. Il a, pour se servir de ses propres termes, « trouvé le courage, en qualité d'homme d'Etat responsable », de reprocher au gouvernement français de n'avoir pas fait une seule démarche positive en faveur de la paix. Mais nous, et l'histoire impartiale, nous rejetterons ce reproche sur l'Allemagne, sur les épaules du politique qui, soit de son propre chef, soit par contrainte — la faute reste la même — n'a rien fait pour la paix, mais a fait tout ce qui devait rendre la guerre inévitable. Tandis que les autres accouraient avec des pompes et des seaux d'eau pour éteindre le commencement d'incendie, il versait de l'huile sur le feu et y jetait des brindilles afin que d'une faible étincelle jaillissent des flammes gigantesques. Et maintenant qu'il dévore tout, ce feu d'enfer, et que le coupable voit avec terreur les conséquences de son crime, il écrit et il parle, il parle et il écrit pour accuser les autres, comme le crocheteur de portes qui s'enfuit en criant : Arrêtez le voleur !

Heureusement, pas un homme au monde ne le croit, et plus il s'excuse, plus il s'accuse. Tous ses sophismes, toutes ses falsifications n'effaceront pas les faits qui crèvent tous les

[1] *Livre jaune*, nos 123, 127. J'ai déjà montré ailleurs que le cabinet de Vienne ne considérait pas non plus la mobilisation comme équivalente à la guerre (*Livre bleu*, n° 118).

yeux. Le peuple allemand, qui est maintenant encore trompé et aveuglé, et qui supporte patiemment les indicibles horreurs de cette catastrophe, le peuple allemand lui-même finira par y voir clair. Par-dessus les tranchées et les frontières, il tendra la main au peuple voisin, dont le Président a dit justement : *« l'Empire d'Allemagne supportera devant l'histoire l'écrasante responsabilité. »*



F

Annexe.

Livre rouge autrichien.

Au commencement de février, au moment où l'impression du présent ouvrage était presque terminée, a paru un *Livre rouge* autrichien, qui, en une introduction et soixante-neuf pièces, raconte les événements depuis l'assassinat de l'archiduc François-Ferdinand jusqu'au jour où la guerre a éclaté. Ce livre n'a apporté aucune révélation nouvelle; il ne fait que *confirmer* les conclusions que nous avons dû tirer des livres diplomatiques publiés jusqu'ici; mais c'est un travail précieux en ce sens qu'il dévoile avec une clarté effrayante, dans une confession directe et franche, la conduite de l'Autriche, conduite que l'on était réduit jusqu'ici à inférer indirectement des publications étrangères.

Les *faits positifs* qu'il relate confirment la culpabilité de l'Empire dans la guerre de telle manière qu'aux « bien pensants » eux-mêmes il ne peut rester aucun doute; les faits qu'il *tait* prouvent que le gouvernement autrichien a pleinement conscience de sa faute, mais qu'il cherche toujours — en vain, il est vrai — à la cacher aux yeux du monde.

Pas plus qu'avant, nous n'avons la preuve que le gouvernement allemand, quoiqu'il le prétende sans cesse dans son *Livre blanc*, ait exercé une influence modératrice sur Vienne. Durant la période du 28 au 30 juillet, alors que les relations étaient rompues entre l'Autriche et la Russie, le cabinet berlinois a bien transmis à Vienne quelques propositions des puissances de l'Entente, il est même allé jusqu'à les « soumettre » au Ballplatz[1], mais il ne les a jamais énergiquement soutenues, ni même appuyées. Il a repoussé d'autres propositions au nom de l'Autriche, sans s'enquérir de l'avis de celle-ci; il en a même gardé quelques-unes par devers lui, tout simplement, ne les jugeant pas dignes d'une réponse.

L'Autriche *a repoussé jusqu'à ce qu'il fût trop tard* toutes

[1] *Livre rouge*, n° 43.

les propositions qui lui ont été faites et, partant, elle a fait échouer les efforts de l'Entente en vue du maintien de la paix.

Je vais maintenant examiner l'un après l'autre à la lumière du *Livre rouge* les divers points qui méritent de l'être, en m'occupant pour commencer de ceux qu'il aborde, puis de ceux qu'il n'aborde pas.

I

Ce que **contient** *le Livre rouge.*

1. Que l'Autriche voulût *à tout prix* la guerre avec la Serbie — fait prouvé par les déclarations de Giolitti et par beaucoup d'autres circonstances sur lesquelles nous avons déjà insisté — cela est maintenant établi par le *Livre rouge* lui-même. Dans son rapport du 21 juillet[1] — donc avant la remise de la note autrichienne — l'ambassadeur d'Autriche à Belgrade, baron de Giesl, exprime la conviction que :

> « pour conserver à la Monarchie sa position de grande puissance, que dis-je? pour assurer son existence même, en tant que grande puissance, il ne sera pas possible d'éviter à la longue un règlement de comptes avec la Serbie : *une guerre*. Si nous tardions à mettre de la clarté dans nos rapports avec la Serbie, nous serions en partie responsables des difficultés et des circonstances défavorables que nous rencontrerions dans une lutte qu'il nous faudra soutenir tôt ou tard.... Des demi-mesures, des exigences suivies de longs pourparlers et aboutissant à un compromis bâtard, voilà le coup le plus rude qui pourrait atteindre le prestige de l'Autriche-Hongrie en Serbie et sa position de grande puissance en Europe. »

Tel est le programme d'après lequel tous les événements allaient se dérouler.

2. Le 23 juillet déjà, en même temps que la remise de l'ultimatum à la Serbie, le comte Berchtold, dans une note à son ambassadeur à Londres, comte Mensdorff, déclarait que la briè-

[1] *Livre rouge*, n° 6.

veté du délai imparti par l'ultimatum était nécessaire pour empêcher la Serbie de recourir à des procédés dilatoires, et qu'on ne pouvait laisser les exigences autrichiennes *devenir matière à discussion et à compromis*[1].

Les puissances — qui n'eurent connaissance que le 24 de la note de l'Autriche, et sans qu'on leur communiquât le dossier — représentèrent qu'une prolongation du délai était nécessaire pour pouvoir étudier ce dossier et agir sur le gouvernement serbe. Berchtold repoussa catégoriquement leur demande en déclarant que l'examen des pièces était superflu, que la communication autrichienne aux puissances avait seulement *le caractère d'une information* que l'on considérait comme « un devoir de politesse internationale », et que l'action de Vienne était une affaire n'intéressant que la Serbie et l'Autriche, sur laquelle les puissances *n'avaient pas à faire connaître leur opinion.* Durant les jours critiques, du 23 au 25 juillet, le comte Berchtold disparut de la capitale[2] et ce fut d'Ischl et de Lambach qu'il fit ses déclarations négatives.

3. Dans une instruction du 25 juillet au comte Szápáry, ambassadeur à Pétersbourg, instruction antérieure à l'arrivée de la réponse serbe, Berchtold compte déjà que la Serbie repoussera les exigences autrichiennes et qu'un conflit armé s'ensuivra[3]. Dans une autre note du même jour, à Szápáry, il discute l'article 5 de l'ultimatum et explique que la participation de fonctionnaires autrichiens à la répression des menées subversives serbes doit avoir lieu sous forme d'une « collaboration d'un bureau de sûreté » à Belgrade. Il néglige, par contre, de donner des explications sur l'article 6, pourtant bien plus important (participation de fonctionnnaires autrichiens à une enquête judiciaire contre les affiliés au complot). Ces explications ne furent fournies que dans la déclaration du gouvernement autrichien, publiée le 27, soit après le rappel de l'ambassadeur à Belgrade. Il y est dit que les fonctionnaires autrichiens ne devaient pas prendre part à l'*enquête judiciaire,* mais aux *recherches policières* qui seraient faites en vue de cette enquête.

[1] *Livre rouge*, n° 9.
[2] *Livre rouge*, n°s 20, 21.
[3] *Livre rouge*, n° 26.

On se demande ici déjà pourquoi ces explications, dont Pétersbourg eut connaissance dès le 25, et qui furent rendues publiques le 27, n'étaient pas contenues dans l'ultimatum lui-même, ou, du moins, pourquoi elles ne furent pas communiquées à la Serbie après que celle-ci eut remis sa réponse. Etant donnée l'attitude soumise de Belgrade, il est plus que probable que le gouvernement serbe, à la suite de ces explications, se fût montré plus disposé à accepter les exigences de l'Autriche : comme les articles 5 et 6 étaient presque les seuls sur lesquels la Serbie eût fait des réserves, l'Autriche pouvait obtenir pleine satisfaction en continuant à négocier, et la paix européenne eût été sauvegardée. *Mais l'Autriche ne le fit pas, parce qu'elle considérait la guerre avec la Serbie comme nécessaire*, si nécessaire qu'elle ne reculait pas devant le danger d'un conflit européen. L'Autriche agissait à la façon d'un homme qui, pour se débarrasser des punaises, met le feu à sa maison.

4. La réponse serbe causa, on le sait, une grande déception à Vienne. On ne s'était pas attendu à ce que l'influence des puissances de l'Entente fût assez forte à Belgrade pour obtenir d'un Etat indépendant une telle *capitis diminutio*. Toute espérance de voir éclater enfin la guerre désirée paraissait s'être évanouie : un gouvernement qui s'abaisse à faire publiquement amende honorable à telle place prescrite dans son organe officiel, au jour prescrit et dans les termes prescrits, — un roi qui se laisse dicter par un Etat voisin un ordre du jour à son armée, — un Etat souverain qui soumet son enseignement public au contrôle d'un autre Etat, qui congédie ou même arrête des officiers et des fonctionnaires sur l'ordre de l'Etat voisin, qui dissout des associations nationales et supprime la liberté de la presse, etc., etc., — un tel Etat et un tel gouvernement étaient chose encore inconnue dans l'histoire du monde, et il fallait vraiment posséder une grande habileté (ce qui n'était pas le cas des politiciens autrichiens) ou une extraordinaire mauvaise volonté (qu'ils possédaient par contre certainement) pour tirer de cette attitude du petit Etat un motif de lui faire la guerre.

Sazonow, lui-même, dans l'entretien qu'il eut le 27 juillet avec le comte Szápáry avant de connaître la réponse serbe, déclara que les points 4, 5 et 6 de la note autrichienne étaient

inacceptables pour la Serbie, et il fut assurément très étonné lorsqu'il sut que la Serbie avait cédé sur ce point 4 (renvoi d'officiers et de fonctionnaires) et qu'elle était prête à soumettre les points 5 et 6 à une Cour d'arbitrage [1].

5. J'ai déjà caractérisé l'acte du cabinet viennois qui, par de misérables querelles de mots, transforma artificiellement — et artificieusement — la note de soumission de la Serbie en une note de révolte. Berchtold, dans un rapport destiné à renseigner Londres, représente la réponse serbe comme sans valeur et calculée en vue d'une tromperie. « La Serbie acceptait avec toutes sortes de réserves un certain nombre de nos demandes, *comptant bien que jamais elle ne se trouverait dans le cas de tenir ses promesses* [2]. » C'est ainsi que l'Autriche cherche à justifier sa conduite. Mais j'ai déjà posé la question : qu'est-ce que la Serbie pouvait faire d'autre, en quarante-huit heures, que de donner des promesses ? Pouvait-elle encore les remplir en quarante-huit heures ? Le gouvernement autrichien ne réclamait de Belgrade que *l'obligation* de satisfaire à certaines demandes. Cette obligation fut souscrite sur huit points ; sur deux seulement la Serbie prétendait discuter. Il y avait lieu d'attendre d'abord comment elle s'exécuterait.

L'Autriche n'exigeait des garanties immédiates que sur les articles 5 et 6. Si elle avait voulu discuter ces seuls points en litige, il est presque certain que ces garanties lui eussent été accordées sous une forme ou sous une autre, par exemple, comme l'indiquait Cambon, sous la forme d'une commission internationale d'enquête et de contrôle [3], et il est probable qu'ainsi elles eussent été plus efficaces et mieux réalisables que sous la forme exigée par Vienne. Du reste, cette idée d'une collaboration des fonctionnaires autrichiens à des enquêtes serbes, — étant donnée la tension qui régnait entre les deux gouvernements, — était une fleur qui ne pouvait s'épanouir que dans les jardins de la diplomatie viennoise. Ainsi devait être rétablie la paix entre l'Autriche et la Serbie ? Il en eût résulté des conflits incessants entre les fonctionnaires des deux

[1] *Livre rouge*, n° 31.
[2] *Livre rouge*, n° 39.
[3] *Livre jaune*, n° 92.

pays, une foule d'incidents fâcheux et peut-être sanglants, bref, un état de choses qui eût, sans aucun doute, amené la guerre. (C'était aussi l'avis de Sazonow. *Livre rouge*, n° 14.)

Mais n'importe ; il fallait insister sur la méfiance qu'on disait devoir éprouver pour la Serbie, afin d'enlever toute valeur à une réponse qui donnait satisfaction pleine et entière sur la plupart des points. Et cette méfiance était — d'après l'opinion de l'Autriche — justifiée par le fait que la Serbie avait ordonné la *mobilisation générale* le 25 juillet déjà, à trois heures de l'après-midi, soit trois heures avant la remise de la note à l'ambassadeur autrichien [1]. Nous retrouvons ici le même procédé dont l'Allemagne s'est servie avec tant de succès : le jeu de la mobilisation. L'Autriche formule des exigences inacceptables, et, ce faisant, exprime son indubitable volonté belliqueuse. La Serbie admet la plus grande partie de ces exigences, mais, craignant avec raison que les quelques réserves qu'elle fait ne fournissent à son ennemie un prétexte de guerre, elle se protège contre cette éventualité en mobilisant à temps, ce que l'Autriche avait fait de son côté au moment où elle remettait l'ultimatum. Vienne représente cette mobilisation défensive comme une sournoiserie et une action agressive, par laquelle la Serbie révèle son « animosité déclarée » et son « refus de régler pacifiquement l'affaire », et ainsi se trouve « fabriqué » le mobile de guerre [2].

6. Mais l'Autriche ne se contente pas de cela. Elle va jusqu'à reprocher à la Serbie — d'après d'illustres modèles — d'avoir donné les premiers coups : dans ses dépêches à ses ambassadeurs de Pétersbourg et de Londres, en date du 28 juillet, Berchtold affirme catégoriquement que la Serbie « *a ouvert les hostilités sur la frontière hongroise* » le 27 juillet, c'est-à-dire avant la déclaration de guerre [3]. Cette affirmation n'est naturellement appuyée d'aucun fait et d'aucune preuve, et elle est beaucoup moins croyable que l'affirmation parallèle émise plus tard par l'Allemagne contre la Russie et la France. Pourquoi la petite et faible Serbie aurait-elle, à dessein, déchaîné la guerre avec l'Autriche? L'ambassadeur Giesl rapporte que les

---

[1] *Livre rouge*, n° 39.
[2] *Livre rouge:* Introduction, p. 3 et n° 29.
[3] *Livre rouge*, nos 39, 40.

fonds de la Banque nationale ont été mis en lieu sûr, que les archives ont été enlevées du ministère, que les troupes ont quitté Belgrade en tenue de campagne. Qu'est-ce que prouvent ces faits ? Ce qui, selon la raison et la bonne logique, n'a pas besoin d'être prouvé : que la Serbie ne projetait pas le moins du monde une attaque contre l'Autriche, mais qu'elle eût été heureuse si sa puissante voisine l'avait laissée en paix [1]. Mais il semble que c'est devenu une règle dans cette guerre que l'assaillant accuse l'assailli de l'avoir attaqué.

Tous ces prétextes étaient pain bénit pour le gouvernement autrichien : ils lui servirent à justifier son attitude négative à l'endroit des propositions pacifiques des puissances. Les motifs de cette attitude peuvent se résumer à peu près ainsi :

> *a*) Notre conflit avec la Serbie ne regarde personne et doit être localisé.
>
> *b*) En donnant une réponse insuffisante, en mobilisant et en ouvrant les hostilités, la Serbie a d'elle-même suscité la guerre.

7. J'ai déjà traité précédemment la question de la *localisation*. Mais elle est reprise dans le *Livre rouge* avec une telle précision et une telle naïveté en même temps qu'elle exige encore une courte discussion. L'Autriche part simplement du principe que le comte Mensdorff expliquait le 29 juillet à sir E. Grey, à savoir que la *Serbie était comprise dans la sphère des intérêts autrichiens* (*Livre bleu*, n° 91), et elle ne veut pas admettre que la Russie soit, par des liens ethniques et historiques, liée plus étroitement à la Serbie que n'importe quel allié avec l'autre, que par exemple l'Allemagne avec l'Autriche. Elle veut bien discuter avec la Russie des questions austro-russes, mais elle prétend régler à son gré le différend austro-serbe. Cette distinction artificielle et dépourvue de sens fait un singulier effet : c'est comme si un homme en procès avec un autre lui disait : Je veux bien m'entendre avec toi et je n'ai pas de mauvais desseins à ton égard, mais nous ne devons point discuter l'objet de notre procès. Parlons donc d'autre chose : « Que penses-tu de la Russie ? Beau temps aujourd'hui?

[1] *Livre rouge*, n° 22.

Very fine day to-day indeed! » *La question serbe était précisément, et depuis des années, la seule cause de la tension* entre la Russie et l'Autriche. La Russie identifiait ses intérêts à ceux de la Serbie et déclarait ne pouvoir tolérer, eu égard à ce pays et à son propre prestige, que l'Etat frère, après sa grave défaite diplomatique, pût encore être écrasé militairement par l'Autriche et abaissé au rôle d'Etat vassal [1]. La querelle était cette fois plus vive que jamais, et elle ne menaçait pas seulement de brouiller Vienne et Pétersbourg, mais encore de mettre en feu toute l'Europe. Si donc on voulait traiter, on devait le faire *sur la question serbe, la seule qui existât*. Si on ne le voulait pas, il était vain et superflu de proposer d'autres sujets de discussion. En réalité, la proposition autrichienne tendant à causer avec la Russie sur des intérêts russes n'était pas autre chose qu'un prétexte pour se dérober à toute discussion utile.

Grey et Sazonow s'efforcèrent vainement d'ouvrir les yeux au cabinet de Vienne sur ses sophismes, qui pouvaient avoir les conséquences les plus graves. Le comte Szápáry, ambassadeur d'Autriche à Pétersbourg, lui-même, ne put s'empêcher de remarquer que les instructions de Berchtold se mouvaient dans un cercle vicieux [2]. Toutes les représentations furent vaines. L'Autriche, soutenue par l'Allemagne, persista dans son refus jusqu'au moment où la guerre fut inévitable.

8. Partant du point de vue que personne n'avait rien à dire dans le conflit austro-serbe, l'Autriche refusa d'abord toute *discussion sur le contenu de son ultimatum* et sur la réponse serbe. Le 27 juillet, un entretien sur un ton amical eut lieu entre Sazonow et Szápáry. Le premier exprima le désir de discuter la note autrichienne avec l'ambassadeur. Szápáry se déclara prêt à entendre les remarques de Sazonow, mais il ajouta qu'il n'était pas autorisé de son côté à discuter ou à interpréter le texte de cette note [3]. Le 28 juillet, l'ambassadeur russe Schébéko demanda à Berchtold de munir Szápáry d'instructions afin qu'il pût continuer un échange de vues avec Sazonow et parvenir si possible à une entente directe avec le gouvernement

[1] *Livre rouge*, n° 47. *Livre bleu*, n°s 48, 91.
[2] *Livre rouge*, n° 47.
[3] *Livre rouge*, n° 31.

russe : celui-ci y était tout disposé. *Le comte Berchtold repoussa en termes catégoriques la proposition de l'ambassadeur russe.* Personne en Autriche, dit-il, ne comprendrait une discussion sur l'insuffisante réponse serbe, et du reste la guerre avait été déclarée le jour même. Pour motiver cette déclaration de guerre, Berchtold ne manqua pas d'invoquer la mobilisation serbe et les prétendues hostilités serbes[1].

Tous les ponts entre l'Autriche et la Russie étaient ainsi coupés, et les propositions d'entente ne pouvaient arriver à Vienne que par l'entremise des puissances de l'Entente et de l'Allemagne.

9. Le jour même où Berchtold déclinait la proposition de Sazonow tendant à une entente directe, il repoussait aussi la proposition de Grey d'une *conférence à quatre.* On sait que l'Allemagne l'avait déjà repoussée sans demander l'avis de Vienne, en prétextant qu'on ne pouvait pas citer son alliée devant un « tribunal européen ». C'est pour un *autre* motif que l'Autriche, elle, refusa cette proposition qui était soumise en même temps par Grey au comte Mensdorff, et par Bunsen au comte Berchtold (le 28 juillet) : elle venait *trop tard* et la déclaration de guerre l'avait devancée[2]. Chose bien extraordinaire en vérité ! L'Allemagne, en qualité de tutrice de l'Autriche, considère la proposition, pour ainsi dire, comme messéante. Mais l'Autriche, principale intéressée, n'éprouve pas cette impression : elle n'objecte que le retard ; autrement dit, elle eût apparemment été disposée à discuter si la demande en avait été faite plus tôt. Nouveau signe de la confusion régnant dans les têtes des diplomates allemands et autrichiens et dans les chancelleries ! Naturellement, les deux motifs allégués contre la conférence, celui de Berlin et celui de Vienne, étaient aussi spécieux l'un que l'autre. Mais il eût été plus prudent en tous cas de s'entendre auparavant sur les raisons au moyen desquelles on allait faire échouer toutes les tentatives des puissances de l'Entente en faveur de la paix. Le jeu eût été moins transparent et la culpabilité moins facile à prouver.

10. J'ai déjà dit que l'Allemagne avait répondu au projet de conférence de Grey en proposant des pourparlers directs

---

[1] *Livre rouge*, n° 40. *Livre orange*, n° 45.
[2] *Livre rouge*, n°s 38 et 41.

entre Vienne et Pétersbourg, et que ceux-ci *furent repoussés par Vienne*. Ce refus, qui constitue à lui seul une preuve décisive contre les Empires alliés, le *Livre blanc* cherche naturellement à le voiler ; mais il a été possible de l'établir avec une certitude complète au moyen des autres livres diplomatiques. Du reste le *Livre rouge* contient l'aveu formel de l'Autriche sous la forme la plus frappante et même avec une circonstance aggravante : le cabinet viennois n'a pas seulement, le 28 juillet, repoussé la proposition allemande, il a déjà, avec toute la netteté désirable, exprimé ce refus le *23 juillet* (*Livre rouge*, nº 9). *Cela, le gouvernement allemand devait le savoir, et il le savait*. Il a donc repoussé consciemment une tentative de Londres qui avait les plus grandes chances d'aboutir, et proposé à sa place une autre tentative dont il savait pertinemment, d'après la déclaration autrichienne du 23 juillet, qu'elle ne donnerait aucun résultat. Jusqu'ici on ne pouvait que constater l'insuccès de la contre-proposition allemande et *conclure* à un double jeu criminel des deux alliés... Maintenant, grâce au *Livre rouge*, ce double jeu est *démontré*, et les coupables sont démasqués. *Si, parmi cent preuves de culpabilité, il n'existait que celle-ci, elle suffirait à faire retomber la responsabilité de la guerre mondiale sur l'Allemagne et l'Autriche seules.*

11. Le 30 juillet, Berchtold se résolut, en présence de la tournure toujours plus dangereuse du conflit, à entrer en discussion avec Sazonow sur le fond de l'ultimatum. Il adressa, le 30 juillet, deux instructions dans ce sens à son ambassadeur à Pétersbourg (*Livre rouge*, nºˢ 49 et 50) et, le 31 juillet, les pourparlers commencèrent pour la première fois d'une manière *officielle* sur le contenu de la note autrichienne [1]. Ainsi que nous l'avons dit, l'entretien du 27 entre Sazonow et Szápáry n'avait eu aucun caractère officiel : Szápáry s'était borné à prendre connaissance des observations de Sazonow.

Mais, même dans cet instant critique, Berchtold ne put s'empêcher de parler de la note *devancée* par la déclaration de guerre ; il déclara que les conversations, auxquelles il avait fini par consentir, n'étaient que des « éclaircissements supplémen-

[1] *Livre rouge*, nº 55.

taires » et il fit comprendre qu'il n'était pas dans les intentions de l'Autriche « de rien enlever aux articles de la note ».

La phrase sur « la note devancée par la déclaration de guerre », continuellement ressassée dans le *Livre rouge*, mérite une remarque spéciale. Qu'est-ce que cela peut bien vouloir dire ? A offense B ; A fait d'humbles excuses ; cependant B lève le poignard pour égorger A. Un troisième, C, proche parent de A, intervient pour retenir le coup mortel et fait valoir en faveur de A les excuses qu'il a faites. Mais B repousse cette immixtion en déclarant que la discussion de l'offense est *devancée par les événements*, et que l'état de guerre, suscité au moment où il a levé son poignard, doit suivre son cours.

Tel est le point de vue du gouvernement autrichien. Incroyable, mais vrai ! Même si ce point de vue était aussi logique et raisonnable qu'il est illogique et déraisonnable, il ne conduirait pas aux conséquences déduites par Vienne, à savoir que toutes les tentatives d'arrangement faites par un tiers, non pas dans l'intérêt de la Serbie, mais de la paix européenne, devaient être abandonnées. L'Autriche avait suscité *seule* l'état de guerre (les hostilités serbes sont naturellement une invention). Mais cet état de guerre pouvait et devait même, comme toutes les guerres, prendre fin tôt ou tard. Cette fin, les puissances de l'Entente préféraient qu'elle arrivât plus tôt que plus tard, afin d'éviter une conflagration générale. Comment donc pouvait-on s'opposer à leurs efforts en faveur de la paix en prétextant que la guerre avait déjà éclaté ? C'est précisément *parce* qu'elle avait éclaté qu'on travaillait pour la paix : on rougit presque de devoir s'étendre longuement sur des choses aussi simples, mais lorsqu'on voit répéter sans cesse dans toutes les notes du *Livre rouge* (depuis le 28 juillet) cette même idiote pensée que la guerre, provoquée sans motif et criminellement par l'Autriche, a devancé tous les efforts des puissances pour maintenir la paix, — cette idiotie, le *Livre blanc* allemand se reprocherait de ne pas la répéter, — on ne peut s'empêcher de stigmatiser ce manque d'intelligence en l'appelant de son nom : *un jeu criminel avec les plus hauts intérêts des malheureux peuples dont la garde est confiée à de tels hommes.*

Mais ce qu'il y a de pire, c'est que l'affirmation du gouver-

nement autrichien *n'est pas même vraie.* Les propositions de paix, tant celle de la Russie tendant à une entente directe, que celle de Grey demandant une conférence des quatre puissances, ont été faites et communiquées à Vienne *avant le commencement* de la guerre austro-serbe. Le 24 juillet déjà, immédiatement après avoir pris connaissance de la note autrichienne, Sazonow exprimait le désir de voir le délai fixé par l'ultimatum prolongé, et de recevoir le dossier autrichien afin de pouvoir examiner les griefs de l'Autriche, exercer une pression sur la Serbie et négocier une entente avec Vienne. Ce désir a été constamment répété par le ministre russe au comte Szápáry, en dernier lieu le 27 juillet[1]. La guerre ayant été déclarée à la Serbie le 28, la proposition russe n'a pas été devancée, et l'affirmation autrichienne n'est qu'un *mensonge.*

Il en est de même en ce qui touche la proposition Grey. Le ministre anglais avait, *le 24 juillet* déjà, recommandé la conférence à quatre[2]. Dès le 26, la proposition fut soumise à Berlin et repoussée pour le motif qu'on ne pouvait citer l'Autriche devant un tribunal européen[3]. Le 27, le comte Mensdorff faisait son rapport détaillé sur ce projet, que Grey avait appuyé auprès de lui[4]. Comment donc se fait-il que cette proposition, datée du 24, ait été devancée par la déclaration de guerre du 28 juillet ? Cette affirmation est un mensonge voulu, destiné à masquer l'inébranlable volonté belliqueuse de l'Autriche.

Je me résume :

a) même si l'affirmation de l'Autriche, que les propositions lui sont parvenues *après* la déclaration de guerre, était vraie, cela n'eût pas été, en vertu de la raison et de la saine logique, un motif pour rejeter ces propositions ;

b) mais il est prouvé que ces propositions sont parvenues à l'Autriche *avant* la déclaration de guerre : le gouvernement autrichien se base donc sur un fait controuvé et en tire des conclusions fausses.

---

[1] *Livre rouge,* n° 31.
[2] *Livre bleu,* nos 10, 11, 24, 25, 36, 42, 43, etc.
[3] *Livre blanc,* n° 9.
[4] *Livre rouge,* n° 38. *Livre bleu,* n° 48.

12. Le 29 juillet, Sazonow s'était, avec raison, plaint à Szápáry de ce que l'Autriche repoussât tout nouvel échange de vues. Cela n'empêche pas Berchtold de « jouer l'imbécile » et de parler, le 30 juillet, à Schébéko d'une « erreur » de Sazonow, puisque lui et Schébéko « avaient encore discuté deux jours auparavant les questions actuelles » et que Schébéko l'avait fait savoir à Pétersbourg. (*Livre rouge*, n° 50.) La conversation dont parle Berchtold consistait en ceci : Schébéko avait, au nom de Sazonow, exprimé le désir que les pourparlers fussent continués, et Berchtold *avait catégoriquement repoussé cette demande*. C'est ce que Berchtold appelle « discuter les questions actuelles » !

13. La question de la mobilisation fut naturellement aussi soulevée dans l'entretien du 30 juillet. Berchtold se plaignit de la mobilisation des quatre arrondissements russes du sud, qui avait eu lieu le jour précédent, et répéta la fausse affirmation que l'Autriche n'avait mobilisé que huit corps d'armée contre la Serbie, mais « pas un homme » (nicht einen Mann) contre la Russie. A quoi Schébéko aurait pu répondre : « peut-être *kein Mann*, mais un Beth-mann ». Car Bethmann, dans sa simplicité, a révélé, le 4 août, au Reichstag, que *l'Autriche avait aussi mobilisé deux corps d'armée contre la Russie* avant qu'il fût question de la mobilisation russe.

Chose à noter : Berchtold déclarait, dans le même entretien, que l'Autriche devait « élargir aussi *sa* mobilisation ». Cet aveu confirme ce que les ambassadeurs des puissances de l'Entente ont rapporté d'un commun accord au sujet de la mobilisation générale autrichienne, à savoir qu'elle eut lieu dans la nuit du 30 au 31 juillet [1].

La Russie et l'Autriche étaient du reste d'accord pour considérer que *la mobilisation ne signifiait nullement la guerre*. Quoique les deux puissances eussent ordonné la mobilisation générale le 31 juillet, Berchtold télégraphie textuellement à ses ambassadeurs : « Entre les cabinets de Vienne et de Pétersbourg, des pourparlers conformes à la situation, et qui aboutiront, nous l'espérons, à un apaisement général, suivent leur cours. » Effectivement, ils suivaient leur cours, ou plutôt ils le *commencèrent* après

[1] Voir aussi la dépêche de Berchtold du 31 juillet à ses légations, qui reconnaît expressément la mobilisation autrichienne contre la Russie, exécutée dans la nuit précédente (*Livre rouge*, n° 53).

les deux mobilisations ; ils se poursuivirent le 31 juillet et le 1er août à Pétersbourg, même après l'ultimatum de Berlin, et ils ne furent rompus définitivement que par la déclaration de guerre de l'Allemagne [1]. Dans une autre dépêche au comte Mensdorff, datée du 24 juillet, Berchtold relève le fait que l'Autriche avait déjà mobilisé deux fois (en 1908 et 1912) à cause de la Serbie [2]. La Russie avait également mobilisé dans les deux cas, et cependant, par des négociations, la paix avait été maintenue. Aveu de l'alliée et à la charge de l'Allemagne ! Malgré la mobilisation, la paix pouvait être maintenue cette fois encore, si Berlin avait *voulu* la maintenir.

14. A propos de mobilisation, je m'en voudrais de priver le lecteur d'un charmant épisode, qui jette un peu de gaie lumière dans cette sombre tragédie : *c'est l'histoire de la violation de parole de Sazonow.* Jusqu'à présent, nous ne connaissions que trois parjures : le ministre de la guerre russe, le chef d'état-major russe et le tsar (voir le *Livre blanc*). Cela ne suffisait pas à ces « messieurs » de Vienne ; il leur en fallait un quatrième : M. Sazonow. Le comte Szögyény, qui semble mal comprendre ou oublier en dormant tous les événements importants (nous y reviendrons), relate, le 27, de Berlin, que Sazonow avait donné à l'ambassadeur allemand la « garantie » que la mobilisation n'avait pas encore été effectuée, et que seuls quelques préparatifs militaires urgents avaient été faits (*Livre rouge*, n° 33). J'ai déjà montré que cette déclaration répond à la vérité; seulement elle n'a pas été faite *par Sazonow*, mais par le ministre de la guerre Soukhomlinow (*Livre blanc*, p. 8). Il est amusant de voir comment Berchtold fait de cette déclaration, faussement prêtée à Sazonow, une *violation de la parole donnée*, et reconnaît généreusement, dans la note du 29, que celui-ci ne « nie plus ». — Il n'avait, en effet, jamais nié (*Livre rouge*, nos 42 et 48). Qui sait combien de parjures russes on aurait encore découverts, si la guerre, en éclatant, n'avait mis fin à cette périlleuse activité !

15. La dépêche de Berchtold, du 31 juillet, à ses ambassadeurs à Londres et à Pétersbourg (*Livre rouge*, n° 51) mérite encore un examen particulier. De même que les deux dépêches

---

[1] *Livre rouge*, nos 55, 56.
[2] *Livre rouge*, n° 17.

du 30 juillet au comte Szápáry (n°s 49 et 50), semblent frayer la voie à l'acceptation finale des pourparlers directs avec la Russie, la dépêche du 31 juillet laisse entrevoir que l'Autriche se montrerait disposée à accepter la médiation proposée par Grey. L'observateur superficiel, qui ne tient pas suffisamment compte des attaches secrètes entre Vienne et Berlin — et c'était, à cette époque, le cas des puissances de l'Entente, avant que les procédés de Berlin leur eussent ouvert les yeux — pouvait croire que l'Autriche, par crainte d'une guerre européenne, s'était enfin recueillie, faisait machine arrière et cherchait à maintenir la paix au moyen des deux propositions citées: entente directe avec la Russie et en même temps médiation des puissances. En réalité, il en était autrement. L'Autriche devait savoir et savait que la tension entre Berlin et Pétersbourg, causée par l'Allemagne, qui avait intentionnellement mis au premier plan la question de la mobilisation, était, entre-temps, devenue plus grande que celle entre Vienne et Pétersbourg, et que, par conséquent, une apparente acceptation des propositions de paix des puissances de l'Entente ne pouvait plus empêcher la guerre imminente. Voilà un des motifs du revirement subit de l'Autriche; il n'était pas dangereux: Berlin pourvoyait à tout le reste.

L'autre raison — nous la connaissons maintenant seulement par le *Livre rouge* — c'est que les déclarations de Vienne n'auraient pas pu conduire à une issue pacifique, tant elles étaient limitées et conditionnées, même si Berlin n'avait pas procédé à coup d'ultimatums. De ce côté-là, Vienne pourvoyait lui-même à tout le reste. J'ai déjà indiqué les réserves que fit le cabinet autrichien quand les conversations furent reprises à Pétersbourg. Lorsqu'une des parties déclare, par avance, qu'elle ne veut donner que des « éclaircissements supplémentaires » et qu'elle « ne se laissera rien arracher », les pourparlers sont superflus et vains.

Le cabinet de Vienne formula des réserves analogues à l'endroit de la proposition anglaise de médiation. Cette proposition fut reprise par Grey à la suite de la prière de Sazonow, faite le 29 juillet, après que l'Autriche, le jour précédent, se fut catégoriquement refusée à causer[1]. Dans la note de Vienne du

---

[1] *Livre orange*, n° 50. *Livre bleu*, n° 84.

31 juillet, on trouve cette phrase surprenante : « Sazonow aurait informé le Gouvernement anglais qu'après la déclaration de guerre de l'Autriche-Hongrie à la Serbie, *il n'était plus à même de traiter directement avec l'Autriche-Hongrie.* » Cela doit-il signifier que Sazonow, de son côté, a repoussé tous pourparlers ultérieurs? Ce serait une grossière falsification de la vérité, qui serait réfutée par le *Livre rouge* lui-même et par toutes les autres publications diplomatiques. Sazonow n'était, en effet, plus en état de traiter avec l'Autriche, non par *sa* faute, mais parce que Vienne avait, depuis le 28 juillet, refusé toute discussion. Qui veut-on tromper par cette tournure de phrase équivoque?

Grey fit immédiatement part au prince Lichnowsky de la demande de Sazonow, et proposa de nouveau une conversation à quatre à Londres. Il laissait au gouvernement allemand le soin de choisir la forme sous laquelle elle pourrait avoir lieu. Pour qu'une médiation quelconque pût se produire, il fallait, naturellement, que *les hostilités contre la Serbie fussent provisoirement suspendues.* Notez bien qu'on n'exigeait pas un retrait des troupes autrichiennes, mais seulement l'arrêt de leur marche en avant.

Comment Berchtold se comporta-t-il en présence de cette proposition? Il déclara — le 31 juillet — pour la première fois que « nous sommes tout disposés à faire bon accueil à la proposition de médiation de sir E. Grey entre la Serbie et nous ». Mais il y mettait les conditions suivantes :

> *a*) L'action militaire contre la Serbie se poursuivrait en attendant.
>
> *b*) Le cabinet anglais déterminerait le gouvernement russe à suspendre la mobilisation que la Russie dirige contre nous. Dans ce cas, les mesures militaires purement défensives prises par nous en Galicie seront rapportées.

Etait-ce une acceptation ou un refus? C'était *un refus sous forme d'acceptation.* Pouvait-on sérieusement exiger du gouvernement russe qu'il fût le premier à démobiliser, alors que l'Autriche avait ordonné la nuit précédente sa mobilisation générale, et n'était disposée qu'à rapporter partiellement cette

mesure en Galicie ? Pouvait-on exiger du cabinet de Pétersbourg qu'il laissât, pendant la conférence de Londres, dont le début et la durée n'étaient pas fixés, avancer les troupes autrichiennes en Serbie et écraser le petit Etat? Du reste, l'Autriche s'était déclarée prête en principe à « faire bon accueil » à la proposition de Grey, mais elle n'avait pas accepté la conférence sous telle ou telle forme. Il pouvait donc se produire un état de choses pareil à celui qui s'était produit six jours auparavant à Berlin et durait encore : le cabinet viennois pouvait élever des objections contre la forme et négliger, comme Berlin, de proposer une forme admissible et qui lui fût agréable. Bref, la réponse autrichienne à la proposition de Grey — que Tschirschky avait « communiquée conformément aux ordres reçus », mais sans l'appuyer — était si vague et si conditionnée qu'elle équivalait à un refus de la proposition.

Les deux gouvernements alliés étaient donc sûrs que la guerre qu'ils désiraient ne leur échapperait pas. On pouvait aussi peu s'attendre à une heureuse issue des pourparlers avec la Russie qu'au succès de la médiation anglaise, par suite des réserves et des conditions que Vienne avait faites. Mais si l'on se sentait néanmoins menacé d'une issue pacifique, Berlin se chargeait, par sa politique à coups d'ultimatums, de rendre la guerre inévitable. Les cartes étaient si habilement brouillées que les deux empires ne pouvaient plus perdre la partie — cette partie sanglante pour laquelle on avait fait tant de préparatifs en temps de paix, et que l'on voulait enfin jouer sérieusement.

* * *

Nous nous sommes bornés à discuter ce que le *Livre rouge* contient, et nous avons vu que les chefs d'accusation formulés contre l'Autriche étaient prouvés encore une fois.

L'Autriche a criminellement suscité la guerre austro-serbe et, conséquemment, la guerre européenne :

en formulant des exigences inacceptables pour la Serbie,

en repoussant une réponse presque parfaitement satisfaisante,

en rappelant son ambassadeur et en déclarant la guerre à la Serbie,

en dissimulant le vrai but de son action militaire,

en refusant catégoriquement toute discussion et toute activité médiatrice jusqu'à ce qu'il fût trop tard,

en limitant son bon vouloir final de telle sorte que le succès fût, par avance, exclu.

II

Ce que le Livre rouge ne contient pas.

Les griefs ci-dessus ressortent du contenu du *Livre rouge.*

Mais des accusations beaucoup plus graves peuvent être tirées des faits que le *Livre rouge* ne mentionne pas. Il ne contient pas un mot, pas une syllabe:

a) de la prétendue pression que Berlin aurait exercée sur Vienne en faveur de la paix,

b) de toutes les propositions transactionnelles qui, *à part* celle de la conférence à quatre, ont été faites par les puissances de l'Entente.

1. Le *Livre rouge* et *le Livre blanc* sont — comme je l'ai déjà fait ressortir — pleins d'assurances emphatiques du gouvernement allemand, qui se serait efforcé d'exercer une influence modératrice à Vienne. « Fidèle à notre principe qu'une action médiatrice ne pouvait s'exercer exclusivement en ce qui concerne le seul conflit austro-serbe, dont le sujet était une affaire intéressant l'Autriche-Hongrie, mais seulement par rapport aux relations entre l'Autriche et la Russie (c'est là la fameuse distinction que j'ai déjà qualifiée plus haut), nous avons continué nos efforts pour amener une entente entre les deux puissances. Nous nous sommes aussi trouvé prêt, après que l'idée d'une conférence eut été repoussée, à transmettre à Vienne une nouvelle proposition de sir Edward Grey, etc...» « Malgré cela, nous avons poursuivi jusqu'à l'extrême limite nos essais de médiation et conseillé à Vienne de faire preuve de toute conciliation compatible avec la dignité de la Monarchie...» « Côte à côte avec l'Angleterre, nous avons sans cesse continué à travailler à une action médiatrice et appuyé à Vienne toute proposition, etc., etc. » « Tandis que, du 29 au 31 juillet, ces efforts de notre

part en vue d'une médiation, appuyés par la diplomatie anglaise, se poursuivaient avec une insistance croissante, etc. » — voilà ce qui revient sans cesse dans le *Livre blanc*. Dans son discours du 4 août, le chancelier assure avoir poussé son action médiatrice à Vienne « aussi loin que nos obligations résultant de l'alliance le permettaient ».

Des assurances analogues sont continuellement données aux diplomates anglais, à Londres et à Berlin. Le chancelier, surtout, affirme qu'il a pesé aussi fort que possible sur le bouton, qu'il a prêché la paix et la modération avec beaucoup de décision, et qu'il craint même d'être allé trop loin[1]. M. de Jagow exprime même la crainte que la forte pression exercée par lui à Vienne en faveur d'une discussion de la note serbe n'ait produit un effet opposé à celui qu'on attendait, c'est-à-dire n'ait suscité la déclaration de guerre de l'Autriche[2]. Bref, MM. de Bethmann et de Jagow débordent d'assurances pacifiques et posent aux yeux du peuple allemand et du gouvernement anglais pour des anges de paix qui, la palme à la main, volent sans cesse entre Vienne et Berlin.

A la lecture du *Livre blanc*, on ne peut s'empêcher d'être surpris que ces efforts pour la paix soient restés partout et toujours stériles. Partout on lit : Vienne a refusé pour tel ou te motif. Ou bien l'Autriche ne voulait pas traiter, ou bien il était trop tard, ou bien la mobilisation russe s'était effectuée, etc. Résultat : partout zéro.

J'ai déjà dit que ce résultat négatif paraît suspect au plus haut point. Si Berlin voulait sérieusement, Vienne *devait* céder en tout et sans aucune objection, car Vienne ne comptait pas en Europe. Il y avait là, dans les relations des deux alliées de la Triplice, un point obscur qu'il fallait éclaircir. Les assurances qu'on nous donne des efforts faits en faveur de la paix devaient être clairement prouvées pour qu'on y ajoutât foi. L'insuccès des prétendus efforts de Berlin était si surprenant qu'on se prenait à douter de leur réalité.

La chose paraît encore plus sujette à caution du fait de notre ambassadeur à Vienne. M. de Tschirschky avait la réputation

[1] *Livre bleu*, nos 107, 108.
[2] *Livre bleu*, no 76.

d'être un ennemi déclaré des Serbes et des Russes qui, au lieu de conseiller la modération au Ballplatz, poussait à la guerre. L'ambassadeur anglais, sir Maurice de Bunsen, déclare ouvertement que M. de Tschirschky désirait la guerre dès le début, qu'il laissait ses sentiments personnels influencer son action, et qu'il avait toujours discuté en secret avec le gouvernement autrichien et jamais conjointement avec les ambassadeurs des puissances de l'Entente. Sazonow fait également ressortir la russophobie de Tschirschky, qu'on soupçonnait d'avoir connu la note autrichienne avant sa remise, et qui déclarait à qui voulait l'entendre qu'il en approuvait chaque mot et tenait la réponse serbe pour mensonge et tromperie [1]. Si donc c'est un ambassadeur de cette trempe qui était chargé de transmettre à Vienne les propositions anglaises, sans qu'il fût autorisé à les appuyer sérieusement ou même à les recommander, et encore moins à exercer une pression énergique, on peut se figurer ce qu'il advenait à Vienne des vigoureux efforts (!) faits par le gouvernement allemand en faveur de la paix et comment s'exerçait l'action médiatrice « qui allait jusqu'aux plus extrêmes limites que nous puissions atteindre sans enfreindre les obligations de notre alliance » !

Tous ces symptômes, et surtout l'insuccès absolu des prétendus efforts de Berlin, obligeaient à douter de la véracité des assurances berlinoises. Mais *la certitude que toutes ces assurances sont fausses, consciemment fausses*, ne nous est fournie que par le *Livre rouge* autrichien. Il ne contient pas un mot, pas une syllabe, de ce que MM. de Bethmann et de Jagow prétendent avoir fait en une si généreuse mesure ; il ne contient que quelques communications de Tschirschky à Berchtold, qui eurent lieu « conformément aux prescriptions » ; et qui, une seule fois, vont jusqu'à faire observer qu'une proposition anglaise a été « soumise à l'examen du cabinet de Vienne [2] ». Il s'agissait de l'importante et pressante proposition de Grey du 27 juillet (*Livre bleu*, n° 46), tendant à ce que l'Autriche admît au moins la réponse serbe comme *base d'une discussion*, puisqu'elle était conciliante au delà de toute attente, grâce à l'influence

[1] *Livre bleu*, nos 32, 95, 139, 141 et p. 83.
[2] *Livre rouge*, nos 43, 44, 51.

modératrice de la Russie à Belgrade. Qu'on lise seulement la prière instante et bien motivée de Grey à Lichnowsky, son chaleureux appel à l'amour de la paix de l'Allemagne, que l'on considère son désir de travailler d'accord avec elle et l'insistance avec laquelle il montre qu'après les conseils efficaces de la Russie et la soumission de la Serbie, c'est maintenant le tour de l'Autriche de se montrer un peu conciliante, et que seul le cabinet berlinois peut et doit agir dans ce sens à Vienne. Qu'on compare ensuite cela à la manière glacée dont Tschirschky soumet « à l'examen » du gouvernement autrichien la proposition anglaise. On ne s'étonnera plus alors que Vienne l'ait repoussée froidement, « comme trop tardive », arrivant après « l'ouverture des hostilités par la Serbie (*sic*), et la déclaration de guerre qui s'en est suivie »[1].

Tel est l'aspect sous lequel se présentent les efforts en faveur de la paix accomplis par Berlin à Vienne. Jusqu'à présent aucune instruction, aucune note, aucun télégramme n'a été imprimé qui apporte la moindre preuve des efforts de l'Allemagne pour maintenir la paix. Les espérances que l'on fondait à cet égard sur le *Livre rouge* ont été déçues. *Où sont les preuves*, a-t-on le droit de vous demander, M. de Bethmann, où sont les preuves que vous avez travaillé sérieusement à Vienne en faveur de la paix ? Les livres diplomatiques allemand et autrichien ou ne disent rien à ce sujet, ou disent juste le contraire de ce que vous affirmez. Une communication n'est pas une recommandation. Une « soumission à l'examen » n'est pas une recommandation. Où est la pression que vous prétendez avoir exercée sur Vienne? *Livrez cette pression à l'impression*, et nous vous croirons. En attendant, nous tiendrons vos déclarations, comme tant d'autres que vous avez faites, pour ce qu'elles sont : des *altérations de la vérité*, que vous avez commises parce que vous étiez conscient de votre faute, et que vous vouliez masquer votre culpabilité.

2. J'en arrive à une circonstance encore plus grave. *Où sont restées* les propositions de Grey et de Sazonow qui, parties de Londres, devaient arriver à Vienne par l'entremise de Berlin, mais auxquelles le gouvernement autrichien n'a jamais fait de réponse ?

[1] *Livre blanc*, p. 9 et annexe 16.

Récapitulons brièvement les faits avant de formuler notre accusation sur ce point. Le 29 juillet, après la déclaration de guerre de l'Autriche et la rupture des négociations directes entre Vienne et Pétersbourg, Grey avait déjà proposé au prince Lichnowsky, ambassadeur allemand, avec mission de la transmettre à Berlin et à Vienne, la formule transactionnelle connue, suivant laquelle l'Autriche occuperait Belgrade et les territoires avoisinants comme gage d'un règlement satisfaisant de ses exigences, et indiquerait aux quatre puissances non intéressées les conditions auxquelles elle serait disposée à une entente[1]. Cette proposition a été communiquée à Berlin par le prince Lichnowsky et soi-disant transmise à Vienne[2]. *Mais jamais l'Autriche ni l'Allemagne n'y ont fait de réponse.* Plusieurs fois Grey et Goschen pressèrent le cabinet berlinois d'en donner une, mais jamais « elle n'était encore arrivée de Vienne[3]. » Les motifs — disons plutôt les faux-fuyants — les plus divers furent invoqués pour excuser cette absence de réponse, quoique le temps pressât, et que le sort de l'Europe dût se décider d'une heure à l'autre. La proposition de Grey, qui faisait à l'Autriche les avances les plus étendues qu'on pût imaginer, et qui sauvegardait dans la plus large mesure à la fois son prestige diplomatique et son prestige militaire, — cette proposition resta sans réponse, et elle n'est pas même mentionnée d'un mot dans le *Livre rouge*. En fait de négociations, ce recueil arrête ses mentions à l'entretien de Grey avec le prince Lichnowsky, le matin du 29 juillet (*Livre bleu*, n° 84), entretien auquel se rapporte la dépêche de Berchtold du 31 juillet (*Livre rouge*, n° 51). A part cela, le *Livre rouge* ne relève que les deux conversations que le comte Szápáry eut le 31 juillet et le 1er août à Pétersbourg avec Sazonow.

Or *deux* entretiens ont eu lieu entre Grey et Lichnowsky le 29 juillet : le premier le matin — c'est celui auquel se rapporte la dépêche de Berchtold du 31 juillet — *le second l'après-midi* (*Livre bleu*, n° 88). Le *Livre rouge* s'occupe du premier de ces entretiens (*Livre bleu*, n° 84), *mais ne fait absolument aucune mention du second, comme d'ailleurs il passe sous silence tous les événements qui ont suivi.* Deux chiffres suffisent à montrer

[1] *Livre bleu*, n° 88. Dépêche du roi Georges du 30 juillet.
[2] *Livre blanc*, p. 11.
[3] *Livre bleu*, nos 98, 103, 107, 108, 112.

la signification de cette façon d'agir. Sur les 161 nos du *Livre bleu* anglais, le gouvernement autrichien en a jugé 84, donc guère plus de la moitié, dignes d'être pris en considération ou simplement mentionnés. Tous les faits — d'une importance décisive cependant — qui se sont déroulés entre l'Angleterre, la Russie et l'Allemagne depuis le 29 juillet après-midi jusqu'au 1er août, donc pendant les quatre jours critiques du conflit européen, sont inexistants pour le cabinet de Vienne — exception faite des deux entretiens, mentionnés à plusieurs reprises, de Szápáry avec Sazonow, le 31 juillet et le 1er août. L'échange de dépêches diplomatiques entre les capitales européennes au cours de ces émouvantes journées ne paraît pas troubler le repos de ces messieurs du Ballplatz. Ils ne savent rien ou ne veulent du moins rien savoir des infatigables efforts de Grey, de Sazonow et de Viviani, qui imaginent formule sur formule, cherchant à les rendre toujours plus favorables à l'Autriche, dans l'espoir, caressé jusqu'au dernier moment, de conserver la paix à l'Europe. Messieurs de Vienne dorment ou font du moins semblant de dormir, et leur sommeil est si contagieux qu'il gagne leurs représentants à l'étranger. Ainsi se peut-il faire que, le 2 août, l'ambassadeur d'Autriche à Berlin, comte Szögyény, transmette à Vienne cette *nouveauté:* « Il n'est arrivé de Russie aucune réponse à la question posée par l'Allemagne; des troupes russes ont franchi la frontière allemande; la Russie a *donc* attaqué l'Allemagne; *par suite* l'Allemagne se considère en état de guerre avec la Russie[1]. » Cette communication, dont la logique et le style sont également à relever, l'ambassadeur autrichien l'a faite à Vienne, comme dernière et sensationnelle nouvelle, *le 2 août*, alors que la déclaration de guerre de l'Allemagne à la Russie avait été remise 24 heures auparavant, motivée non pas par une attaque russe, mais seulement par le défaut de réponse à l'ultimatum. Voilà le seul signe de vie que donne Berlin depuis la communication relative à l'entretien de Grey avec Lichnowsky, en date du 29 juillet! Drame satyrique que suit en boitant la tragédie avec 24 heures de retard! Voilà la seule preuve des efforts surhumains du chancelier de l'Empire pour décider Vienne à se montrer conciliante — de cette forte pression

Livre rouge, n° 57

sur le bouton, de cette pression qui allait jusqu'aux limites extrêmes des devoirs de l'Alliée. Hélas ! cette pression n'a pas même suffi à tirer l'ambassadeur d'Autriche à Berlin du sommeil du juste !

3. Donc la formule transactionnelle de Grey a disparu sans avoir été examinée. Mais *qu'en est-il advenu des formules de Sazonow ?* Ont-elles été enterrées à Berlin ou communiquées à Vienne? Dans ce dernier cas, comment Vienne les a-t-elle accueillies ? Les a-t-elle ignorées, ou rejetées, ou amendées? On l'ignore. Ni le *Livre rouge*, ni le *Livre blanc* ne contiennent un mot à ce sujet. Nous en sommes réduits aux publications des puissances de l'Entente pour suivre l'histoire de ces formules, mais cette histoire ne nous conduit pas au delà de Berlin, et de leur voyage de Berlin à Vienne, nous ne savons absolument rien.

Nous savons au moins, par le *Livre blanc*, que la proposition de Grey a été « transmise à Vienne et que la Russie, à ce que l'on apprend, l'a acceptée [1] ». Mais on ne nous renseigne pas sur l'attitude de l'Autriche à son égard. Seules, les publications des Etats de l'Entente nous informent que, jusqu'au dernier moment, on affirmait à Berlin que Vienne n'avait pas donné de réponse.

Mais le Livre blanc et le Livre rouge ne soufflent mot des propositions de Sazonow; pour eux, elles n'existent pas. La première qu'il ait faite (*Livre orange*, nº 60) fut dictée le 30 juillet au comte Pourtalès, communiquée à Berlin par lui et par l'ambassadeur de Russie, appuyée par l'Angleterre et la France, mais repoussée par Jagow qui, sans demander l'avis de Vienne, la déclara *inacceptable pour l'Autriche.* Le cabinet viennois a-t-il, oui ou non, eu connaissance de cette formule de transaction de Sazonow qui satisfaisait à tous ses désirs? Si oui, pourquoi ne l'a-t-il pas acceptée, puisque d'un côté Sazonow ne demandait que ce que Vienne avait déjà promis, c'est-à-dire le respect des droits de souveraineté de la Serbie, et que, d'un autre côté, il consentait à tout ce que l'Autriche pouvait exiger de la Russie, à savoir la cessation des préparatifs militaires? Si non, *comment le gouvernement allemand prétend-il justifier cette négligence ?* De quel droit Jagow garde-t-il pour lui une proposi-

---

[1] *Livre blanc*, p. 11.

tion qui eût maintenu la paix, et la repousse-t-il, au nom de l'Autriche, sans donner de motifs ? Quelles raisons l'ont poussé à cela, quelles raisons internes, puisqu'il ne les fit pas connaître au dehors ? *Ces raisons, sortez-les.* Il ne s'agit plus maintenant d'un jeu de poupées diplomatiques ; il s'agit d'un jeu de dés de fer, dont l'enjeu est le sort des peuples. Le *Livre blanc* et le *Livre rouge* se taisent, mais la conscience publique parle et invite les coupables à rendre compte.

4. La deuxième proposition de Sazonow eut un sort pire encore que la première. Nous avons vu qu'après des efforts infinis et un échange incessant de dépêches, les Etats de l'Entente étaient parvenus à trouver un rapprochement entre la formule de Grey du 29 juillet et celle de Sazonow du 30. Le résultat de ce travail fut une deuxième formule élaborée le 31 juillet par Sazonow, laquelle, « conformément à la proposition anglaise », autorisait les Autrichiens à laisser leurs troupes sur sol serbe et ne voulait qu'arrêter leur marche en avant. En retour, la Russie s'engageait à conserver son attitude expectante, et les grandes puissances devaient examiner ce que la Serbie pourrait accorder à l'Autriche sans porter atteinte à son indépendance et à sa souveraineté[1]. Cette formule a été télégraphiée immédiatement à toutes les ambassades russes auprès des grandes puissances ainsi qu'à Vienne, et appuyée vigoureusement par Grey et Viviani.

J'ai déjà exposé que cette proposition d'entente sauvegardait de toute façon le prestige militaire de l'Autriche, puisqu'elle permettait à la monarchie danubienne de laisser ses troupes en Serbie pendant toute la durée des pourparlers avec les puissances, donc de conserver les terrains occupés comme gage de satisfaction de ses exigences. Elle contenait ainsi précisément ce que le gouvernement autrichien réclame des puissances de l'Entente dans l'introduction du *Livre rouge :* de garder une *attitude expectante.* Cette *attitude expectante* avait été expressément prévue dans les diverses formules d'entente : elle en formait même la *base essentielle.*

Entre la seconde rédaction de Sazonow et la déclaration où Vienne affirmait sa bonne volonté (31 juillet)[2] il n'y avait qu'une

[1] *Livre orange,* n° 67. *Livre bleu,* n°s 120, 132.

[2] *Livre rouge,* n° 51.

seule différence : l'Autriche voulait continuer son action militaire en Serbie, Sazonow voulait la faire suspendre — plus tard il adoucit même, comme on sait, cette condition et déclara qu'il serait « très important » que l'Autriche arrêtât *provisoirement* son action militaire[1]. La divergence entre les deux points de vue était, grâce au bon vouloir de la Russie, si minime qu'une entente devait se faire si l'on y apportait la moindre bonne volonté. Mais l'Allemagne et l'Autriche ne l'apportèrent pas. Nous ne savons rien du sort de la proposition russe à Berlin et à Vienne. *Livre blanc* et *Livre rouge* se taisent de nouveau sur ce point. Sans aucun doute, elle est parvenue dans ces deux villes, mais nulle part on n'y a fait de réponse. De ce silence, il n'y a qu'une explication : il était impossible d'accepter ou de discuter la proposition sans amener la paix, qu'on ne voulait pas, mais il était aussi impossible de la repousser, car elle était trop conciliante pour qu'on pût justifier un refus. On se résolut donc à l'ignorer, alors et aujourd'hui, — alors parce qu'on ne voulait pas la paix, et aujourd'hui parce qu'on ne veut pas qu'on sache combien criminellement on l'a écartée.

* * *

Tels sont les faits qui ressortent du volume autrichien, les actions positives et les omissions qui sont à la charge des empires alliés.

Le *Livre rouge* et le *Livre blanc* forment le plus violent acte d'accusation qui pût être écrit contre l'Allemagne et contre l'Autriche : ils confirment à nouveau la sentence que nous avons dû rendre d'après les autres publications, à savoir **que l'Allemagne et l'Autriche sont coupables d'avoir à elles seules, le sachant et le voulant, suscité la guerre européenne.**

* * *

En présence de cet état de choses, il sied mal au gouvernement autrichien d'incriminer, au nom de la morale offensée, « l'égoïsme de l'Angleterre », le « désir de revanche » de la France, le « manque de scrupules » de la Russie, et de repro-

---

[1] *Livre bleu*, nos 133, 139.

cher aux Etats de l'Entente d'avoir déchaîné la guerre « en prenant parti pour le royaume chargé de fautes ».

Il n'est *pas vrai* que la Triple-Entente ait pris parti exclusivement pour la Serbie. C'est le contraire qui est vrai, comme en font foi non seulement les publications des puissances de l'Entente, mais encore le *Livre rouge* lui-même. Dès le début, les gouvernements de France, d'Angleterre et de Russie ne cachèrent pas leurs sympathies pour les justes revendications de l'Autriche et l'expression de leur horreur pour le meurtre de Serajevo ; mais, en même temps, ils ne purent, ni ne durent négliger d'inviter, après la soumission inouïe de la Serbie, le cabinet autrichien à la modération et de le rendre attentif aux conséquences d'une attitude intransigeante. C'est grâce à l'influence modératrice des puissances de l'Entente que la note serbe avait été si conciliante ; elles étaient en outre prêtes *à accorder pleine satisfaction aux désirs de l'Autriche.* Bunsen et Grey, Sazonow et Schébéko assurèrent plus d'une fois à Vienne qu'ils étaient disposés à faire rendre justice par la conférence aux exigences légitimes de l'Autriche[1]. Où est donc l'égoïsme politique des Etats de l'Entente ? Où est le parti pris pour la Serbie ? Où se manifeste le désir d'humilier la monarchie ?

De quel côté se trouve l'égoïsme politique qui, en vue de ses propres intérêts, met en jeu le bien-être de tous les peuples cultivés ? C'est ce que montre avec une parfaite clarté l'histoire du conflit européen — son histoire, et celle des faits qui l'ont précédé. N'est-ce pas l'Autriche qui, contrairement aux obligations solennelles auxquelles elle avait souscrit par le traité de Berlin, annexa la Bosnie et l'Herzégovine et fit ainsi jaillir les flammes du mouvement panserbe ? N'est-ce pas l'Autriche qui, poursuivant des intérêts égoïstes, rendit si aiguës les questions de Scutari, du port serbe sur l'Adriatique, de l'Albanie, que la guerre européenne menaça d'éclater deux ou trois fois au cours des dernières années ? N'est-ce pas l'Autriche qui, en août 1913, aurait déchaîné une guerre avec la Serbie, sans se soucier de ses graves conséquences pour l'Europe, si l'Italie ne lui avait pas

[1] *Livre bleu*, nos 5, 12. *Livre orange*, nos 4, 40, 42, 43. *Livre jaune*, nos 26, 27, 30. *Livre rouge*, nos 41, 47, 50.

refusé son appui ? Ce n'est vraiment pas à l'Autriche, complice et instrument de l'Allemagne dans la guerre actuelle, de reprocher aux puissances de l'Entente d'avoir attenté « à la morale publique et à l'humanité ». L'accusation que le gouvernement autrichien porte contre les Etats de la Triple-Entente, *sa prétention de les rendre responsables devant l'histoire de la catastrophe qui atteint l'humanité*, retombent de tout leur poids sur elle et sur l'Allemagne. Susciter une guerre européenne pour se débarrasser d'un voisin gênant, était un crime et une folie en même temps. La guerre avec la Serbie — quelle qu'en fût l'issue — ne pouvait que rendre plus mauvaise la situation de l'Autriche dans les Balkans et non l'améliorer. Mais la guerre européenne, que l'Autriche, poussée et soutenue par l'Allemagne, a déchaînée par le conflit serbe, est plus qu'un crime, c'est une faute ; elle équivaut à faire chasser le diable par Belzébuth ou, si l'on préfère, à se faire couper la tête parce qu'on a mal aux dents.

Le gouvernement autrichien s'est jeté sur le drap rouge serbe comme un taureau, les cornes baissées, sans regarder à droite ni à gauche, sans s'inquiéter des conséquences qu'un aveugle pouvait prévoir.

Maintenant, les conséquences sont là — avant même que le sort de la guerre soit décidé. L'aigle à deux têtes gît sur le sol, saignant par de nombreuses blessures. La Serbie est libérée. Mais la Galicie et une partie de la Bukovine sont aux mains de l'ennemi. A toutes les frontières de l'empire hétérogène, s'agitent les peuples voisins pour ramener à eux leurs frères opprimés, soit par une pression amicale, soit, s'il le faut, par la force armée. La maison pourrie des Habsbourg craque partout, et la décomposition commence qui, sans la politique du cabinet de Vienne, aurait peut-être été retardée pendant des générations encore. La lutte qui a commencé au cri de : *Vivat Austria, pereat mundus !* finira par celui-ci : *Vivat mundus, pereat Austria !*



IV

Les conséquences de l'acte.

Je suis parvenu à la fin de mon exposé. Ce qui, depuis longtemps, était présent aux yeux des peuples européens, et ce que, cependant, ils tenaient pour impossible, s'est produit. Des villes florissantes, centres de la vieille culture européenne, ont été transformées en monceaux de ruines et de décombres. La terre hivernale et couverte de neige boit le sang de millions de jeunes hommes. Dans des fosses communes, loin de leurs femmes, de leurs mères et de leurs enfants, des milliers et des milliers de soldats sont jetés pêle-mêle, sans croix et sans pierre tombale, amis et ennemis confondus. D'interminables trains de blessés circulent de l'ouest à l'est et de l'est à l'ouest, transportant des malheureux qui gémissent et se lamentent : les membres brisés ou la tête déchirée, la figure balafrée, mutilés ou devenus méconnaissables, sans bras, sans jambes, aveugles, ils vivent encore : grande, unique et sanglante blessure au flanc de l'humanité !

Des millions de femmes et d'enfants perdent les yeux à force de pleurer, jour et nuit, sur leurs chers disparus ou sur ceux qu'ils accueillent, sans ressources et estropiés pour la vie. D'innombrables ateliers d'hommes pacifiques, d'innombrables villes industrielles et commerçantes, d'innombrables monuments de l'art humain sont détruits et brûlés ! Le travail d'une série de générations et de siècles est réduit en cendres et en poussière ! Les champs sont défoncés, les moissons détruites, les châteaux et les fermes rasés. Les malheureux habitants, femmes, enfants et vieillards rôdent sur les routes, sans toit et sans patrie, sous la pluie et le vent, la grêle et la neige, à la

recherche d'un endroit où ils puissent apaiser leur faim et où ils espèrent trouver un misérable abri à leur misère infinie.

Et la lutte et le meurtre continuent. Comme le flux et le reflux, les immenses armées avancent et reculent, et chaque pas en avant et chaque pas en arrière coûtent de nouvelles hécatombes de vies humaines, font de nouvelles blessures et de nouvelles douleurs, de nouvelles veuves et de nouveaux orphelins.

Et ceux qui sont encore en vie, comment vivent-ils ? Enterrés dans des trous, pendant des jours et des nuits, des semaines et des mois, comme les habitants des cavernes, dans des conditions pires que ceux-ci, ayant de l'eau jusqu'aux genoux, parfois sans nourriture durant des jours, baissant la tête par peur des balles ennemies, arrosés de schrapnells et de grenades qui détruisent d'un coup leur habitation souterraine péniblement construite, blessent et tuent. Parfois le signal de l'attaque est donné. Baïonnette au canon, en avant ! Ils s'élancent en pleins champs, sous le feu des mitrailleuses qui les fauchent. Puis vient le corps à corps. Ils se jettent les uns sur les autres, se frappent à coups de sabre et de crosse, et s'égorgent, ces hommes pacifiques devenus des brutes sous la poussée des chefs, des chefs de campagne et de ceux de l'arrière, sous le roulement des tambours et les fanfares des trompettes et sous l'appel encourageant des nobles seigneurs qui, pour les consoler, murmurent à l'oreille des pauvres victimes : « Il est beau de mourir de la mort des héros pour sa patrie ! »

Et ils tombent comme des épis. Des centaines, des milliers de cadavres emplissent les tranchées et servent de tremplin à ceux qui donnent l'assaut. Et les blessés gisent au milieu des morts. Et la bataille fait rage sur eux ; et les cavaliers les piétinent ; et les canons les déchiquètent ; et personne ne leur vient en aide ! Et ces pauvres diables, qui ne peuvent bouger, doivent passer des heures dans la boue, sous le feu des grenades. Combien d'entre eux agonisent là ! Combien d'entre eux, légèrement blessés, meurent faute de soins et de secours !...

* * *

Tout le monde s'accorde à dire qu'il est impossible de peindre par des mots l'horreur des batailles modernes. Des médecins

— gens cependant habitués aux plus affreux spectacles — m'ont dit que de voir un champ de bataille et un hôpital en plein air, derrière le front, c'est à devenir fou. On ne peut les comparer qu'à un gigantesque abattoir, mille fois plus grand que les plus grands abattoirs du monde. Il est impossible de donner à chacun des blessés qui sont amenés en même temps par milliers les soins que leur état réclame, impossible à cause de leur nombre, à cause des obus qui tombent sur les campements sanitaires situés près du théâtre de la lutte. Et les médecins qui reçurent les blessés dans les lazarets d'étape ou dans leur pays, quelles descriptions me firent-ils ! Combien de blessures, légères par elles-mêmes, amènent la mort ou la perte des membres parce qu'elles ne sont pas traitées à temps et rendues aseptiques !

On lit dans un rapport du médecin-général Körte :

Dans les combats sur l'Yser et autour d'Ypres, la plupart des blessures, souvent même celles que causent les balles, sont infectées. Les soldats se trouvent dans des tranchées détrempées et, à cause du violent feu d'artillerie, on ne peut souvent les ramasser qu'après plusieurs jours. *Quelques-uns sont restés cinq à six jours dans des champs de betteraves ou dans des tranchées abandonnées,* avant qu'on ait pu les transporter dans les lazarets de campagne. Les infections graves ne sont pas rares, tétanos, phlegmon. J'ai vu se tirer d'affaire des hommes qui étaient restés étendus de six à huit jours dans des conditions déplorables, dans des écuries, dans des granges, sur de la paille ; l'un d'eux était resté cinq jours sans secours, dans un champ de betteraves, et il s'en était nourri... Les chemins sont des fondrières, et les villages ont tellement été bombardés pendant ces combats de plusieurs semaines, que nous trouvons difficilement des locaux pour y installer nos lazarets. (*Berliner Tageblatt* du 13 décembre.)

Un autre médecin raconte :

Matin sombre et pluvieux... au fond du lit du canal boueux, dans les rigoles d'eau et dans la vase, dans l'eau qui clapote, nos braves qui sont morts héroïquement pour la patrie. Cette image s'était gravée trop fortement en nous pour que nous puissions jamais l'oublier. Je les vois toujours, étendus devant moi, dans leurs uniformes sales, rigides et pâles, dans l'attitude où la mort les avait surpris, dans le lit du canal qui roule une eau argileuse. (*Berliner Tageblatt* du 24 septembre.)

La vie dans les tranchées :

On a continuellement l'oreille au vent jusqu'à ce que finalement on soit arrivé à son propre secteur. A gauche et à droite, devant et derrière nous, les

terribles projectiles éclatent. C'est une chance qu'aucune grenade ne tombe dans la tranchée. Tout près de moi, deux camarades reposent paisiblement à l'abri d'un toit de planches. L'un d'eux reçoit un éclat de schrapnell dans le ventre : mort. L'explosion est très défectueuse. L'autre n'a que le visage et les mains brûlés... Il y a quelques jours, nous avons pris d'assaut un village. Alentour gisent beaucoup de mes camarades, non encore ensevelis. Ils se trouvent dans la zone de tir de l'ennemi. Nous ne pouvons nous approcher d'eux ni le jour, ni la nuit... Entre nos camarades tombés, on voit de nombreuses têtes de bétail, boursouflées. Dans les fermes, des truies dévorent leurs propres petits; *deux enfants morts sont étendus, un garçon et une fille.* Partout dans le sol béent les trous causés par les obus ; quelques-uns sont si grands que trente à quarante hommes y trouveraient place. (*Berliner Tageblatt* du 23 décembre.)

Un soldat de la landwehr écrit de la Pologne russe :

Nécessité ne connaît pas de loi, et nos vivres n'arrivaient pas toujours à temps. Les habitants du pays où nous sommes ne perdirent pas seulement, lors de notre marche en avant, leurs subsistances, mais encore le toit qui les protégeait ainsi que leur bétail. Comme un torrent furieux, les militaires se précipitèrent dans les misérables maisons, dans les granges, s'installèrent dans les chambres. Bien souvent, la famille qui les habitait rôdait alentour, avec tous les siens, sous une pluie torrentielle... Je ne sais pas ce que la famille a fait cette nuit : mais je n'oublierai jamais cette impression, car j'ai moi-même plusieurs enfants à la maison et je pense avec effroi qu'ils pourraient se trouver dans une situation semblable si nous ne réussissions pas à protéger nos frontières... Comme par hasard, ces mots me tintent aux oreilles, pleins d'ironie : *La guerre est splendide, la guerre est belle!* Si je me trouve une fois en présence de l'auteur de ces paroles, je saurai bien lui faire passer sa théorie! (*Vorwärts* du 8 décembre.)

Un premier lieutenant de la réserve décrit ce qui s'est passé dans la belle église de Becelaere, en Belgique :

Le soir du même jour, j'étais étendu dans cette superbe église auprès de centaines d'autres blessés. Une balle anglaise m'avait traversé la poitrine et le poumon, brisé quelques côtés et percé l'os iliaque. Sur les dalles de l'église, il y avait des matelas, de nombreux matelas sur lesquels reposaient des soldats blessés. Les médecins pansaient, examinaient les blessés. Il en arrivait toujours; au crépuscule, l'église en était pleine. *Toute la nuit, des gémissements contenus et des lamentations, des prières et des appels à Dieu* se firent entendre à chaque endroit... Un blessé venait d'être pansé par un médecin lorsqu'une balle arrive par la porte ouverte : sa tête s'incline, la balle l'a frappé au front, il est mort. Deux hommes grièvement blessés reposent côte à côte. Ils ont été frappés au ventre et ils n'en réchapperont pas. Sur leur visage, l'ombre de la mort descend déjà. L'aumônier leur donne le saint-viatique. Le soleil couchant, pénétrant avec un éclat adouci par les vitraux, transfigure les traits des deux mourants. Soudain, un assourdissant craquement. Les parois s'effondrent sur

les hommes. Des éclats d'obus sifflent. Cris et lamentations. Un inextricable fouillis d'hommes, de décombres, de matelas... Ceux qui sont légèrement blessés se tirent du chaos en marchant à quatre. Les autres, les infirmiers les transportent dehors. Quelques morts sont mis à l'abri. L'église de Becelaere, reste là, solitaire et abandonnée, image de la dévastation. (*Berliner Tageblatt* du 14 décembre.)

Extrait de la lettre d'un officier d'infanterie :

Nous avons perdu beaucoup d'hommes, de sous-officiers et aussi beaucoup d'officiers. Mon cœur se serre, lorsque je pense à tous mes chers camarades avec lesquels j'étais si uni. *Souvent les cadavres n'ont pu être ensevelis qu'après plusieurs jours, une fois même après douze jours seulement.* Vous pouvez vous figurer l'état dans lequel ils se trouvaient. Mais l'adversaire ne nous laissait ni le temps, ni le répit de ramasser nos morts. Le premier lieutenant S. et le lieutenant W. avec lesquels nous buvions un coup sans souci dans le beau K... vous vous en souvenez? sont tombés, voici deux semaines. On les a retrouvés il y a quelques jours dans une forêt, complètement décomposés... La moisson que la mort a faite ici, chez nous et chez nos adversaires rappelle l'affreux temps que Ypres et ses environs ont vécu il y a plus de 500 ans, lorsque la peste enleva les neuf dixièmes des 200 000 habitants. (*Berliner Tageblatt* du 14 décembre.)

Un Charlottenbourgeois, soldat de la landwehr, raconte un combat de nuit, près du canal de l'Yser :

Les horribles gémissements des blessés perçaient le silence de la nuit.

Affamés, mourant de froid, nous attendions le matin. Un détachement était dans les tranchées, nous, nous étions dans le vestibule. A l'aube, un major belge sortit de la maison avec sa bicyclette... Il venait d'allumer gracieusement une cigarette lorsqu'une balle tirée de la tranchée mit fin à sa vie. Ce fut le signal du combat de rues. Nous étions à quatre mètres de l'ennemi, qui voulait nous jeter dans le canal. Nos chefs de file et les autres officiers tombèrent bientôt. Le commandement passa de l'un à l'autre. L'adversaire jeta des bombes de soufre qui éclairèrent tout le canal et empoisonnèrent l'air. Les nôtres tombèrent à la file. Ce fut un corps à corps qui ne voulait pas se terminer. L'ennemi nous serrait de plus en plus près. *Ce ne fut plus un combat, mais un égorgement réciproque...* A coups de crosse, nous chassions l'ennemi de ses retranchements... les lambeaux de chair volaient. La fureur était indescriptible. Chaque centimètre de terrain a été acheté au prix du sang. Les morts et les blessés s'entassaient... Ceux qui pouvaient encore marcher s'efforcèrent de parvenir au lazaret, de l'autre côté du canal. Mais nos pauvres camarades atteints aux jambes eurent un triste sort ; ils durent supporter le violent feu de schrapnells de l'ennemi. (*Vorwärts* du 24 décembre.)

Un petit tableau « de genre », extrait de la *Wiener Arbeiterzeitung :*

Un réserviste natif de Warnsdorf avait eu les deux pieds gelés dans les Carpathes. Il fut ramené du front et il pria sa femme de venir l'attendre à la gare de Reichenberg. La femme montait l'escalier qui y conduisait, lorsqu'elle aperçut un vieil homme impotent, à cheveux blancs. Il s'appuyait avec peine sur deux bâtons et se dirigeait vers le perron, un sac au bras. Prise de compassion, elle voulut décharger l'homme de son sac et lui aider à marcher. A ce moment elle le reconnut : c'était son propre mari. La femme s'effondra sans connaissance.

Un récit de combat, publié le 18 octobre 1914 par le *Jauer'sche Tageblatt*, fournit une intéressante contribution à l'étude des effets de la guerre. « Développe-t-elle, comme le disait le feld-maréchal de Moltke, les plus nobles vertus de l'homme», ou « fait-elle plus de méchants êtres que de bons », ainsi que l'affirmait Kant ? L'auteur de ce récit est le sous-officier Klemt, de la 1re compagnie du 154e régiment, et sa description a été reconnue exacte par le lieutenant von Niem, commandant de la compagnie. Le titre en est : *« Un jour d'honneur pour notre régiment,* 24 septembre 1914. » Le récit, en qualité de « document humain », ou mieux de « document bestial », mériterait d'être reproduit en entier. Je regrette de ne pouvoir, faute de place, n'en donner qu'un extrait.

« Les premiers Français viennent d'être découverts. Nos balles les font dégringoler des arbres comme des écureuils. Ils sont chaudement reçus en arrivant sur le sol, par des coups de crosse et de baïonnette. Ils n'auront plus besoin de médecins. Nous ne combattons pas contre des ennemis loyaux, mais contre de perfides brigands. Nous traversons l'éclaircie en courant. Ici ! là ! ils sont cachés dans les buissons. Tapons dessus. *On ne fait pas de quartier.* Nous tirons à main levée, debout, tout au plus à genoux ; personne ne pense plus à se protéger. Nous arrivons près d'un évasement de terrain. Des Français, morts ou blessés, gisent par masses alentour. *Les blessés sont assommés ou égorgés,* car nous savons que ces gredins nous tirent dans le dos quand nous avons passé. Un Français est étalé, le visage contre terre; il fait seulement semblant d'être mort. Un coup de pied d'un rude fusilier lui apprend que nous sommes là. Il se retourne, demande grâce, mais il est cloué en terre avec ces mots : « Vois-tu, salaud, comme ça pique. » A côté de moi, j'entends les craquements désagréables des coups de crosse qu'un vigoureux camarade fait retentir sur le « caillou » d'un Français. Pour ce travail, il utilise prudemment un fusil français, afin de ne pas briser le sien. Des soldats qui ont l'humeur tendre donnent aux blessés ennemis le coup de grâce, d'autres frappent et égorgent autant qu'ils peuvent. L'ennemi s'est bravement battu : nous avions devant

nous des *troupes d'élite*. Elles nous laissaient approcher jusqu'à 30 ou 40 mètres, mais alors c'était trop tard... Ils étaient étendus à l'entrée de maisonnettes de feuillage, blessés légèrement ou grièvement, ils demandaient grâce. Nos braves troupiers épargnèrent à la patrie l'entretien coûteux de nombreux ennemis. »

A la fin de son récit, l'auteur nous montre les troupes qui se couchent, fatiguées de ce « sanglant travail ». «Le dieu des rêves peint, pour l'un et pour l'autre, une aimable image. Des actions de grâce aux lèvres, nous nous endormons jusqu'au lendemain. »

Ce qui rend cette description si affreuse, ce ne sont pas seulement les faits qui y sont relatés, mais surtout la naïveté avec laquelle on les représente comme des actes héroïques louables, et le fait qu'ils sont certifiés par des supérieurs et reproduits à la place d'honneur par la feuille officielle du district. Il est possible qu'on ait commis des brutalités dans l'autre camp — lorsque la brute est déchaînée dans l'homme, il ne faut pas s'étonner des brutalités qu'il commet — mais j'ai vainement cherché dans la presse étrangère la *publication* d'exploits « héroïques » comme ceux-là. Le fait encore qu'on puisse, après de tels carnages, se coucher en toute tranquillité, et les raconter glorieusement à ses amis, à sa femme et à ses enfants, rend la chose encore plus triste qu'elle n'est en réalité. Naturellement, comme il convient à un récit de bataille allemand, les actions de grâce n'y manquent pas. Son Altesse Royale, le prince Oscar de Prusse est également cité par Klemt comme un admirateur des exploits racontés. « Avec ces grenadiers et ceux du 154e, s'écria le prince, on pourrait prendre d'assaut l'enfer», et il ajouta que les deux régiments s'étaient montrés dignes de leur titre de « brigade royale ».

La description du journal de Jauer réunit — comme le tableau que l'on voit dans les écoles de vétérinaires représentant un cheval atteint de toutes les maladies — toutes les nobles vertus que la guerre peut et doit produire : la bestialité, la jactance, la fausse piété, etc. Les gens plus intelligents que moi diront si «le monde dégénérerait et se perdrait dans le matérialisme» au cas où ces qualités resteraient à l'état embryonnaire.

Le poète russe Valerij Brjussow note comme suit les impressions qu'il a remportées du champ de bataille de Lowitz :

« Les tranchées sont vides, mais à côté d'elles, ci et là, des cadavres sont étendus sur le dos, sur le ventre, sur le flanc, les bras étendus ou croisés sur la poitrine, avec des visages singulièrement calmes. La plupart sont revêtus de leurs uniformes gris foncé, quelques-uns sont enveloppés de manteaux qui leur ont servi à se protéger contre le froid. Parmi les morts, je vois des adolescents avec de doux visages, sur lesquels pointe le premier duvet; je vois aussi des hommes de plus de quarante ans. Ils s'étaient, sans doute, depuis longtemps créé une position, et ils n'avaient certainement pas pensé qu'ils devraient laisser leur vie sur un champ couvert de neige, dans la lointaine et étrangère Russie... Nos soldats, qui nous accompagnent dans notre trajet le long des tranchées, considèrent, graves et repliés en eux, la figure des tués. A la guerre, on s'habitue au visage de la mort. On la voit si souvent devant soi, qu'elle n'éveille plus un sentiment d'horreur. » (*Vorwärts* du 16 décembre.)

Un fantassin décrit les sanglants combats auxquels il a pris part dans les Flandres :

« Les soldats, dans leurs positions protégées, avaient de l'eau jusqu'aux chevilles lorsqu'ils reçurent l'ordre d'attaquer. Par vingt bouches à feu, l'ennemi nous envoyait ses grenades meurtrières. Beaucoup des nôtres furent littéralement mis en pièces... Notre fureur devint toujours plus terrible. Un nuage de foudre d'un noir sombre, ... nous pensions étouffer. On ne voyait plus rien autour de soi. C'étaient les canons de marine anglais qui entraient en danse... En pleins champs, huit chevaux galopaient, attelés à un avant-train... Une grenade éclate au milieu d'eux, un cri à déchirer le cœur se fait entendre, et l'on ne voit plus qu'une masse pantelante qui se roule dans une mare de sang... Ecoutez... : Un signal de trompettes. Le son tremblait comme s'il ressentait aussi la douleur. Baïonnette au canon ! L'acier étincela au bout du canon crachant le feu. Un obus tomba près du troisième homme à ma droite ; il fut tué; mon voisin du même côté fut projeté au dehors et grièvement blessé; celui de gauche également. Le tambour battit. Debout, en avant, en avant, hurrah !... Nos cris couvraient, je crois, le tonnerre de l'artillerie. Nous nous jetâmes à la baïonnette sur l'ennemi. Je ne veux pas te décrire le combat, *ce fut une boucherie.* Deux fois nous dûmes reculer, la troisième nous fûmes victorieux. Lorsque vous avez appris la victoire : Dixmude est pris !... en Allemagne, avez-vous crié hurrah ? Nous pensons aux nombreuses, nombreuses victimes qui sont restées sur le carreau et qui saignaient... » (*Vorwärts* du 11 décembre.

Qu'il est beau de mourir pour la patrie !

Tel est l'aspect de la guerre et voilà l'impression qu'elle fait à ceux qui combattent. Je cherche vainement dans toutes les lettres et les récits de combats qui remplissent les journaux l'expression du sentiment : *qu'il est beau de mourir pour la patrie !* Je trouve partout la description des horreurs indicibles et de la barbarie du combat entre hommes qui n'entretiennent aucun

sentiment haineux réciproque, qui tous ont laissé une mère à la maison, beaucoup une femme et des enfants, qui tous ne sont animés que d'une pensée : « Oh ! si la paix se rétablissait ! Oh ! si tu étais à la maison, près de ceux que tu aimes, entouré et caressé par tes enfants, dans les bras de ta femme et de ta mère, délivré de cette horrible travail meurtrier ! »

Les « Grands », qui se trouvent, cela va sans dire, derrière le front, pensent différemment. Leurs os ne sont pas brisés. Leurs maisons ne brûlent pas. Leurs femmes et leurs enfants ne sont pas chassés de leurs foyers et de leur patrie. Leurs châteaux et leurs biens ne sont pas détruits. Ils ne souffrent ni de la faim, ni de la soif. Ils dorment dans leurs lits et non dans des souterrains comme des animaux sauvages.

Tandis que, devant l'ennemi, la mort et la dévastation détruisent la fleur de la jeunesse et le bien-être de plusieurs générations, les Grands, loin en arrière, résident dans leurs châteaux, transformés en quartiers généraux, et lancent appel sur appel pour réclamer de *nouveaux exploits*, de *nouvelles victoires* ; ils se réjouissent des brillants succès déjà acquis, de la gloire dont la flotte s'est couverte, de la « concorde admirable du peuple allemand », — concorde forcée sous peine du knout militaire — et continuent à le pousser à se défendre contre l'« attaque criminelle » — qu'ils ont *eux-mêmes* commise. Et ils invoquent le bon Dieu jour et nuit, en se levant et en se couchant, et, non contents d'abuser de son nom (contre son commandement), ils le blasphèment en mettant leur confiance, en *même temps* qu'en Dieu, en « l'incomparable bravoure de l'armée et de la marine, et en plaçant ainsi sur la même ligne les choses humaines et les divines[1].

En avant, en avant ! crie-t-on de l'arrière. Tapez dur ! Et ceux qui sont sur le front répondent par des gémissements et des lamentations, par des plaintes et des cris de souffrance, par des pensées vers la paix et la patrie qui éclairent encore leurs regards mourants. Hue, hue ! hurle le charretier, et il fouette les pauvres chevaux qui s'efforcent de tirer le lourd chariot sur la route

---

[1] *Kant*, dans sa *Paix perpétuelle*, blâme comme illogique et blasphématoire l'idée répandue d'un simple concours divin, qui consiste à dire, par exemple, qu'en même temps que Dieu le médecin a guéri le malade. Dieu est le créateur du médecin et de tous ses médicaments, et c'est par conséquent à lui seul que la guérison doit être attribuée.

argileuse. Ils enfoncent dans la boue, mais l'homme n'a pas de pitié. En avant, en avant! Tenir! Pas de faiblesse! Et il crèverait les malheureuses bêtes s'il n'existait pas une société protectrice des animaux. Où est la société protectrice des hommes? Il est grand temps de la fonder.

Prestige.

Qu'est-ce qu'une guerre pour les Grands? Une nouvelle émotion ajoutée à tant d'autres. Une prouesse de cavalier quand l'affaire est grave, une question d'orgueil et de vanité décorée du nom de *prestige*. Un « grand événement de leur vie[1], » comme la victoire de leurs couleurs aux courses du Hoppegarten ou de leurs yachts à voile aux régates de Kiel. « La gloire du souverain consiste en ceci : que, sans s'exposer lui-même au danger, il a plusieurs milliers d'hommes à sa disposition, qu'il peut sacrifier pour une cause qui ne les concerne pas; et la différence entre les sauvages européens et ceux de l'Amérique consiste en ceci : que ces derniers ont dévoré plus d'une horde ennemie, au lieu que les premiers ne mangent pas les survivants, mais savent mieux les utiliser en s'en servant pour agrandir le nombre de leurs sujets et partant augmenter la *foule des instruments pour des guerres encore plus considérables*[2]. »

Sacrifier des milliers d'êtres pour une cause qui ne les concerne en rien! C'est la vraie raison de cette guerre et de beaucoup d'autres. Que comprennent au prestige les millions de pauvres diables qui doivent aujourd'hui laisser leur vie sur les champs de bataille de l'Europe? Ils ne connaissent pas même le mot et encore moins l'idée. *Le prestige est un article de luxe pour celui qui a en superflu tous les autres biens de la vie*. C'est l'entêtement de ne pas vouloir céder, même si l'on sent qu'on a tort, parce qu'on est assez fort pour ne pas avoir *besoin* de céder. Pour le bourgeois, le paysan et l'ouvrier, le

[1] Cf. la dépêche de la kronprinzessin Cécile au bourgmestre de Dantzig, après la bataille de Longwy : « Prière de faire part à tous nos chers Dantzigois et Prussiens de l'Ouest *de la victoire de mon mari* au nord de Metz, sachant quelle part ces provinces qui nous touchent de si près prendront à ce *grand événement de sa vie*. Que Dieu vous protège tous. »

[2] Kant : *Zum ewigen Frieden*, p. 18.

prestige c'est le pain quotidien qu'ils doivent gagner à la sueur de leurs fronts, c'est la santé qui leur facilite le travail, c'est leur famille qui leur rend agréables les heures de loisir. Voilà *leur* prestige. Pour ces biens, ils combattraient avec enthousiasme, dès qu'ils se trouveraient menacés.

C'est pourquoi on tâche de les persuader *qu'ils sont en danger*. La « perfidie d'une politique qui craint la lumière » pratique les arts du « probabilisme » : elle « imagine de mauvaises intentions chez les autres ou suspecte les vraisemblances que ferait naître leur prépondérance possible » :... « Pour mettre fin à cette sophistique et pour faire avouer aux perfides représentants des Puissances de la terre que ce n'est pas pour le droit, mais pour la puissance qu'ils plaident, il sera bon de mettre en lumière l'œuvre par laquelle on s'abuse soi-même et on trompe les autres. » (Kant, op. cit., pages 44, 55, 56.)

Ne semble-t-il pas que cela a été écrit aujourd'hui? Chaque mot ne s'applique-t-il pas à la situation actuelle et à nos chefs? Si vraiment « l'héritage de Kant » est aussi sacré à ceux qui ont signé le « manifeste aux nations civilisées » que « leur foyer et leur sol », ils doivent lire le merveilleux petit écrit intitulé : « Essai sur la paix perpétuelle ». Kant, qui l'écrivit pendant la tourmente de la Révolution française, alors que son pays était gouverné par une autocratie militaire, osa y dire des vérités qui seraient aujourd'hui condamnées par le commandant de la Marche de Brandebourg comme dangereuses pour l'Etat, et qui vaudraient une sanglante punition à celui qui les proclamerait.

C'est pour un fantôme qu'aujourd'hui des millions d'hommes saignent, que des millions souffrent de la faim, que des biens se chiffrant par milliards sont détruits, pour le fantôme du prestige et de la puissance mondiale, auquel on a endossé l'uniforme d'un « libérateur du pays ». Il faut que les *Gesta Dei per Francos* soient désormais les *Gesta Dei per Teutones*. Le peuple allemand « digne d'être adoré », comme l'écrit un privat-docent (qu'écrira-t-il quand il sera professeur !) doit être adoré en qualité de *surpeuple* par tous les autres. Les « Germans » doivent se porter « to the front of the world », et toutes ces hallucinations d'une folie des grandeurs endémique, on les appelle « la défense contre une attaque perfide » afin de les faire accepter au bon sens du peuple.

Prolétaires du monde,
massacrez-vous !

Séduire les masses ouvrières et changer leur cri de ralliement pacifique : « Prolétaires de tous pays, unissez-vous ! » en un cri de guerre et de carnage : *Prolétaires de tous pays, massacrez-vous !* est un tour de force politique qui demande une préparation minutieuse, une grande habileté et un rare toupet. Ces qualités, je dois avouer que nos dirigeants les possèdent au plus haut degré. A cet égard, ils ont accompli des prouesses brillantes, insurpassables.

L'attitude de la *Sozialdemokratie* allemande pendant la session du 4 août, lors du vote des premiers crédits militaires de cinq milliards, a été sévèrement critiquée à l'étranger, en particulier par les partis internationaux de même nuance. Il vaut la peine de relever que dans la séance où le parti se résolut à voter ces crédits, une minorité s'y opposa, qui se distingua non par le nombre, mais par la *valeur* de ses membres. L'attitude de la majorité s'explique par le même motif qui a entraîné le peuple allemand dans la guerre : la fausse assurance donnée par le gouvernement qu'il s'agissait d'une guerre défensive, non d'une guerre offensive. Depuis le 31 juillet, l'Allemagne était fermée à toute nouvelle de et pour l'étranger. Personne ne savait ce qui s'était passé du 31 juillet au 4 août dans le monde et particulièrement en Allemagne. Le *Livre blanc*, qui fut remis aux députés, affirmait que les Russes et les Français nous avaient attaqués à l'est et à l'ouest et avaient déjà pénétré en Allemagne. Le kaiser et le chancelier répétaient cette affirmation dans leurs discours. Personne n'était en mesure d'en établir la vérité ou la fausseté. Sous l'impression que l'Allemagne devait combattre pour sa sécurité et son indépendance, la majorité de la fraction social-démocratique vota les crédits de guerre et, d'après les statuts du parti, contraignit la minorité à s'associer à ce vote.

Ce qui se passa le 2 décembre n'était que la conséquence de ce premier fait, car la malédiction qui s'attache à une action mauvaise, c'est d'engendrer toujours le mal : le groupe qui avait voté les premiers crédits obtint, cette fois encore, la majorité dans le parti. Toutefois la lutte dans la fraction fut plus violente, et la minorité s'accrut. On sait que Liebknecht seul eut le cou-

rage et la force de caractère de ne pas se soumettre à la discipline du parti et de voter négativement dans la séance du Reichstag.

Cet acte a été applaudi par les camarades socialistes du monde entier, à l'exception, malheureusement, de la fraction social-démocratique du Reichstag, qui, le 2 février, vota un blâme à Liebknecht. Je tiens ce fait pour très regrettable ; on ne le considère pas, en général, à l'étranger, comme une mesure disciplinaire contre la violation des règlements du parti, mais comme une condamnation du refus des crédits militaires, ce qui accentue encore l'approbation donnée par les socialistes à la politique belliqueuse du gouvernement. Il eût été préférable, en vue de la reconstitution future de l'Internationale, de laisser de côté la discipline de parti dans cette question fondamentale. On eût ainsi évité de faire croire qu'il était indigne d'un membre de la *Social-démocratie allemande* de voter contre les crédits militaires.

Il semble qu'on ne se soit pas rendu compte à Berlin de l'effet que ne pouvait manquer de produire une telle résolution sur les camarades étrangers. Il semble surtout qu'on ne sache pas que *les sympathies de tous les camarades étrangers vont à Liebknecht* et non à la majorité nationaliste du parti social-démocratique. Par son acte du 2 décembre, Liebknecht est devenu le plus populaire des socialistes allemands à l'étranger, non seulement chez nos ennemis — dont les applaudissements pourraient paraître suspects — mais chez les neutres. C'est l'attitude de Liebknecht qui servira de point de départ pour la réorganisation de l'Internationale, et non l'attitude des députés qui — une fois trompés — n'ont pas eu la perspicacité ou le courage de reconnaître ou de confesser leur erreur, et qui ont glissé peu à peu, sur le plan incliné de l'opportunisme, dans le camp des nationalistes et des impérialistes. Ils se sont engagés si fortement dans la « Nationale » qu'ils ne retrouveront pas le chemin de l' « Internationale », et la maman internationale elle-même — je le suppose, du moins, et je l'espère — ne leur rouvrira pas ses bras plus tard, et ne leur criera pas : « Reviens, Gottlieb, tout t'est pardonné. » Les fils perdus — et cela est bien — resteront des fils perdus.

Mais le gouvernement allemand, il faut le reconnaître, a pra-

tiqué avec une habileté supérieure — jusqu'ici, du moins, car les conséquences de sa conduite ne se manifesteront que dans l'avenir — la politique du « *divide et impera* ». « Y a-t-il chez ton peuple certains chefs privilégiés... divise-les entre eux, tâche de les brouiller avec le peuple » (Kant, p. 43). Le gouvernement allemand a réussi à diviser les chefs entre eux ; mais le peuple sera — espérons-le — uni quand le jour viendra du grand règlement de comptes, le jour du « jugement dernier », où toute faute sera démasquée, et où tout crime trouvera sa punition...

Morale politique
et politique morale.

Il semble que le gouvernement allemand, qui prend extérieurement pour règle de conduite les principes de Bernhardi, ait choisi intérieurement comme modèle la description que Kant a faite du *politique comme il ne doit* pas *être*. « Où la politique morale cesse, a dit le sage de Kœnigsberg, commence la morale politique. Mais la morale politique, semblable à l'immoralité, agit d'après les « maximes sophistiques » suivantes :

« 1. *Fac et excusa.* Saisis l'occasion favorable pour t'emparer d'un droit sur ton propre peuple ou sur un peuple voisin. La justification se fera plus facilement et plus élégamment, et la violence sera plus aisément palliée *après l'acte*, que si l'on recherche auparavant des raisons convaincantes et perd du temps à écouter les objections et arguments contradictoires, Cette hardiesse même peut faire croire qu'on a la conviction intime de la légitimité du fait, et le Dieu « Bonus Eventus » est, après coup, le meilleur avocat ».

« 2. *Si fecisti, nega.* Le crime que tu as commis, par exemple pour porter ton peuple au désespoir et ainsi à la révolte, nie que tu l'aies commis par *ta* faute. Affirme que, dans le cas de l'asservissement d'un peuple voisin, il faut s'en prendre à la nature de l'homme qui, lorsqu'il ne devance pas par la violence un autre homme, peut être sûr que *celui-ci le devancera* e l'assujettira [1]. »

N'est-ce pas là un exposé fidèle, pour ainsi dire photogr

[1] Kant, op. cit. p. 42.

phique et presque prophétique, de la manière d'agir de Bethmann, qui, du reste, n'a pas seulement été caractérisée par avance par le philosophe de la chaire, mais aussi par le philosophe du trône. Frédéric II disait : « Lorsque les princes veulent la guerre, ils la commencent, et ils font venir ensuite un juriste studieux qui prouve qu'ils ont bien agi. » On fait donc la guerre et on démontre ensuite que « l'autre » l'a faite, ou du moins qu'il allait la faire et qu'on a dû le prévenir. Ainsi on ne peut jamais souffrir dans son honneur — *nota bene*, si l'on réussit à se faire croire — : car ou bien on a été contraint à défendre sa patrie, ou bien on a été le prévoyant protecteur de la paix, qui a prévenu une attaque contraire. Mais la morale, qui doit régler les actions des Etats aussi bien que celle des individus, n'y trouve pas son compte, et le sage de Kœnigsberg ne trouve pas de mots assez sévères pour caractériser l'influence funeste de ces pseudo-politiques : « L'idée seule qu'il puisse exister sur terre une *espèce d'êtres aussi pervers* paraît ne pouvoir être justifiée par aucune théodicée... La vraie politique ne peut donc pas faire un pas sans avoir auparavant rendu hommage à la morale. La politique est en soi un art difficile, mais, unie à la morale, elle n'est plus du tout un art... » Celui qui subordonne la politique morale à la morale politique, c'est-à-dire assujettit les principes au but, met la charrue avant les bœufs et agit contre l'impératif catégorique [1].

Tel est « l'héritage » de Kant, et celui qui y attache un grand prix condamne par là-même la politique qui a conduit à la plus affreuse des guerres, politique qui a peut-être agi selon la « morale politique », mais qui, à coup sûr, n'a pas été une politique morale.

Cependant, l'horrible, le sanglant travail se poursuit : toute la sève de notre peuple est comme sucée par d'énormes sangsues... et s'en va s'engloutir dans la gueule insatiable du moloch de la guerre. « Visiter un champ de bataille est une chose affreuse, écrivait l'empereur Frédéric III. Il est impossible de décrire les horribles blessures qui s'offrent au regard. La guerre est, malgré tout, quelque chose de terrible, et ceux qui la déchaînent au moyen d'un trait de plume ne savent pas ce qu'ils font ». Un médecin allemand écrit du théâtre des opérations : « J'aimerais

[1] Kant, op. cit. p. 45.

que ceux qui suscitent la guerre en vissent les côtés terrifiants; les *diplomates* qui, d'un cœur léger, en font un des facteurs de leurs calculs comme le marchand ajoute une chance de gagner quelconque aux siens, devraient eux-mêmes prendre d'assaut un pont sur un canal, sous le feu des obus ennemis [1]. »

Qu'éprouvez-vous, M. de Bethmann, lorsque vous lisez ces choses ? Que dites-vous dans votre circulaire du 24 décembre [2] : L' « idée » d'une conférence ne vous a pas été *sympathique*, la « forme » d'une conférence vous a « choqué ». Et toutes les terribles conséquences de votre refus, vous sont-elles plus sympathiques? Vous choquent-elles moins? Vous osez encore parler de sympathie et d'antipathie, des scrupules que vous inspire telle ou telle forme, maintenant que, par votre faute, l'Europe est plongée dans une mer de sang et que vous avez fait de notre célèbre culture européenne un objet de railleries pour les sauvages? « Oui, nous sauvages, nous valons mieux ! » pourrait dire avec raison le Huron. Et si — comme je l'ai vu récemment dans un tableau allégorique, — toutes les populations primitives, jaunes, noires et brunes se réunissent autour de l'Europe, et si, jetant un regard sur les scènes de dévastation et de meurtre que nous leur offrons, sur nos villages et nos villes réduits en débris fumants, elles s'écrient : « Voilà votre célèbre civilisation ! » — l'Europe honteuse ne peut que se voiler la face et reconnaître que les sauvages ont une culture plus élevée que la sienne... Avons-nous donc encore, nous, peuples européens, le droit — droit qui n'a d'ailleurs jamais existé au point de vue de la morale — de faire des conquêtes coloniales, quand le seul prétexte de nos rapines — étendre la civilisation — nous ne pouvons même plus l'invoquer?

Nous vous sommes redevables de tout cela, M. de Bethmann. *Parturiunt montes, nascetur ridiculus mus.* Les montagnes sont en mal d'enfant: il naîtra une petite souris. Cette fois c'est le contraire qui est arrivé : de la petite souris de vos antipathies et de vos objections contre une « forme », sont nées des montagnes de malheurs humains. Allez sur les champs de bataille, visitez les lazarets, voyez les blessés, les morts, les mourants ; rendez-vous dans les villes détruites, agenouillez-vous

---

[1] *Berliner Tageblatt* du 24 septembre.

[2] Annexe III.

devant les autels bombardés et demandez pardon au Seigneur d'avoir transformé ses paroles : « Paix sur la terre et bienveillance envers les hommes ! » en celles-ci : « Meurtre sur la terre et incendie et destruction parmi les hommes ! » Ensuite frappez-vous la poitrine et avouez à haute voix, afin que tous l'entendent : *Je suis le coupable, moi seul.* Ce serait le premier pas vers le repentir, et « péché avoué est à moitié pardonné ».

Ils ont agi sur l'ordre d'un plus haut placé. Très vrai ! Mais en se faisant l'instrument de ce plus haut placé, ils ont assumé la responsabilité, tant juridique que politique, et partagé avec ce plus haut placé la responsabilité morale. Si le kaiser n'avait pas trouvé un chancelier qui eût fait avec lui cette « guerre d'indépendance », l'Allemagne serait restée « sous le joug » : autrement dit, elle aurait continué à développer son travail, sa culture et son bien-être, sans être menacée par personne. *Mais où en sommes-nous maintenant ?* Au bord de l'abîme. Nous pouvons être encore joyeux de ce que l'ennemi que *nous* nous sommes créé n'a pas franchi nos frontières. Nous serions heureux si nous possédions encore, comme il y a six mois, nos colonies, nos milliards et notre jeunesse, dont on fait carnage et dont nous n'avons plus qu'à porter le deuil.

Quidquid delirant reges,
plectunctur Achivi.

Quand les rois deviennent fous, c'est le peuple qui paye la casse. Mais, précisément à ce moment, il faut des hommes de caractère, non des courtisans, pour s'opposer à la volonté royale et prendre parti pour les Achéens contre le roi. « L'impunité est un privilège de la dignité royale, mais elle n'exclut nullement la possibilité de *mériter* des punitions. » Les hommes qui, en qualité de conseillers, sont aux côtés du roi, ont pour devoir de l'empêcher de les mériter. Le plus mauvais service qu'on puisse rendre à un prince, c'est de le laisser gouverner par lui-même, dicter les ordres inspirés par sa violence et par son humeur à des serviteurs qui, s'ils ne les approuvent pas, se font néanmoins les instruments de leur exécution[1]. Ce qui, chez

---

[1] Brougham, *Statesmen*

le prince, est encore compréhensible, quoique inexcusable, devient chez l'homme d'Etat responsable un forfait inexpiable. Le prince, élevé dès sa tendre jeunesse dans la croyance mystique à la légitimité, entouré de flatteurs qui disent oui et amen à tout, de courtisans et de parasites qui apparemment sont ses serviteurs, mais qui en réalité sont ses maîtres, qui entend rarement la vérité et ne *veut* jamais l'entendre, malgré ce que dit le poète persan Mirza Schaffy :

> Le sage peut se passer de la faveur du puissant
> Mais non le puissant des leçons du sage,

le prince qui tient le silence contraint du peuple pour une concorde sans exemple, parce que personne ne lui dit ce qui vit et s'agite dans l'âme du peuple, est plus facilement excusé qu'un chancelier quand il suit en aveugle et en sourd ses idées insensées, et confond son ambition, son désir de conquête, de gloire et d'éclat avec le bien et le bonheur de son peuple. Mais les conseillers du prince sont là pour le mettre en garde contre les conséquences de ses propres passions, et pour lui crier comme Junius : « Before your Majesty subdue the hearts of your subjects, you must gain a noble victory over your own[1]. »

Ils ne doivent pas être les valets de leur maître, mais les premiers serviteurs de l'Etat. La conduite d'un ministre ne peut pas être excusée ou expliquée par son attachement personnel à son souverain, car cet attachement repose sur des sentiments, tandis que la conduite est déterminée par des devoirs, par l'impératif catégorique. Et le sentiment doit toujours céder le pas au devoir. Il faut plutôt « se démettre » que « se soumettre ».

Mais le pire, c'est qu'un ministre non seulement recouvre de son bouclier les actions passionnées de son maître, mais cherche encore à les justifier par des *manœuvres machiavéliques*. Nous sommes devenus plus machiavéliques que Machiavel lui-même, et nous avons tout à fait oublié que notre grand aïeul, Frédéric II, a écrit l'*Antimachiavel*. « Donner sa parole était un besoin du passé : y manquer est un besoin du présent. » Ne dirait-on pas que le prudent Florentin ait frappé cette maxime tout exprès pour le cas de la Belgique ? « Un

---

[1] Avant que Votre Majesté subjugue les cœurs de ses sujets, vous devez remporter une noble victoire sur le vôtre propre.

prince ne doit pas avoir d'autre pensée et d'autre objet que la guerre, la préparation et la direction de celle-ci.» Cela n'a-t-il pas été de tout temps le leitmotiv de la politique royale prussienne? « Que le prince ne se soucie que de *vaincre* et de maintenir sa domination, les moyens seront toujours tenus pour honorables et loués par chacun. » N'est-ce pas là le fil d'Ariane à l'aide duquel nous espérons sortir du labyrinthe de notre situation actuelle, pour échapper au minotaure de la condamnation générale? *Machiavel a remplacé Kant*, et chez nous aussi la fin sanctifie les moyens.

Rêves de domination mondiale.

Quel est le but de cette guerre ? J'ai déjà dit maintes fois que le but de nos dirigeants était un nouveau *dominium mundi*. Burgrave de Nuremberg, prince-électeur de Brandebourg, roi de Prusse, empereur d'Allemagne, — cette ascension triomphale ne suffit pas à l'ambition des Hohenzollern. Leur patrie doit être plus grande. L'aigle prussienne doit déployer ses ailes sur tous les océans; une nouvelle époque historique doit commencer; l'hégémonie germanique doit succéder aux hégémonies romaine, espagnole et anglaise[1]. Le mot de Virgile est adapté à l'usage

[1] Maintenant, les raisins étant trop verts, chacun nie naturellement avoir eu des plans de conquête. Mais le même jour où l'on déclarait dans les hautes sphères que le dessein de fonder un empire mondial était un « non-sens », le bureau de presse du gouvernement militaire de Lods publiait, pour l'anniversaire du kaiser, un « journal impérial » où on lit entre autres:

> « Une guerre victorieuse — et Dieu soit loué ! personne dans notre patrie, depuis le plus vieux feld-maréchal au plus jeune apprenti cordonnier, ne doute qu'elle le soit, — nous créera un empire colonial composé des Congo français et belge, et — si le Portugal entrait en lutte avec nous — des colonies portugaises sur les côtes occidentales et orientales de l'Afrique — tel que nos pères qui se moquaient de nos commencements dans ce domaine, n'auraient jamais pu en avoir l'idée. Surtout, lors de ce partage de l'Afrique, nous donnerons le coup de grâce aux efforts que font les Anglais pour obtenir l'hégémonie totale, du Cap au Caire, car entre l'Egypte et l'Est Africain, qui sont encore anglais, et le sud de l'Afrique boer-anglais, *s'étendra la chaîne infinie de nos immenses possessions, de l'Océan Indien jusqu'aux grands lacs du centre, et du Congo jusqu'à l'Atlantique.* Encore anglais ! disons-nous du Nord-Est et du Sud de l'Afrique ; qui sait ce qu'il en sera encore si cette parole du poète se réalise: *Le monde doit encore être sauvé par l'esprit allemand.*»

Le journal duquel ces lignes sont extraites a été édité *officiellement* par le gouvernement militaire, en qualité de cadeau pour l'anniversaire du kaiser. *Sapienti sat !*

germain : *Tu regere imperio populos Germane memento*[1]. Comme Aristote attendait de la campagne d'Alexandre-le-Grand une transformation du monde oriental et une domination de la culture grecque, nous attendons de cette guerre une transformation du monde occidental et une domination de la culture allemande. Quelle conception enfantine et contraire à l'histoire ! Si, autrefois, les guerres faites par des peuples civilisés contre des barbares pouvaient parfois servir à propager la culture, elles font le contraire aujourd'hui entre peuples également cultivés : elles détruisent la civilisation et développent la barbarie atavique. L'avenir de l'humanité ne réside plus aujourd'hui que dans la vie commune et paisible de tous les peuples. Tous les plans de domination mondiale qui, jadis déjà, portaient le germe de leur ruine, doivent échouer aujourd'hui *avant* leur réalisation, grâce au sentiment qu'ont tous les peuples de l'égalité de leurs droits, à la conscience que tous ont de poursuivre le même but, qui est de réaliser le bien-être et la culture, *grâce surtout aux relations étroites qui unissent entre elles les mêmes classes des différentes nations*. De même que les couches géologiques, les filons métalliques ou rocheux, ne se règlent pas sur les limites des propriétés de la surface, mais passent en croisant ces limites d'une propriété à l'autre, de même les couches de la société moderne ne se laissent pas interrompre par les frontières des pays, mais se ramifient d'un pays à l'autre. *Aux limites verticales s'est substituée la connexion horizontale*. S'il n'y a qu'*une seule* « Internationale » organisée, il en existe des centaines d'autres inorganisées, qui sont unies par des liens aussi forts : les « Internationales » du commerce et de l'industrie, de la technique, des sciences, de l'art et de la littérature — constituent entre les nations un lien spirituel indestructible, et la criminalité elle-même est devenue internationale. Ce lien, les guerres peuvent le rendre moins solide, mais non le déchirer. La nature elle-même, comme le dit quelque part Kant, pousse, « par le mécanisme des tendances humaines, à la paix perpétuelle dont on ne peut, il est vrai, pas prédire l'avenir, mais à l'avènement de laquelle le devoir des hommes est de travailler. » A la paix perpétuelle non pas par la domina-

---

[1] A toi, Germain, de régir sous ton sceptre les peuples de l'univers.

tion de l'un sur l'autre, mais par une vie commune sur la base de droits égaux.

Nos rêves d'hégémonie resteront donc des rêves, même si nous avions le pouvoir de soumettre les autres peuples à notre volonté. Les buts qu'un Bismarck se proposait étaient raisonnables et accessibles, parce qu'ils restaient dans les limites du développement historique de notre siècle. Il fallait créer des Etats nationaux tant que l'humanité n'était pas mûre pour la création d'ensembles plus étendus et plus compréhensifs. Les efforts du peuple allemand pour atteindre l'unité étaient historiquement justifiés, et ont abouti, mais les efforts de la nouvelle Allemagne pour parvenir à l'hégémonie constituent un recul, une déviation du but fixé aux peuples cultivés, et sont nécessairement voués à un échec.

Notre but est inaccessible, et les moyens que nous employons pour y parvenir sont criminels. Le succès militaire, même s'il était probable (ce qu'il n'est pas) ne nous rapprocherait pas d'un cheveu de notre but. Au XX[e] siècle, *il n'y a plus d'hégémonie mondiale* possible, et s'il en existait une, nous serions les derniers que l'on reconnaîtrait comme dominateurs du monde. Une paix qui nous accorderait plus ou moins cette hégémonie ne serait qu'une suspension d'armes, et ne serait conclue — comme celle des Grecs avec les Perses — qu'avec la réserve d'un temps donné. Une guerre porterait en elle le germe de guerres nouvelles, qui conduiraient l'Europe à l'abîme.

Il est encore temps de conjurer le pire. Mais les morts ne ressusciteront pas, et les graves blessures faites à la vie économique de tous les peuples ne se guériront que lentement, au cours de bien des décades.

Qui paiera les frais de la guerre ?

Les frais et les dommages que la guerre a causés pendant les six premiers mois ont été évalués par des hommes compétents à plus de 80 000 millions de marks, non compris les dépenses et les pertes privées, non compris la valeur économique des morts et des mutilés, non compris la perte en travail que représentent pour leurs Etats les hommes sous les drapeaux.

Jamais le vaincu ne pourra offrir au vainqueur — à supposer que l'un des belligérants remporte la victoire, ce qui est peu probable — une indemnité équivalente. En Allemagne, outre l'Empire, les Etats et les communes ont fait des milliards de dettes. *Qui paiera, qui pourra gagner par son travail et payer ces énormes sommes ou même simplement leurs intérêts?* Tous les Etats belligérants, et les neutres avec, seront acculés à la banqueroute. « Quand je vois maintenant les nations en guerre, disait Hume, il me semble voir deux individus ivres qui se battraient dans un magasin de porcelaine. » Les individus ivres, ce sont les belligérants, le magasin de porcelaine, le commerce international. Nous verrons sous peu la porcelaine en tessons.

Quousque tandem ?

Comment cela continuera-t-il ? Comment cela finira-t-il ? *Quousque tandem abutere, imperator, patientia nostra ?* Où est la voix qui criera : halte ! à notre empereur ? A notre empereur de qui dépendait la guerre, de qui dépend aujourd'hui la paix. Chaque pas de plus rend le crime commis plus grand, plus gigantesque. Chaque victoire est une victoire à la Pyrrhus. Ne se trouve-t-il vraiment personne parmi les 67 millions d'Allemands qui ose braver les foudres de Jupiter et lui crier, comme Thémistocle à Eurybiade : « Frappe, mais écoute ! » Les serviles journalistes continueront-ils à publier leurs scandaleuses correspondances ? A nous dire comme nos grands seigneurs se trouvent bien de la guerre, comme ils paraissent florissants et bien portants, comme ils ont bon appétit et belle humeur, comment ils honorent leurs troupes de pipes décorées de leur image à l'occasion de l' « incomparable fête de Noël », comment ils invitent aux dîners du quartier général, avec pain de guerre obligatoire, chanteurs et poètes renommés, — en un mot quelle vie de Dieux ils mènent en France, tandis que sur les champs couverts de neige, dans d'humides cabanes de terre, leurs sujets dépérissent et que les larmes des veuves et des orphelins ruissellent...

Jusqu'à quand cela durera-t-il ? Comment cela se terminera-t-il ? Qu'est-ce que cela fera aux peuples, qu'après la guerre « les cousins sincèrement dévoués » se jettent, émus, dans les bras les uns des autres, s'embrassent et revêtent de nou-

veau les uniformes des régiments d'honneur qu'ils avaient déposés? Qu'est-ce que cela fera au peuple, que des cortèges solennels passent par la porte de Brandebourg, au son des trompettes, l'empereur à la tête de ses six héroïques fils, restés sains et saufs par la grâce de Dieu, et décorés de couronnes de lauriers?

Le peuple veut la paix, la paix, la paix! Assez de morts, assez de mutilés, assez de misères et de ruines! La conscience du monde s'agite. La parole qui s'élève pour accuser trouvera l'épée pour exécuter ses arrêts, si on ne veut pas entendre le son d'airain de la voix du peuple. *Vivos voco, mortuos plango, fulgura frango*: j'appelle les vivants, je plains les morts, je brise l'éclair. Voilà ce que la cloche de la conscience du peuple fait entendre aux puissants.

« Sur votre tête retombent les larmes des veuves et des orphelins, le sang des tués, le chagrin des femmes qui ont perdu époux, pères et fiancés, engloutis dans cette sauvage querelle[1].

Ils ont assez souffert, les Achéens.

Jamais les peuples n'ont été ennemis les uns des autres. Toutes les lettres des combattants montrent que les sentiments de haine et de vengeance sont inconnus dans les tranchées. Ce sont les journalistes qui les font éclore dans les salles de rédaction bien chauffées. De tranchée à tranchée, des amitiés sont conclues, des fraternités échangées. On se rend mutuellement des visites, on se fait de petits présents, on se serre amicalement la main. Puis on retourne dans les tranchées, et l'on se tire dessus, par ordre supérieur! N'est-ce pas indicible, incroyable?

Si nous ne savions pas depuis longtemps qu'aucune des nations en lutte n'a désiré la guerre, et que quelques centaines, tout au plus quelques milliers d'hommes criminels ont voulu et préparé ce meurtre collectif, la confraternité régnant entre ceux qui sont dans les tranchées prouverait qu'aucune animosité n'existe entre les peuples. Mais, précisément *parce* qu'elle le prouve, parce qu'elle diminue l'énergie de la tuerie, et qu'elle pourrait faire voir aux combattants qu'ils ne luttent pour *rien* qui les concerne, qu'ils sont excités les uns contre les autres par des hommes plus puissants qui poursuivent la réalisation de *leurs* intérêts, le haut commandement allemand vient de publier un arrêté sévère interdisant cette fraternisation. Plus de

[1] Shakespeare· *Henri V*.

poignées de mains, plus de pauses de tir, pour l'amour de Dieu ! Il faut continuer à tirer, sans perdre de temps. *Nulla dies sine linea*, pas de jour sans meurtre et incendie !

Mais tous les ordres ne serviront de rien. La vérité est en marche. Chaque jour, chaque heure, la lumière s'approche. Et s'ils ne *veulent* pas, ces Messieurs de derrière le front, ils seront enfin *obligés*.

La paix *viendra*, bientôt, très prochainement, car elle *doit* venir. Malheur aux généraux qui jetteront encore une fois leur épée dans la balance, malheur aux dirigeants qui ne veulent pas entendre la voix du peuple que l'on étouffe par la force. Sous les eaux tranquilles du *Burgfrieden*[1], on perçoit de sourdes rumeurs et de menaçants grondements. Malheur à ceux qui ne veulent pas ouïr les sons souterrains et qui continuent à confier leur barque aux eaux traîtresses ! Ils seront engloutis par les vagues ! — *Discite moniti !* Prenez garde, vous êtes avertis !

[1] « La paix dans le château fort. »



V

L'avenir.

Qu'est-ce que la paix doit nous apporter ?

La conclusion de la paix n'est pas tout. *Qu'est-ce que la paix doit nous apporter ? Qu'est-ce que la paix nous apportera ?*

Elle doit nous apporter ce que les esprits les plus éclairés s'efforcent d'obtenir depuis des siècles, non une suspension d'armes, *mais un état de paix durable, reposant sur une base légale assurée.* Le système actuel, qui consiste à balancer la paix sur la pointe des baïonnettes, a fait faillite, faillite pour toujours. La folie des armements qui, en 1910, a coûté aux Etats européens — sans compter les dépenses indirectes, non comprises dans les budgets — plus de 10 milliards de marks, somme qui s'est accrue chaque année d'au moins 20 %, n'a pas atteint le *but* à l'aide duquel on cherchait à la justifier. Loin d'assurer la paix, les Etats européens l'ont, au contraire, compromise par l'ardeur funeste avec laquelle ils cherchent à être les plus forts sur terre et dans les airs, sur l'eau et sous l'eau. Une méfiance toujours croissante a levé de ces semailles de fer. Les pourparlers diplomatiques, par le lointain cliquetis des armes qui les accompagnait, sont devenus un objet d'angoisse et de crainte pour les peuples : tous étaient dominés par le sentiment accablant que cela ne pouvait plus continuer, qu'on devait faire volte-face ou pousser à la catastrophe.

Elle s'est produite, cette catastrophe depuis longtemps prédite et redoutée, mais elle n'a pas seulement entraîné dans ses tourbillons la vie et le bien-être des peuples, elle a emporté le système au moyen duquel on avait cru donner aux nations une trompeuse sécurité.

Le système de la paix armée.

Le système de la paix armée est jugé. Pendant la paix, il a sucé la moelle des peuples, et il n'a pas pu empêcher la guerre. Le système de *l'équilibre européen* s'est révélé plus funeste encore que le précédent, quand deux Etats seuls se faisaient face, armés jusqu'aux dents. La guerre franco-allemande de 1870 n'était qu'un jeu d'enfant en comparaison de la guerre de 1914. Un système défectueux ne peut s'améliorer du fait qu'on l'applique sur une plus grande échelle. Au contraire, ses fautes et ses faiblesses sautent mieux aux yeux. La prétendue garantie de paix par les préparatifs militaires devait devenir d'autant plus néfaste qu'un plus grand nombre d'Etats étaient liés les uns aux autres sur les deux plateaux de la balance. Ce qui, dans la proportion de 1 à 1, était déjà déraisonnable et nuisible, devait l'être trois fois plus dans la proportion de 3 à 3. Et si, en temps de paix, ce système était funeste, il l'était bien davantage en temps de guerre. Par le jeu des alliances et des ententes, les tableaux terrifiants peints par les sociologues perspicaces ont été infiniment dépassés en horreur.

Tout ce que Jean de Bloch prédisait du caractère, de l'étendue, de la cruauté d'une future guerre européenne s'est réalisé, et d'une façon bien pire que le génial politique russe ne l'avait prédit. Il ne pouvait pas prévoir le développement des navigations aérienne et sous-marine, les énormes canons de siège et toutes les nouvelles conquêtes de la *kultur*. Mais, dans son œuvre monumentale de 1899, il déclarait déjà que les progrès de la technique des armes depuis 1870 se révéleraient, lors d'une guerre, plus considérables que le développement de cette technique depuis l'âge des arbalètes jusqu'à la guerre franco-allemande. Déjà alors, il annonçait que l'effet des nouveaux canons serait si meurtrier qu'il ne pourrait plus être question d'un combat au sens ancien du mot, ni de bravoure personnelle, et que la guerre serait une longue guerre de siège et de tranchées. Il a décrit en détail l'horreur de la lutte moderne avec ses machines, et exprimé le doute — amplement justifié — que des hommes cultivés puissent supporter sans devenir fous ces épouvantables impressions. Il n'y aura plus de vainqueur et de vaincu, disait Bloch; il ne sera pas possible de soigner convenablement

le nombre immense des blessés, si l'on ne met pas sur pied autant de personnel sanitaire que de combattants. Il ne sera pas possible de les traiter comme il faut dans les pays appauvris où les batailles auront lieu. Les Etats belligérants ne pourront pas, à la longue, trouver l'argent pour l'entretien journalier de pareilles masses d'hommes. Tout cela, le pacifiste Jean de Bloch l'avait prédit, non par un don de divination, mais par l'expérience que lui avaient procurée de longues années d'études sur cette question vitale pour l'humanité civilisée de l'Europe.

Nous vivons maintenant ce qu'il avait entrevu. Les gigantesques armées oscillent toujours, sans résultat, sans possibilité d'une décision définitive, malgré les appels enflammés des rois et des chefs. En avant! En arrière! En arrière et en avant! Ce sont les mots d'ordre, qui changent constamment. Pour les morts seuls, il n'y a pas de recul. Un village, une ferme, une tranchée, une colline exigent des milliers de victimes. Un seul schrapnell bien dirigé peut — quand cela va bien — tuer ou blesser cent hommes. Mais ce qu'il y a de pire, c'est que ce grand meurtre est un *suicide* de tous les peuples qui, peu à peu, s'épuisent et vont à leur perte ; le seul bon côté, c'est que c'est en même temps *un suicide du système politique* tant extérieur qu'intérieur, qui a suscité la guerre.

Le plus enragé militariste concédera qu'un *accroissement* des armements n'est plus possible après la guerre. Auparavant déjà, les charges qu'ils faisaient peser sur les Etats européens étaient devenues insupportables. C'est avec raison qu'il y a quarante ans, Emile de Girardin disait : « Avec la moitié de ce que l'on dépense aujourd'hui pour la guerre en Europe, on pourrait faire disparaître la misère. » L'exemple suivant illustrera la folie de ce système. Au début de la société humaine, alors que chacun devait pourvoir à sa propre sécurité, deux propriétaires ruraux voisins devinrent méfiants l'un à l'égard de l'autre. Chacun redoutait une attaque de l'autre, alors qu'en réalité aucun des deux n'avait des desseins agressifs. Au lieu de faire cultiver leurs champs et élever leur bétail, ils ordonnèrent à leurs femmes, à leurs enfants, à leurs paysans et à leurs valets de construire des barricades et des retranchements, de forger des armes, de fabriquer des arbalètes, des flèches et des frondes, jour et nuit, pendant des années. Peu à peu les

provisions s'épuisèrent. Plus moyen de s'en procurer ailleurs. Bref, tous les deux couraient le risque de mourir de faim. Lorsque la misère fut à son comble, les deux voisins méfiants résolurent d'avoir une explication. Et qu'apprirent-ils ? Aucun n'avait eu le dessein d'attaquer son voisin, et tous les deux avaient seulement craint d'être attaqués. Du coup la méfiance disparut. Mais le gaspillage insensé de leurs ressources pesa longtemps sur leur vie et, durant des années, il les empêcha de retrouver leur bien-être d'autrefois.

Les peuples européens n'ont pas su trouver à temps le chemin de la raison, et pour faire disparaître la tension devenue insupportable, ils ont dû s'engager toujours plus loin dans celui de la folie et remplacer l'état de guerre latent par l'état de guerre déclaré. A qui incombe la responsabilité de l'échec de tous les essais pour amener une paix durable, c'est ce que nous avons vu au cours de cette étude. Mais le coupable finira par se rendre compte que tous ses armements, toute sa résistance à l'endroit d'une entente, ne lui ont procuré aucun avantage, et que la situation, malgré la ruine de tous, ne s'est pas modifiée : la proportion des forces est restée la même.

Le système est donc jugé. Il est impossible qu'il renaisse ou qu'il se renforce, et il ne reste à l'Europe, après le naufrage définitif de cette anarchie fondée sur la puissance, qu'à revenir à la pensée prêchée depuis des siècles par tous les esprits les plus éminents, seul remède qui puisse protéger de la débâcle notre vieux monde civilisé. Cette pensée c'est celle d'une

alliance pacifique des peuples libres,

fondée sur la reconnaissance mutuelle de leurs droits, et sur la confiance réciproque, bref un fédéralisme d'Etats libres, comme l'appelle Kant. Une *alliance de peuples*, — non un Etat formé de peuples, — une alliance qui laisse aux peuples toute leur souveraineté, avec la seule réserve qu'ils n'en abusent pas pour faire la guerre à l'un de leurs alliés. Cette alliance doit être basée non sur la puissance, mais sur la confiance mutuelle, sur le sentiment du devoir, sur l'*impératif catégorique*. Kant considérait qu'une ligue pour la paix entre les peuples européens, sans organisation politique interne et sans pouvoir législatif, était déjà

possible au temps où il vivait, parce qu'elle répondait également aux intérêts de tous et qu'elle était dictée à tous par le devoir. Sans doute, l'idée positive, l'unité plus haute et plus forte d'une *république du monde* lui apparaissait déjà comme l'idéal à atteindre. Mais en homme de « raison pratique », il se contente « du succédané négatif d'une alliance qui repousse la guerre et s'élargisse de plus en plus ». Kant ne doutait pas que la réalisation de ce fœdus pacificum ne fût possible, et il espérait vivement « qu'un peuple puissant et éclairé » en jetterait les bases et que l'adhésion d'autres peuples étendrait cette union à toutes les nations civilisées [1].

Cette pensée de Kant, en apparence si simple, est ce qu'on a dit de plus profond sur la formation juridique de la famille européenne. Ce n'est pas la conception d'un idéologue planant dans les nuages, mais l'idée d'un philosophe qui connaissait les hommes, savait regarder autour de lui, et tirait des expériences du passé et de l'état de choses existant à son époque les conclusions qu'ils comportaient. Il se défendait lui-même de faire des constructions théoriques, mais il souhaitait que le philosophe fût entendu par le roi, « parce que la possession de la puissance corrompt inévitablement le libre jugement de la raison ». Il se contentait, il est vrai, du rôle que tous les hommes d'Etat « sages » accordent à la philosophie, celui de servante, seulement pour lui ce rôle consistait non point à porter la traîne de sa maîtresse, mais à la précéder en tenant un flambeau. Il renonçait donc provisoirement à son grand idéal et se contentait de buts pratiquement accessibles [2].

Il est infiniment plus souhaitable aujourd'hui qu'alors que ces buts soient atteints, et ils peuvent d'ailleurs l'être avec infiniment plus de facilité. Infiniment plus souhaitable, parce que l'état d'anarchie que Kant déplorait déjà doit exercer de nos jours des effets infiniment plus funestes, étant données la grandeur et la puissance des Etats européens. Si des nations de quelques millions d'habitants, comme l'étaient celles de son temps, dont la vie économique était restreinte à leur territoire et dont la production suffisait à la consommation, étaient déjà menacées dans leur exis-

[1] Kant, op. cit. p. 20.
[2] Kant, op. cit. p. 36.

tence par les conséquences de la guerre, que dire de la catastrophe qui atteint les pays belligérants d'aujourd'hui, dont la population globale — en Europe et hors d'Europe — est de 890 millions — soit le 53 % de celle la terre — et qui sont reliés entre eux, comme les organes d'un grand corps, par mille fibres nerveuses et par mille liens d'ordre intellectuel et matériel? Ce que Kant considérait alors comme nécessaire pour préserver les peuples de la ruine progressive l'est infiniment plus aujourd'hui ; car, de son temps, les pays en guerre pouvaient — comme les tronçons d'un lézard — vivre par eux-mêmes et chacun pour soi, tandis qu'aujourd'hui la guerre mondiale atteint au cœur le gigantesque organisme qu'est l'humanité cultivée, et lui donne le coup de mort.

Mais si la transformation du monde moderne a augmenté à l'infini les maux de la guerre, elle offre d'autre part infiniment plus de moyens que le passé pour les combattre. Dans tous les domaines des relations internationales, le terrain est préparé dans la plus large mesure pour la fédération kantienne d'Etats libres. Outre les nombreux traités proprement dits conclus entre Etats, il existe un nombre incalculable d'organisations internationales dans tous les domaines de l'industrie, du commerce, de l'agriculture, de la science, — depuis la convention postale internationale jusqu'aux accords relatifs à la protection des phoques de la mer de Behring — et d'innombrables instituts internationaux chargés de surveiller la mise en pratique des traités. Il existe un grand nombre de conventions prévoyant des cours d'arbitrage, avec ou sans l'obligation d'en appeler à celles-ci ; quelques-unes de ces conventions stipulent que même des questions de vie ou d'honneur doivent être soumises à ces tribunaux. Il y a à La Haye une cour d'arbitrage internationale dont la création et la juridiction ont été reconnues par toutes les nations civilisées du monde. Bref, dans tous les domaines possibles, les liens de la communauté internationale se resserrent; *mais dans le domaine le plus important, parce que touchant également aux intérêts vitaux de tous les peuples,* dans la question de guerre et de paix entre les grandes puissances, règnent encore l'anarchie, le manque de lois, la diplomatie, avec ses modes surannées, ses inutilités et ses manigances

démodées, avec ses disciples vieillis, qui au lieu de poursuivre les intérêts communs à tous, cherchent à faire le profit de leurs commettants par tous les moyens de la morale politique, autrement dit de l'immoralité. Pétrification datant des époques depuis longtemps disparues, cette diplomatie ; anachronisme qui fait dans notre époque la même figure que le guérisseur d'une tribu indienne ferait dans un de nos hôpitaux. De même que le guérisseur indien, avec ses simagrées, est impuissant à secourir les malades (bien qu'il se donne l'*air* de pouvoir leur venir en aide), les diplomates — ils viennent de le prouver à nouveau — sont incapables de prévenir la maladie la plus dangereuse des peuples, celle qui leur apporte la mort. Et cela malgré la valeur personnelle de quelques-uns d'entre eux — à l'étranger ! — à cause du *système* de la diplomatie moderne.

Depuis des siècles déjà, l'abbé de Saint-Pierre dans son *Essai sur la paix perpétuelle* (1713), Rousseau et Kant et d'innombrables sociologues ont recherché une *organisation des Etats modernes* qui rende superflue l'activité de la diplomatie telle qu'on l'a comprise jusqu'à présent. Lorsque l'état de possession des Etats contractants aura été garanti, leurs sphères d'influence délimitées par des accords amicaux, leurs relations commerciales réglées par des traités, le trafic international réglementé et les querelles quelconques soumises à une juridiction internationale, lorsque la confiance réciproque aura remplacé la méfiance actuelle et que, sur cette base, les armements seront d'abord arrêtés et peu à peu réduits, — choses que tous doivent souhaiter et peuvent atteindre, — alors on pourra mettre au rancart la vieille diplomatie et en instituer une nouvelle, qui réponde aux idées actuelles, qui n'ait besoin ni d'artifices secrets, ni d'espions en uniformes, ni d'intrigues de palais et de couloirs pour remplir son utile mission. Alors les diplomates exerceront à peu près les mêmes fonctions qu'exercent aujourd'hui, à Berlin, les plénipotentiaires du Conseil fédéral — sans que je veuille le moins du monde dire par là que l'organisation de la ligue pacifique des peuples libres pourra se comparer à l'organisation politique de l'Empire allemand. Cette ligue pacifique ne sera rien d'autre *qu'une sorte d'alliance pour maintenir la paix et pour faire fructifier les intérêts com-*

muns, sans que les droits souverains des Etats soient lésés par elle[1].

Les intérêts communs existent déjà aujourd'hui. Ils sont réglés par des traités internationaux, et des commissions internationales se chargent de les protéger. Le cercle de ces intérêts s'étendra de lui-même par la contrainte logique de la culture et de la technique, par la victoire remportée sur l'espace et sur le temps, malgré la guerre actuelle et malgré les braillards bornés qui veulent donner à l'Allemagne la première place dans le domaine intellectuel et scientifique, soit en l'élevant à la domination du monde, soit en la faisant reculer au rôle « d'Etat nationaliste » antédiluvien. Les relations entre peuples peuvent être momentanément interrompues par la myopie criminelle de leurs chefs et de leurs souverains, mais elles reprennent vie comme la terre au printemps quand la neige est fondue et que les rafales de l'hiver sont passées.

Le lien qui existe aujourd'hui déjà entre les nations, et qui sera, après la guerre, resserré tôt ou tard par la force des choses, ne doit être élargi qu'en *un* sens : il faut que les peuples contractants s'engagent à maintenir la paix et à respecter mutuellement leur indépendance et leur état de possession.

Est-ce irréalisable?
Est-ce une utopie?

Bertha von Suttner a dit quelque part : « Tout mouvement intellectuel doit traverser trois phases : dans la première, on s'en moque; dans la seconde, on le combat; et dans la troisième, on lui reproche d'enfoncer des portes ouvertes. »

Si quelqu'un avait dit aux Italiens du Cinquecento, à ceux d'il y a 400 ans : « Un jour viendra où il y aura une seule patrie italienne, qui ne sera ni florentine, ni pisane, ni gênoise, ni vénitienne », on aurait ri au nez de cet homme en le traitant d'utopiste, ou plutôt on l'eût enfermé dans un cabanon. Si, au moyen âge, on avait dit au maître d'une *Burg* ou aux magistrats d'une ville allemande qu'un temps viendrait où ils n'auraient plus le droit de faire prévaloir leurs intérêts, à leur gré,

[1] Cf. Fried, *Kurze Aufklärungen über Wesen und Ziel des Pazifismus* (Berlin 1914).

les armes à la main, ils auraient haussé les épaules et abandonné à ses songes le visionnaire assez insensé pour tenir ce langage. Mais si le même homme leur eût dit encore que non seulement les maîtres du château ou de la ville, mais encore les maîtres de contrées entières et de royaumes entiers perdraient une fois leur droit de guerre, et que seul l'Empire allemand, dans son ensemble, pourrait prendre les armes contre l'étranger, ils auraient douté de sa raison ou, — ce qui est plus probable, — ils lui auraient fait couper la tête pour crime de haute trahison. Comment! ils perdraient un jour leur droit de guerre, partie essentielle de leur souveraineté, ils devraient renoncer à leur jeu favori, se défaire de leurs soldats ou les soumettre aux ordres d'un chef supérieur! Impossible! Cela ne peut être. Il n'y a pas de souveraineté sans droit de guerre.

Et, *néanmoins*, cela s'est produit, et le monde n'a pas péri. Et petits et grands seigneurs existent encore en Italie, en Allemagne, et ailleurs, s'ils ne sont pas disparus pour d'autres raisons. Et ils vivent mieux, et ils sont plus heureux qu'au temps où ils devaient employer une grande partie de leurs revenus à leur défense personnelle et où ils étaient constamment menacés par l'insolence de méchants voisins. La communauté pacifique qui les a accueillis leur a procuré plus de sécurité et plus de bien-être, et ce qu'ils ont perdu en souveraineté est largement compensé par ce qu'ils ont gagné. *L'utopie est devenue un lieu commun*, et si le prophète à longue vue d'alors eût été raillé ou condamné, le *laudator temporis acti* serait aujourd'hui tenu pour irresponsable.

On trouverait dans l'histoire d'innombrables exemples d'évolutions analogues. On peut même dire que l'histoire, au fond, constitue une chaîne ininterrompue de preuves de ce fait : l'impossible d'hier est le possible et le réel d'aujourd'hui.

Pourquoi donc une alliance pacifique, qui répondrait également aux intérêts de tous les peuples, serait-elle une impossibilité? Si les Etats de l'Allemagne se livraient en 1866 une lutte fratricide acharnée, et pouvaient conclure quatre ans plus tard une ligue perpétuelle pour la protection du territoire confédéré et des lois en vigueur à « l'intérieur de ce territoire, ainsi que pour le développement de la prospérité allemande », pourquoi une alliance de peuples, sans organisation interne, avec ce seul

objectif, beaucoup plus modeste, de maintenir la paix, serait-elle impossible ? N'est-elle pas raisonnable ? Ne répond-elle pas aux intérêts vitaux de tous les peuples contractants, et dans la même mesure ? N'a-t-elle pas infiniment plus de chances de durer que toutes les organisations basées sur la puissance, étant basée sur le désir unanime de paix que tous auront après une aussi affreuse guerre ? Que perdront les signataires de cette alliance ? Le droit de se faire la guerre entre eux, mais rien d'autre. Ce droit, ils en ont fait un usage suffisant dans le conflit actuel et ils ont pu en connaître les indicibles conséquences. Leur a-t-il apporté à eux tous ou à l'un quelconque d'entre eux un avantage quelconque ? N'a-t-il pas mis vainqueurs et vaincus à deux doigts de la ruine ? Ne leur a-t-il pas causé des blessures que des générations ne suffiront pas à cicatriser ? *Qu'abandonnent-ils donc en renonçant à ce droit ?* Ils abandonnent la possibilité de se ruiner eux-mêmes et de ruiner les autres.

Et que reçoivent-ils en échange ? D'abord, chacun d'eux est indemnisé de la perte de son droit par le devoir correspondant des autres d'abandonner le leur. Droits et devoirs se compensent, et la balance est égale. Puis, après le débit, le crédit. Chacun sera protégé contre une agression. Chaque peuple pourra, pendant un temps illimité, poursuivre ses efforts dans le commerce, l'industrie et les sciences, développer librement toutes les facultés qu'il a reçues de la nature ; il pourra, à la longue, et conjointement avec d'autres Etats, diminuer les dépenses militaires devenues inutiles pour l'attaque et la défense, et employer l'argent gagné à l'éducation, au bien-être et aux œuvres sociales. *Un nouveau monde naîtra dans l'ancien monde.* Chaque année des milliards, devenus peu à peu disponibles, pourront être consacrés à combattre la pauvreté, à améliorer la situation des classes travailleuses, à répandre partout le bien-être et le bonheur. Et le contentement général qui résulterait de cet état de choses préserverait la société européenne des catastrophes intérieures.

* * *

Il est impossible de décrire toutes les bénédictions qu'une telle alliance répandrait sur tous les peuples. Bien-être matériel,

sentiment de sécurité, assurance que d'aussi terribles événements ne se reproduiront plus, libre disposition de sommes énormes qui seraient consacrées au développement de la culture et de la prospérité sociale, et surtout évanouissement de l'horrible cauchemar qui pèse sur les *esprits* du monde cultivé de l'Europe. Une nouvelle ère spirituelle commencerait dans tous les pays. La haine et la vengeance disparaîtraient du cœur des hommes. Tous les peuples réconciliés, membres d'une communauté intellectuelle européenne devenue *réelle*, pourraient, avec un joyeux courage, les regards vers le ciel, aller au-devant de leurs futures destinées.

On m'appellera utopiste et visionnaire! Si l'on veut: utopiste d'aujourd'hui, réaliste de demain. Il n'y a rien d'utopique dans ma proposition. Je ne fais que reprendre et élargir les idées de Kant. De son temps, elles étaient déjà réalisables, à plus forte raison le sont-elles aujourd'hui!

Un traité de *paix qui répudie toute idée d'annexion et défende de chercher la sécurité dans la force.* Cette condition sera facilement remplie, car la victoire restera indécise et la guerre ne conduira, au cas le plus favorable, qu'à l'échange des territoires conquis : chacun sera heureux de reprendre ce qu'il possédait auparavant. Louons Dieu qu'il en soit ainsi; car si le triomphe de l'un ou de l'autre des adversaires — et surtout de *l'un!* — était possible, le vainqueur annexerait la plus grande étendue de territoire qu'il pourrait en Europe et ailleurs, s'efforcerait d'écraser politiquement, militairement et économiquement son adversaire, et de bâtir sur les ruines des autres Etats une hégémonie fondée sur la violence. Elle contiendrait inévitablement le germe de nouvelles guerres, et adieu alliance de peuples, adieu garanties de paix!

Mais, pour le bien de l'humanité, cela ne se peut *heureusement* pas faire. La querelle se terminera par un *non liquet.* Et ce que la raison ne pouvait faire comprendre aux puissants, la force des choses le leur enseignera. Aucun d'entre eux ne pourra dicter aux autres ses conditions, et le traité ne renfermera du moins aucune clause à laquelle la paix vienne immédiatement s'achopper de nouveau.

Ce résultat n'est malheureusement que négatif. Si rien d'autre n'est atteint que ce que nous venons d'indiquer, nous

ne sommes pas au bout de nos misères. Armements et méfiance, méfiance et armements dans un éternel cercle vicieux. Epuisement toujours plus grand des peuples déjà complètement exsangues. Nouvelles manigances diplomatiques, chacun voulant tirer de la grande soupière mondiale les morceaux les plus succulents. Nouveaux conflits d'intérêts, nouveaux frottements et, finalement, nouvelles explosions encore plus terribles que la première fois.

Si l'un des belligérants était victorieux, la politique de violence et d'oppression provoquerait la nouvelle explosion; si la lutte restait indécise, la concurrence renaissante des intérêts, la surenchère des armements occasionnerait de nouvelles tensions et de nouvelles décharges.

Le résultat reste toujours le même si l'on ne fait intervenir un *facteur nouveau* : il ne suffit pas de renoncer à reconstruire l'Europe par la violence, il faut un *fœdus pacificum*, une alliance pacifique de peuples libres, basée sur la sincérité et l'honneur, et comme conséquence principale de cette alliance, une *diminution générale et progressive* des armées et des flottes jusqu'au chiffre nécessaire pour donner à l'alliance la sécurité du côté des peuples qui n'en font pas partie. Plus cette alliance s'étendra à l'extérieur et se consolidera à l'intérieur, plus le désarmement devra s'accentuer jusqu'à ce que soit envisagée la transformation des armées permanentes en milices. L'évolution dans ce sens s'impose avec une nécessité logique. Comme l'alliance répond aux intérêts de tous, sans porter la moindre atteinte à l'essence de leur souveraineté — que, par conséquent, la souveraineté de chacun de ses membres reste pleine et entière pour ce qui est de son contenu *vrai* et *essentiel*, et que tous obtiennent ainsi *gratuitement* tous les avantages de l'alliance, il est logiquement inévitable que celle-ci devienne toujours plus étroite, que la confiance en sa durée s'affirme toujours davantage, et que le bon exemple trouve toujours plus d'imitateurs dans le monde.

Le seul droit auquel tous renoncent, celui de se faire la guerre les uns aux autres, fait l'effet, dans la nouvelle organisation, d'un droit à agir contre le droit; il ne peut donc être tenu pour un vrai droit et sa perte pour une vraie perte. Ainsi, d'une année à l'autre, l'alliance deviendra plus vigoureuse au dedans et s'étendra au dehors. D'alliance à quatre ou à cinq, elle deviendra

alliance à six ou à sept, et finira par être une Multiple-Entente, qui embrassera l'ensemble du monde civilisé. Ce que les sages ont pensé, ce à quoi les peuples ont toujours tendu, deviendra *enfin* une vérité — non pas d'un coup, mais au cours d'une évolution historique consciente de son but, et cet âge d'or où nous ne pouvions voir jusqu'ici que le songe d'un lointain passé, fleurira et sera la réalité d'un avenir que l'on peut espérer prochain.



Le chemin qui conduira à ce but n'est ni nouveau, ni difficile. Puisqu'il a été possible déjà maintenant de conclure une telle alliance entre deux ou trois Etats, il doit également être possible d'en conclure une entre cinq ou six ou davantage. Si les alliances conclues jusqu'ici n'ont conduit qu'à mettre sur pied un grand appareil de guerre commun, c'est qu'elles étaient limitées à trop peu de nations, et que les groupes rivaux étaient ou hostiles ou du moins méfiants les uns à l'égard des autres. Du moment où cette opposition tombera et où ces groupes feront partie d'un plus grand ensemble, il n'y aura plus aucune raison pour augmenter les armements, comme d'ailleurs c'était le cas à *l'intérieur* de ces groupes en particulier.

Supposons que l'Allemagne et l'Autriche alliées n'eussent eu en face d'elles ni Triple-Entente, ni groupement quelconque de puissances, l'accroissement des armements des deux Etats eût été, même au point de vue militaire, un non-sens, car aucun des deux alliés n'avait à redouter une attaque de l'autre. Le même raisonnement s'appliquerait au cas de la Triple-Entente, si l'Autriche et l'Allemagne n'avaient pas existé. Si donc les cinq puissances étaient enchaînées ensemble dans une alliance pacifique pareille à celle qui existe actuellement *à l'intérieur* des deux groupes, la concurrence des armements perdrait toute raison d'être et cesserait d'elle-même. Aussi longtemps que les principautés et les royaumes allemands n'étaient pas réunis dans l' « alliance perpétuelle » de l'Empire d'Allemagne, ils devaient être armés les uns contre les autres; la création de l'Empire a mis fin d'un coup à ces armements, qui ne servent plus aujourd'hui qu'à protéger l'Empire et tous ses membres. La même évolution s'est accomplie en Italie, où la souveraineté des divers

territoires urbains a fait place d'abord à celle de royaumes plus étendus, et finalement à la souveraineté du royaume qui embrasse aujourd'hui toute la péninsule. Il en a été de même en Suisse et aux Etats-Unis d'Amérique.

Il importe peu que le traité conclu institue un Etat unitaire, une confédération d'Etats ou un Etat fédératif. On peut même admettre qu'il se borne à grouper pour leur défense commune des territoires qu'il n'unisse à aucun autre point de vue. L'essentiel est que *toute guerre soit exclue entre les nations qui le signeront*. Qu'à part ce but immédiat, l'alliance puisse s'en proposer d'autres en nombre plus ou moins grand, ou même qu'elle vise à créer un Etat unitaire et centralisé, cela dépend de facteurs innombrables, aussi divers que les combinaisons dans lesquelles ils agissent, et qui conduisent, par conséquent, à des résultats divers. Ces facteurs (communauté de langue, de race, de développement historique, de civilisation, etc.), nous n'avons pas à les étudier ici. Notre idée d'une alliance en vue de la paix représente un *minimum*, qui paraît digne de nos efforts et semble pouvoir être atteint même en l'absence de tous les facteurs qui amènent des unions plus étroites. Ce minimum est accessible, même si les Etats qui doivent s'entendre sont différents par la race, la langue, le développement intellectuel et l'évolution historique. Pour ce minimum, tous les peuples sont mûrs, pourvu qu'ils soient au niveau de la civilisation moderne, et si différents que puissent être leurs genres de culture.

Plus le programme et le but de ces associations pacifiques sont limités, plus il doit être facile de les créer. Si l'on a réussi à fondre ensemble des Etats souverains pour en faire des Etats unitaires, des Etats fédératifs ou des confédérations d'Etats — ce qui les obligeait à renoncer en une plus ou moins grande mesure à leurs droits de souveraineté — il doit être infiniment plus facile de réunir des Etats souverains en une association qui, réserve faite du droit de se battre les uns contre les autres, ne leur demande le sacrifice d'aucun droit de souveraineté. Ce qu'il fallait démontrer.



Toutes ces considérations sont des considérations pratiques qui, je l'espère, ne perdent rien de leur valeur pour être en

même temps d'une rigoureuse logique. Qu'on ne m'objecte pas que la paix perpétuelle et autres choses semblables sont des utopies! Il ne s'agit pas de paix *perpétuelle*, puisque la conception de l'éternité n'est pas applicable aux choses terrestres et que l'éternité est réservée à Dieu. Même la constitution de l'Empire allemand, qualifiée « d'éternelle », participe à la caducité de toutes nos œuvres. Il s'agit simplement de créer des institutions humaines qui, dans la mesure du possible, préviennent les maux dont nous souffrons. L'institution représente le postulat idéal, la vie humaine apporte les exceptions. Ce n'est pas un argument contre la nécessité ou l'utilité d'une constitution de dire que le roi se livre à des coups d'Etat ou que le peuple fait des révolutions. Pas un argument contre la nécessité d'un code pénal de dire qu'il se commet des crimes. Que l'immoralité règne, ce n'est pas une réfutation des préceptes de la morale. L'hygiène n'équivaut pas à la suppression de la mort, et l'éducation ne produit pas que des anges et des saints.

Ainsi l'alliance pacifique des peuples ne peut ni ne doit garantir la paix perpétuelle, mais elle peut et doit empêcher les guerres *pour autant qu'il est en son pouvoir de le faire*, et elle réussira dans sa mission, parce que le renoncement à la guerre répond aussi bien aux intérêts vitaux des peuples qu'aux exigences de la morale.

La cohésion des Etats de l'alliance.

Par là se trouve résolue sans plus la question habituellement posée de savoir quelle sera la *force* qui maintiendra unis les Etats de l'alliance. Cette force, c'est d'abord le devoir et ensuite l'intérêt. Quelle force maintient l'Empire allemand ? Qui pourrait empêcher la Prusse de faire la guerre à la Bavière et de la fourrer dans sa poche ? Les autres Etats de la Confédération, unis à la Bavière ? Ce qu'ils peuvent faire, nous l'avons vu en 1866, alors que la Prusse avait à lutter non seulement contre ses alliés actuels, mais encore contre l'Autriche. Si donc le roi de Prusse respecte le traité d'alliance, ce n'est pas parce qu'une force quelconque pourrait l'y contraindre, mais parce que son *devoir* et son *intérêt* l'exigent. Pour les mêmes raisons, toutes les conventions nationales ou internationales sont tenues

aussi longtemps que le devoir et l'intérêt exigent qu'on les respecte. Bien entendu, le mot intérêt est pris ici dans son sens le plus haut, dans le sens d'un profit durable, qui ne peut résulter que du respect du droit et de la morale. Qui pourrait empêcher les forts et florissants cantons de la Suisse allemande d'attaquer le Tessin plus faible, et de l'annexer d'après des conceptions « nationales », puisqu'il appartient à une autre race et parle une autre langue, et qu'il est inférieur et destiné à être subjugué ? Aucune force physique ne s'y opposerait ; mais un fou seul aurait une telle idée, parce que la raison, le devoir et l'intérêt des Suisses leur ordonnent d'être fidèles à leur pacte d'alliance. Pourquoi des traités de commerce et de navigation sont-ils observés, même s'ils sont contraires aux intérêts d'un des signataires ? Pourquoi le contractant le plus fort ne se détache-t-il pas de ses obligations, mais les dénonce-t-il auparavant ou attend-il qu'elles aient pris fin ? Parce que le devoir exige qu'on respecte un traité, et qu'il vaut mieux subir un dommage passager que de s'exposer à un plus grand en manquant à sa parole. En effet, qui voudrait signer un accord avec celui qui viole ses engagements ? On pourrait multiplier ces exemples à l'infini. On en trouverait dans la vie intérieure des Etats aussi bien que dans leur vie extérieure. Quand, dans le procès d'un particulier contre une administration publique, c'est le particulier qui l'emporte, quelle force physique contraint l'autorité à se soumettre à un jugement qui lui est défavorable ? Aucune. La force physique, c'est l'autorité qui la possède, mais la force morale de la sentence, et l'intérêt supérieur de l'Etat, l'intérêt du droit public ordonnent que le jugement soit exécuté.

Il en est exactement de même relativement aux obligations que l'alliance pacifique impose à ses membres. Le devoir et l'intérêt ordonneront à ceux-ci de respecter leurs engagements, mais si, malgré cela, l'un d'eux les violait, on pourrait facilement le rappeler à son devoir, parce que les étroites relations des Etats modernes offrent d'innombrables moyens pacifiques à cet effet : rupture des rapports commerciaux, boycott des marchandises, exclusion des organisations internationales existantes, fermeture du trafic par poste, chemin de fer, refus de crédit, etc. Mais il ne sera pas nécessaire de recourir à ces moyens, car l'intérêt que chaque nation trouvera de continuer à faire partie de l'al-

liance et à jouir de ses avantages et, d'un autre côté, la crainte de la réprobation publique, qui mettra celui qui a violé sa foi dans l'impossibilité de conclure de nouveaux traités, empêcheront même l'Etat le plus puissant d'agir contrairement aux obligations du pacte d'alliance.

L'histoire des jugements rendus par les cours d'arbitrage prouve la justesse de mon raisonnement. Au cours du XIXe siècle, elles ont prononcé 212 sentences, qui toutes ont été suivies, bien qu'aucune contrainte n'obligeât à s'y soumettre, et que souvent elles n'eussent été acceptées qu'à contre-cœur par l'opinion publique du pays condamné [1]. Mais, ici encore, les facteurs déterminants ont été : le devoir d'accepter une sentence volontairement demandée et l'intérêt qu'on avait à se soumettre à un jugement défavorable plutôt que de risquer une guerre et de passer dans le monde pour parjure.

L'alliance pacifique des peuples libres, qui doit, après les horreurs de cette guerre, assurer non seulement une suspension d'armes, mais une paix durable, reposera donc sûrement, inébranlablement sur la *confiance mutuelle des peuples qui en feront partie, sur le respect de la parole donnée et sur l'intérêt commun qui a cimenté cette alliance.*

Qu'est-ce que la paix nous apportera ?

Peut-on s'attendre à une politique pacifique aussi généreuse de la part de l'Allemagne ? Cette paix est-elle possible dans les conditions où se trouvent la Prusse et l'Allemagne ? A mon avis, non. Aussi longtemps que la Prusse vivra sous la constitution la plus réactionnaire qui existe dans le monde civilisé, aussi longtemps qu'un peuple travailleur, persévérant et intelligent, sera gouverné par des junkers, des soldats et des gens d'Eglise qui trouvent leur avantage non dans un développement paisible, mais dans des aventures belliqueuses, il ne faudra pas compter sur une politique sincèrement pacifique de la part de la Prusse et de l'Allemagne.

Une famille de soldats, comme celle des Hohenzollern, dont l'histoire est écrite en lettres de sang, et dont l'ascension est due à sa valeur militaire, devra

[1] Fried, op. cit. tome I, p. 156.

trouver un fort contre-poids dans le peuple pour se convaincre que le temps des conquêtes guerrières est passé et que les nations ne peuvent récolter de lauriers que dans une lutte pacifique. On sait que ce contre-poids n'existe *pas*. L'absolutisme régnant en Prusse, qu'une constitution surannée — née non pas légalement, mais octroyée au peuple — ne masque qu'imparfaitement, déteint sur l'Empire allemand, malgré le droit de vote et l'existence, en son sein, d'Etats régis d'après des principes démocratiques. La prépondérance de la Prusse dans le gouvernement et dans le Conseil d'Empire, le fait que le chancelier impérial est en même temps président du cabinet prussien, l'autorité militaire exclusive du roi de Prusse en sa qualité d'Empereur allemand, et surtout son droit de déclarer la guerre et de conclure la paix au nom de l'Empire — même sans l'assentiment du Bundesrat — tout cela contribue à ne faire de l'Empire allemand qu'une *succursale du royaume de Prusse*[1] !

Tous les vices et toutes les faiblesses de la constitution prussienne agissent — comme des maladies contagieuses — sur le corps de l'Empire. Les privilèges des classes dirigeantes qui, de tout temps, en Prusse, ont prélevé pour elles la crème et laissé aux autres le petit-lait, se sont étendus à l'Empire allemand. Dans l'administration militaire et civile, règne la noblesse ou, en l'absence de gens titrés, les conservateurs. Les agrariens des provinces orientales ont imprimé leur esprit aux lois réglant les impôts et la vie économique, et ils les ont fait servir sans l'ombre de scrupule leurs intérêts aux dépens des autres classes de la population. Les conseillers provinciaux (Landräte) qui, jusqu'en 1870, ne donnaient le ton qu'en Prusse, ont passé l'Elbe, le Weser et le Rhin, d'où ils ont pénétré jusque dans les Vosges, et MM. von Köller et von Dallwitz ont été appelés à apporter aux Alsaciens-Lorrains la vraie discipline et le vrai esprit

---

[1] L'article 11 de la constitution de l'Empire devra être modifié. Il ne faut pas que le sort du peuple allemand continue à dépendre des résolutions d'un seul. L'assentiment du Bundesrat à la declaration de guerre ne suffit pas pour preserver un peuple contre le retour de catastrophes comme celle que nous voyons. On ne sait pas si le Bundesrat a été consulté lorsque la guerre a été déclarée à la France et à la Russie. En se plaçant au point de vue qu'une agression a été commise contre le territoire de l'Empire, l'assentiment du Bundesrat n'est pas même indispensable. N'importe : *A l'avenir la guerre ne pourra être declaree que par une loi d'Empire, soit par le vote concordant du* Bundesrat *et du Reichstag.*

prussiens. Le chancelier montre la même indifférence souveraine à l'égard des résolutions du Reichstag que les présidents du Conseil prussien ont témoignée, d'après une vieille tradition, aux résolutions du Parlement, bien qu'ils n'aient certes pas eu à se plaindre des résolutions parlementaires prussiennes : lui non plus, il ne veut être que le fidèle serviteur de son maître.

Donc absolutisme partout. En Allemagne absolutisme discret, en Prusse absolutisme insolent. Avec cette seule différence que l'absolutisme prussien, avec sa majorité accommodante, peut faire le mal à son gré, tandis que l'absolutisme allemand doit se borner à empêcher le bien parce qu'il doit compter avec le jeu des majorités.

L'égalité des confessions, en Prusse comme en Allemagne, n'existe que sur le papier. Elle est violée chaque jour.

La loi sur la responsabilité des ministres, promise depuis soixante-quatre ans à la Prusse, n'a pas encore été promulguée. Elle n'a pas même été promise à l'Allemagne.

Le système électoral prussien n'a pas été modifié malgré les promesses solennelles contenues dans un discours du trône, et apparemment il ne le sera pas, si l'on se base sur les déclarations des ministres et des chefs des partis conservateurs. Par contre, on a enlevé au système électoral de l'Empire son caractère démocratique par une répartition des cercles électoraux d'une injustice à faire dresser les cheveux sur la tête, et tout fait craindre qu'il ne finisse par ressembler au système prussien, afin que, sur ce point aussi, la Prusse et l'Allemagne marchent la main dans la main.

Il est impossible et superflu d'énumérer ici toutes les institutions réactionnaires de la Prusse : le monde ne les connaît que trop. Contentons-nous de nous demander si un Etat qui, au point de vue politique, n'a pas dépassé le niveau des hommes des bois, est capable de concevoir les grandes réformes qui, bien au delà des poteaux noirs et blancs de ses frontières, doivent être en bénédiction à toute l'humanité civilisée, et si ses chefs seront prêts à les poursuivre contre toutes les résistances des classes et des cliques dirigeantes.

Ces réformes, on aurait déjà pu les réaliser jadis, sans la politique du poing de fer, sans la folie des armements et sans la catastrophe actuelle. On pouvait les réaliser par une transfor-

mation radicale des idées qui ont, jusqu'à maintenant, inspiré la politique prusso-allemande. Le gouvernement allemand n'avait qu'à saisir la main que l'Angleterre lui a si souvent tendue — depuis le premier congrès de la Haye jusqu'à la fin de juillet 1914, — et ce que nous espérons, ce à quoi nous tendons, ce que nous appelons de tous nos vœux aurait été atteint sans qu'une goutte de sang fût versée, sans qu'un incendie eût été allumé, sans massacre et sans dévastation. L'Europe unie serait florissante, riche et heureuse — brillant présent, avenir plus brillant encore ! — s'il avait plu au chancelier de l'Empire allemand d'écouter les exhortations du ministre anglais, et de juger tout au moins digne d'un examen l'alliance pacifique qu'il proposait.

La dernière proposition de Grey était l'embryon duquel l'idée de Kant touchant l'alliance pacifique serait sortie tout naturellement.

Cela ne devait pas être. La démangeaison de l'hégémonie s'était emparée de nos maîtres. Ils ne pouvaient atteindre les buts que leur ambition leur fixait — et qui étaient en même temps les buts de nos classes dirigeantes, parce qu'elles voulaient maintenir leurs privilèges, menacés par l'essor de nouvelles forces populaires — qu'au moyen de la violence, et tous les efforts des amis de la paix vinrent échouer sur ce « rocher de bronze. »

Mais que ceux qui, par déraison ou mauvaise volonté, par folie ou par crime, ont empêché l'œuvre pacifique *avant* la guerre, se gardent bien, *après* celle-ci, de cacher aux peuples qui languissent après le repos et le bonheur les clartés d'une paix durable ! Ceux qui portent la formidable responsabilité d'avoir déchaîné la guerre, ceux qui ont commis une faute pour laquelle il n'y a aucune punition terrestre ou céleste suffisante, doivent bien se garder d'attirer à nouveau la malédiction sur eux en refusant aux malheureux peuples les bienfaits d'une longue paix. D'une paix qui, quel que soit le vainqueur, *ne pourra pas être bâtie sur la force brutale, mais seulement sur la libre volonté des peuples libres.*

Celui qui s'engagera dans cette voie ne pourra pas faire que ce qui est arrivé ne soit pas arrivé, mais il fera naître des champs humides de sang la palme impérissable de la paix ; il ne se libérera pas, sans doute, de sa faute, mais plusieurs

lui accorderont des circonstances atténuantes, parce qu'il se sera révélé comme « une partie de cette force qui veut toujours le mal et procure toujours le bien ».

S'il en était autrement...

Mais s'il en était autrement, si les conseillers du kaiser, une fois encore, disaient non, si l'attente et les espérances du peuple étaient trompées, si la réaction devait recommencer et peut-être s'accentuer à l'intérieur, — divers indices le font prévoir, — si la paix devait être appuyée de nouveau sur les baïonnettes et les canons, alors, qu'on se le tienne pour dit, la prédiction de Bebel se réalisera : le grand patatras suivra la marche militaire, *et la dernière heure aura sonné pour la monarchie aussi bien que pour le gouvernement.*

Il y a longtemps que les peuples ont vu venir « l'effrayant », longtemps qu'ils ont averti les puissants en termes impressifs qu'une guerre européenne serait suivie automatiquement de la ruine des criminels qui l'auraient suscitée. Jamais ces avertissements n'ont été exprimés avec plus de force que dans le *grand manifeste de l'Internationale*, rédigé à Bâle le 25 novembre 1912, et dans lequel on lit :

> « Les grands peuples de l'Europe sont continuellement menacés d'être précipités les uns contre les autres, sans que ces attaques contre l'humanité et la raison puissent être justifiées par l'ombre d'un intérêt populaire.
>
> » La guerre des Balkans qui, jusqu'à maintenant, a suscité tant d'horreurs serait, si elle s'étendait, le danger le plus terrible pour la civilisation et le prolétariat. Elle serait en même temps la plus grande infamie de l'histoire mondiale, *eu égard au contraste criant entre la grandeur de la catastrophe et la futilité des intérêts en jeu.*
>
> » C'est pourquoi le Congrès constate avec contentement l'unanimité complète des partis socialistes et des artisans de tous pays *dans la guerre contre la guerre.* Une guerre entre les trois grands peuples civilisés, à propos de la querelle austro-serbe dont un port fait l'objet, serait une folie criminelle.. Les gouvernements ne doi-

vent pas oublier que, étant donné l'état de choses existant actuellement en Europe et les sentiments des prolétaires, ils ne peuvent pas déchaîner une guerre sans danger pour eux-mêmes. Ce serait folie de la part des gouvernements de ne pas comprendre que la seule pensée de la *monstruosité d'une guerre mondiale* provoquerait l'indignation et la révolte de la classe ouvrière. Les prolétaires se feraient un crime de se tirer les uns sur les autres, au profit des capitalistes, de l'ambition des dynasties et pour le plus grand honneur des conventions diplomatiques secrètes.

» Si les puissances dirigeantes excluent la possibilité d'un développement normal et poussent ainsi le prolétariat à des actions désespérées, elles assumeront elles-mêmes toute la responsabilité des conséquences de la crise qu'elles auront provoquée. »

Ce manifeste était en harmonie avec les discours que les socialistes de tous pays, Jaurès en tête, tinrent à la foule qui s'était rassemblée dans la vénérable cathédrale de Bâle. Non seulement les représentants de la classe ouvrière, mais des ecclésiastiques et des fonctionnaires du gouvernement suisse s'y élevèrent véhémentement contre la folie d'une guerre européenne, contre ce forfait inexpiable envers l'humanité. Aucun traité d'alliance ne pouvait obliger l'Allemagne à sacrifier la vie d'un seul Allemand pour la folle et ambitieuse politique de certaines cliques autrichiennes. Toutes les conséquences retomberaient sur ceux qui amèneraient une tuerie telle que le monde n'en a jamais encore vu. Jaurès déclara clairement *que plus la guerre européenne serait affreuse, plus la révolution qui la suivrait serait grande et terrible.*

Le crépuscule des dieux.

La catastrophe contre laquelle les représentants de tous les peuples avaient si instamment mis en garde s'est produite. Autrefois, leurs avertissements se faisaient encore écouter; maintenant ils ne peuvent que rester vains parce qu'on les a bâillonnés, parce qu'on leur a lié les mains, parce qu'on entrave leurs pas. Ce n'est pas pour une querelle austro-serbe au sujet

d'un port que vingt millions d'êtres florissants se déchirent, c'est pour une bagatelle bien plus futile encore. C'est pour un malentendu, pour une question d'interprétation juridique que des experts auraient résolue en se jouant en un quart d'heure. Si l'on n'assistait pas à ce drame, on le tiendrait pour le produit insensé d'un cerveau au dernier stade de la paralysie progressive. De l'avis des coupables eux-mêmes — car ils cachent leurs secrets desseins belliqueux — les questions de savoir si une enquête judiciaire ou une enquête policière serait faite en Serbie, si les Autrichiens seraient admis à participer aux recherches ou à l'enquête, voilà les « questions vitales » pour lesquelles la mort moissonne aujourd'hui et entasse des montagnes de cadavres. En présence de cet état de choses, le «camarade» le plus tranquille doit vraiment devenir révolutionnaire. Et le petit bourgeois, lui aussi, doit se dire qu'une organisation politique et sociale qui conduit à de pareils résultats est mûre pour la ruine. Son amour pour les dirigeants doit se changer en haine, et les sentiments exprimés par Herwegh doivent pénétrer dans son milieu :

Die Liebe kann uns helfen nicht,
Die Liebe nicht erretten ;
Halt Du, o Hass, dein jüngst Gericht,
Brich Du, o Hass, die Ketten !

Und wo es noch Tyrannen gibt,
Die lasst uns keck erfassen ;
Wir haben lang genug geliebt,
Und wollen endlich hassen [1].

De l'Internationale du travail devait et doit sortir désormais l'Internationale de la haine, de la haine contre l'impérialisme sanglant, contre la politique de conquête et de sang. La voix des peuples est encore paralysée et oppressée, l'étincelle couve encore sous la cendre, mais les langues se délieront, les flammes s'élanceront et l'édifice pourri de notre Etat actuel s'écroulera dans le feu, comme tant d'autres créations superbes de l'homme qui l'ont moins mérité que lui. Le bien viendra non

[1] L'amour ne peut nous venir en aide ; l'amour ne peut nous sauver. Prononce, ô Haine, ton jugement dernier; ô Haine, brise nos chaînes.

Et là où il y a encore des tyrans, saisissons-les sans crainte. Nous avons assez longtemps aimé, haïssons donc enfin.

d'en haut, mais d'en bas, et la prophétie que Bebel avait faite peu avant sa mort, son chant du cygne, se réalisera : « *Vous récolterez ce que vous avez semé ; le crépuscule du monde bourgeois va commencer.* » Une fois déjà, la délivrance est venue des profondeurs du peuple. Jésus de Nazareth, le fils du charpentier, le prédicateur de l'amour et de la pitié en un temps d'oppression et de conquêtes sanglantes, le protecteur des faibles et des opprimés, le grand *révolutionnaire de la paix*, serait aujourd'hui aussi dans les rangs des pacifiques, et il se détournerait avec effroi et horreur de ceux qui se disent chrétiens et qui foulent si honteusement aux pieds tous ses commandements.



Si la prophétie de Bebel ne s'est pas réalisée encore aujourd'hui, se réalisera-t-elle demain ? D'autant plus sûrement que, après la guerre, nos chefs pousseront plus loin l'aveuglement criminel qui les a conduits à cette guerre. Une transformation complète à l'intérieur, une organisation pacifique à l'égard de l'étranger, tels sont les moyens qui, *peut-être*, pourront retarder le jour de la vengeance et des représailles. Mais, étant donné l'état de choses régnant chez nous, il ne faut pas s'attendre à ce revirement. Le système qui nous a conduits à la guerre et dont les conséquences ont été prédites non seulement par les représentants de la classe ouvrière, mais aussi par plus d'un homme intelligent d'autres classes, sera pratiqué plus fortement que jamais et ne prendra fin que le jour où le peuple élèvera la voix...

Alors, mais alors seulement, régnera entre les peuples la paix durable dont le philosophe de Kœnigsberg, il y a cent vingt ans, avait posé la première condition, à savoir *que la constitution de chaque Etat doit être républicaine*. Pour lui, l'institution monarchique entraînait nécessairement, inévitablement, un danger de guerres. Les raisons qu'il donnait ont conservé toute leur valeur :

> « La *constitution républicaine*, outre qu'elle a pour elle d'être issue de la source pure de la conception du droit, est la seule qui puisse faire régner la *paix perpé-*

tuelle qui en constitue la base. Si l'assentiment des citoyens est indispensable pour décider si la guerre doit être déclarée ou non, il est très naturel que — devant attirer sur eux toutes les calamités : mettre en jeu leur propre existence, payer les frais de leur avoir, réparer péniblement les dévastations qu'elle cause, et supporter tout le poids d'une dette nationale qui ne pourra jamais, en temps de paix, être éteinte (puisque, par hypothèse, il y aura toujours des guerres nouvelles) — ils réfléchissent longtemps avant d'entreprendre une aventure aussi hasardeuse. Par contre, dans une constitution où le sujet n'est pas citoyen, donc qui n'est pas républicaine, la déclaration de guerre est la chose la plus aisée à décider, puisqu'elle ne coûte pas au chef, propriétaire et non pas membre de l'Etat, *le moindre sacrifice de ses plaisirs de table*, *de chasse*, *de campagne*, *de cour*, etc. Il peut donc la décréter comme une partie de plaisir, pour les motifs les plus futiles, et abandonner avec indifférence la justification qu'exigent les convenances au corps diplomatique, dont le métier est d'être toujours prêt à fournir cette justification. »

Telles sont les paroles de Kant...
A-t-il raison ? Le peuple allemand décidera...
Mais, s'il a raison, que s'ensuit-il ?...



Epilogue.

> They who do not feel the darkness,
> will never look for the light [1].
>
> BUCKLE.

Un Allemand a écrit ce livre.

Non point un Français, un Russe ou un Anglais.

Un Allemand honnête et incorruptible, qui n'a pas été acheté et qui n'est pas à vendre.

Un Allemand qui aime son pays comme quiconque, et qui a écrit ce livre précisément *parce qu*'il l'aime.

Né sur le sol allemand, élevé dans la culture allemande, Allemand d'origine, de langue et de sentiment, il connaît toutes les vertus du peuple allemand, mais il connaît aussi ses fautes et ses faiblesses. Chez le peuple allemand, comme chez tous les autres, les vertus engendrent des faiblesses : de la fidélité naît la confiance aveugle, qui ne recherche pas si la bonne foi du peuple n'a point été trompée ; le dévouement dégénère chez lui en obéissance passive, qui ne demande pas si la voie indiquée conduit au crime ou à la ruine.

Les conducteurs du peuple allemand ont scandaleusement abusé de sa confiance, et ils ont mis le bandeau de l'ignorance sur ses yeux, jadis si clairvoyants. Ils ont transformé ses bourgeois pacifiques en guerriers pleins de haine et animés du désir de la vengeance ; les représentants de la civilisation et de l'intelligence en adorateurs fanatiques et aveugles du succès ; les hommes d'une culture universelle en nationalistes étroits ; les lumières de l'art et de la science en piliers de casernes.

On a corrompu et aveuglé le peuple allemand pour l'exciter à une guerre qu'il ne prévoyait pas, à laquelle il n'a jamais

---

[1] Ceux qui sont insensibles aux ténèbres, ne chercheront jamais la lumière.

songé et qu'il ne voulait pas. Sous couleur de le libérer on l'a asservi.

Pour conjurer le charme, pour libérer le peuple de ses « libérateurs », pour combattre le mensonge, j'ai écrit ce livre de vérité.

Du peuple mal informé j'en appelle au peuple mieux informé.

Fils fidèle de la Germania, je vois ma mère, frappée de cécité, trébucher au bord de l'abîme, et je m'élance pour la préserver de la chute mortelle.



Est-il encore permis de dire la vérité dans l'Allemagne d'aujourd'hui ? Ou bien en est-on arrivé à considérer le mensonge comme moral et la vérité comme immorale? Le beau chant que nous chantions autrefois en croisant nos rapières, est-il oublié ?

> Wer die Wahrheit kennet und saget sie nicht,
> Der ist fürwahr ein erbärmlicher Wicht [1].

Ou bien l'a-t-on transformé en celui-ci :

> Wer die Lüge kennt und verheimlicht sie nicht,
> Der ist fürwahr ein erbärmlicher Wicht .

Vous prétendez que ce que je dis n'est pas la vérité ? Laissez-moi donc parler et réfutez-moi. Si vous le pouvez, tant mieux pour vous. Mais pénétrez-vous bien de ceci : que ce qu'on dit est *parfois* dangereux, mais que toujours ce qu'on empêche de dire est plus dangereux encore.

Votre paix dans le château fort, doit-elle durer jusqu'à ce qu'elle soit devenue la *paix dans le cimetière ?* « Pas maintenant, plus tard ! » me criez-vous. Non, maintenant, pas plus tard, vous répliqué-je. Ce qui plus tard ne sera qu'une parole, une vaine parole, est actuellement un acte, un acte salutaire. Des centaines de milliers d'êtres peuvent être sauvés de la mort; le peuple

---

[1] Celui qui sait la vérité et qui ne la dit pas,
Est, vraiment, un pitoyable drôle.

[2] Celui qui sait le mensonge et qui ne le cache pas,
Est, vraiment, un pitoyable drôle.

allemand peut être préservé de la ruine ; maintenant encore, oui maintenant, si la vérité se fait jour dans le peuple allemand, car *la vérité, c'est l'arrêt, mais le mensonge, c'est la marche en avant sur le chemin fatal.*

La vérité profite à nos adversaires ? Mais, grands enfants, qui fermez les yeux pour échapper au danger, vos adversaires la savent, la vérité. Il n'y a personne au monde *qui ne la connaisse.* C'est le secret de polichinelle.

Toi seule, Allemagne, incorrigible et confiante rêveuse, toi seule dors encore tranquillement du sommeil du juste, malgré toute ton injustice. Le soleil est levé depuis longtemps, mais tu ne le vois pas dans le calme de ta nuit, derrière les volets clos de ton Burgfrieden. Combien de temps la Vérité devra-t-elle rester à la porte, mendiante et transie, et demandant vainement l'entrée, tandis qu'à l'intérieur le mensonge s'assied à la table somptueuse? Ouvrez les portes ! La Vérité a assez attendu. Il est temps que vous la fassiez entrer et que vous lui prépariez la place d'honneur. En honorant votre hôte, vous vous honorerez vous-mêmes.

Faites la paix avec l'étranger, et vous n'aurez pas besoin de la faire à l'intérieur ! Ouvrez les portes aux paroles libres, à la lumière qui éclairera vos ténèbres, à l'air qui chassera les miasmes empoisonnés ! Vous étouffez là-dedans ! Ouvrez les portes !

Croyez-vous que le soleil ne se lèvera pas si vous murez vos fenêtres ? Croyez-vous que l'astre du jour ne luira pas parce que vos yeux de chauves-souris ne peuvent pas en supporter l'éclat? La Vérité pénétrera, malgré tout, dans vos maisons closes, par les fentes et les interstices, comme des poussières de soleil, par les cheminées et les conduits; elle minera le sol sous vos pas, elle arrachera le toit de dessus vos têtes. Ouvrez et laissez-la entrer : vous sauverez au moins votre maison.

Ne l'entendez-vous pas, ne *voulez*-vous pas l'entendre — pas même maintenant ? Dans ce cas votre maison sera détruite et elle vous ensevelira sous les décombres. Car, je vous le dis, *si l'Allemagne continue à vaincre comme jusqu'ici, elle mourra de ses victoires.*

C'est pour empêcher cela que j'ai écrit mon livre, pour l'édification du peuple allemand.

Je suis convaincu que l'histoire qui pèse la culpabilité et

l'innocence dans sa balance d'airain confirmera le jugement que, avec douleur et honte, j'ai dû, moi Allemand, porter sur des Allemands, pour l'honneur de la vérité et pour le bien du peuple allemand. L'histoire, elle aussi, écrira cette sentence en lettres de feu : *Pesé et trouvé trop léger !*

Je ferme mon livre comme je l'ai commencé, la conscience tranquille, avec la conviction d'avoir fait une bonne œuvre et — si les choses vont selon la justice — d'avoir mérité la reconnaissance de ma patrie.



Achevé en février 1915.

Septième mois de la guerre.

Annexes.

I

Discours du chancelier, Dr von Bethmann Hollweg, prononcé le 4 août 1914 au Reichstag.

Une effroyable fatalité s'abat sur l'Europe. Depuis l'avènement, par les armes, de l'Empire allemand dans le monde, nous avons vécu quarante-quatre années de paix et nous avons sauvegardé la paix de l'Europe. Par notre travail nous sommes devenus forts et puissants, et c'est pourquoi on nous envie. Avec une patience à toute épreuve, nous avons supporté que, sous le prétexte que l'Allemagne était belliqueuse, des inimitiés se soient développées à l'ouest et à l'est et que des entraves aient été forgées contre nous. Le vent que l'on a semé là-bas souffle maintenant en tempête. Nous voulions continuer à vivre dans la paix et le travail, et depuis l'Empereur jusqu'au plus jeune des conscrits, il semblait qu'on avait fait un vœu tacite et solennel de ne tirer l'épée du fourreau que pour la défense d'une cause juste. Le jour où nous devons la tirer est arrivé, contre notre volonté, malgré nos sincères efforts. La Russie a allumé la torche incendiaire. On nous a forcés à la guerre avec la Russie et la France.

Messieurs, on vous a soumis une série de documents rassemblés dans la fièvre des événements qui se précipitent. Laissez-moi en dégager les faits qui éclaireront notre attitude.

Dès le début du conflit austro-serbe, nous n'avons cessé d'agir par nos déclarations et par nos actes pour que cette affaire restât localisée entre l'Autriche-Hongrie et la Serbie. Tous les cabinets, et en particulier celui de Londres, partageaient le même désir... La Russie seule déclare qu'elle doit faire entendre sa voix dans le règlement de ce conflit. Ainsi surgit le danger de complications européennes. Aussitôt que les premières nouvelles positives concernant les préparatifs militaires russes nous parvinrent, nous fîmes savoir à Pétersbourg, d'une façon courtoise mais ferme, que tous préparatifs militaires dirigés contre l'Autriche-Hongrie nous trouveraient aux côtés de notre alliée, que les préparatifs militaires faits contre nous nous obligeraient, de notre côté, à des mesures équivalentes, et qu'entre la mobilisation et la guerre il n'y a qu'un pas. La Russie nous exprime, de la manière la plus solennelle, son désir de paix et nous fait savoir que ces préparatifs militaires ne sont aucunement dirigés contre nous. Entre-temps, l'Angleterre essaie d'intervenir entre Vienne et Saint-Pétersbourg et nous lui prêtons chaleureusement notre appui. Le 28 juillet, l'Empereur envoie une dépêche au Tsar, dans laquelle il le prie de considérer que

l'Autriche-Hongrie a le droit et le devoir de se protéger contre les menées de la Serbie, qui menacent son existence. L'Empereur lui rappelle en même temps les intérêts solidaires des souverains en présence de l'assassinat de Sarajevo, et il espère que le Tsar lui prêtera son appui dans ses efforts pour résoudre les différends entre la Russie et l'Autriche-Hongrie. A peu près à la même heure et avant la réception de ce télégramme, le Tsar prie instamment l'Empereur de lui venir en aide; il a le désir de conseiller à Vienne la modération. L'Empereur se prête à ce rôle d'intermédiaire. Mais à peine a-t-il commencé à agir que la Russie mobilise toutes ses forces contre l'Autriche-Hongrie. L'Autriche-Hongrie, elle-même, n'avait mobilisé que contre la Serbie, et elle n'avait mis en mouvement au Nord que deux corps d'armée, mais loin de la frontière russe.

L'Empereur fit aussitôt observer au Tsar que son rôle d'intermédiaire devenait difficile, sinon tout à fait inutile, par suite de cette mobilisation des forces russes contre l'Autriche-Hongrie. Malgré cela, nous continuâmes notre intercession à Vienne, et cela dans des formes qu'il était impossible d'outrepasser si nous les voulions compatibles avec nos engagements d'alliés. Pendant ce temps, la Russie renouvelait spontanément l'assurance que ses dispositions militaires n'étaient nullement dirigées contre nous.

Arrive le 31 juillet. C'est à Vienne que doit être prise la décision. Notre intercession a déjà eu ce résultat qu'à Vienne, sur nos instances, on est entré, encore une fois, en pourparlers directs avec Pétersbourg. Mais avant que Vienne ait prononcé, nous parvient la nouvelle que la Russie a mobilisé toutes ses forces militaires, par conséquent contre nous également. Le gouvernement russe, qui savait pertinemment, par nos avertissements répétés, ce que signifiait la mobilisation contre nous, ne nous la fait même pas connaître, ne nous en donne aucune explication plausible. C'est dans l'après-midi du 31 seulement qu'un télégramme du Tsar parvient à l'Empereur, par lequel il donne sa parole que son armée ne prendra aucune attitude agressive envers nous. Cependant la mobilisation russe, sur notre frontière, bat son plein depuis la nuit du 30 au 31 juillet. Ainsi, tandis que nous intercédions à Vienne sur la prière du gouvernement russe, la force militaire russe se mettait en mouvement tout le long de notre frontière qui est presque à découvert; la France ne mobilisait pas encore, mais n'en prenait pas moins, ainsi qu'elle l'avoue, des mesures militaires.

Et nous? Jusqu'alors, nous n'avions, de propos délibéré, convoqué aucun réserviste sous les drapeaux, par amour pour la paix de l'Europe. Devions-nous prolonger encore notre patience, jusqu'à attendre que les puissances qui nous encerclaient eussent choisi leur moment pour nous attaquer? Exposer l'Allemagne à un pareil danger eût été un crime. C'est pourquoi, le 31 juillet, nous sommons la Russie d'opérer sa démobilisation, comme étant le seul moyen qui pût désormais sauver la paix de l'Europe. L'ambassadeur impérial à Pétersbourg reçoit en outre la mission de faire au gouvernement russe la déclaration qu'au cas où il repousserait notre demande, nous nous considérerions en état de guerre avec lui. Notre ambassadeur a rempli cette mission. L'ambassadeur allemand a fait cette démarche. Quelle a été la réponse de la Russie à notre proposition ? Nous l'ignorons encore aujourd'hui. Des commu-

nications télégraphiques de Pétersbourg à ce sujet ne nous sont point parvenues, bien que le télégraphe ait, depuis lors, communiqué des messages bien moins importants.

C'est ainsi que l'Empereur, comme le délai fixé était depuis longtemps écoulé, s'est vu, le premier août à 5 heures de l'après-midi, dans la nécessité de mobiliser notre armée.

En même temps, il nous fallait savoir quelle serait l'attitude de la France. Nous lui avons demandé si, en cas de guerre russo-allemande, elle garderait sa neutralité. Elle nous a répondu qu'elle ferait ce que lui dicteraient ses intérêts. C'était répondre évasivement à notre question, sinon y répondre par la négative.

Malgré cela, l'Empereur a donné l'ordre qu'on respectât en tous les cas la frontière française. Cet ordre a été observé de la façon la plus rigoureuse à l'exception d'un cas isolé. La France, qui avait mobilisé en même temps que nous, nous déclarait qu'elle respecterait une zone de dix kilomètres de la frontière. Qu'est-il arrivé en réalité ? Des aviateurs ont lancé des bombes, des patrouilles de cavalerie et des compagnies se sont avancées sur notre territoire. Ainsi la France, sans que la guerre eût été déclarée, a rompu la paix et nous a, en fait, attaqués.

Quant au cas isolé de tout à l'heure, j'ai reçu à son sujet la communication suivante du chef de l'état-major :

« Des plaintes du gouvernement français se rapportant aux violations de territoire de notre part, une seule est fondée. Contrairement à des ordres formels, une patrouille du 14e corps d'armée, conduite probablement par un officier, a franchi la frontière le 2 de ce mois. Elle a été sans doute anéantie, un homme seulement est rentré. Mais longtemps avant cette unique violation de territoire, des aviateurs français avaient lancé des bombes sur nos lignes de chemin de fer jusque dans l'Allemagne du Sud, et des troupes françaises avaient attaqué les nôtres dans le passage de la Schlucht. Nos troupes se sont, d'après les ordres qui leur avaient été donnés, bornées uniquement à la défensive. » Voilà ce que déclare l'état-major.

Messieurs, nous sommes maintenant dans la nécessité, et nécessité ne connaît pas de loi. Nos troupes ont occupé le Luxembourg et ont peut-être déjà foulé le territoire belge. C'est contraire au droit des gens. Le gouvernement français a, il est vrai, déclaré à Bruxelles qu'il respecterait la neutralité de la Belgique, tant que l'adversaire la respecterait. Nous savions cependant que la France était prête à l'agression. La France pouvait attendre ; nous, pas ! Une attaque française sur notre flanc, dans le bas Rhin, eût pu nous être fatale. Ainsi nous avons été contraints de passer outre aux protestations légitimes du Luxembourg et du gouvernement belge. Nous les dédommagerons du tort — je parle franchement — du tort que nous leur avons ainsi causé, aussitôt que nous aurons atteint notre but militaire. Quand on est aussi menacé que nous le sommes et qu'on combat pour ce qu'on a de plus précieux, on est en droit de ne penser qu'à une chose : s'ouvrir un chemin par les armes.

Messieurs, l'Autriche-Hongrie et nous, nous marchons côte à côte.

Quant à l'attitude de l'Angleterre, les déclarations que Sir Edward Grey a faites hier à la Chambre des Communes exposent clairement le point de vue du

gouvernement royal. Nous avons donné au gouvernement anglais l'assurance que, tant que l'Angleterre restera neutre, notre flotte s'abstiendra d'attaquer la côte nord de la France, et que nous respecterons l'intégrité territoriale et l'indépendance de la Belgique. Cette déclaration, je la renouvelle ici devant le monde entier, et je puis ajouter que, tant que l'Angleterre restera neutre, nous sommes prêts, par réciprocité, à n'entreprendre aucune opération hostile contre la marine marchande française.

Messieurs, voilà où en sont les choses. Je répète le mot de l'Empereur : « C'est la conscience pure que l'Allemagne va au combat. » Nous combattons pour conserver le fruit de notre labeur pacifique, pour défendre l'héritage d'un grand passé et pour notre avenir ! Elles ne sont pas à leur terme, les cinquante années dont parlait Moltke, pendant lesquelles nous devions nous tenir en armes pour défendre les conquêtes de 1870. La grande heure de l'épreuve a sonné pour notre peuple, mais c'est avec assurance que nous la voyons venir. Notre armée est en campagne, notre flotte est prête au combat, et derrière elles se tient le peuple allemand tout entier. Toute la nation allemande est unie jusqu'au dernier homme.

Vous, Messieurs, vous connaissez votre devoir dans toute son étendue. Il n'est plus nécessaire de motiver les projets de loi. Je vous prie de les voter rapidement.



II

Discours du chancelier Dr von Bethmann Hollweg, prononcé au Reichstag le 2 décembre 1914.

Messieurs,

S. M. l'Empereur, qui se trouve à l'armée, m'a chargé de transmettre ses meilleurs vœux et son salut cordial aux représentants du peuple allemand, auxquels il se sait uni au milieu du danger dans un commun souci du bien de la patrie, et de remercier la nation pour ses sacrifices et son dévouement, pour le travail énorme que toutes les classes du peuple sans distinction ont accompli et accompliront à l'extérieur et à l'intérieur. Notre première pensée, à nous aussi, est pour l'Empereur, pour l'armée, pour la marine, pour nos soldats qui combattent sur terre et sur mer pour l'honneur et la grandeur de l'Empire. Nous suivons leurs combats, pleins de fierté, animés d'une confiance ferme comme le roc, mais nous avons également les yeux attachés sur nos frères d'armes d'Autriche-Hongrie qui coopèrent fidèlement avec nous, avec une bravoure brillante, dans la grande lutte que nous avons à soutenir. Dernièrement encore, un nouvel allié, l'empire ottoman, s'est joint à nous pour participer à la guerre qui nous a été imposée, car il sait que l'anéantissement de l'Empire allemand signifierait la fin de son indépendance politique. Quoique nos adversaires aient dressé contre nous une puissante coalition, ils feront l'expérience, nous l'espérons, que le bras de nos courageux alliés s'étend jusqu'aux endroits les plus sensibles de leurs possessions dans le monde.

Le 4 août, le Reichstag s'est fait l'interprète de la volonté inébranlable du peuple allemand d'accepter la lutte imposée et de défendre jusqu'au bout son indépendance. Depuis lors, de grands événements se sont produits. Qui énumérera les exploits héroïques et glorieux des armées, des régiments, des escadrons, des compagnies, des croiseurs et des sous-marins dans une guerre qui étend ses lignes à travers toute l'Europe, à travers le monde? L'avenir seul pourra dignement les raconter. Pour aujourd'hui, il nous suffit de savoir que malgré l'énorme supériorité de nos adversaires, la guerre a été portée en pays ennemi grâce à la bravoure sans pareille de nos troupes. Nous y demeurons fermes et puissants, et nous pouvons considérer l'avenir en toute confiance. Mais la force de résistance de l'ennemi n'est pas brisée. Nous ne sommes pas au bout de nos sacrifices. La nation continuera à faire ces sacrifices avec le même héroïsme que jusqu'ici, car nous devons et nous voulons conduire à

bonne fin la lutte que, entourés de tous côtés d'adversaires, nous soutenons pour la défense de nos droits et de notre liberté. Puis nous nous souviendrons des iniquités commises en pays ennemis contre nos concitoyens sans défense, et dont certaines sont contraires à tous les principes de la civilisation. Il faut que le monde apprenne que personne ne peut impunément toucher un cheveu d'Allemand.

Lorsque la séance du 4 août fut terminée, l'ambassadeur d'Angleterre vint nous remettre un ultimatum et, celui-ci ayant été immédiatement repoussé, une déclaration de guerre. Je n'ai pas pu m'expliquer alors sur l'attitude définitive du gouvernement anglais, et je veux ajouter quelques remarques à ce sujet.

La question des responsabilités dans cette guerre, la plus grande qui ait jamais eu lieu, est bien claire pour nous. La responsabilité extérieure revient à ceux qui, en Russie, ont provoqué et effectué la mobilisation générale de l'armée russe, mais la responsabilité intérieure incombe au gouvernement britannique. Le cabinet de Londres pouvait rendre cette guerre impossible s'il avait déclaré catégoriquement à Pétersbourg que l'Angleterre n'était pas disposée à laisser le conflit austro-serbe prendre les proportions d'une guerre européenne. Un tel langage aurait également obligé la France à retenir énergiquement la Russie dans la voie des mesures militaires, et notre action médiatrice entre Vienne et Pétersbourg aurait été facilitée. L'Angleterre n'a pas fait cela. Elle connaissait les agissements belliqueux d'une petite coterie, d'un groupe irresponsable, mais très puissant sur le tsar. Elle a vu la roue se mettre en mouvement, mais elle n'a rien fait pour l'enrayer. Malgré toutes ses assurances pacifiques, Londres a donné à entendre à Pétersbourg que l'Angleterre se rangerait aux côtés de la France et par conséquent aussi aux côtés de la Russie. Les publications des différents cabinets, et en particulier le *Livre bleu* anglais, le prouvent d'une manière claire et irréfutable. La Russie ne put plus être arrêtée.

Nous possédons là-dessus un témoignage sincère, le rapport du chargé d'affaires belge à Pétersbourg en date du 30 juillet. Il relate que, « à Pétersbourg, on est bien convaincu et qu'on a même la certitude que l'Angleterre soutiendra la France. Cet appui a un poids énorme, et il n'a pas peu contribué à donner la haute main au parti de la guerre. »

Jusqu'en été, les hommes d'Etat anglais ont, à diverses reprises, assuré au Parlement qu'aucune alliance, qu'aucun traité, qu'aucune convention n'enchaînait la liberté d'action du cabinet, si une guerre venait à éclater. L'Angleterre, disaient-ils, était libre de décider si elle y prendrait part ou non. Ce n'est donc ni un devoir fraternel, ni une contrainte, ni une menace contre leur propre pays qui a engagé les politiques anglais à laisser venir la guerre et à s'y engager tout de suite. Il ne reste plus qu'une alternative. Le cabinet de Londres n'a pas craint de déchaîner cette monstrueuse guerre universelle, parce qu'il croyait y trouver une occasion d'atteindre, dans ses organes vitaux, grâce à l'appui des autres puissances de l'Entente, son plus grand concurrent européen sur le marché mondial. C'est donc l'Angleterre et la Russie qui portent la responsabilité de la catastrophe qui s'est abattue sur l'Europe et sur le monde.

La neutralité belge, que l'Angleterre déclarait protéger, n'est qu'un masque. Le 2 août, vers 7 h. du soir, nous informions Bruxelles que le plan de guerre français qui nous était connu nous obligeait, pour notre propre conservation, à traverser la Belgique. Mais l'après-midi de ce même 2 août, donc avant qu'on connût à Londres notre démarche à Bruxelles, l'Angleterre avait promis à la France son appui sans condition, au cas où la flotte allemande attaquerait les côtes françaises. De la neutralité belge il n'était nullement question. Ce fait est établi par les déclarations que Sir Edw. Grey a faites le 3 août à la Chambre des Communes et que je ne connaissais pas encore le 4 août, et il est confirmé par le *Livre bleu* anglais lui-même.

Comment l'Angleterre a-t-elle pu affirmer qu'elle avait tiré l'épée parce que nous avions violé la neutralité belge? Cela, ce sont les hommes d'Etat anglais à qui l'histoire de cette neutralité est familière qui le disent. Lorsque, le 4 août, j'ai parlé ici de l'illégalité que nous commettions en traversant la Belgique, il n'était pas certain que le gouvernement belge, au moment de la nécessité, ne se retirerait pas en protestant à Anvers et ne ménagerait pas son pays. Vous vous en souvenez : après la prise de Liége, une nouvelle invitation dans ce sens a été adressée à Bruxelles par le commandement de l'armée. Pour des raisons militaires, la possibilité d'une semblable éventualité devait à tout prix être maintenue le 4 août. Nous avions déjà des indices qui nous faisaient supposer que la Belgique avait déjà violé sa neutralité, nous n'avions pas de preuves écrites positives. Mais les preuves, les hommes d'Etat anglais les connaissaient exactement. Les documents trouvés à Bruxelles permettent d'établir en quoi et à quel degré la Belgique s'était départie de sa neutralité en faveur de l'Angleterre. Deux faits ont été révélés au monde : premièrement, lorsque nos troupes, dans la nuit du 3 au 4 août, pénétrèrent dans le pays, elles se trouvèrent dans un Etat qui avait depuis longtemps renoncé à sa neutralité; et secondement l'Angleterre n'est pas intervenue en faveur de cette neutralité, qu'elle avait elle-même violée, mais parce qu'elle croyait pouvoir nous subjuguer à l'aide de deux grandes puissances du continent.

Depuis le 2 août, dès le moment où elle eut promis à la France de marcher avec elle, l'Angleterre n'était plus neutre et se trouvait en fait en état de guerre avec nous. La façon dont elle a motivé sa déclaration de guerre devait servir à égarer son propre peuple et les pays neutres sur les mobiles de la lutte. Maintenant que nous connaissons en détail le plan de guerre anglo-belge, la politique des hommes d'Etat anglais est caractérisée à jamais dans l'histoire. Mais la diplomatie anglaise a fait encore autre chose : à son appel, le Japon nous a arraché l'héroïque Tsingtau, et par surcroît violé la neutralité chinoise. L'Angleterre est-elle intervenue en faveur de cette neutralité et a-t-elle cette fois montré le soin qu'elle dit mettre à protéger les droits des Etats neutres?

Messieurs, lorsqu'il y a cinq ans j'ai été appelé au poste que j'occupe actuellement, la Triple-Entente se dressait, solidement charpentée, en face de la Triple-Alliance, la Triple-Entente, œuvre de l'Angleterre destinée à réaliser le principe dont s'inspire depuis des siècles la politique anglaise et qui consiste à se tourner contre la plus forte puissance continentale. De là le caractère agressif qu'a eu dès l'origine la Triple-Entente en opposition au caractère purement défensif de la Triple-Alliance. Mais un peuple de la gran-

deur et de a trempe du peuple allemand ne se laisse pas brider dans le libre déploiement de ses forces. En présence de cette constellation politique, la route à suivre était clairement indiquée à la politique allemande. Nous devions nous efforcer, par des arrangements particuliers avec les puissances de la Triple-Entente, de prévenir le danger d'une guerre. En même temps nous devions renforcer notre puissance militaire suffisamment pour qu'elle fût à la hauteur des circonstances si, malgré tout, la guerre venait à éclater. Vous le savez, nous avons fait l'un et l'autre. En France nous nous sommes toujours heurtés à la vieille idée de revanche. Entretenue par des hommes politiques ambitieux, cette idée s'est révélée plus forte que le désir certain d'une partie du peuple français d'entretenir avec nous des rapports de bon voisinage. Avec la Russie, il est vrai, nous avons conclu quelques arrangements, mais son alliance formelle avec la France, son antipathie pour nos alliés d'Autriche-Hongrie, la haine de l'Allemagne violemment attisée par les Panslaves, rendaient impossible toute entente pour prévenir une guerre. Restait l'Angleterre, relativement la plus libre. Les hommes d'Etat anglais ont toujours vanté avec beaucoup d'emphase devant leur Parlement la liberté qu'avait le gouvernement britannique de prendre ses décisions. C'est là que l'on pouvait le mieux tenter un arrangement qui aurait garanti effectivement la paix universelle. C'est dans ce sens que je devais agir et que j'ai agi. Le chemin était étroit, je ne l'ignorais pas. Dans le royaume insulaire, s'est établi au cours des siècles ce principe politique, fort comme un dogme indiscutable, qu'à la Grande-Bretagne appartient le rôle d'*arbitre du monde*, rôle qu'elle ne peut assumer et remplir qu'au moyen d'une suprématie navale incontestable et de l'équilibre des forces continentales d'autre part. Je n'ai jamais espéré faire abandonner ce principe à l'Angleterre par la persuasion. Ce que j'estimais possible, c'est que la puissance croissante de l'Allemagne et le risque grandissant d'une guerre pourraient amener l'Angleterre à se convaincre que ce principe était suranné et désormais impraticable, et que mieux valait un compromis pacifique avec l'Allemagne; mais ce dogme était si fortement enraciné qu'il a paralysé toutes les tentatives d'entente.

Les négociations reçurent une nouvelle impulsion de la crise de 1911. Le peuple anglais s'était rendu compte qu'il avait été au bord de l'abîme d'une guerre européenne. Forcés par la pression populaire, les hommes dirigeants de l'Angleterre voulurent se rapprocher de l'Allemagne. Après de longs efforts on réussit finalement à se mettre d'accord sur différentes questions économiques en litige concernant l'Afrique et l'Asie occidentale. Le monde est vaste; il offre assez d'espace pour le libre développement de deux peuples l'un à côté de l'autre, si l'on ne prétend pas les entraver et les limiter. C'est le principe qui a constamment inspiré notre politique. Mais, Messieurs, pendant que nous menions ces pourparlers, l'Angleterre ne songeait qu'à resserrer ses relations avec la France et la Russie. Ce qui a été décisif sur ce point c'est que, en dehors du domaine politique, il a été conclu des arrangements militaires toujours plus étroits pour le cas où éclaterait une guerre continentale. L'Angleterre a mené ces négociations dans le plus grand secret possible. Si parfois — et cela est arrivé à plusieurs reprises — quelque chose en a transpiré, le gouvernement anglais s'est toujours efforcé de représenter la chose, tant devant le Parlement que dans la presse, comme tout à fait innocente. Ces conventions de l'Angle-

terre, nous ne les avons pas ignorées ; j'ai fait paraître diverses publications à ce sujet. La situation était celle-ci : l'Angleterre était prête, il est vrai, à s'entendre avec nous sur certaines questions particulières, mais le premier et suprême principe de sa politique subsistait, à savoir que l'Allemagne devait être tenue en échec dans le libre développement de ses énergies par la *balance of power*.

A ce prix seulement — que nous ne pouvions accepter — l'Angleterre consentait à des relations amicales avec l'Allemagne. La Triple-Entente fut considérablement renforcée. Lorsque les « amis » exigèrent des garanties militaires, les Anglais les donnèrent immédiatement. Ainsi le cercle était fermé. L'Angleterre était sûre que la France et, partant, la Russie, la suivraient. Quant à elle, elle liait aussi sa volonté. Si la France ou la Russie, où les cercles chauvins qui considèrent la connivence militaire de l'Angleterre comme leur appui le plus fort, voulaient déchaîner la guerre, l'Angleterre était moralement dans leurs mains. Et quel était le but de tout cela? D'enrayer l'essor de l'Allemagne. Nous n'avons pas manqué de mettre en garde le gouvernement britannique. Au commencement du mois de juillet de cette année encore, j'ai fait entendre au cabinet anglais que j'avais connaissance de pourparlers secrets anglo-russes relatifs à une convention navale. Je l'ai rendu attentif au danger grave que présentait pareille politique pour la paix du monde. Deux semaines plus tard se produisait déjà ce que j'avais prévu.

Nous avons tiré de cette situation générale les conséquences qu'elle comportait. Coup sur coup, je vous ai soumis les plus grands projets d'augmentation des armements que l'histoire allemande connaisse, et, pleinement conscients des dangers qui nous entouraient, vous avez volontairement et généreusement accordé au pays ce qui était nécessaire à sa défense.

Quand la guerre eut éclaté, l'Angleterre jeta le masque. Elle déclara haut et clair qu'elle combattrait jusqu'à ce que l'Allemagne fût abattue économiquement et militairement. La haine des Panslaves contre les Allemands applaudit à ces paroles. La France espère de toute la force d'une vieille nation militaire obtenir la revision du traité de 1870. Nous, Messieurs, nous n'avons qu'une réponse à faire à nos ennemis : l'Allemagne ne se laisse pas anéantir !

Comme notre puissance militaire, notre puissance financière subit brillamment l'épreuve et se met sans réserve au service de la patrie. Notre vie économique est intacte, le nombre des sans-travail est relativement minime, la force et le talent d'organisation de l'Allemagne trouvent toujours de nouveaux moyens de prévenir les maux et de réparer les dommages. Aucun homme, aucune femme ne se soustrait à l'œuvre commune et volontaire; il n'est pas besoin d'adresser des appels au son du tambour. Et tout cela pour le seul but, le but suprême, de sacrifier vie et biens pour le pays des ancêtres, pour l'avenir de nos enfants et de nos petits-enfants. Le peuple témoigne d'un esprit et d'une grandeur morale tels que l'histoire universelle n'en a pas connu jusqu'à ce jour.

Nos adversaires peuvent taxer de militarisme l'esprit de sacrifice de notre peuple en armes contre un monde d'ennemis; ils peuvent nous traiter de Huns et de barbares ; ils peuvent laisser déborder contre nous d'exécrables calomnies : nous avons trop de fierté pour y prendre garde. Cet esprit admirable qui enflamme tous les cœurs du peuple allemand, qui les unit comme jamais

encore et leur inspire un dévouement absolu, cet esprit doit être et sera vainqueur. Quand nous aurons obtenu par les armes une paix glorieuse et heureuse, nous garderons cet esprit, héritage le plus sacré de cette époque formidablement sérieuse et grande.

Comme par miracle, les barrières sont tombées qui, pendant une longue et triste période, séparaient les membres du peuple, ces barrières que nous avions élevées entre nous par méfiance, incompréhension, jalousie. On se sent un poids de moins sur le cœur à la pensée que ce chaos, cette vilenie ont été emportés; qu'on ne considère plus que l'homme, l'un valant l'autre, et tous se tendant la main pour un seul but, pour un but sacré. J'éprouve ici le besoin de répéter les paroles qu'a prononcées l'Empereur quand la guerre éclata : « Je ne connais plus de partis; je ne connais plus que des Allemands ! » Messieurs, quand la guerre sera finie, les partis renaîtront, car sans partis et sans luttes, il n'y a pas de vie politique, même pour les peuples les plus libres et les plus heureux; mais nous combattrons, et je vous le promets pour ma part, afin que dans ces luttes il n'y ait plus que de vrais Allemands.

Je termine mon court exposé. Le temps n'est plus aux paroles. Je ne peux vous entretenir de toutes les questions qui remuent au plus profond le peuple et me remuent moi-même. Une seule chose encore : c'est avec une chaude reconnaissance que nous pensons aux fils de l'Allemagne qui, sur les champs de bataille de l'Est et de l'Ouest, sur la haute mer, le long des rivages de l'Océan pacifique, dans nos colonies, ont sacrifié leur vie pour leur patrie. Devant cet héroïsme auquel la mort a mis fin, unissons-nous pour jurer de tenir jusqu'au dernier souffle, afin que nos enfants et nos petits-enfants puissent, libres et garantis contre les menaces et les violences d'étrangers, travailler comme nous à la grandeur de l'Empire. Ce serment doit retentir jusqu'aux oreilles de nos fils et de nos frères qui continuent à combattre l'ennemi, à celles de nos compatriotes à l'étranger, de ceux qu'on retient, de ceux qui sont en danger, de ceux qui s'inquiètent pour nous loin de la mère-patrie, des prisonniers et des maltraités. Nous tiendrons jusqu'au bout, Messieurs, et je vous prie de donner plus de force encore à cette parole en acceptant nos projets. Nous tiendrons jusqu'à ce que nous soyons certains que personne ne se hasardera plus à troubler notre paix, cette paix dans laquelle nous voulons cultiver et développer, en peuple libre que nous sommes, l'âme et la force de l'Allemagne.



III

Circulaire du chancelier Dr von Bethmann Hollweg, adressée le 24 décembre 1914 aux ambassadeurs et consuls d'Allemagne.

Du Grand Quartier Général, le 24 décembre 1914.

Le président du Conseil Viviani, dans le discours qu'il a prononcé à la Chambre française des députés, a déclaré que, le 31 juillet, la France et la Russie avaient adhéré à la proposition anglaise de suspendre les préparatifs militaires et d'entrer en pourparlers à Londres, et que si l'Allemagne l'avait acceptée, la paix aurait pu être maintenue à la dernière heure encore.

Comme je ne puis réfuter maintenant à la tribune du Reichstag ces fausses affirmations, je me vois forcé de vous remettre les explications suivantes en vous priant d'en faire le plus large usage possible.

La proposition anglaise de la Conférence, mentionnée dans le *Livre bleu* au n° 36, date du 26 juillet. Elle tendait à ce que les représentants de l'Allemagne, de la France et de l'Italie se réunissent à Londres avec Sir Edward Grey afin de chercher à résoudre les difficultés résultant de la question serbe. Dès le début, l'Allemagne a soutenu le point de vue que le conflit austro-serbe était une question qui ne concernait que les deux Etats directement intéressés. Sir Edw. Grey lui-même s'est rangé plus tard à ce point de vue.

L'Allemagne dut repousser l'idée anglaise, car elle ne pouvait admettre que l'Autriche, dans une question d'intérêt vital qui la concernait seule, fût citée devant un tribunal des grandes Puissances. Du *Livre blanc* allemand, il ressort que l'Autriche-Hongrie déclarait, elle aussi, la proposition inacceptable. Par sa déclaration de guerre à la Serbie, elle affirmait sa ferme volonté de régler la question serbe seule et sans l'intervention des puissances. Mais en même temps, pour faire droit aux légitimes exigences de la Russie, elle proclamait son complet désintéressement territorial vis-à-vis de la Serbie. La Russie ne se contentant pas de cette garantie, la question serbe donna naissance à une question européenne, qui se manifesta d'abord par une tension entre Vienne et Pétersbourg. Afin d'empêcher que de cette tension résultât une conflagration européenne, on dut chercher un nouveau terrain sur lequel pût s'engager une action médiatrice des puissances. C'est à l'Allemagne que revient le mérite d'avoir, en premier lieu, trouvé ce terrain.

Dans un entretien qu'il eut, le 27 juillet, avec l'ambassadeur anglais, le secrétaire d'Etat von Jagow donna à entendre que, dans le désir de la Russie de négocier directement avec l'Autriche, il voyait une détente et la perspective la plus certaine d'une solution pacifique du conflit. Ce vœu, par lequel l'idée anglaise d'une conférence était écartée, et auquel s'associait la Russie, l'Allemagne l'a soutenu immédiatement et avec toute l'énergie dont elle était capable auprès de l'Autriche. Aucun Etat ne s'est efforcé plus loyalement et plus énergiquement que l'Allemagne de maintenir la paix.

L'Angleterre, elle aussi, renonça à poursuivre son idée d'une conférence et appuya de son côté l'idée de pourparlers directs entre Vienne et Pétersbourg. (*Livre bleu*, nº 67.)

Ceux-ci rencontrèrent cependant des difficultés. Et ces difficultés furent suscitées non par l'Allemagne et l'Autriche, mais par les puissances de l'Entente. Pour que les efforts de l'Allemagne pussent aboutir, il fallait que les puissances non directement intéressées montrassent de la bonne volonté, et il fallait aussi que les intéressés principaux conservassent une attitude expectante, car si l'un des Etats entre lesquels on s'interposait troublait par des mesures militaires l'action engagée, il était évident que celle-ci ne pourrait pas atteindre son but.

Or, qu'en était-il de la bonne volonté des puissances?

L'attitude de la France est exposée avec précision dans le *Livre jaune*. Elle ne se fia pas aux assurances allemandes. Toutes les démarches de notre ambassadeur à Paris, baron de Schœn, furent accueillies avec méfiance. On ne tint aucun compte du désir qu'il avait exprimé de voir la France agir dans un sens modérateur sur Pétersbourg, car on crut devoir admettre que les démarches de M. de Schœn n'étaient destinées qu'à compromettre la France au regard de la Russie. Du *Livre jaune*, il appert que la France n'a fait aucune démarche positive dans l'intérêt de la paix.

Quelle fut l'attitude de l'Angleterre? Dans les entretiens diplomatiques, elle fit semblant jusqu'à la dernière heure de participer au travail de médiation, mais, en réalité, ses actions avaient en vue une humiliation des deux nations tripliciennes. L'Angleterre fut la première des puissances à prendre des mesures militaires de grand style et par là elle créa, en particulier en France et en Russie, un état d'esprit hautement préjudiciable à toute action médiatrice. D'après le rapport du 24 juillet du chargé d'affaires français à Londres (*Livre jaune*, nº 66), le premier lord de l'Amirauté avait déjà, le 24 juillet, pris discrètement des mesures pour la concentration de la flotte près de Portland. La Grande-Bretagne a donc précédé même la Serbie dans sa mobilisation. Elle s'est en outre refusée, à l'instar de la France, à exercer une influence modératrice sur Pétersbourg. Du rapport de l'ambassadeur anglais dans cette ville, il appert que, seul, un avertissement à la Russie concernant sa mobilisation, aurait pu sauver la situation. Cependant Sir Edw. Grey n'a rien fait; il a laissé les choses suivre leur cours. En même temps il a jugé utile de faire savoir à l'Autriche et à l'Allemagne, sinon par une déclaration catégorique, du moins d'une manière assez claire, que l'Angleterre pourrait aussi participer à une guerre européenne. — Donc tandis que l'Angleterre, par l'abandon de son idée de conférence, semblait désirer que l'Autriche se montrât conciliante à l'intervention de l'Allemagne, Sir Edw. Grey avise l'ambassadeur autrichien à Londres de la mobi-

lisation de la flotte (*Livre bleu*, nº 48); il fait comprendre à l'ambassadeur allemand que l'Angleterre pourrait prendre part à une guerre et informe immédiatement la France et la Russie de cet avertissement adressé à l'Allemagne, qui consacre la victoire du parti de la guerre de Pétersbourg. C'était, de l'avis autorisé de l'ambassadeur anglais lui-même, Buchanan, l'attitude la moins propre à amener une détente entre les puissances.

Etant données ces difficultés, on est en droit de considérer comme un succès particulier le fait que l'Allemagne soit parvenue à faire accepter à l'Autriche le désir de la Russie d'entrer en pourparlers directs avec elle. Si la Russie, sans prendre de son côté des mesures militaires, avait poursuivi ces négociations avec l'Autriche, qui n'avait mobilisé que contre la Serbie, on aurait eu toutes les raisons de croire au maintien de la paix. Au lieu de cela, la Russie mobilisa contre l'Autriche, mesure qui, Sazonow lui-même s'en rendait compte (*Livre bleu*, nº 78), entraînait la cessation des pourparlers. Le laborieux résultat du travail de médiation de l'Allemagne fut ainsi d'un coup réduit à néant.

Que firent les puissances de l'Entente pour maintenir la paix à cette dernière heure? Grey reprit sa proposition de conférence. De l'avis aussi de Sazonow, le moment favorable était venu de recommander, sous la pression de la mobilisation russe contre l'Autriche, la vieille idée anglaise de la conférence à quatre. (*Livre blanc*, nº 7.) Le comte de Pourtalès représenta au ministre que, à ses yeux, les puissances de l'Entente voulaient exiger de l'Autriche ce qu'elles n'avaient jamais voulu exiger de la Serbie, c'est-à-dire de céder à une pression militaire. Dans ces conditions, l'Autriche et l'Allemagne ne pouvaient être sympathiques à l'idée de la conférence. Cependant l'Allemagne déclara à Londres qu'elle l'acceptait en principe et que seule la forme qu'on lui donnait lui répugnait. En même temps, l'ambassadeur allemand à Pétersbourg pressait Sazonow de faire de son côté des concessions pour rendre possible un compromis. On sait que ces efforts restèrent stériles. La Russie elle-même paraissait ne plus se soucier de l'action médiatrice que l'Allemagne avait exercée à Vienne jusqu'à la dernière heure. Dans la nuit du 30 au 31 juillet, elle ordonna la mobilisation générale de toutes ses forces, qui devait provoquer la mobilisation allemande et ensuite la déclaration de guerre.

Etant donné le cours de ces événements, est-il compréhensible qu'un homme d'Etat responsable puisse trouver le courage d'affirmer que l'Allemagne, qui se trouvait en présence de la mobilisation russe, de préparatifs militaires français et de la mobilisation de la flotte anglaise, aurait pu sauver la paix en acceptant, le 31 juillet encore, une conférence qui se serait tenue sous la menace des armes prêtes des puissances de l'Entente? Ce n'est pas l'Allemagne qui a rendu impossible l'idée d'une médiation des puissances puisque, jusqu'au dernier moment, elle a intercédé auprès de Vienne, — ce sont les préparatifs militaires des puissances de l'Entente, lesquelles avaient constamment à la bouche des paroles de paix, alors qu'elles étaient résolues à la guerre.

von Bethmann Hollweg.



TABLE DES MATIÈRES

Pages

I. Allemagne, éveille-toi ! 7

II. Les antécédents du crime 25

III. Le crime. 103

IV. Les conséquences de l'acte 265

V. L'avenir 289

Epilogue 315

Annexes 319



I

Allemagne, éveille-toi !

L'Allemagne et l'Autriche seront-elles victorieuses ? — La situation économique des pays belligérants. — La situation politique et militaire des pays belligérants. — La situation en France. — Partie remise. — **La question des culpabilités** . . . . Pages 7—23

II

Les antécédents du crime.

Nos impérialistes : Bernhardi et Cie. — *Avons*-nous été attaqués ou *aurions*-nous été attaqués. — Le chef du parti de la guerre. — **La guerre impérialiste.** — La place au soleil. — Le peuple élu. — Le brillant développement de l'Allemagne. — L'accroissement de la population et les colonies. — Nos vraies colonies. — Quel profit la France a-t-elle retiré de ses colonies. — Les Allemands à l'étranger : en France, en Angleterre, en Amérique. — La place au soleil pour nous, la place à l'ombre pour les autres. — La crainte de l'Allemagne. — Les succès diplomatiques de la Triplice. — La politique balkanique de l'Autriche. — Le kronprinz et le parti de la guerre. — La politique d'encerclement. — **Angleterre et Allemagne** : Le premier Congrès de La Haye. — Entre la première et la seconde Conférence de La Haye : Le gouvernement libéral anglais. — Le deuxième Congrès de La Haye : Angleterre et Allemagne. — L'Angleterre propose à l'Allemagne une entente politique et une convention navale. — Pour quoi combattons-nous ?— La liberté selon **eux**.— Le but de la paix : sécurité? — La France voulait-elle nous attaquer ? — La Russie voulait-elle nous attaquer ? — La Triple-Entente : une alliance défensive. — Les révélations de Giolitti. — L'évolution à Berlin. — Le parti de la guerre.
Pages 25—101

III

Le crime.

A. Autriche 106
B. Allemagne. 125
C. Angleterre. 180
D. Russie 215
E. France 221
F. Annexe : Livre rouge autrichien 237
Pages 103—264

IV

Les conséquences de l'acte.

Qu'il est beau de mourir pour la patrie ! — Prestige. — Prolétaires du monde, massacrez-vous ! — Morale politique — politique morale. — Quidquid delirant reges, plectuntur Achivi. — Rêves de domination mondiale. — Qui paiera les frais de la guerre ? — Quousque tandem ?
Pages 265—288

V

L'avenir.

Qu'est-ce que la paix doit nous apporter ? — Le système de la paix armée. — Une alliance pacifique des peuples libres. — Est-ce une utopie ? — La cohésion des Etats de l'alliance. — Qu'est-ce que la paix nous apportera ? — S'il en était autrement... — Le crépuscule des dieux.
Pages 289—313

Epilogue. Pages 315—318

Annexes.

Discours du chancelier Dr von Bethmann Hollweg prononcé le 4 août 1914 au Reichstag. — Discours du chancelier Dr von Bethmann Hollweg prononcé le 2 décembre 1914 au Reichstag. — Circulaire du chancelier Dr von Bethmann Hollweg adressée le 24 décembre 1914 aux ambassadeurs et consuls d'Allemagne . . . . . Pages 319—334

IMPRIMERIES RÉUNIES, LAUSANNE.

